

Journal 150

Avec ce numéro, supplément « Initiatives »



# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION 3  
BOURSE

15, rue Palmaille, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14311 - 5 F

MERCREDI 30 JANVIER 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

## Le sommet Bush-Gorbatchev reporté

« DUSQU'IL s'agit d'une décision mutuelle, on ne peut parler de déception. » Ce propos de M. Bessmertnykh, le nouveau ministre soviétique des Affaires étrangères, annonçant lundi 28 janvier l'ajournement du sommet Bush-Gorbatchev qui devait se tenir à Moscou le 11 février, confirme que les Soviétiques se sont habitués à faire contre mauvaise fortune bon cœur. Mais c'est bien d'une déception qu'il s'agit.

Sans doute est-il excessif de relier cette affaire au précédent de 1980, dernier cas d'annulation d'un sommet impliquant les deux superpuissances : Khrouchtchev en avait alors pris l'initiative à la suite de la violation de l'espace soviétique par un avion-espion américain, une affaire qui avait donné lieu à une relance spectaculaire de la guerre froide. Aujourd'hui, on peut croire au désir du président américain de ne pas quitter sa capitale au milieu d'une guerre qui s'annonce plus dure et plus longue que prévu, mais qui est tout de même une occasion pour les deux anciens rivaux de réaffirmer, à quelques nuances près, leur nouvelle solidarité.

Si donc il y a déception pour Moscou, c'est d'abord qu'aucune nouvelle date n'a été fixée pour ce sommet (il est question d'attendre le premier semestre de l'année à venir), que l'initiative de la décision revient aux Etats-Unis, enfin que les explications officielles ne sont que la partie émergée d'un iceberg de non-dit. En échange d'une « non-critique », par la partie soviétique, de la manière dont il conduit la guerre contre l'Irak, M. Bush a accepté de faire le silence sur les pays arabes. Mais ce sujet, longtemps évoqué lors de la visite de M. Bessmertnykh à Washington, est d'autant plus impoisonné le climat du sommet que le Congrès américain critique sévèrement sur ce point la « mollesse » de son président.

D'une manière générale, le Gorbatchev d'aujourd'hui n'est plus que l'ombre du Gorbatchev flamboyant que Ronald Reagan avait découvert à Genève et à Reykjavik, du « libérateur » de l'Europe que George Bush, avant même les jurés du prix Nobel de la paix, avait couronné à Malte il y a treize mois.

Non seulement les menaces de dictature évoquées par M. Chevardnadze sont à l'ordre du jour à Moscou, mais ce dernier n'est plus là pour introduire dans les relations soviéto-américaines le lien et la confiance qui lui avaient si bien réussi. Même les obstacles invoqués pour la conclusion d'un accord sur les armements stratégiques pourraient bien être moins techniques qu'il n'y paraît : le président soviétique n'est visiblement plus en mesure de bousculer ses militaires avec la même vigueur que naguère.

Aussi bien, l'épisode d'aujourd'hui rappelle davantage la situation de la première moitié des années 80, lorsque la tension internationale, mais peut-être plus encore la maladie des dirigeants soviétiques empêchaient toute rencontre. Cette fois, c'est l'URSS tout entière qui est malade, et avec elle M. Gorbatchev, qui ne dispose plus guère dans son jeu que de deux cartes : le KGB et... M. Bush. Une position bien inconfortable pour les deux hommes.

Lire page 9  
Article de JAN KRAUZE

M 0147 - 01300 - 5.00 F



## Les conséquences de la guerre du Golfe

# M. Mitterrand a accepté la démission de M. Chevènement

### M. Pierre Joxe, nommé ministre de la défense est remplacé à l'intérieur par M. Philippe Marchand

La ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, a démissionné mardi 29 janvier en fin de matinée. M. François Mitterrand a accepté cette démission.

M. Pierre Joxe a été nommé ministre de la défense et remplacé à l'intérieur par M. Philippe Marchand, jusqu'alors ministre délégué chargé des collectivités territoriales et de la sécurité civile. A

plusieurs reprises, depuis décembre dernier, M. Chevènement avait marqué sa différence avec la politique du chef de l'Etat dans la crise du Golfe.

La guerre du Golfe et certaines « raisons techniques » ont été les raisons invoquées, lundi 28 janvier, par Washington et Moscou pour repousser « d'un commun accord » le sommet prévu pour le mi-février.

France - à Koweït. En plein ciel, puisqu'il était encore en route entre la France et l'Arabie saoudite, le ministre de la défense improvisa, avec les chefs militaires et ses conseillers civils qui l'accompagnaient, la constitution d'un corps expéditionnaire de blindés légers et d'avions de combat.

Mais, déjà, on crut comprendre que M. Chevènement estimait prématuré et probablement encore inopportune l'expédition, face aux Irakiens, d'un contingent déjà trop « musclé » de son point de vue. Il semblait au ministre de la défense que la France se mettait « à la remorque » des Etats-Unis. Selon lui, les Américains, qui, confie-t-il, n'ont pas de véritable politique arabe à la différence de la France qui doit en avoir une, s'empressent d'exiger de leurs alliés un important effort militaire susceptible de compléter le leur. En outre,

de l'avis de M. Chevènement, les Etats-Unis ne prenaient pas assez au sérieux les discussions avec Bagdad, pour trouver une solution pacifique et globale à l'ensemble des problèmes du Proche-Orient.

Au fil des semaines, l'impression a prévalu d'un hiatus entre la politique conçue à l'Elysée même et l'application que souhaitait lui donner, sur le terrain, le ministre de la défense. Dans les milieux politiques, notamment dans l'opposition et jusqu'au sein même du PS, on accusait M. Chevènement de « trainer les pieds ».

JACQUES ISNARD  
Lire la suite page 2

Page 2

« Le hasard du paradoxe »  
par Daniel Schneidermann

## Lire également

■ Le film des événements : « Et aussi des réfugiés »  
par JACQUES DE BARRIN

■ Dans une interview à CNN, M. Saddam Hussein affirme que ses fusées ont une capacité militaire, chimique et biologique  
■ Le général Saïdah affirme qu'il ne faut pas exclure d'utiliser l'arme chimique  
■ L'exode des avions irakiens en Iran  
par JACQUES ISNARD

■ La lutte contre la marée noire  
par FRANÇOISE CHIPAUX

■ La guerre, fauteur de crimes écologiques  
par ROGER CANS

■ Diagonales : Cormoran  
par BERTRAND POIROT-DELPECH

■ L'Allemagne prête à livrer du matériel militaire à Israël  
par HENRI DE BRESSON

■ Au Liban sud, l'OLP a tiré des dizaines de roquettes sur la « zone de sécurité » israélienne

■ Au Japon, la contribution à la guerre violemment critiquée par l'opposition  
par PHILIPPE PONS  
pages 3 à 11

■ Les bénéfices records d'Elf-Aquitaine  
par VÉRONIQUE MAURIUS

■ Avantage aux pétroliers  
par ERIC FOTTORINO  
page 21

## Évidences malgré censure

par André Fontaine

Jamais guerre n'aura été aussi copieusement « couverte » par les médias. Jamais, pourtant, on n'aura eu autant de peine à savoir ce qui se passe réellement : des deux côtés, les médias se sont arrogé le monopole de la production et de la distribution des images des combats, coupant avec un zèle extrême tout ce qui pourrait fournir des indications utiles à l'ennemi ou affecter le moral de l'arrière.

Les « porte-parole » en disent le moins possible. Personne n'est en mesure d'avancer une explication sûre quant aux raisons du départ pour l'Irak, sans qu'apparemment l'aviation s'efforce beaucoup à s'interposer, de plusieurs dizaines d'avions civils et militaires irakiens.

Mais il n'est pas de censure qui, lorsque tant de gens sont à l'affût, ne laisse affleurer, bon gré mal gré, quelques éléments : à preuve les propos de bidasses plutôt désabusés qu'on a entendus, lundi, sur la Une.

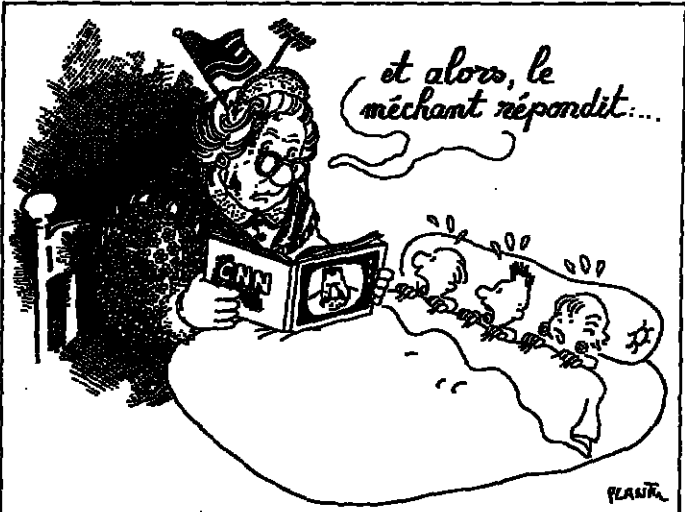
Dispersée l'euphorie des premières heures, chacun est maintenant que le potentiel irakien est loin d'être pulvérisé. Que Saddam, grâce à d'assez prodigieux hangars souterrains, a pu mettre à l'abri le gros de son aviation.

Que des heures très sophistiquées, venues bien entendu d'Europe, voire de France, lui ont permis de sauver nombre de cas Scud qu'il expédia la nuit tombée sur Israël et l'Arabie saoudite : ne nous dit-on pas à présent qu'il en aurait encore plusieurs centaines, alors qu'on nous avait rebattu les oreilles des moyens de détection infallibles dont les Américains étaient censés être dotés ?

Idem pour le système de communications ennemi, qui devait être mis en un rien de temps hors d'état de fonctionner : il a certainement souffert, mais à voir la manière dont le maître de l'Irak continue de « stupéfier », selon les propres termes de ce dernier, le président des Etats-Unis, rien ne permet de penser qu'il ait perdu le contact avec les divers éléments de son armée.

Un certain mystère continue d'entourer l'effet du tapis de bombes déversées à longueur de journées sur les cent cinquante mille hommes de la redoutable « garde républicaine » du dictateur, enterrée avec des centaines de chars et de mortiers et protégée par d'innombrables mines à la frontière nord du Koweït.

Lire la suite page 8



## La gravure à l'épreuve du temps

Le Grand Palais accueille pour la cinquième fois le SAGA, Salon de l'estampe et de l'édition d'art à tirage limité. La gravure y règne

« Graver, c'est reprendre le canif de l'enfance qui torse la brèche de noisetier, celle dont l'écorce une fois incisée s'épluche comme le sparadrap - vestige des premières tentatives. »

« Mais ma première gravure, je l'ai faite sur un morceau de tuyau de plomb, vaillamment écrasé par un si lourd marteau. J'avais gravé un R - j'étais Rouletabille - mon frère un R - il croyait être Rocambole. Nous étions fiers... nous sentions confusément, comme on dit, qu'une étape venait d'être franchie, nous ne constructions plus d'éphémères châteaux de sable. Il nous restait par contre à nous démarquer. »

« Quand je grave maintenant, il y a sans doute beaucoup de cette envie de ne pas changer d'R. »

C'est en ces termes que Philippe Favier répond à la question : « Pourquoi faites-vous de

la gravure ? ». Pour cet artiste de trente-quatre ans, qui doit à l'estampe une bonne part de sa notoriété, un souvenir d'enfance suffit à justifier sa pratique. Or les choses ne vont pas autant de soi. Tout au long des années 60 et 70, la gravure a fait grise mine. Sans doute le vieux Picasso exécutait-il alors à l'eau-forte ses ultimes chefs-d'œuvre - la Suite 347 et Degas dans la mai-

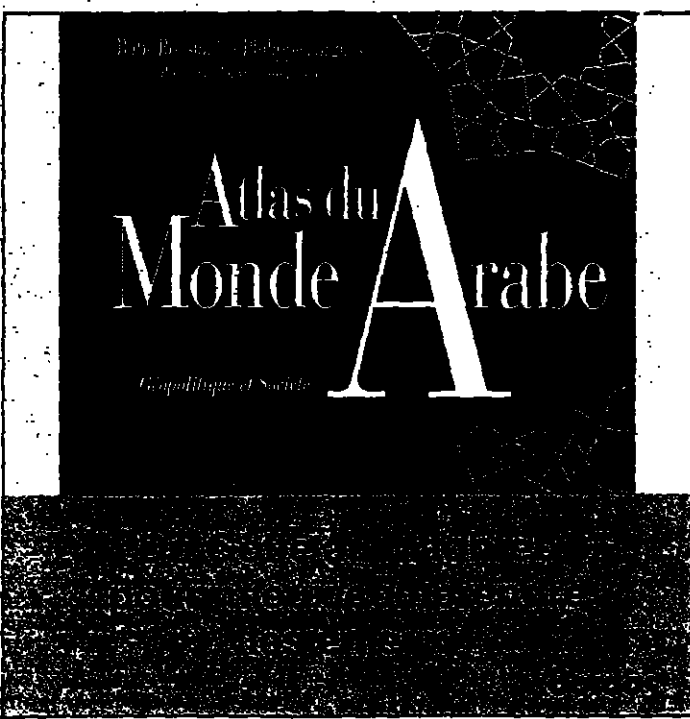
son Tellier ; sans doute des Américains alors moins connus, comme Jasper Johns ou Jim Dine, venaient-ils graver à Paris chez les frères Crommelynck ; sans doute Miro travaillait-il sur les presses d'Aimé Maeght, rue Daguerre. Mais qui voulait le savoir hors quelques amateurs d'estampes, aussi discrets que passionnés ?

C'est l'époque où des lithographies de plus en plus douteuses inondaient le marché. L'époque où Salvador Dali se contentait de signer des feuilles vierges, à charge pour d'autres de remplir l'espace au-dessus de la signature. C'est l'époque où un tirage de 150 exemplaires pour une litho paraissait modeste.

PHILIPPE DAGEN  
et EMMANUEL DE ROUX  
Lire la suite page 15

## SCIENCES ♦ MÉDECINE

■ Hypnose des batailles : comment soigner les survivants à une guerre ? La « version » de la lecture  
■ Corrigés et revus : la conservation des documents graphiques.  
pages 19 et 20



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 600 m.; Allemagne, 3,50 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 33 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 12 KRD ; Espagne, 175 PTA ; Grèce, 70 p.; Irlande, 80 p.; Italie, 2.000 L.; Luxembourg, 33 FL ; Norvège, 15 KRN ; Pays-Bas, 2,50 FL ; Portugal, 160 ESC ; Sénégal, 375 F CFA ; Suède, 14 KRB ; Suisse, 1,70 FS ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$.

# LA GUERRE DU GOLFE

Le départ du ministre de la défense

## Jean-Pierre Chevènement, le hussard du paradoxe

Jean-Pierre Chevènement était parfois saisi de légères migraines le vendredi soir, dans l'avenue du ministre qui l'emmenait vers Belfort et un conseil municipal réparateur. Homme pudique, il se gardait bien de maudire le destin, même si le destin lui a joué un drôle de tour. Ministre de la guerre qui faisait la guerre à reculons, « fanamili » jeta aux côtés de ces pacifistes pour qui il n'avait pas assez de sarcasmes; et, surtout, obsédé de l'indépendance nationale, contempteur de l'atlantisme, contraint d'avaler cuillerée après cuillerée la potion amère de la guerre américaine... Même si son carburant politique semble toujours avoir été la contradiction, c'était beaucoup.

Quelques mois plus tôt, pour sauver son budget, il ferraillait contre eux, dans le parti, qui brûlaient d'encaisser « les dividendes de la paix ». On raillait comme d'habitude ses envolées cocardes, sa *Marseillaise*, sa filiation intellectuelle mutuellement assumée avec Michel Debré, et ce curieux bolcho-bonapartisme dont il a déposé le brevet en entrant en politique. « Si je ne le fais pas, qui le fera ? », répondait-il, mi Jeanne d'Arc mi saint Sébastien, à ceux qui le pressaient gentiment de ne pas s'abîmer la santé dans une cause obsolète. Et voilà que la guerre vient renverser les fronts!

### L'intérêt pour Mautras

Il a été servi, le fondateur du CERES qui s'est toujours effrit des consensus et des évidences trop simples. A vingt ans, ce fils d'instituteurs franco-comtois monté à Paris flûte ainsi avec un curieux groupe, un tantinet lunaire, baptisé Patrie et progrès. Au cœur de la guerre d'Algérie, cette poignée de jeunes gens de bonne volonté ne soulèvent rien de moins que le réconcilier Français et musulmans autour d'une sorte de « révolution nationale », aussi vague que flamboyante. Patriotisme claironné, penchant pour les « grands desseins » quelque peu fumeux, ponctués de farouches mouvements de menton, une bonne partie du futur CERES est déjà en germe dans cette petite loge. D'autant que les futurs cofondateurs, Didier Motchane et Alain Gomez, militent eux, activement à Patrie et Progrès.

De ces fréquentations précoces, certains ont voulu hâtivement déduire que Chevènement flûte, à vingt ans, avec le rêve de l'Algérie française. C'est une erreur, il s'agit d'un autre

alors un intérêt suspect pour Charles Maurras, maître à penser des monarchistes d'avant-guerre. A Sciences-po, ne consacra-t-il pas son mémoire de fin de cycle à « la droite nationaliste devant l'Allemagne »?

Dans le doute, retenons-en plutôt un souci forcé d'originalité et une méfiance de plomb à l'égard du « prêt-à-penser ». Quand, stagiaire de l'ENA, il débarque à l'école des officiers de Cherchell, près d'Alger, en 1960, sa religion est faite en vingt-quatre heures : l'Algérie sera indépendante. « Si l'Algérie française avait été possible, j'aurais été pour. Mais il suffisait de voir les regards des musulmans pour comprendre », l'horreur de la guerre, qu'il côtoie ensuite dans l'Oranais où il est affecté à la tête d'une section administrative spéciale (SAS) – il retrouve alors égarés certains de ses auxiliaires musulmans – le renforce, si besoin en était, dans cette certitude.

### Le cynisme et les gravités

Tout de suite après les accords d'Evian, sa section dissoute, il remplace comme chef adjoint de cabinet du dernier préfet d'Oran, dans une préfecture chaque jour bombardée au bazooka. Dans une ambiance que seule peut évoquer aujourd'hui l'image de Beyrouth, et où il va rester de mars à décembre 1962, comment la décadence de l'Etat français, qui s'apprête à plier bagages dans la honte et le sang, ne le marquerait-elle pas au fer rouge?

L'horreur culmine le 5 juillet, dernier jour de l'Algérie française, quand plusieurs centaines d'Européens sont enlevés. Des mois d'efforts de Chevènement, désormais responsable consulaire, et plusieurs démarches auprès de Ben Bella, nouveau chef de l'Etat, resteront vaines : seuls une vingtaine d'enlevés seront restitués vivants par les Algériens.

De cet épisode, il tire une leçon : dans un affrontement entre deux peuples, la supériorité militaire n'est pas toujours le plus déterminant. Retour à Paris, le souvenir d'Oran s'incruste en Jean Chevènement à rejoindre cette haute administration, qu'il a vue aggraver dans le cynisme et les gravités. Ce sera donc la politique. Mais où?

Le gaullisme? Séduisant, certes, mais Chevènement et ses amis décident vite, sous la magie du verbe, un indémodable fond conservateur. La réquisition des mineurs par de Gaulle, lors de la grande grève de 1963, les écarte

définitivement du régime. Alors le gauchisme, en effervescence? « Mao était au plus haut, le « Che » crevait le plafond, le communisme à l'italienne se tenait bien il y avait aussi un fort retour sur le Trotski », note ironiquement Chevènement (1). Ce valeurs-là, très peu pour lui.

Que reste-t-il, si l'on excepte le PCI – pas tout à fait? La SFIO, perdue! la vieille SFIO décapitée, discordante par ses compromissions et ses échecs chargés de tous les péchés de la IV<sup>e</sup> République, mais dont les murs paraissent encore saisis. Après tout, mieux vaut être au chaud à l'intérieur de la boutique, qu'à enfoncer des bilabes médiocres de boutiquiers, qu'un affûté aux mains pures devant la vitrine, Mendès France, par exemple. En politique, cela s'appelle l'entrisme, et voilà bien une des constitutives de Chevènement.

Et puis quoi de plus chic, au fond, que cette apparente rigueur? Ainsi, dans l'incomparable plaisir du paradoxe, naît le CERES en 1964, comme une provocation académique, sans autre effet apparent que d'effaroucher

un peu le bourgeois, et sans autre utilité immédiate que de fournir à Guy Mollet une flamboyante caution d'ultra-gauche.

Dans la logorhée du CERES de l'époque, ce ne sont qu'« ouvriers », « classes », « impérialisme », qui claquent comme des ventricules de mousquetaires. Aujourd'hui encore, d'ailleurs, l'ouvrierisme se porte bien. Dans la récente controverse sur l'abandon de la boutique, qu'il a suppléant lors du débat parlementaire sur la guerre, Chevènement ne perd pas une occasion de baptiser M<sup>me</sup> Gilberte Martin-Moskowitz « militante ouvrière », alors qu'elle se fit jamais que secrétaire de direction chez Alsthom.

### Penser utile toujours

Pour autant, notre jeune énarque est-il sincèrement marxiste? « Allons donc », s'insurge un vieux ami, il était bien trop volontaire pour avaler la choucroute de ce rhénan furieux et antipathique. Tout au plus est-il « anti-anti-marxiste », rejetant la perspective d'une gauche à jamais stérilisée par la quarantaine éternelle du PCF. Penser utile, toujours!

Ce fut cela, le CERES, la rencontre de quelques technocrates auto-entrepreneurs exclusifs de la nation, et d'une phalange emmenée par Georges Sarre, inspecteur au centre de tri postal de Paris-Brume, allégrement auréolée d'origines para-ouvrières. L'épique donna lieu à de jolis chahuts, de frénétiques campagnes d'adhésions, et à une miraculeuse multiplication des sections, pour se terminer en apothéose, en 1969, par la prise de contrôle de la fédération de Paris de la vieille maison.

En attendant mieux, deux ans plus tard, au congrès d'Episy, c'est Chevènement, avec ses modestes 8,5 % des mandats, qui permet à François Mitterrand de s'emparer du nouveau Parti Socialiste. Au fil des congrès, il saura rester une force d'appoint indispensable au premier secrétaire dans les moments critiques, ce dont le chef de l'Etat, de l'avis général, se souvenait encore hier.

En dépit, bien entendu, d'escarmouches nombreuses. Ainsi quand éclate la guerre du Kippour, en 1973, le PS se déclare entre un Gaston Defferre pro-Israël inconditionnel et une très active aile pro-arabe. François Mitterrand tente de faire adopter une motion de synthèse. Peine perdue : Chevènement et ses amis ne le signent pas, une phrase y appelant le droit d'Israël à disposer de « frontières sûres ». Le CERES pense « que cette mention était superflue et que, sous cette forme, elle peut être interprétée comme une justification de certaines annexions de territoires » écrit, alors, le Monde.

Quelques jours plus tard, la fédération PS de Paris se fustige de sa propre analyse, de tonalité nettement plus pro-arabe. Mitterrand en personne devra exiger du Bureau Exécutif une condamnation, en bonne et due forme, des chevènementistes parisiens, qui battent alors en retraite, plutôt piteusement.

Car, en matière de politique extérieure, ce sens faire injure à Chevènement que de ne pas le créditer de convictions durables, sinon toujours formulées sans masque : pays médi-

terrané, la France doit faire la politique de sa géographie. Et cette politique-là, fondée sur de bonnes relations avec ses voisins du Sud, ne se confond pas, tant s'en faut, avec les intérêts des Etats-Unis. Quant à l'intégration européenne, elle n'est rien d'autre à ses yeux – comme à ceux de Michel Debré – qu'une technique, soumise et sophistiquée, de vassalisation par les Américains.

Tout au long de la carrière de Chevènement, toute occasion est bonne pour se démarquer des Américains. « La colonisation américaine est plus agréable que l'invasion soviétique. Mais celle-ci est à l'œuvre tous les jours », explique-t-il avant même Gorbachev (1). Ou encore : « Quand on regarde une mappemonde, les Etats-Unis et l'Europe ne sont pas à la même place. Leurs intérêts ne sont pas les mêmes ». En 1982, quand Reagan décrète l'embargo contre l'URSS pour la punir de l'état de guerre en Pologne, et tante de l'indépendance à l'Europe, avec quelle ferveur le ministre de l'Industrie réquisitionne-t-il la société Dresser France pour la sonner d'honneur ses contrats avec Moscou!

C'est au Sud, donc, que la France doit chercher ses partenaires du siècle prochain. Et de préférence parmi les régimes les plus « avancés ». Dans sa perception du monde arabe, le maître à penser de Chevènement, qui par ailleurs s'en reconnaît peu, s'appelle Jacques Berque. Aujourd'hui âgé de quatre-vingt ans, ce professeur honoraire au Collège de France occupe une place éminente – et à part – dans l'orientalisme français. A l'inverse d'un Maxime Rodinson, plus impartial, Berque ne se défend pas d'une indéfectible sympathie pour son objet d'étude : l'Islam.

### L'Islam facteur de modernité

Pour Berque qui, se défiant du cartésianisme, se refuse irréductiblement à prouver ou démontrer quoi que ce soit, l'Islam est un facteur de modernité. A cet égard, il considère le régime irakien, rempart contre l'intégrisme iranien, avec une sympathie toute particulière qui n'est pas sans rappeler le regard énamouré que portent, en d'autres temps, d'autres intellectuels sur l'Union Soviétique. C'est ainsi Berque qui, en 1984, sollicite Chevènement pour être un des membres-fondateurs de l'association des Amitiés franco-irakiennes.

Dans chacun de ses ministères depuis 1981, Chevènement confie une mission à Berque. Ministre de la recherche, il lui demande d'explorer les possibilités de coopération scientifique avec les pays en voie de développement. Ministre de l'Education, en 1985 il charge encore le professeur d'un rapport sur la scolarité des « béurs ». Berque y propose rien moins qu'un remodelage des programmes de l'école élémentaire, pour y intégrer, notamment, l'apprentissage de l'arabe et du portugais.

Croit-on que cette vision entre en contradiction avec « l'école de la Marseillaise », chère à Chevènement? C'est oublier que la contradiction est précisément son moteur. « Il ne s'agit pas de défendre l'identité française, mais de construire celle de 2083, qui inclura une composante méditerranéenne », explique alors le ministre. Comme un écho au vieux rêve de

Berque de ces « Etats-Unis méditerranéens, dont les deux crêtes seraient la France et certains pays arabes ».

Entre Chevènement et la communauté juive, les rapports ne pouvaient être qu'électriques – bien que Niza, son épouse, soit d'origine juive égyptienne. Une méchante rumeur courut même lors de la première campagne législative de Chevènement à Belfort, en 1973. Son adversaire à la désignation au sein du PS était un notable local, Michel Dreyfus-Schmidt. « Y en a marre, des Juifs » lâcha échapper un baronnet chevènementiste lors d'une réunion militante. On se hâta de rapporter les propos à Dreyfus-Schmidt. L'affaire grimpa jusqu'à la commission des conflits du parti, mais Chevènement préféra nier les propos – pourtant entendus par plusieurs témoins – plutôt que de désavouer leur auteur.

Convictions pro-arabes; défiance viscérale à l'égard de l'hégémonie américaine : du 2 août au 16 janvier, Chevènement va tout faire pour éviter la guerre. D'abord en défendant la logique de l'embargo contre le blocus. Puis en freinant désespérément la progression dans les esprits de la « logique de guerre ». Quand Mitterrand, le 24 septembre, prononce à la tribune de l'ONU un discours nettement plus balancé que la position américaine, certains voient la patte de Chevènement derrière l'affirmation de cette « différence » française.

Et la guerre venue, que de menagements verbaux, quelle insistance à rappeler, alors même que ces rappels apparaissent de plus en plus surréalistes, que le seul objectif en est « la libération du Koweït ». Quelle répugnance à appeler en public Saddam Hussein – ce dictateur mérovingien –, comme on dit à Maligne – un criminel de guerre, même s'il le traite en privé de « Marine internationale ».

Ce que le ministre de la Défense, baillonné, même si le baillon est serré, ne peut exprimer, ses amis le disent pour lui. Ainsi sa suppléante s'abstient lors du vote de politique générale du gouvernement sans que le ministre, qui sait pourtant à l'occasion faire marcher sa troupe au clairon, fasse un geste pour la convaincre.

Michel Rocard a demandé plusieurs fois sa tête au président. A deux reprises, début décembre et début janvier, l'intéressé lui-même a implicitement présenté sa démission au chef de l'Etat. Le 16 janvier, un ministre de la Défense proche de la paix, plutôt que de la guerre, répondit alors le Président, qui préférait à l'évidence garder figé et baillonné au sein du gouvernement ce ministre insolite, plutôt que de lui rendre une liberté de parole périlleuse pour la cohésion nationale.

Qui sait, en effet, quelles recompositions un enlèvement des opérations militaires pourrait susciter dans l'opinion? La coagulation de l'ultra-nationalisme chevènementiste et du pacifisme d'extrême-gauche, avec des relais sur tout le spectre politique jusqu'à certaines franges de l'écologie du Front National, est sans doute la dernière chose que puisse souhaiter le chef de l'Etat.

« Le président a décidé de lui faire subir jusqu'au bout le supplice de Michel Debré, premier ministre pro-Algérie française à qui de Gaulle fit assumer la décolonisation » assuraient les rocardiens, ennemis de toujours. Et de ricaner, voyant dans la démarche de Chevènement un avatar supplémentaire de « l'archaïsme colonial » du CERES.

L'intéressé endurait en silence, franco-comtois tête de bois, soliste stoïque d'une guerre dont l'effet principal, à ses yeux, sera de livrer le Proche-Orient au fanatisme, gorgé de l'ambre volupté d'être incompris. Plus néo-maurassien que jamais, il continuait d'opposer les « démocrates », ces politiciens qui pilotent leur carrière ou leur ministère le nez sur les sondages – type Noir ou Rocard – aux « républicains », ces intrépides prêts à braver l'incompréhension générale, parmi lesquels il se range évidemment. La troisième démission fut la bonne.

Convenait que seule l'Histoire lui rendra raison, il méditait à mi-voix, vendredi dernier, après le conseil municipal, en attendant le Minut Fils de la Ciné, sur les traverses du désert des géants du siècle. Le Destin, après tout, n'a reconvoqué Chevènement qu'à soixante-dix ans, de Gaulle à soixante-huit, Mitterrand à soixante-cinq. Lui n'en a que cinquante et un et sa santé est bonne, mis à part, parfois, de légères migraines.

DANIEL SCHNEIDERMAN

(1) Jean-Pierre Chevènement, « Le pari sur l'intelligence », Flammarion 1985.



## M. Mitterrand a accepté la démission du ministre

Suite de la première page

Ce dont l'intéressé se défendait avec vigueur, appuyé qu'il était par les états-majors qui savaient que le déploiement de « Daguet », comme celui de l'opération américaine « Bouschier du désert », ne pouvait pas, dans les faits, aller aussi vite qu'on pouvait l'imaginer pour de simples raisons techniques de logistique.

Le malaise s'est accentué dès qu'il est apparu plus clairement que – pour la première fois, sous la V<sup>e</sup> République – le tandem que formaient nécessairement le chef des armées et son ministre de la Défense fonctionnait de façon de plus en plus heurtée dans la pratique quotidienne. Des absences de M. Chevènement à des conférences de presse de M. Mitterrand, voire à des réunions sur les problèmes de défense à l'Elysée, étaient interprétées comme autant de signes de ce malaise.

Fondamentalement, la position du ministre de la Défense a été qu'il fallait, d'abord, compter sur un embargo naval et aérien qui devrait être long (il parlait, en privé, d'une durée de dix-huit mois) et le plus efficace possible pour contraindre M. Saddam Hussein à évacuer le Koweït. Cet embargo avait, à ses yeux, la vertu d'assécher les finances de l'Irak puisque ce pays ne pouvait plus commercialiser son pétrole.

En décembre 1990, le divorce entre le chef de l'Etat et M. Chevènement s'est accentué, à la fois lors de la décision de M. Mitterrand d'écarter davantage encore le dispositif « Daguet » en Arabie saoudite (il est monté jusqu'à 12 000 hommes) et lors du vote, par l'ONU, de la résolution 678 en faveur d'un recours à la force contre l'Irak. Le ministre de la Défense a alors considéré que venir de se matérialiser « une logique de guerre » d'autant plus dangereuse et irréversible, selon lui, que parallèle-

ment, les alliés ne déployaient pas assez d'efforts diplomatiques.

Les critiques de M. Chevènement, notamment par le biais de ses amis politiques au PS, ont de plus en plus porté sur cet engrenage fatal, de leur point de vue, que l'on devait, en réalité, à une volonté délibérée de Washington d'en découdre avec M. Saddam Hussein et de s'en prendre au régime irakien. Or, à tous ceux qui considéraient le ministre de la Défense, la France doit avoir sa propre politique au Proche-Orient, quitte à se démarquer de certains de ses alliés qui suivent Washington.

C'est la raison pour laquelle M. Chevènement a amèrement regretté que la France ait, par exemple, donné l'impression de retirer du vote, quelques heures avant la fin de l'ultimatum « onusien » du 15 janvier, sa propre résolution concernant une proposition de Conférence internationale sur l'ensemble des questions du Proche-Orient. Il y a vu comme un abandon, par la France, de son originalité sous la pression des Anglo-Saxons.

En adressant sa démission de ministre de la Défense au chef des armées – ce qui reste un cas unique dans les annales de la V<sup>e</sup> République – par une simple lettre d'une dizaine de lignes, M. Chevènement met un terme à un désaccord politique de fond avec le gouvernement et, accessoirement, à un inconfort moral qu'il vivait de plus en plus mal. A plusieurs reprises, il s'était ouvert – au début de la semaine dernière encore – de ses états d'âme à M. Mitterrand, qui, pourtant, l'avait incité à demeurer à son poste, alors que la guerre était déclenchée contre Bagdad, et qui en avait profité pour lui demander de ne pas hésiter à répliquer aux attaques dont il pouvait être la cible. A en croire ses proches, il se dit aujourd'hui « délégué » d'avoir pu quitter un tel fardeau.

JACQUES ISNARD

## La lettre du ministre de la défense

Voici le texte de la lettre, en date du mardi 29 janvier, adressée par M. Jean-Pierre Chevènement au président de la République :

« Monsieur le Président,

« Une certaine idée de la République m'invite à vous demander de bien vouloir me décharger des fonctions que vous m'avez fait l'honneur de me confier.

« Aux raisons de fond que je vous ai exposées début décembre, il me semble que les événements donnent aujourd'hui toute leur force. J'ajoute que la logique de la guerre risque de nous éloigner chaque jour des objectifs fixés par les Nations unies.

« Je vous prie de croire, Monsieur le Président de la République, en l'assurance de ma haute considération et à mes sentiments fidèles. »

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

## Déjà, en 1983...

En février 1983, M. Jean-Pierre Chevènement, alors ministre de la recherche et de la technologie, avait remis sa démission pour manifester un désaccord, non pas seulement sur « les méthodes et la conception de l'action gouvernementale », c'est-à-dire les moyens d'action qu'il revendiquait pour la gestion du secteur public, mais aussi sur le fond de la politique économique.

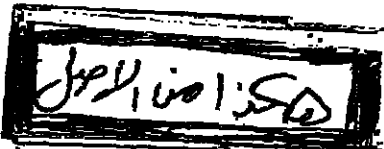
M. Mitterrand n'avait pas accepté cette démission et lui avait demandé d'attendre le second tour des élections municipales du 13 mars. M. Chevènement quitta le deuxième gouvernement Mauroy à la faveur d'un vaste remaniement, le 22 mars.

Advertisement for Adam H... Capacité... featuring a large image of a person and various text elements.



OLFE

ard du paradoxe



## LA GUERRE DU GOLFE

... Le Monde • Mercredi 30 janvier 1991 • 3

### Le film des événements Des réfugiés en masse

Il commence à y avoir foule de réfugiés aux frontières de l'Irak, pilonné par l'aviation alliée. Ainsi, plusieurs centaines d'étrangers - Africains, Asiatiques, Palestiniens, etc. - ont pu entrer en Jordanie, lundi 28 janvier, sans avoir obtenu, semble-t-il, le visa de sortie que réclamait Bagdad.

Pour la première fois depuis le déclenchement des hostilités, des Irakiens ont demandé asile en Iran, où les autorités locales ont annoncé qu'elles n'exigeaient d'eux aucun visa d'entrée. Selon l'Office des Nations unies pour les secours en cas de catastrophe (UNDRO), le nombre de ces réfugiés pourrait atteindre 80 000. Des camps capables d'accueillir plusieurs centaines de milliers de personnes ont été mis en place en Iran, en Jordanie et en Syrie, dans les régions frontalières de l'Irak.

A en croire les témoignages de certains réfugiés, des convois de civils auraient été bombardés par les forces de la coalition qui auraient aussi endommagé l'autoroute qui conduit de la capitale irakienne à la frontière jordanienne. Radio-Bagdad a, pour sa part, indiqué que 320 civils avaient été tués au cours des cinq pre-

mères journées de guerre, accusant les alliés d'attaquer des zones d'habitation.

Dans un entretien accordé à l'envoyé spécial à Bagdad de la chaîne américaine CNN, M. Saddam Hussein a fait remarquer que, pour le moment, son pays avait « maintenu l'équilibre en n'utilisant que des armes conventionnelles » mais qu'il disposait de missiles à charge non conventionnelle.

#### « En très grand danger »

Un porte-parole militaire britannique a reconnu, à cet égard, que « l'Irak conserve des capacités chimiques massives » malgré la destruction en cours de ses moyens de production. « Si Saddam Hussein lance une attaque chimique contre Israël, averti, lundi, M. Itzhak Shamir, le premier ministre, dans une déclaration à la radio, il mettra sa personne et son pays en très grand danger. »

Pour l'heure, l'Etat hébreu a été, une septième fois, la cible d'un missile Scud à ogive conventionnelle dont les débris sont tombés en Cisjordanie sans faire de victimes. « Le moment approche », a assuré M. Shamir, devant la Knesset, où la menace des missiles-

contre Israël sera levée. Selon la radio nationale, citant des sources militaires, on ne compterait plus, dans la région occidentale de l'Irak, que dix à quinze rampes de lancement de Scud dont M. Pierre Mauroy, en visite à Jérusalem, a affirmé qu'il ne comportaient « aucune pièce française ».

Autre mystère savamment entretenu par Bagdad : l'atterrissage en Iran de Mig-23, de Mirage-F1 et d'avions de transport dont, d'après des sources militaires britanniques, le nombre dépasse maintenant la centaine. Il s'agit peut-être d'une mise à l'abri, qui confirmerait la suprématie aérienne des forces de la coalition. Saddam Hussein s'est dit prêt, en tout cas, à « respecter la décision » de Téhéran de confisquer cette flotte jusqu'à la fin de la guerre. De leur côté, les alliés ont rejeté les accusations irakiennes selon lesquelles 50 appareils israéliens avaient rejoint, en Arabie saoudite, « les armées agresseuses ».

Quant à la merée noire, qui atteint 80 kilomètres de long et dérive à la vitesse d'environ 5 kilomètres par jour, elle serait en voie d'être contenue, selon un porte-parole militaire américain, après le bombardement

par l'US Air Force, à Koweït, du terminal pétrolier d'al-Ahmadi. Le ministre saoudien du pétrole a estimé qu'environ 1,6 million de tonnes d'hydrocarbures avaient été ainsi déversées en mer. Aux dires d'experts français, 100 kilomètres de côtes ont déjà été polluées et plus de 200 le seront d'ici à la fin des opérations internationales de secours.

#### Des prisonniers heureux ?

Le président George Bush a répété que les Etats-Unis et leurs alliés livraient une guerre « juste et morale » au terme de laquelle « le bien triomphera du mal ». Saddam Hussein a, pour sa part, manifesté une égale confiance dans l'issue des hostilités. « Au bout du compte, l'Irak l'emportera », a-t-il confié à l'envoyé spécial de CNN. Il n'y a pas une seule chance sur un million qu'il en soit autrement. Cette guerre a, en tout cas, servi à justifier le report du sommet américano-soviétique qui devait avoir lieu, à la mi-février, à Moscou. Pour M. James Baker, le secrétaire d'Etat américain, il aurait été « inapproprié » que M. Bush s'éloigne de la Maison Blanche en plein conflit.

M. Michael Heseltine, le ministre britannique de l'environnement, a invité l'Europe à augmenter sa contribution à l'effort de guerre. « Nous ne pouvons pas nous attendre, a-t-il dit, que l'Amérique paie un prix disproportionné en argent ou en vies humaines, par rapport à ce que nous sommes prêts à payer. » Les Etats-Unis ont déjà obtenu les 36 milliards de dollars qu'ils escomptaient de leurs alliés pour financer leurs opérations militaires pendant les trois premiers mois de l'année : 13,5 milliards de l'Arabie saoudite, autant du Koweït et 9 du Japon.

Préoccupation plus immédiate des Etats-majors alliés : préparer l'accueil des nombreux prisonniers de guerre irakiens dont plus de 120 sont déjà entre leurs mains. Le 7<sup>e</sup> corps d'armée américain a déjà construit un centre de transit pour 20 000 détenus dans la partie ouest du front et les marines un autre de 40 000 dans le secteur est. « Traités comme ils le seront », a souligné le porte-parole du contingent britannique, la capture serait la meilleure chose qui puisse arriver aux soldats irakiens... »

JACQUES DE BARRIN

Dans une interview à la chaîne CNN

## M. Saddam Hussein affirme que ses fusées ont une capacité nucléaire, chimique et biologique

L'Irak pourrait utiliser des armements non conventionnels contre les alliés, et les missiles Scud lancés contre l'Arabie saoudite et Israël ont une capacité nucléaire, chimique et biologique : telles sont les affirmations faites, lundi 28 janvier, par M. Saddam Hussein au journaliste de la chaîne de télévision américaine CNN, Peter Arnett, qui les a rapportées aussitôt après, au cours d'une communication radio par satellite.

Peter Arnett a raconté qu'il avait été contacté lundi par des responsables irakiens, pour avoir un entretien avec un haut dirigeant. Eminent dans un bungalow de la banlieue de la capitale, il a attendu une heure, puis M. Saddam Hussein est arrivé, plutôt détendu, a-t-il précisé. Il s'est

entretenu avec lui pendant une heure et demie. C'est la première interview accordée depuis le début de la guerre par le président irakien.

Au cours de cet entretien, le chef de l'Etat irakien a affirmé que l'offensive, aérienne des alliés avait « échoué » et que jusqu'à présent, l'Irak avait « maintenu l'équilibre en n'utilisant que des armes conventionnelles ». Peter Arnett lui demandant si cela signifiait qu'il n'utiliserait pas d'armes non-conventionnelles au cas où les alliés n'y auraient pas recourus, Saddam Hussein a répondu : « Ce n'est pas ce que je veux dire ». Et d'ajouter : « L'Irak utilisera des armes qui équivalent à celles que l'on utilise contre nous ». Toujours selon le journaliste, le président irakien

aurait affirmé que les Scud modifiés « ont une capacité nucléaire, chimique et biologique ».

« L'impression que j'ai eue à travers cette interview », a déclaré Peter Arnett, est que le président Saddam Hussein disait qu'il avait jusqu'à présent réussi à maintenir l'équilibre des forces en utilisant des armes conventionnelles. Il a alors laissé entendre que si les pertes (côté irakien) devenaient trop importantes, il risquait de se voir contraint d'employer les armes non conventionnelles dont il dispose. »

Saddam Hussein a affirmé également qu'il ne savait pas combien de temps durerait la guerre du Golfe mais, a-t-il promis, « beaucoup de sang sera versé des deux côtés, du sang américain, français, saoudien et

irakien ». Interrogé sur les risques d'une défaite de l'Irak, le président a répondu : « Pas une seule sur un million. »

Saddam Hussein a par ailleurs dénoncé les « hommes politiques occidentaux hypocrites » qui l'ont persuadé de libérer les otages afin de sauver le paix. « Si j'avais gardé ces cinq mille otages, les Américains bombarderaient Bagdad ! », a-t-il demandé.

Interrogé sur les pilotes alliés capturés et réparés depuis - selon Bagdad - sur des installations stratégiques en violation des Conventions de Genève, le président irakien a fait valoir que des Irakiens vivant dans des pays de la coalition avaient été internés. « Les Conventions de Genève permettent-elles que l'on emprisonne des étudiants irakiens en Occident ? », a-t-il demandé, faisant allusion aux Irakiens internés en Grande-Bretagne parce qu'ils voulaient s'engager dans les forces armées de leur pays.

Au sujet des avions irakiens qui, de plus en plus nombreux, atterrissent en Iran, M. Saddam Hussein a souligné : « En toutes circonstances, nous respectons les décisions et les règlements de l'Etat iranien ». Alors qu'on lui demandait si ces avions pourraient être à nouveau utilisés, il a déclaré : « Chaque chose en son temps ».

Le journaliste de CNN a demandé à son interlocuteur quel message il aimerait faire passer dans son entretien. Saddam Hussein a alors déclaré : « Je souhaite beaucoup de bien aux Américains et je prie pour qu'aucun de leurs fils ne meure. Tous les Irakiens sont reconnaissants envers les nobles âmes qui, en Amérique, en France, en Allemagne, en Espagne et ailleurs ont manifesté contre la guerre. » - (AFP, AP)

### Pour diffuser l'entretien avec le président irakien La chaîne américaine serait autorisée à transmettre par satellite des images depuis Bagdad

L'installation à Bagdad d'une antenne mobile de liaison vidéo par satellite, pour le compte de la chaîne américaine CNN, devrait rétablir un flux d'images direct avec la capitale irakienne, interrompu depuis le début des hostilités. Jusqu'à présent, les images parvenues de Bagdad étaient soit captées aux frontières sur la télévision irakienne, soit transportées par cassette vers Amman.

Mais les techniciens de CNN espéraient établir, mardi 29 janvier, une liaison image avec leur correspondant Peter Arnett, le

seul journaliste d'une télévision occidentale, encore sur place à Bagdad.

Cette liaison, demandée depuis deux semaines selon CNN, devait permettre de transmettre directement à Londres, puis au siège de la chaîne à Atlanta, les images de l'entretien de M. Saddam Hussein, réalisée dans la nuit par Peter Arnett.

Ce dernier n'a pu, dans un premier temps, qu'en donner un résumé oral, soigneusement visé par la censure irakienne. Depuis le début des hostilités, les seules lia-

sons directes - mais censurées - avec Bagdad étaient limitées à la voix des correspondants. Ce traitement privilégié accordé à CNN a suscité les polémiques, tant chez les concurrents de la chaîne que de la part des autorités américaines mettant en garde contre la propagande irakienne.

La nouvelle faveur du régime irakien à CNN, si elle se confirme, ne peut que relancer ces polémiques, la coïncidence avec l'entretien de M. Saddam Hussein ne pouvant pas être fortuite.

M. C. I.

Selon des réfugiés en Jordanie

## L'Irak commence à manquer de produits de première nécessité

Les centaines de réfugiés que l'Irak a autorisés, lundi 28 janvier, à gagner la Jordanie, font état de conditions de vie très dures pour les civils soumis à d'incessants bombardements. Au Koweït, cela devient « intenable » et, en Irak, on commence à manquer de produits de première nécessité, disent-ils.

« A Bagdad, il n'y avait ni vivres, ni électricité, ni gaz, ni téléphone », raconte un Indien qui travaillait comme ouvrier du bâtiment à Bassorah. D'autres témoins affirment qu'il y a peu de destructions visibles dans la capitale irakienne, et pas de morts dans les rues. « La nuit, les gens se terreront chez eux, mais, dans la journée, les magasins sont ouverts, les rues sont pleines », dit un Jordanien d'origine palestinienne.

Quatre étudiants palestiniens, qui étaient depuis quatre mois à Basso-

rah, ont quitté la ville mercredi. Ils assurent que l'aéroport, une raffinerie, la poste et la gare ferroviaire ont été touchés, ainsi que quelques immeubles : « Nous avons vu au total une douzaine de soldats tués et deux civils morts sous les décombres d'une maison », a raconté l'un d'eux. L'un de son passage à Bagdad, jeudi, il a vu « deux ou trois immeubles touchés dans le centre-ville », mais que certains quartiers avaient encore de l'eau et de l'électricité.

Les autorités irakiennes avaient décidé d'instaurer un visa de sortie pour tous les ressortissants arabes désireux de quitter le territoire. Plusieurs milliers de réfugiés s'étaient ainsi trouvés bloqués à la frontière. Les premiers à avoir été autorisés, lundi, à passer en Jordanie sont les citoyens de ce pays. Certains des réfugiés ont confirmé que l'autoroute

reliant Bagdad à la frontière jordanienne avait été bombardée, samedi, à la hauteur de Roubah, à 120 km du poste-frontière. Plusieurs voitures ont été touchées par les bombes. Mais la chaussée resterait assez praticable.

La télévision jordanienne a diffusé, lundi, une bande vidéo irakienne censée montrer des victimes civiles ainsi que des maisons et des hôpitaux endommagés par les bombardements alliés. On peut voir notamment quatre enfants avec des bandages et deux hommes sur leur lit d'hôpital, ainsi qu'une série de bâtiments détruits et de rues endommagées dans plusieurs villes. « Nous étions en train de jouer. Un avion est arrivé et nous a bombardés », explique une fillette. Une Irakienne, à côté de son petit garçon dont la tête est presque entièrement bandée, déclare : « Il a des éclats d'obus sur tout le corps et il a perdu

un œil ». La télévision ne précise ni le jour ni le lieu des bombardements pendant lesquels ces personnes ont été blessées.

Par ailleurs, le chef de l'opposition chiite irakienne, l'ayatollah Mohammad Bagher Hakim, qui réside en Iran, a affirmé lundi, au cours d'une conférence de presse à Téhéran, que Najaf et Karbala, villes saintes du chiisme, situées au sud de Bagdad, avaient été bombardees par l'aviation alliée. Il s'est dit incapable, cependant, de préciser si les mosquées elles-mêmes avaient été touchées. L'ayatollah a ajouté que l'opposition irakienne ne prenait position « ni pour Saddam Hussein ni pour l'Amérique », mais qu'en cas d'attaque terrestre contre l'Irak, les groupes d'opposition défendraient l'intégrité du territoire. - (Reuters, AP, AFP)

## POURQUOI ?

### Irak la machine infernale

Samir al-Khalil

Ce livre dense (...) est plus qu'utile : salutaire.  
Jérôme Dumoulin - L'Express

Il démonte pièce par pièce la logique interne du régime de Bagdad.

Sélim Nassib - Libération

Un livre indispensable.

Jean d'Ormesson - Le Figaro Magazine

L'Irak tel qu'il est et non tel que certains auraient voulu qu'il soit.

Jean Gueyras - Le Monde

Ce travail est bien mieux qu'un ouvrage de combat (...) une analyse précise, sérieuse (...) un livre clef.

Alain-Gérard Slama - Le Figaro

149 F 372 p.

# LA GUERRE DU GOLFE

La marée noire dans le golfe Arabo-Persique

## D'importants moyens sont mis en œuvre pour lutter contre la nappe de pétrole venue du Koweït

DHAHRAN

de notre envoyée spéciale

Un filet de pétrole s'écoulait toujours, lundi 28 janvier, des points de stockage du pétrole du champ koweïtien de Mina-Al-Ahmad dont plusieurs installations ont été bombardées avec précision dimanche par l'aviation américaine pour entraver le flot qui se déversait dans le Golfe. Les experts attendent toutefois quelques jours pour savoir s'il s'agit du pétrole suintant toujours du pipeline ou si toute la fuite n'a pas été enterrée.

La nappe, qui selon certains atteint maintenant quatre-vingts kilomètres de long, aurait un à deux centimètres d'épaisseur et pourrait représenter, selon le ministre saoudien du pétrole, la valeur de quelque 1,5 million de tonnes. Des responsables de l'environnement ont indiqué que la nappe dérive lentement à une vitesse d'environ 5 kilomètres par jour, soit beaucoup moins que les vingt à 32 kilomètres annoncés dimanche.

Des vagues de pétrole s'échouaient lundi de nouveau à Khafji, la ville saoudienne frontalière du Koweït, mais l'on ne sait pas exactement si ce pétrole appartient à la nappe principale en provenance du Koweït ou s'il s'agit du pétrole qui s'est écoulé du grand réservoir de l'Arabian Oil Company touché aux premiers jours de la guerre par l'artillerie irakienne et qui achève de se consumer.

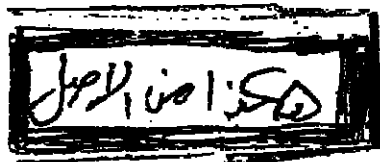
Des experts américains, appartenant aux gardes-côtes et à la protection de l'environnement, sont arrivés lundi matin à Ryad et ont commencé immédiatement, selon l'ambassade des États-Unis, à mettre au point un programme de nettoyage du pétrole. Un tanker anti-pollution, norvégien, équipé d'énormes barrages flottants et d'énormes prévisions pour balayer 1 kilomètre carré de pétrole par jour, a, d'autre part,

quitté lundi Dubaï en direction de l'Arabie saoudite. Il devrait arriver au large de Jubail mercredi 30 janvier, pour aider à la protection de l'usine de dessalement. Enfin, 70 tonnes d'équipements incluant des barrages flottants et des écrans, sont parties lundi de Grande-Bretagne pour l'Arabie saoudite.

Selon le porte-parole militaire saoudien, des unités navales continuent leurs patrouilles le long des côtes. Outre les mines dérivantes, elles surveillent toute action ennemie qui pourrait être entreprise contre des plates-formes pétrolières.

Si la catastrophe pour l'environnement est certaine, estime-t-on ici, elle ne devrait pas, cependant, avoir de conséquences sur les installations vitales de l'Arabie saoudite et en particulier sur les usines de dessalement dont dépendent en partie les troupes alliées pour leur approvisionnement en eau potable.

F. Ch.



## Le reflux de la vie

Le nord-ouest du golfe Persique est souillé par une marée noire qui aurait commencé le 19 janvier mais n'aurait été révélée par le commandement américain que le 25 janvier. Le ministre du pétrole saoudien a annoncé le 28 janvier que plus d'un million de tonnes se seraient déjà déversées dans les eaux du golfe Persique. Pourtant, la surface des nappes ne permet absolument pas d'estimer le volume de pétrole qui dérive : les nappes sont souvent très minces, de l'ordre de quelques dizaines de microns. Ainsi 30 000 tonnes cubées (environ 30 000 tonnes) de pétrole, sur une épaisseur de 50 microns, couvrent-ils une surface de 600 kilomètres carrés.

Il n'est pas inutile de rappeler quelques chiffres des marées noires qui ont pollué le golfe Persique au cours - ou à cause - de la guerre qui a opposé l'Irak à l'Iran de 1980 à 1988. On estime à 200 000 tonnes, dont 120 000 tonnes dues à la guerre, la

quantité de pétrole déversé dans le golfe Persique à partir des plates-formes de production. A ce pétrole s'ajoute celui qui s'est écoulé de navires, soit par pollution purement accidentelle (740 000 tonnes, de 1981 à 1987), soit par attaques et dommages dus à des faits de guerre (754 000 tonnes pour la même période, dont 465 000 tonnes pour la seule année 1987).

A ces tonnages importants, il faut s'ajouter le pétrole qui s'échappe dans les fonds du golfe Persique par des suintements naturels. Selon les chiffres les plus couramment admis, on estime que, dans l'ensemble des fonds des océans et mers du monde, suintent naturellement chaque année 600 000 tonnes de pétrole, dont 200 000 pour le seul golfe du Mexique. Ces chiffres ont été étudiés dans les années 70 par des chercheurs de la Texas A. and M. University.

Dans la région du golfe Persique, la plus riche du monde en hydrocarbures, on a dès l'Antiquité remarqué et utilisé les suintements de pétrole présents sur la terre ferme. Dans la Genèse, Dieu dit ainsi à Noé : « Fais-toi une arche de bois résineux (...). Tu l'endras

de bitume à l'intérieur et à l'extérieur. » Le même livre de l'Ancien Testament parle encore du bitume utilisé comme mortier dans la construction de la tour de Babel et comme produit de calfatage qui a rendu étanche la caisse dans laquelle Moïse a dérivé sur le Nil. On pense aussi que des suintements naturels, enflammés pour une raison quelconque, ont fasciné les anciens Perses au point de leur faire adorer le feu.

### Des raches marines timides

Il y a donc de fortes probabilités pour que des suintements importants existent sous les eaux du golfe Persique, comme il en existe sur les terres environnantes. Malheureusement, on est incapable de chiffrer ces écoulements sous-marins naturels.

Les eaux du golfe Persique sont biologiquement assez riches, en grande partie parce qu'elles sont bordées sur plusieurs segments de leur pourtour par des marécages qui sont, comme toujours, des formidables réservoirs de matière vivante. Les espèces marines comprennent, notamment, des poissons côtiers cousins de ceux de la côte occidentale de l'Inde, des langoustes et de très nombreuses grandes crevettes. Il y a plusieurs espèces de tortues, dont les tortues-luths (espèce rare et protégée), et il y a les dugongs, appelés parfois vaches de mer.

Les dugongs sont des mammifères marins rares appartenant à l'ordre des siréniens. On les trouve dans tout le monde indo-pacifique, vivant dans les zones côtières peu profondes où, herbivores, ils se nourrissent de prairies sous-marines. Ce sont des animaux très discrets, pour ne pas dire timides, en dépit de leurs deux ou parfois trois mètres de long et de leurs 150 ou 200 kilos. Vivant le plus souvent en petits groupes de quelques individus, ils sont difficiles à voir et à compter. Mais il est évident que la marée noire leur sera fatale : soit que le pétrole flottant à la surface pénètre dans leurs systèmes respiratoire et digestif, soit que le pétrole coulé sur le fond rende indigeste puis fasse crever

les prairies sous-marines.

Les eaux étant assez riches, il y a beaucoup d'oiseaux qui vivent d'organismes marins, soit en étant sédentaires, soit en étant migrants. Malheureusement, les cormorans, les grèbes, les aigrettes, les hérons, les puffins, les canards, les sternes, les pélicans n'ont jamais été sérieusement dénombrés. Il sera donc très difficile d'estimer la proportion de chaque population d'oiseaux qui aura été tuée par la marée noire en cours. Or la reconstitution des populations frappées par une haute mortalité dépend étroitement de cette proportion.

### Ne pas désespérer

Pour ne pas trop désespérer, il faut se rappeler trois marées noires qui ne se sont pas si mal terminées. En avril 1977, une éruption s'est produite sur une des plates-formes d'Ekofisk, dans la zone norvégienne de la mer du Nord. En huit jours, 12 000 tonnes de pétrole se sont ainsi répandues sur la mer. Ce qui permettait à de bons esprits d'annoncer la mort de la mer du Nord. Quelques jours après l'arrêt de l'éruption, on cherchait les nappes en vain : celles-ci avaient disparu sous les effets combinés de l'évaporation et de l'action de micro-organismes marins.

Le 3 juin 1979, le puits mexicain Ixtoc-1 est entré en éruption. Et celle-ci, en dépit des efforts variés, a continué pendant neuf mois et demi. Dès le début de la marée noire, d'autres bons esprits ont crié à la mort du golfe du Mexique, en particulier des lagunes côtières, lieux de reproduction favoris de très grosses crevettes. En neuf mois et demi, on estime que près de d'un million de tonnes de pétrole se sont répandues dans la mer. Et, fort heureusement, on n'a jamais entendu parler de « vagues de captures de grosses crevettes ». Il est vrai, comme il est dit plus haut, que les fonds du golfe du Mexique et ceux de ses lagunes côtières sont particulièrement riches en suintements naturels de pétrole.

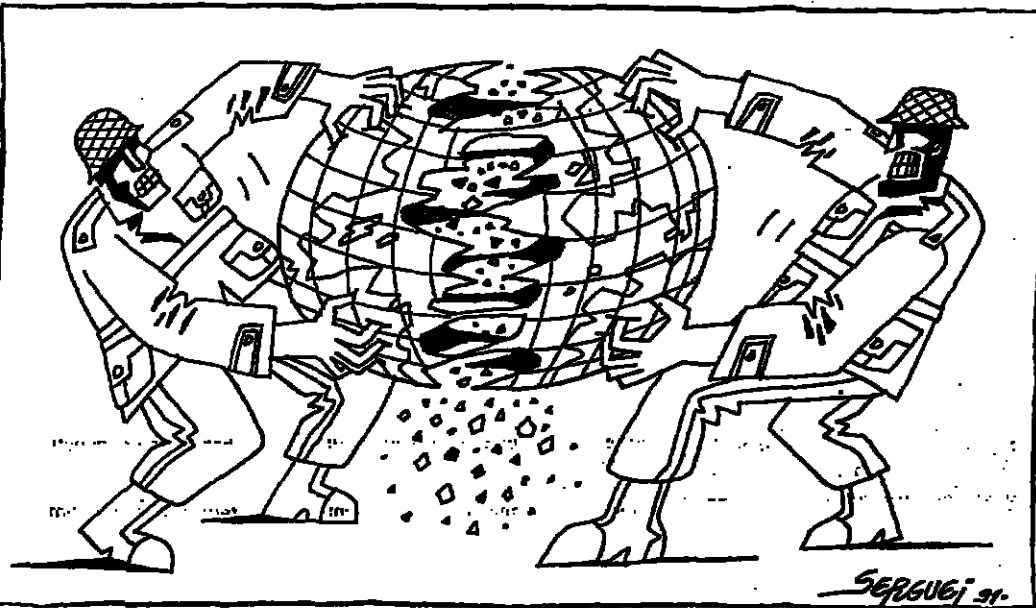
Enfin, en août 1983, dans le golfe Persique, une marée noire s'échappait depuis plusieurs mois de huit puits iraniens offshore au rythme quotidien, disait-on, de quelque 1 400 tonnes. Certes, avec la chaleur de l'été dans cette partie du monde, 45 % au moins du pétrole répandu sur la mer s'évaporait dans les vingt-quatre heures. Mais où sont passés les 55 % restants ? Nul ne peut le dire. Tout ce qu'on a retrouvé de ce pétrole, ce sont des boules de goudrons faites des éléments les plus lourds du pétrole en fuite, et ces boules étaient en quantité tout à fait insuffisante pour représenter le volume de pétrole qui ne s'était pas évaporé.

Que peut-on faire pour lutter contre une marée noire ? Pas grand-chose. Mettre le feu aux nappes est toujours quasiment impossible. Les contenir à l'intérieur de barrages flottants est illusoire. Les écrémer en pleine mer n'est guère plus réalisable étant donné leur très faible épaisseur et l'agitation de la mer. Répandre des dispersants ajoute à la toxicité du pétrole celle de ces produits (qui à tout de même diminué au fil des années). Tout ce que l'on peut éventuellement - réussir, c'est la protection par des barrages flottants de zones très précieuses bordées d'eaux très calmes.

Cette impossibilité de lutter contre une marée noire importante ne doit tout de même pas conduire à un pessimisme excessif. La mer a un pouvoir extraordinaire d'auto-régénération. Bien entendu, une arrivée massive de pétrole est insoutenable : le littoral est englué d'une mélasse nauséabonde ; l'air empuie à plusieurs kilomètres de la côte ; les oiseaux de mer meurent par milliers ; beaucoup d'animaux marins et même des algues crévent. Et cette situation insupportable se prolonge pendant des mois. Mais la vie revient. Même sur les côtes bretonnes qui ont reçu de plein fouet les 230 000 tonnes de pétrole de l'Amoco-Cadiz. Certes, la vie a besoin de plusieurs années pour réussir à s'épanouir après une catastrophe pareille. Mais elle triomphe toujours.

ROGER CANS

YVONNE REBEYROL



## La guerre, fauteur de crimes écologiques

Des plaines mitraillées en 1914-1918 à la marée noire du Golfe en passant par Hiroshima et les défoliants du Vietnam, toutes les grandes batailles du vingtième siècle ont été coûteuses aussi pour l'environnement

Les stratégies rêvent toujours d'une guerre propre, silencieuse et rapide, laissant peu de traces derrière elle. Mais, chaque fois, la réalité vient gâcher la manœuvre, et les batailles se révèlent presque aussi coûteuses pour l'environnement naturel que pour les hommes.

Outre ses millions de morts dans les tranchées, la guerre de 1914-1918 a laissé dans le paysage des marques qui ne sont toujours pas effacées aujourd'hui. Les « préparations d'artillerie » ont tourné et retourné la terre sur des milliers d'hectares de Champagne et de Lorraine, transformant champs et prairies en terrains vagues impropres à la culture pour des décennies. Dans les départements les plus atteints, comme la Marne et la Meuse, des cantons entiers ont été laissés en friche pendant que l'agriculture n'était plus possible : terre arable volatilisée, sous-sol calcaire mis à nu, terrain défoncé et truffé d'éclats d'obus.

Après la première guerre mondiale, la commission des réparations a calculé que, sur les dix départements envahis par les Allemands, plus de 3 millions d'hectares de terres agricoles ou forestières avaient été temporairement stérilisés. Les destructions constatées sur cet immense champ de bataille ont obligé les autorités à procéder aux premiers remembrements : ceux-ci, en 1922, ont affecté pas moins de 235 communes dans huit départements. L'année suivante, selon le ministre de l'Agriculture, il restait encore 288 000 hectares à réhabiliter. Les forêts aussi ont souffert des bombardements et de la mitraille, notamment dans le massif des Vosges, mais également en Alsace et en Lorraine. Lorsque les arbres n'ont pas été cassés ou défoliés par le souffle, ils ont conservé des stigmates dans leur « chair » - bulles, éclats d'obus et billes de Schrapnells, qui ont pénétré profondément dans le bois ou ont été

absorbés dans l'aubier au fur et à mesure de la croissance de l'arbre. On estime que, à l'issue des deux guerres mondiales, quelque 70 millions de mètres cubes de bois ont été ainsi traversés par la mitraille en France et rendus impropres au sciage. Mais la forêt a également souffert de surexploitation, du fait de la pénurie de charbon et d'essence dans les pays occupés. Le chauffage au bois et les véhicules à gazogène ont entraîné d'innombrables coupes de taillis à blanc, que l'administration des Eaux et Forêts a mis des années à reconstituer une fois la paix revenue. En revanche, l'interdiction de la chasse a favorisé la prolifération du gibier.

### Le mur de l'Atlantique

Un aspect méconnu des années de guerre apparaît dans les statistiques des incendies de forêts. Dans le seul département du Var, les deux années les plus dévastatrices ont été 1919 (45 000 hectares brûlés) et 1943 (70 000 hectares). En 1919, il n'y avait plus d'hommes pour combattre le feu après les hécatombes de quatre années de guerre. En 1943, la pénurie d'hommes était due à l'Occupation, au STO et au maquis.

La deuxième guerre mondiale a aussi laissé des traces sur le littoral. De Biarritz à Dunkerque, pour ne parler que des côtes françaises, les Allemands ont édifié des centaines de blockhaus en béton pour constituer le fameux Mur de l'Atlantique, censé empêcher le débarquement des forces alliées.

Ces blockhaus, construits pour la plupart sur le cordon dunaire, milieu naturel fragile par définition, ont provoqué d'importants dégâts, tant au moment de la construction que pendant leur usage... et après. Il a fallu prélever des tonnes de sable pour faire le

béton, hérisser les plages de nids et de chevaux de frise antichar et manœuvrer dans un terrain trop meuble pour résister au passage des engins lourds. Sans parler des dégâts dus au débarquement lui-même sur les plages de Normandie. Ces blockhaus, aujourd'hui encore, déparent les plus belles plages de l'Atlantique et ne servent plus qu'à donner la mesure de l'érosion des côtes.

Mais ce sont évidemment les raids de bombardements qui ont été les plus destructeurs. Les grandes villes allemandes, en perdant leur cœur noyé sous les bombes, ont été en même temps, pour de longues années, privées de leur qualité de vie. La création de grandes voies de circulation au milieu d'immenses zones désertiques aurait remplacé la convivialité d'une cité historique. Une ville comme Dresde, dévastée par les bombes au phosphore (135 000 morts en février 1945), reste aujourd'hui encore une coquille vide en son centre.

### 2 millions d'hectares de forêt brûlés au Vietnam

Le largage d'une bombe atomique sur Hiroshima (100 000 morts le 6 août 1945), puis sur Nagasaki (80 000 morts le 9 août 1945), a fait monter l'horreur d'un cran. Même si le pouvoir destructeur de la bombe atomique apparaît alors sensiblement égal à celui de bombes classiques - on avait enregistré 84 000 morts lors du bombardement de Tokyo ou découvert une arme qui non seulement tuait sur-le-champ, mais pouvait aussi induire des maladies à retardement, comme la leucémie.

Mais c'est sans doute la guerre du Vietnam qui, pour la première fois, a érigé la destruction de l'environnement en moyen de combat.

Les quelque 7 600 000 tonnes de bombes larguées par l'aviation américaine sur l'ancienne Indochine représentaient déjà plus de trois fois le tonnage déversé pendant la seconde guerre mondiale sur tous les théâtres d'opération. Rien qu'en additionnant la surface des cratères de bombes, on parvenait à quelque 170 000 hectares « vitrifiés », sans parler des dégâts par effet de souffle.

A ces bombardements « classiques », il faut ajouter les largages de produits chimiques destinés à priver l'adversaire de récoltes et de couvert forestier. Les Américains ont utilisé l'agent bleu (« l'arsenic ») pour empoisonner les récoltes, et surtout le fameux « agent orange » au 2,4,5-T (à la dioxine) pour défolier la jungle le long des pistes ou dans les mangroves. D'après les statistiques américaines, plus de 700 000 hectares indochinois ont été passés au défoliant pendant la seule année 1967 - au plus fort des largages - et quelque 100 000 hectares de récoltes détruits. Au total, près de 2 millions d'hectares de forêt ont été traités à l'« agent orange » avant la suspension, en décembre 1970, de l'usage des défoliants, ce qui a nécessité 64 millions de litres de produits chimiques.

Quant à la guerre du Golfe qui, pour l'environnement, avait commencé dès les hostilités entre Bagdad et Téhéran en 1980, on ne compte plus les plates-formes, terminaux et tankers touchés alternativement par les obus ou missiles irakiens et iraniens. La marée noire de 1991 a déjà dépassé en volume celle de 1983. En attendant, qui sait, les armes chimiques déjà utilisées par l'armée irakienne contre les Iraniens, puis contre les Kurdes.

### Le flot semble considérablement réduit

Après le bombardement d'installations pétrolières par l'aviation américaine, le flot de pétrole qui se déversait dans le golfe Persique semble avoir été arrêté ou, au moins, considérablement réduit dans la journée du 28 janvier.

Selon les Américains, le flot, qui est dû à des actions délibérées de l'Irak, était alimenté par deux sources : des tankers ancrés devant la côte du Koweït et les installations du terminal de Sas-lab s'échouant par les Irakiens. Selon les Irakiens, la marée noire est due aux bombardements par les Américains et leurs alliés, dans la soirée du 27 janvier, du port de Koweït-Ville (rebaptisée par eux Al Nida'a) : Radio-Bagdad a donc accusé les États-Unis de « polluer l'environnement de la région » et de « gâcher l'énorme richesse arabe et d'empêcher notre peuple de profiter de ces richesses ».

L'Organisation régionale pour la protection de l'environnement marin (ROPME), qui avait son siège à Koweït avant l'invasion du 2 août et qui regroupait tous les pays riverains du Golfe - Irak compris - pourrait se réunir prochainement pour étudier la situation créée par la marée noire. Son secrétaire exécutif, M. Abdel Rahmane Al-Awadhi, ministre d'Etat koweïtien pour les affaires du conseil des ministres, a annoncé que « des contacts sont en cours » et a appelé les organisations internationales, notamment le Programme des Nations unies pour l'environnement, à agir.

Il a aussi demandé aux mouvements écologistes dans le monde d'intervenir pour que cesse ce « crime écologique ». (AFP, AP.)

## Les Israéliens sont

## la destruction

Les Israéliens sont... la destruction... (Text continues on the right side of the page, partially obscured by the image of a person's hand holding a pen.)

## contre

contre... (Text continues on the right side of the page, partially obscured by the image of a person's hand holding a pen.)

## esquisse à Tel-Aviv

## ment de paix avec

ment de paix avec... (Text continues on the right side of the page, partially obscured by the image of a person's hand holding a pen.)

## L'OLP

L'OLP... (Text continues on the right side of the page, partially obscured by the image of a person's hand holding a pen.)

... (Text continues on the right side of the page, partially obscured by the image of a person's hand holding a pen.)



القدس 30 كانون الثاني 1991

## LA GUERRE DU GOLFE

### Les répercussions du conflit dans l'Etat hébreu

## Les Israéliens sont impatients de participer à la destruction des missiles irakiens

La question n'est plus de savoir si les Israéliens répliqueront aux attaques de missiles irakiens dont ils font l'objet, mais quand et sous quelle forme. Les milieux officiels, qui entretiennent des contacts réguliers avec les Etats-Unis à ce sujet, paraissent, en ce début de semaine, manifester de nouveau une certaine impatience.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

« Nous n'engagerons aucune action qui puisse prendre les Etats-Unis par surprise », a précisé, lundi 28 janvier, le premier ministre. La formule employée par M. Itzhak

Shamir peut être comprise comme une manière élégante de solliciter un feu vert de la part de Washington.

Entendu par la commission des affaires étrangères et de la défense de la Knesset, le chef du gouvernement a expliqué que des « contacts » avaient lieu avec les Etats-Unis pour étudier « les formes et les paramètres d'une opération par laquelle Israël exercerait son droit à l'autodéfense sans mettre en danger la campagne » que les forces de la coalition mènent dans le Golfe. En clair, cela veut dire que l'on discute de l'éventuel créneau qui pourrait être celui des Israéliens. « Ces consultations, a poursuivi M. Shamir, comprennent des échanges d'informations, des

discussions sur des options opérationnelles et sur des mesures de coordination. »

Chaque nouvelle attaque de missiles ne fait qu'accroître le désir de réplique des Israéliens, ne serait-ce que par souci de maintenir le potentiel dissuasif de l'Etat hébreu dans la région. Le septième tir ordonné par M. Saddam Hussein depuis le début de la guerre a eu lieu lundi soir, vers 20 h 30, et visait directement – sinon intentionnellement – ceux dont le président irakien se veut, depuis peu de temps, le grand protecteur : les Palestiniens. Pour la première fois en effet, une fusée Al-Husseini est venue s'écraser à peu près sur « la ligne verte », c'est-à-dire sur la frontière d'avant 1967, entre Israël

et la Cisjordanie, dans une région qui ne peut être plus exactement définie. Selon certaines informations non confirmées, l'engin aurait explosé en vol et des débris sont retombés dans les champs d'un village palestinien, sans faire de victimes.

Ce vingt-deuxième – ou vingt-troisième – selon les estimations – missile tiré contre l'Etat hébreu était, comme les autres, à charge conventionnelle. Alors que, selon certaines sources militaires, il ne resterait qu'entre dix et quinze rampes mobiles de lancement de Scud en Irak (mais chaque rampe peut lancer trois, voire quatre engins), la perspective d'une attaque avec des engins munis de tête chimique n'en occupe pas moins toutes les conversations à Jérusalem et à Tel-Aviv. Milieux officiels et experts se disent convaincus que cette possibilité ne fait que croître avec le temps : plus M. Saddam Hussein sera acculé et plus il sera tenté d'avoir recours aux armes non conventionnelles à sa disposition.

Si le président irakien agissait de la sorte, a averti M. Shamir, « il mettrait sa personne et son pays en très grand danger ». Le ministre de la défense, M. Moshe Arens, disait pour sa part : « Tout dépend d'un homme, si cet homme s'effondre pour une raison ou pour une autre, c'est la fin de la guerre ». « Nos plans sont prêts », a poursuivi M. Arens. « Tout ce que nous attendons, les milieux officiels laissent volontiers entendre qu'ils peuvent apporter « une contribution intéressante » aux opérations de recherche et de destruction des missiles irakiens – au douzième jour de la guerre, le président Saddam Hussein est toujours capable de faire feu, de manière parfaitement coordonnée, sur Israël et l'Arabie Saoudite, ce qui constitue tout de même un des plus gros échecs du Pentagone dans cette campagne du Golfe.

Les experts militaires de la presse israélienne, qui sont souvent proches des meilleurs sources à l'état-major, écrivent que les bombardements sur les sites de tir de l'Irak irakien sont imprecis parce qu'effectués à trop haute altitude (sous-entendu, nous prendrions plus de risques pour des résultats plus sûrs). Ils s'étonnent que les Etats-Unis n'aient pas encore plus utilisé des hélicoptères de combat Apache ou leurs unités d'élite pour aller « nettoyer » au sol (sous-entendu, avec des moyens comme les leurs, nous n'aurions pas hésité). Bref, ils critiquent de plus en plus ouvertement, même si c'est avec courtoisie, la façon de faire américaine.

Une des explications avancées est que les rampes de lancement seraient parfaitement protégées dans des silos souterrains. Une autre veut que les Irakiens utilisent un missile à plus longue portée que le Al-Husseini, la fusée Al-Abbas, et que leurs bases de tir seraient donc plus éloignées que les fameux sites H-2 et H-3 de l'Ouest irakien que les Américains bombardent depuis douze jours.

Ces considérations ne changent pas les données d'une situation qui peut devenir difficile pour le gouvernement israélien. Il est délicat de continuer à expliquer simultanément à la population que l'on craint une attaque chimique, que l'on pourrait techniquement faire un peu mieux que les Américains pas parce que les Etats-Unis ont des hésitations...

ALAIN FRACHON

Le secrétaire général du Quai d'Orsay, M. François Schœr, à Amman. – Le secrétaire général du Quai d'Orsay, M. François Schœr, est arrivé lundi 28 janvier en Jordanie où il a été reçu par le roi Hussein. Cette visite s'inscrit « dans le cadre des contacts que nous prenons avec les pays de la région », s'est borné à déclarer le porte-parole du Quai d'Orsay.

Les cibles des attaques : Paris répond à Tripoli. – La France a assuré lundi 28 janvier la Libye que ses opérations militaires en Irak ne visaient que des cibles militaires et que Paris était hostile à la destruction des infrastructures économiques en Irak, selon l'agence libyenne IANA. Le chef de la diplomatie libyenne avait fait part à l'ambassadeur de France à Tripoli de l'« étonnement » de son gouvernement quant aux opérations menées par l'aviation française en territoire irakien (Le Monde du 29 janvier). – (Reuters)

PATRICK JARREAU

## Le « camp de la paix » contre les pacifistes d'ailleurs

TEL-AVIV

de notre correspondant

Ce fut tout à la fois un coup de colère et d'amerume. Le « camp de la paix » israélien, celui des « colombes », du dialogue avec l'OLP, celui qui milite contre la guerre au Liban et se bat contre l'occupation des territoires de Cisjordanie et de Gaza, se dit « dévoyé » par les manifestations pacifistes qui ont lieu en Europe et aux Etats-Unis contre la guerre du Golfe et l'engagement américain.

Ils étaient habitués à être côte à côte, à partager la même sensibilité devant l'histoire, bref à se sentir un peu « de la famille ».

Cette fois, c'est la rupture avec ces groupes de la gauche européenne qui défilent contre la guerre. Sous l'égide du Centre international pour la paix au Proche-Orient, une organisation de gauche, trois des plus grands écrivains israéliens ont dit, lundi 28 janvier à Tel-Aviv, tout le mal qu'ils pensaient des manifestations pacifistes en Occident.

Le message tenait en une phrase : sous les missiles, devant le menace de Saddam Hussein, le

« camp de la paix » israélien est contre les pacifistes européens. « Dans ma chambre colonisée contre les gaz, en attendant les missiles, le soir, j'ai peur, peur de l'ennemi, a déclaré Yoram Kanik. Et quand je vois ces manifestations pacifistes en Europe, j'ai honte pour eux parce que je ne les ai pas vus défilant lors des guerres du tiers-monde, je ne les ai pas vus manifestant pendant le conflit entre l'Iran et l'Irak, ou bien quand Saddam Hussein gazait les Kurdes. »

« Je ne suis pas contre la guerre, je suis contre l'agression », a ajouté Amos Oz : « Je dis à ces manifestants que céder à la violence (de Saddam Hussein) est pire que la violence elle-même. »

« Moi, je dis que c'est nécessaire de détruire la machine de guerre de Saddam Hussein pour qu'il y ait un processus de paix dans la région », a observé Avraham B. Yehoshua.

Tous trois ont déploré la position de l'OLP, la manière dont le mouvement de M. Yasser Arafat s'identifie totalement à la cause de Saddam Hussein.

« Encore une erreur historique du mouvement national palestinien,

un choix déplorable, impardonnable, abominable », mais, ont-ils dit, on ne change rien à une donnée permanente : « La question palestinienne reste fondamentale. Après cette guerre, il faudra être encore plus colombes : quelles que soient leurs erreurs, le droit des Palestiniens à l'autodétermination restera à satisfaire. »

« Nous voyons dans l'élimination d'un ennemi ayant recours au génocide (allusion au massacre des Kurdes) un pas de plus vers l'achèvement d'une paix globale au Proche-Orient, incluant le conflit israélo-palestinien », écrivent-ils dans un communiqué signé par certains des plus grands intellectuels israéliens, et qui appelle « les mouvements pacifistes mondiaux à prendre position de façon catégorique du côté des forces luttant pour l'élimination du pouvoir de Saddam Hussein. »

Amos Oz a conclu : « Je fais porter une part de responsabilité énorme à l'Allemagne, à l'Union soviétique et à la France, à tous ces pays dont les industriels ont fabriqué le potentiel militaire de l'Irak et contre lesquels il n'y a jamais de manifestation pacifiste. »

A. F.

En dépit des critiques contre la France

## M. Mauroy esquisse à Tel-Aviv un projet de règlement de paix avec les Palestiniens

M. Pierre Mauroy est arrivé, lundi 28 janvier, à Tel-Aviv, à la tête d'une délégation du Parti socialiste, venue à la fois apporter un témoignage de solidarité aux Israéliens face aux attaques irakiennes, expliquer la position de la France dans le conflit et engager la réflexion sur les contours d'un futur règlement de paix.

TEL-AVIV

de notre envoyé spécial

Le premier secrétaire du PS a pu mesurer dès ses entretiens avec M. Shimon Peres et les dirigeants du Parti travailliste – avant de rencontrer, mardi, MM. David Levy puis Yitzhak Shamir – la vigueur des reproches que les Israéliens adressent à la France. Celle-ci est coupable, à leurs yeux, d'avoir armé l'Irak et continué à le faire après la fin de la guerre avec l'Iran, enfin d'avoir accepté l'idée d'un lien entre le retrait (préalable) des troupes irakiennes du Koweït et le règlement (ultérieur) du problème palestinien.

Sur le premier grief, M. Mauroy a répondu que la France n'avait fourni à l'Irak aucun missile ou matériel de guerre non-conventionnel, ni aucun élément susceptible d'être intégré dans de telles armes. « Il n'y a aucune pièce française dans les Scud », a-t-il déclaré. L'ancien premier ministre a rappelé que, lors de la guerre entre l'Irak et Bagdad, c'était la sécurité de la France, menacée par l'Irak, qui était en jeu et que, après la fin de la guerre, une fois les derniers contrats exécutés, les ventes d'armes à l'Irak avaient cessé.

Quant à la proposition française de conférence internationale sur les problèmes du Proche-Orient, dont celui des Palestiniens, M. Dominique Strauss-Kahn, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, a expliqué qu'elle n'avait d'autre but, en fait, dans l'esprit de M. François Mitterrand, que de mettre M. Saddam Hussein au pied du mur. Dès lors qu'il refusait la condition qui aurait rendu cette conférence possible, il était démontré que le président irakien ne se souciait aucunement des Palestiniens et les traitait comme un prétexte pour justifier, après coup, l'annexion du Koweït.

### L'OLP disqualifiée ?

La délégation socialiste, qui comprend aussi le numéro deux du parti, M. Marcel Debarge, et M. Gérard Fuchs, adjoint au secrétaire national chargé des affaires européennes, – préface à M. Pierre Guidoni, chargé des relations internationales, mais membre du courant de M. Jean-Pierre Chevènement – a réaffirmé à ses interlocuteurs que le problème palestinien ne peut être contourné dans la recherche d'un règlement. Celui-ci passe toujours, selon les socialistes français, par ce qu'ils ont choisi d'appeler non plus une « conférence internationale » – formule que les Israéliens refusent – mais « une conférence pour la paix », qui, après la défaite de l'Irak, devra mettre un terme à l'état de guerre.

M. Mauroy a esquissé ce qui pourrait être un pas de la diplomatie française vers les Israéliens,

ce en expliquant que l'alliance de l'OLP avec l'Irak disqualifie l'organisation palestinienne pour participer à un règlement de paix. L'idée avancée par les socialistes est celle d'une négociation en plusieurs étapes, dont la première pourrait consister en pourparlers directs entre les Israéliens et des responsables palestiniens de « l'intérieur », suivie d'une conférence qui se saisirait des problèmes économiques de la région.

Le ressentiment envers la France, largement répandu en Israël, sert trop les objectifs du gouvernement de Jérusalem pour être entièrement spontané. M. Mitterrand, dont la capacité d'initiative est aujourd'hui neutralisée par la guerre, peut redevenir demain le gène qu'il avait été avant le 15 janvier, alors que le gouvernement israélien place dans sa « retenue » forcée tous ses espoirs d'obtenir des Etats-Unis une issue favorable à ses thèses. En venant en Israël dans ces conditions, les socialistes ont pris le risque de paraître céder à la culpabilisation et d'accepter de voir la France mise sur le même plan que l'Allemagne pour sa coopération militaire avec l'Irak, ce qui ferait le jeu de M. Shamir. Ce risque leur a paru toutefois secondaire au regard de l'avantage qu'il y a à engager le dialogue et à évoquer, dès maintenant, à partir des principes défendus par Paris, des perspectives de paix qui ne sont pas forcément celles qu'a en vue le gouvernement israélien.

PATRICK JARREAU

Se mettre ou non à l'abri hors de Tel-Aviv

## « Désertions » ?

JÉRUSALEM

de notre envoyé spécial

Partir ou ne pas partir ? Des centaines de milliers d'Israéliens, soumis à la loi hasardeuse des missiles irakiens, sont confrontés à ce dilemme qui a pris un tour dramatique avec les remarques cinglantes que le maire de Tel-Aviv, M. Shlomo Lahat, vient d'adresser aux « déserteurs » pour leur enjoindre de rentrer chez eux. Ce qui, chez beaucoup, constitue un dilemme d'abord intérieur, est maintenant débattu sur la place publique.

Les propos de M. Lahat ont soulevé un véritable tollé et le maire de Tel-Aviv n'a trouvé aucun défenseur. Il n'en maintient pas moins son accusation : ceux qui, aujourd'hui, abandonnent leur domicile pour trouver refuge dans des régions moins exposées du pays quitteront tout aussi facilement Israël lorsque la danger sera plus grand.

« Si mon pays ne peut pas me protéger, je m'en chargerai moi-même et sauverai ma vie ainsi que celle de mes enfants », répondait, mardi 28 janvier, un homme d'affaires de Tel-Aviv à M. Lahat. Ils sont des dizaines de milliers à avoir adopté cette ligne de conduite, saturant les accès de la ville quand ils regagnent leur travail après une nuit passée en lieu sûr – ou considérés jusqu'à présent comme tels.

Le thème du débat qui alimente largement la presse tourne autour de l'utilité de « rester assis à la maison à attendre qu'un missile vous tombe sur la tête ». « Attend-on de nous que nous arrêtons les missiles avec nos corps ? », demande un « déserteur » à M. Lahat. « Tel-Aviv est-elle une ville-frontière qui doit être gardée la nuit par ses habitants ? », questionne un commentateur militaire qui fait lui-même la réponse : « Ceux qui quittent la ville font simplement une bonne évaluation de la situation et agissent correctement pour eux-mêmes comme pour leur famille. »

« Agir correctement », à condition d'en avoir les moyens. Car le débat actuel n'est pas à la portée de tous et notamment des habitants des quartiers les plus popu-

laires qui ont été parmi les plus visés par les missiles de Saddam Hussein. Ainsi de cette banlieue de Tel-Aviv, Hatikva, qui a déjà reçu deux fusées Al-Husseini, au moins, mais dont les habitants ne peuvent se permettre le luxe d'aller à Eliat ou de prendre une chambre dans un hôtel de Jérusalem ou encore ne peuvent se faire héberger par des parents hors de la zone dangereuse.

Autre cité touchée par les missiles, Haifa ne paraît pas vivre le même débat et les départs ne s'y sont pas transformés en exode. On y comprend la décision de ceux qui, à Tel-Aviv, ont choisi de partir – « A quoi cela sert-il de s'exposer inutilement surtout lorsque l'on a des enfants ? » – mais on ne se rue pas sur les localités moins exposées de la région. Il est vrai que Tel-Aviv a été plus souvent atteinte que Haifa et que des villages avoisinants reçoivent régulièrement des fragments de missiles interceptés par les Patriot.

Départs

pour l'étranger

Pour être fait à trouver la véritable cause de la colère de M. Lahat, de son « dérapage », dans les départs plus lointains constatés à l'aéroport de Lod. Leur augmentation a contraint la compagnie El-Al à effriter des vols supplémentaires.

Dans ces conditions, les étrangers qui ont choisi de rester en Israël avec leur famille disent avoir fait l'objet de manifestations de gratitude. Des diplomates français, par exemple, en arrivant à trouver grâce aux yeux des Israéliens, pourrissent tristes critiques à l'égard de Paris, simplement pour ne pas avoir fait partir leur épouse. Il y a quelques jours, le radio se plaisait à souligner, avant de la « cuisiner » sur la politique « pro-irakienne » du gouvernement français – que le représentant de la France, M. Alain Piarret, était « l'un des derniers ambassadeurs à être restés en Israël ».

YVES HELLER

## VOTRE MAISON BOIT, VOTRE CAPITAL SE NOIE.

Le procédé Murprotec guérit définitivement votre maison de l'humidité grimpante. Plus de 30 ans d'expérience et de réussite sont la preuve de son efficacité.

MURPROTEC EST GARANTI 30 ANS.

Ce salpêtre tenace dont il était si difficile de venir à bout, ce salpêtre qui répand une odeur de moisi et finit par abîmer votre maison. Murprotec protège la valeur de votre maison contre le fléau humidité.

Murprotec ne nécessite pas de travaux importants. Murprotec couvre toute la France (bureaux à Paris, Arras, Rennes, Agen, Avignon, Morlaix, Nancy). Sur simple demande un spécialiste établira gratuitement un diagnostic et un devis.

### UN PROCÉDÉ EXCLUSIF.

1. Il constitue une solution d'assainissement définitive.
2. Il préserve la valeur de votre patrimoine des atteintes de l'humidité.
3. Il n'exige pas de travaux importants.



Pour recevoir une documentation sur les différents procédés, sans engagement, envoyez ce bon à Murprotec, 40, rue de Flandre 75320 La Verrerie. Tél. (1) 54 87 88 88.

Nom (en majuscules)

Adresse complète

Tél.

N° du département de la maison concernée par le problème d'humidité.

MURPROTEC Paris, Londres, Bruxelles, Amsterdam, M.

## LA GUERRE DU GOLFE

## La situation militaire

## L'atterrissage d'avions irakiens en Iran

## Un exode encore inexpliqué

Désertion en masse? Refuge en attendant la nouvelle phase du conflit? Les spécialistes du renseignement continuent de scruter ces deux hypothèses pour tenter d'expliquer l'exode des avions irakiens vers des bases iraniennes. Les deux thèses ont leurs partisans, mais aucune n'est totalement convaincante.

Pour la désertion, l'argument le plus souvent avancé l'a été dès le début de ces mouvements, dont certains ont commenté à peine quelques jours après l'ouverture des hostilités et l'annonce, de source soviétique, que M. Saddam Hussein aurait fait exécuter deux des chefs de la défense aérienne irakienne lorsqu'il a été avéré que les premiers raids de la coalition les avaient pris en défaut. Dans cette hypothèse, l'exode auquel on assiste serait une protestation contre l'attitude du leader irakien et un acte de défiance de son armée de l'air.

Mais cet argument n'explique pas ce qui intrigue le plus les

observateurs alliés, à savoir que, dans l'état actuel, il apparaît que la flotte irakienne ainsi transférée en Iran est composée de plusieurs moyens relativement cohérents entre eux.

## Une certaine cohérence militaire

Selon des estimations de la coalition, il y aurait, à ce jour, entre quatre-vingts et une centaine d'avions, même si les autorités de Téhéran ne confirment pas cette évaluation. Soit l'équivalent de plus de 15 % de l'arsenal aérien considéré comme opérationnel en Irak avant le début de la guerre. Mais, surtout, cette flotte est assez diversifiée: elle alignerait des appareils de transport Il-76 (pour un quart du total), les deux avions-rapides Adnan (sur le modèle des AWACS américains et saoudiens), qui étaient encore des prototypes en Irak, et des avions de combat du type Mig-29, Mirage-F1 ou Su-24, qui formeraient, dès lors, un groupe d'at-

taque homogène. Ces avions sont venus de bases irakiennes dans le nord du pays, hors de la portée des avions alliés sauf des bombardiers américains stationnés en Turquie dont ce n'est pas le rôle d'intercepter l'aviation adverse. Cette origine géographique des avions irakiens pourrait expliquer que les appareils de la coalition basés en Arabie saoudite, n'ont pu les prendre en chasse avant qu'ils aient atteint la frontière iranienne, où l'on note, pourtant, que les centres de détection locaux ont paru plus surpris par l'arrivée des avions de combat irakiens que par celle des appareils de transport.

La thèse de la désertion, qu'on ne peut pas totalement exclure, ne prend pas en compte, néanmoins, le fait important que représente la cohérence militaire d'un tel transfert. Ou, alors, il faudrait admettre que les Irakiens, si c'était le cas, ont quitté leur pays en emportant avec eux tout l'environnement opérationnel et logistique nécessaire.

Dans ces conditions, la thèse qui paraît plausible serait la recherche délibérée par l'Irak d'un sanctuaire pour mettre à l'abri des attaques de la coalition une partie de sa force de frappe aérienne. Avec trois éventuels. Soit Bagdad se prépare à la bataille terrestre, qui reste peut-être la venue pour le Koweït et pour laquelle les Irakiens ont besoin d'une couverture aérienne de leurs troupes au sol. Soit, encore, l'Irak cherche à préserver un potentiel aérien qui puisse permettre au régime de M. Saddam Hussein de survivre au cas où il lui faudrait négocier l'évacuation du Koweït avec ses adversaires. Soit, enfin, spéculant sur un embrasement général du Proche-Orient dans l'hypothèse d'une guerre avec Israël, le chef de l'Etat irakien obligerait les Iraniens à choisir leur camp par la seule présence de ses avions sur leur territoire.

Quoi qu'il en soit de ces différentes options, l'exode des avions irakiens en Iran démontre, indirectement, que les raids de la coalition sont loin d'avoir éliminé le potentiel aérien de Bagdad et ses capacités de manœuvre opérationnelle.

JACQUES ISNARD



## Réfugiés en Arabie saoudite

## Las de l'attente, les militaires koweïtiens rêvent d'en découdre

Les militaires koweïtiens, qui depuis cinq mois trompent leur angoisse et leur ennui à la frontière entre l'Arabie saoudite et le Koweït, se sont repris à espérer. A leurs yeux, les tirs de missiles irakiens n'ont rien d'effrayant. Ils signifient avant tout, comme le dit l'un d'eux, que « le compte à rebours est commencé » et que l'heure de la libération du Koweït est proche.

## Près de la frontière saoudo-koweïtienne

de notre envoyé spécial  
Juchés sur des sacs de sable autour d'un brasero qui tient au chaud l'eau du thé, le colonel Yacoub et ses hommes, qui sont avec lui depuis cinq mois, attendent, isolés dans ce poste où, depuis l'invasion du Koweït, ils ont été chargés d'accueillir leurs concitoyens en fuite et de trier avec la police saoudienne le bon grain de l'ivraie.

Le colonel Yacoub a repris espoir dans la nuit du 16 au 17 janvier en attendant le grondement des bombardiers qui se dirigeaient vers l'Irak. « Avant, nous avions peur de la politique, dit-il, des négociations douces, des solutions partielles. Alors, quand nous avons appris le déclenchement de « Tempête du désert », nous avons été fous de

joie. » Ici, à quelques kilomètres de la frontière, la guerre est concrète, et il n'est pas de nuit où l'on n'entende les échanges d'artillerie ou les bombes exploser non loin dans des éclairs de feu. Pour s'abriter, le colonel Yacoub et ses hommes, une quinzaine d'officiers ou de soldats, bénéficient d'un abri métallique qu'ils ont renforcé de sacs de sable. A l'intérieur, tout est prêt pour tenir: des médicaments, des réserves d'oxygène, des vivres, et même des toilettes chimiques. Sur la paroi, une grande carte détaillée de la ville de Koweït. Dans un coin protégé, une cage avec deux oiseaux: « Notre meilleur détecteur de gaz », précise en souriant le colonel Yacoub, qui porte aussi sur sa vareuse une petite bande de plastique dont le changement de couleur indique immédiatement la présence de substances toxiques. « Si elle vire au bleu marine, c'est la catastrophe », précise-t-il.

## « L'essentiel c'est de récupérer la terre... »

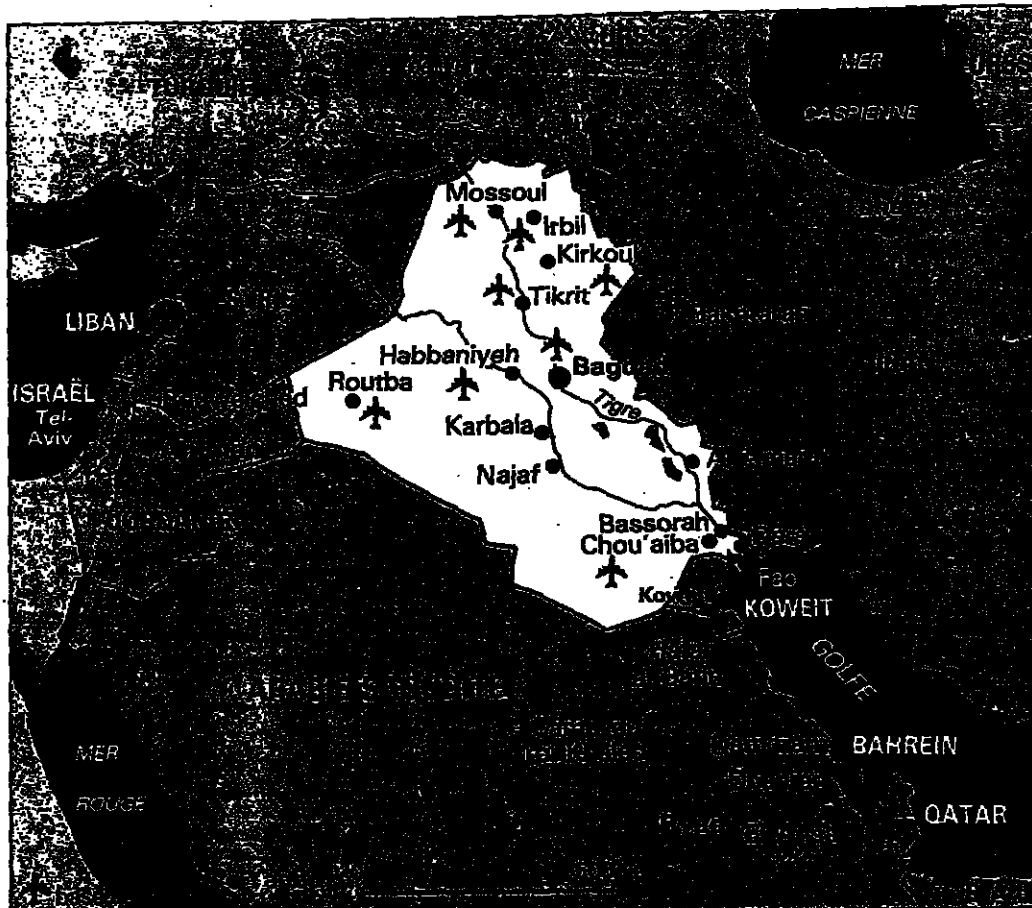
Colonel dans la défense anti-aérienne du pays, Yacoub a hâte, affirme-t-il, de pouvoir participer au combat de libération et espère bien faire partie des premiers soldats koweïtiens rentrant au pays. Toute sa famille est inquiète, là-bas, et depuis un mois maintenant il n'a plus de nouvelles. Le Koweït

s'est totalement refermé. Que ressent-il à voir ainsi son pays bombardé? « Ça me fait mal, mais ils doivent le faire et c'est quelque chose que nous devons accepter, dit-il. Avec nos amis nous le reconstruirons; l'essentiel est de récupérer la terre, car sans cela il n'y a pas d'avenir... »

Quand peut-on espérer rentrer dans la ville de Koweït? « Dès maintenant, si je pouvais, soupire-t-il. J'aurais préféré qu'ils aillent vite, mais peut-être est-ce mieux ainsi. Petit à petit Saddam Hussein est perdant, et la destruction de son pays sera une bonne leçon pour les autres. »

Un peu honteux, comme beaucoup d'officiers koweïtiens, dont certains critiquent à demi-mot la retraite rapide de leurs gouvernants, le colonel Yacoub est impatient de prendre une revanche « sur ces Irakiens à qui nous avons tout donné », même s'il sait que le rôle de l'armée koweïtienne ne peut être que modeste dans la reconquête du pays. Il sent qu'une fois chez lui il sera plus utile.

Déjà les trois cents jeunes Koweïtiens entraînés aux Etats-Unis, qui vont servir d'interprètes dans les unités américaines, sont en place et font connaissance avec les avant-postes de combat. Chacun, comme le colonel Yacoub ou le major D., qui commande une unité d'infanterie dont les éléments éparpillés ont été entraînés en Egypte



## Le bilan des pertes depuis le début des hostilités

Voici le bilan des pertes militaires et civiles depuis le début de l'opération « Tempête du désert » d'après les informations officielles alliées et irakiennes disponibles lundi soir 28 janvier.

## Pertes militaires

■ **ALLIÉS**: 23 avions et 1 hélicoptère perdus; 27 aviateurs portés disparus et un tué.

■ **ÉTATS-UNIS**: 12 avions perdus (dont un lundi); le sort du pilote est inconnu; 1 hélicoptère perdu; 14 militaires portés disparus; un aviateur tué en mission d'entraînement.

■ **GRANDE-BRETAGNE**: 6 avions perdus, dont 5 en mission; 10 aviateurs portés disparus.

■ **ITALIE**: Un avion et ses 2 membres d'équipage portés disparus.

■ **KOWEÏT**: un avion et son pilote portés disparus.

■ **ARABIE SAOUDITE**: un avion perdu « pour raisons mécaniques ».

■ **IRAK**: selon le Pentagone, 49 avions irakiens ont été détruits, dont 26 en combat aérien; 18 unités navales détruites ou mises hors de combat; 5 soldats irakiens tués lors d'un raid contre des plates-formes pétrolières au large du Koweït et 3 autres lors d'une opération navale hitlérienne.

Bagdad a reconnu la mort de 39 militaires (au 23 janvier).

## Prisonniers

■ **ALLIÉS**: 5 Américains, 2 Britanniques, 1 Italien et 1 Koweïtien ont été montrés par la télévision irakienne et un autre (britannique) a été nommé par

Radio-Bagdad. Londres a confirmé que les deux aviateurs montrés et celui cité par la radio étaient des hommes de la RAF. L'Italien montré est le navigateur de l'avion italien abattu. Les noms des cinq Américains correspondent à la liste des disparus publiée par le Pentagone. L'Irak a affirmé avoir capturé un autre pilote britannique, sans autres précisions.

## Pertes civiles

■ **ARABIE SAOUDITE**: 1 mort et 42 blessés dans les attaques de missiles Scud.

■ **IRAK**: selon le dernier bilan publié par l'Irak, 123 civils au total ont été tués et 327 autres blessés.

■ **ISRAËL**: 4 morts et 215 blessés dans les attaques de missiles Scud (1 personne écraquée sous les décombres, 2 morts par arrêt cardiaque, le 22 janvier, à Tel-Aviv; 1 mort et 70 blessés à Tel-Aviv, le 25 janvier, et 2 blessés légers le 26 à Haïfa).

## Selon Bagdad

## Un pilote allié prisonnier a été tué par un raid aérien

Un porte-parole militaire irakien a affirmé, mardi 29 janvier, qu'un « aviateur étranger fait prisonnier » a été tué la veille lors d'une attaque des forces alliées contre Bagdad. Il avait été placé dans l'un des bâtiments du ministère de l'Industrie visés par un raid aérien allié, a affirmé le porte-parole. La nationalité du pilote n'a pas été précisée.

Lundi, Radio-Bagdad avait annoncé qu'en conséquence de raids aériens ennemis sur des zones peuplées et des objectifs civils, hier et aujourd'hui, un certain nombre de pilotes capturés ont été blessés. « On ne dit pas, dans les milieux responsables militaires, si des pilotes sont morts », avait ajouté la radio, citant l'agence officielle INA. La nationalité des aviateurs blessés n'a pas été précisée.

Vingt-sept aviateurs alliés sont portés disparus ou prisonniers, selon les chiffres de la coalition anti-irakienne. (AFP, Reuters.)

FRANÇOISE CHIPAUX

(1) Le ryal saoudien vaut 1,36 franc.

Les alliés ont pris toutes les précautions pour éviter de nombreux prisonniers.

Technologie japonaise  
armes américaines

Les technologies américaines et japonaises sont de plus en plus liées. Les Japonais ont développé des armes de haute technologie, mais ils ont aussi des difficultés à les vendre à l'étranger. Les Américains, quant à eux, ont des technologies avancées, mais ils ont des difficultés à les intégrer dans leurs armes.

Les technologies américaines et japonaises sont de plus en plus liées. Les Japonais ont développé des armes de haute technologie, mais ils ont aussi des difficultés à les vendre à l'étranger. Les Américains, quant à eux, ont des technologies avancées, mais ils ont des difficultés à les intégrer dans leurs armes.

Les technologies américaines et japonaises sont de plus en plus liées. Les Japonais ont développé des armes de haute technologie, mais ils ont aussi des difficultés à les vendre à l'étranger. Les Américains, quant à eux, ont des technologies avancées, mais ils ont des difficultés à les intégrer dans leurs armes.

Les technologies américaines et japonaises sont de plus en plus liées. Les Japonais ont développé des armes de haute technologie, mais ils ont aussi des difficultés à les vendre à l'étranger. Les Américains, quant à eux, ont des technologies avancées, mais ils ont des difficultés à les intégrer dans leurs armes.

Les technologies américaines et japonaises sont de plus en plus liées. Les Japonais ont développé des armes de haute technologie, mais ils ont aussi des difficultés à les vendre à l'étranger. Les Américains, quant à eux, ont des technologies avancées, mais ils ont des difficultés à les intégrer dans leurs armes.

Les technologies américaines et japonaises sont de plus en plus liées. Les Japonais ont développé des armes de haute technologie, mais ils ont aussi des difficultés à les vendre à l'étranger. Les Américains, quant à eux, ont des technologies avancées, mais ils ont des difficultés à les intégrer dans leurs armes.

Les technologies américaines et japonaises sont de plus en plus liées. Les Japonais ont développé des armes de haute technologie, mais ils ont aussi des difficultés à les vendre à l'étranger. Les Américains, quant à eux, ont des technologies avancées, mais ils ont des difficultés à les intégrer dans leurs armes.



# LA GUERRE DU GOLFE

## La situation militaire

### Les alliés ont pris toutes dispositions pour accueillir de nombreux prisonniers de guerre

Les états-majors de la coalition alliée déployée en Arabie saoudite procèdent actuellement à une concertation générale pour éviter d'être débordés par la quantité de prisonniers de guerre irakiens qu'ils pensent devoir recueillir dès le début d'un engagement terrestre.

La France a, pour sa part, dépêché en Arabie le général de brigade Daniel Gazeau, spécialement chargé de ce problème des prisonniers de guerre, que le général Michel Roquejeoffre, commandant les forces françaises, a présenté dimanche 27 janvier aux journalistes. Le général Gazeau a lui-même indiqué qu'il était en train de négocier un accord avec les Américains parce que, a-t-il expliqué, « il se peut que nous n'ayons pas, à un moment donné, la capacité de traiter d'un seul coup un certain nombre de prisonniers ».

#### « Conformément à la convention de Genève »

Les Américains, sans donner de détails, ont indiqué, de leur côté, qu'ils avaient prévu des structures d'accueil et des moyens importants, notamment de police militaire, pour accueillir les prisonniers de guerre irakiens. Ces structures permettront de les faire transiter avant d'être remis aux autorités saoudiennes, lesquelles les garderont jusqu'à la fin du conflit, selon ce qui a été convenu entre les forces alliées engagées en territoire saoudien.

Sur le plan matériel, d'importantes stocks sont déjà en place pour assurer la nourriture et l'eau potable aux prisonniers irakiens, et il est même prévu de les équiper de masques à gaz pour la période qu'ils doivent passer en transit avant d'être évacués sur l'arrière.

Lors d'un point de presse samedi à Ryad, le colonel britannique Niall Iyng a donné d'importantes précisions sur le dispositif mis en place par les forces britanniques, qui ont réservé « trois bataillons d'infanterie pour les EPW » (Enemy Prisoners of War). « Nous entendons que ces EPW soient traités conformément à la convention de Genève, et aussi bien que nous voudrions que les Irakiens traitent les nôtres », a-t-il dit.

Il a précisé qu'un premier bataillon, en première ligne, s'occuperait du « tri médical » des prisonniers, « évacuant les blessés vers les centres médicaux et désarmant les autres vers la zone de brigade où ils recevront un numéro d'identification ». « Un deuxième bataillon les prendra en charge pour les transporter, peut-être même en autocar à air conditionné, vers la zone divisionnaire où ils seront regroupés pour être nourris, désaltérés et où l'on s'occupera d'eux », a-t-il poursuivi. Enfin, le troisième bataillon « sera chargé de les acheminer vers les autorités qui les garderont jusqu'à la fin de la guerre », c'est-à-dire les autorités saoudiennes.

#### « Rien à craindre de leur capture »

En parcourant la zone du front, l'envoyé spécial de l'AFP a pu remarquer à plusieurs endroits que ne peuvent être précisés des travaux d'aménagement, notamment la modernisation d'une prison locale ainsi que l'aménagement d'un stade dont la pelouse centrale était couverte d'un village de tentes, indiquant que les forces alliées s'attendent à recevoir un nombre élevé de prisonniers.

De source américaine, on a appris que le 7<sup>e</sup> corps d'armée américain avait déjà construit un centre de transit pour 20 000 pri-

sonniers de guerre dans le secteur ouest du front, et les « marines » un autre pour 40 000 hommes dans le secteur est.

Tout est fait, dans le cadre de la guerre psychologique, pour que les combattants irakiens sachent dès à présent qu'ils seront bien traités : « Les EPW n'auront rien à craindre de leur capture, a affirmé le colonel Irving, et leur capture pourrait même être la meilleure chose qui puisse leur arriver. » (AFP.)

### Le phantasme d'une bombe à déchets nucléaires

Avant même le début du conflit et le bombardement des deux derniers réacteurs nucléaires irakiens en état de fonctionner, tous les spécialistes estimaient que M. Saddam Hussein ne pourrait pas se doter de l'arme atomique avant plusieurs années. Pourtant, il tourne le problème en brandissant la menace des déchets ? « J'ai beau retourner la question dans tous les sens, l'éventualité, évoquée par certains, d'une bombe à déchets nucléaires, me paraît relever du phantasme pur et simple », estime un expert français.

Et d'abord, quels déchets ? Les plus dangereux sont les produits de fission, provenant du retraitement du combustible nucléaire irradié, mais les Irakiens n'en détiennent probablement pas. « En novembre dernier, les inspecteurs de l'AIEA ont pu constater que le

### Pretoria dément la livraison d'obus à l'Irak

Le ministre de la défense, le général Magnus Malan, a démenti, lundi 28 janvier, les informations du quotidien britannique *The Independent* affirmant que l'Afrique du Sud avait trahi les résolutions des Nations unies contre l'Irak du 8 août 1990. Le général Malan a accusé le quotidien de mentir de façon « flagrante et éhontée » en prétendant que des munitions destinées au canon à longue portée G-5, d'origine sud-africaine, avaient été livrées à l'Irak jusqu'au mois de décembre.

JOHANNESBURG  
de notre correspondant

Pour faire bonne mesure, la Compagnie de développement et de production d'armement (Armcor), société nationale fondée pour pallier l'embargo frappant l'Afrique du Sud, traditionnellement muette sur ses activités, est sortie de sa réserve. « Dans de telles circonstances, nous affirmons que ces informations sont totalement erronées », a indiqué, lundi, à Pretoria, un porte-parole d'Armcor, avant de préciser que sa compagnie approuvait les déclarations maintes fois répétées du ministre des affaires étrangères, M. « Pik » Botha, soulignant que son pays honorait les résolutions des Nations unies votées contre l'Irak.

*The Independent* affirmait que l'Irak avait acheté toute la production d'obus à longue portée de 155 mm d'Armcor pour l'année 1990 et que la dernière livraison avait été interceptée par les douanes sud-africaines, au Cap, en décembre.

#### Payés avec de l'or en Zambie

Selon le quotidien, cette cargaison était constituée de quarante-huit mille obus conventionnels et de cinq mille cinq cents autres spécialement conçus pour emporter une charge de gaz. Les services sud-africains, réputés pour avoir de bonnes relations avec l'Arabie saoudite, auraient alors prévenu les autorités de Ryad qui auraient aussitôt acheté d'avance toute la production d'obus de 155 mm d'Armcor pour 1991, afin d'éviter que celle-ci ne tombe aux mains des Irakiens.

Les Américains seraient ensuite intervenus, reprenant à leur compte l'engagement saoudien, selon les sources du quotidien qui révèlent que l'armée sud-africaine aurait restitué à l'Armcor ses stocks d'obus de 155 mm au cours de l'été dernier, permettant à la compagnie d'effectuer « trois fois plus de livraisons que l'an passé ». *The Independent* affirme que les Sud-Africains ont été payés en or acheminé jusqu'à Lusaka, lors de la visite de Saddam Hussein en Zambie, le 18 décembre dernier. L'aéroport de la capitale zambienne était resté fermé tout au long de la visite du chef d'Etat irakien qui se serait, à cette occasion, entretenu avec une délégation sud-africaine, grâce à l'entremise du président Kenneth Kaunda.

Le chef de l'Etat zambien a démenti, lundi, que le président Saddam Hussein ait envoyé son épouse et ses enfants à l'abri en Zambie. Les hôtes d'une résidence d'Etat située à l'est de la capitale, présentés comme la famille de Saddam Hussein protégée par des gardes du corps palestiniens, n'étaient en fait que le propre fils de Kenneth Kaunda, Kaweche et deux de ses amis américains, selon le président zambien.

Samedi, M. Christon Tembo, ancien chef de l'armée zambienne, aujourd'hui à la tête d'un parti d'opposition, le Mouvement pour le multipartisme et la démocratie (MMD), avait affirmé que l'épouse de Saddam Hussein avait trouvé refuge en Zambie. M. Kaunda a demandé, lundi, à sa police d'arrêter M. Tembo qu'il a décrit comme étant « un homme malade qui a besoin d'être interné pour se faire soigner ».

FREDERIC FRITSCHER

### La technologie japonaise contribue à la fabrication des armes américaines perfectionnées

TOKYO

de notre correspondant

Le Japon ne fait-il que financer une guerre à laquelle il ne participe pas ou bien contribue-t-il indirectement à celle-ci par ses technologies, comme l'écrivent certains journaux américains plusieurs semaines plus tard ? Le Japon est le seul pays hors des Etats-Unis à fabriquer des missiles Patriot sous licence américaine. La porte-parole du gouvernement a toutefois récemment déclaré que le Japon n'avait aucune intention de fournir des armes à la force multinationale. La Constitution et les engagements ultérieurs de Tokyo interdisent au Japon d'exporter des armes.

C'est le principe. Mais la suprématie de la Silicon Valley sur l'acier dans la fabrication des armes a rendu difficile la distinction entre les composants à usage purement civil et ceux qui peuvent être utilisés à des fins militaires. Le Japon ne peut pas exporter d'armes mais il a le droit de vendre des composants à fonction mixte (civile et militaire). Et il ne s'en prive pas. L'industrie que le Japon joue ainsi un rôle certes discret mais non moins important dans la fabrication des armes perfectionnées utilisées aujourd'hui par la force multinationale dans le Golfe.

Déjà à la fin des années 60, ce sont les systèmes de visualisation utilisés par les caméras vidéo japonaises qui équipaient le système de téléguidage des missiles américains employés au Vietnam. Aujourd'hui, les experts japonais estiment que jusqu'à 20 % des di-

cuits intégrés utilisés dans la « tête » des Patriot sont d'origine japonaise. Les Etats-Unis ne se fournissent certes pas seulement au Japon, mais la qualité des circuits intégrés japonais les rend particulièrement adaptés aux équipements militaires.

Le transfert des technologies civiles à la production militaire est depuis de longues années une caractéristique de l'industrie d'armement japonaise. Cette « intégration » explique, en outre, il y a quelque temps, M. Yoichi Anzai, membre de la Commission des armements du Kaidenren (patronat), la relative faiblesse de la part du budget militaire nippon consacrée à la recherche (2,5 %, soit environ 800 millions de dollars, contre 41 milliards pour les Etats-Unis).

#### Washington vulnérable ?

L'Agence de défense dispose depuis 1987 de cinq centres de recherche qui travaillent sur des systèmes de guerre à quatre axes par an. L'un d'eux est spécialisé dans les radars, les communications et les équipements optiques.

Parmi les vingt entreprises travaillant pour l'Agence de défense, Mitsubishi Heavy Industries (MHI) est de loin le plus gros contractant (l'armement compte pour 12 % dans son chiffre d'affaires). Mitsubishi travaille notamment à la mise au point d'un nouveau lance-missiles américain Stinger. Avec Mitsubishi Electric et Toshiba, MHI est, par ailleurs, en train de mettre au

point un missile sol-air à portée moyenne pour un coût de 1000 milliards de yens. La part des technologies nipponnes dans les armements américains rend-elle Washington vulnérable à des pressions japonaises, comme l'écrivait dans un livre, plus sensationnel que sévère, le Japon qui peut être non, le président de Sony, M. Morita ? Sans doute pas. Outre qu'une telle hypothèse paraît peu probable compte tenu du suïvisme impérialiste qui vient encore de manifester Tokyo envers Washington, les technologies japonaises fournies aux Américains, estimées des experts militaires, sont relativement banales. Il s'agit essentiellement de composants de base, pas encore de sous-ensembles. Les « circuits durs », plus résistants, sont américains.

La coopération technologique nippo-américaine dans le domaine militaire est appelée à se renforcer : dès 1983, sous la pression de Washington, le Japon a fait une exception pour les Etats-Unis dans sa politique d'interdiction d'exporter des technologies militaires.

En septembre dernier, les deux pays ont choisi cinq domaines de coopération militaire, dont la protection contre la détection des sous-marins, la blindage des navires et des véhicules ainsi que les propulseurs. Cette coopération est délicate, comme en témoigne la laborieuse négociation pour la production du nouveau chasseur FSX, les Américains veillant à ce que, en définitive, les transferts de technologies ne les desservent pas.

PHILIPPE PONS

### TF 1 et la «censure militaire»

### Reportages sur le moral des troupes

TF 1 a diffusé dans son journal télévisé du lundi 28 janvier un reportage sur des soldats français en Arabie Saoudite. Cheveux ras, lunettes de soleil, le groupe de soldats a l'air désabonné. Les critiques fusent. La nourriture ? Tous les jours la même chose, mouton, haricots et ratatouille. L'eau ? « On en manque, surtout pour les douches ». L'information ? « L'angoisse, c'est qu'on ne sait rien. « Vous ne pouvez pas discuter avec vos officiers », demande le journaliste. « Le soir on se fait des débriefings, on ne l'a su que le lendemain. Le capitaine ne nous l'a dit que le lendemain ».

#### «Le mieux est d'attendre que ça se passe...»

Les buts de la guerre ne semblent pas plus clairs aux yeux des militaires interrogés : «Peut-être le pétrole, ou

l'économie. Et la conclusion sans ambiguïté pour certains : «Moi, je pense qu'on n'a rien à faire ici (...) il y a des militaires qui veulent aller vite au carton, moi, je ne vois pas pourquoi on traiterait vite au carton (...) le mieux est d'attendre que ça se passe ».

Le contenu de ce document sur le moral des troupes tranche avec l'optimisme des informations officielles. Samedi 26 janvier, TF1 avait renoncé à présenter un reportage sur les soldats français, le présentateur Ladislas de Hoyos évoquant alors une mesure de «censure militaire». Il semble qu'une équipe de TF1 basée à Ryad ait réalisé ce tournage à la frontière koweït-saoudienne, sans l'autorisation du SIRPA, le service de presse des armées qui organise le «spoof» des télévisions françaises. Ce reportage a néanmoins été soumis après montage au contrôle du SIRPA, qui se serait opposé à la diffusion, parce que le

reportage aurait dévoilé avec trop de précision l'emplacement des troupes françaises.

Dimanche 27 janvier, Michel Floquet, envoyé spécial de la Une à Ryad, résumait au téléphone le contenu de son reportage pour le journal du soir. Rappelons que les autorités militaires françaises affirment ne se livrer à aucune censure préalable, faisant confiance au respect par les journalistes du protocole signé avant le déclenchement des hostilités (le Monde des 13-14 janvier). Selon TF1, le document diffusé lundi 28 janvier émane, lui, de Dhaïran où la chaîne a deux envoyés spéciaux Patrick Bourrat et Catherine Jentile. Dhaïran étant une base américaine, les deux journalistes ne font pas partie de l'équipe du SIRPA, et peuvent opérer librement à condition de ne pas dévoiler d'informations militaires (lieux, armements).

Au Liban sud  
L'OLP a tiré  
des dizaines de roquettes  
sur la « zone de sécurité »  
israélienne

Un porte-parole militaire de l'OLP au Liban sud a affirmé, mardi 29 janvier, que des combattants palestiniens ont bombardé l'axe quatre «colonies de peuplement» dans le nord d'Israël. «Quatre-vingt roquettes de type Grad ont été tirées sur les colonies de Métoulla, Miskav Am, Kaf Jalaadine et Nahariya », a-t-il déclaré. A Jérusalem, une source militaire israélienne a indiqué que des dizaines de roquettes Katiouchas se sont abattues sur la «zone de sécurité» créée et occupée par Israël au Liban sud, et non sur le nord du territoire israélien.

Israël a aussitôt fait savoir qu'il n'était pas question de pratiquer une politique de «retenue» au Liban sud. «Le Liban sud n'est pas l'ouest de l'Irak», a déclaré, à la radio israélienne, M. Uri Lubrani, coordinateur des activités israéliennes au Liban sud, en soulignant qu'Israël «n'attend pas pour réagir aux agressions en provenance du Liban». — (AFP.)

Le Monde

NUMÉRO HORS SÉRIE

GOLFE  
LA GUERRE

36 pages

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

OÙ TROUVER UN  
LIVRE ÉPUISÉ ?  
Ecrivez ou téléphonez :  
LIBRAIRIE (service 18)  
LE MONDE DU LIVRE :  
60 RUE ST-ANDRÉ-DES-ARTS  
75006 PARIS  
(1) 43.25.77.04  
Code Minitel : 3615 MDL

Le Monde  
ARTS · SPECTACLES  
MOZART  
Supplément spécial - 7 pages  
MERCREDI 30 JANVIER 1991 - 3615 MDL



## LA GUERRE DU GOLFE

Les conséquences du conflit

## Les Etats-Unis contestent la présence de l'Irak à la Commission des droits de l'homme de l'ONU

GENÈVE

de notre correspondante

Le chef de la délégation américaine à la Commission des droits de l'homme de l'ONU, M. Kenneth Blackwell, a estimé que l'Irak avait le «devoir moral» de quitter cet organisme dont la session annuelle s'est ouverte lundi 28 janvier à Genève.

Doivent notamment participer aux débats, qui dureront jusqu'au 8 mars, M. Vaclav Havel, président de la Tchécoslovaquie, M. Fujimori, président du Pérou, et de nombreux ministres des affaires étrangères.

«Il est consternant que l'Irak siège dans cet organisme. Notre gouvernement ne peut, en

conscience, laisser passer cette anomalie», a déclaré pour sa part M. Morris Abram, ambassadeur américain auprès des Nations unies à Genève. Dès l'ouverture de la séance, les premiers intervenants, M. Concepcion Quisumbing, présidente sortante, M. Jan Martenon, directeur du Centre des droits de l'homme et secrétaire général adjoint des Nations unies, et le Pr Henrique Basillas Bellastros (Pérou), élu à l'unanimité à la présidence, ont fait part de leurs préoccupations quant à la guerre du Golfe, sujet qui devrait dominer la séance avec la question des pays baltes.

Etant donné les informations parvenues à Genève sur les atrocités commises par les forces irakiennes, notamment au Koweït occupé, le régime de Saddam Hussein devrait enfin être dénoncé pour les violations des droits de l'homme qu'il a perpétrées, y com-

pris dans son propre pays. Plusieurs responsables d'organisations non gouvernementales ont remarqué avec amertume que, depuis des années, elles se battent en vain pour que la Commission condamne des exactions connues de tous. En effet, l'Irak - sans doute grâce aux protections dont il jouissait - n'a jamais été condamné, ni même blâmé à Genève. Ainsi, ce n'est que dans les couloirs du Palais des Nations que l'on évoquait l'usage des gaz contre les civils kurdes irakiens.

On s'est étonné de ne pas voir, comme les deux années précédentes, à la tête de la délégation de Bagdad le demi-frère de M. Saddam Hussein, M. Barzan Takriti, ancien chef des services de renseignements politiques de son pays.

C'est M. Wisam Al Zahawi, premier sous-secrétaire du ministère irakien des affaires étrangères, qui prit la parole pour condamner

l'agression barbare et unilatérale contre les installations militaires de son pays. Il se déclara, en substance, prêt à coopérer avec la commission à condition que le projet d'ordre du jour, adopté en mars dernier, soit modifié.

L'observateur du Koweït rappela que l'Assemblée générale avait chargé la Commission des droits de l'homme d'ouvrir un débat sur la situation dont est victime son pays et proposa - demande jugée modeste - que le problème soit inscrit au point 12 de l'ordre du jour.

Le chef de la délégation américaine, M. Kenneth Blackwell, tout en contestant la présence de l'Irak, a reconnu qu'on ne pouvait pas faire grand-chose pour l'empêcher de siéger à la commission dont les membres, choisis sur une base régionale, changent tous les trois ans.

ISABELLE VICHNIAC

Dans la presse d'extrême droite

## Les fleurs pour les soldats, les orties pour Israël

Comme les magazines d'informations générales, les hebdomadaires d'extrême droite consacrent leur couverture à la guerre du Golfe. «Mourir pour les dinars...» titrait récemment *Minute-La France*. «Nouvel ordre mondial: l'arme du mensonge», affirme l'hebdomadaire de M. Serge Martinez dans sa livraison du 23 janvier.

Président-directeur général de la publication, membre du comité central du Front national, «patron» de la fédération de Paris et candidat de ce parti, dimanche 27 janvier, à l'élection législative partielle dans la capitale, M. Martinez réaffirme, dans son éditorial, que «cette guerre n'est pas la nôtre», tout en soulignant que «les soldats qui la font sont des héros».

Cette opposition à l'engagement français complétée au soutien à l'armée conduit M. Martinez à écrire que «l'amalgame entre pacifisme vicieux et patriotisme authentique, entre le parti de l'Internationale et le parti de la France relève de la désinformation». Selon lui, «il est extravagant qu'un pouvoir qui interdit à sa police de restaurer l'ordre français dans les banlieues envoie son armée imposer l'ordre

américain dans le désert». Et pour illustrer son titre de couverture, *Minute* consacre un article aux «deux armes du nouvel ordre mondial de l'information: la censure et le mensonge».

Le sonci de se démarquer du pacifisme conduit M. Roland Gauthier, directeur de la rédaction de *National-Hebdo* et membre du bureau politique du Front national, à écrire un long article sur les communistes qui, depuis les années 20, selon lui, «répondent toujours présents pour détruire l'armée française».

## «La guerre des dupes»

Dans l'éditorial intitulé «Bush bombarde plus blanc», M. Jean Bourdier s'attache à contrebattre le concept de «guerre propre». «Elle est malpropre dans son principe, assure-t-il, malpropre dans son exécution et malpropre dans la façon même dont elle est relatée au public».

L'éditorialiste de *National-Hebdo* dénonce, lui aussi, le traitement informatif de la guerre car, selon lui, le «mensonge» rivalise avec le «voyeurisme».

Dans la même publication dont la couverture porte en titre «la

guerre des dupes», M. François Brigneau consacre sa chronique hebdomadaire, notamment, à Israël. «En vérité, écrit cette plume d'extrême droite, Israël a voulu cette guerre, en espérant qu'elle entraînerait la destruction de l'Irak de Saddam Hussein.» «La victoire militaire des Etats-Unis et de leurs alliés paraît donc acquise, à plus ou moins long terme, sur le champ de bataille actuel», affirme M. Brigneau. «D'autant qu'Israël peut intervenir, à tout moment, sans forces intactes, une armée et un armement de haute qualité, des ressources pratiquement inépuisables (USA et diaspora obligent) et, s'il le faut, l'arme atomique. Ce n'est pas Tel-Aviv qui hésiterait à s'en servir, on peut en être assuré, comme on peut être assuré de son impunité totale. Les armes sales sont celles qui sont dirigées contre l'Etat sioniste. Les siennes sont toujours propres. Ce sont celles de Dieu. C'est un postulat».

Cet intérêt pour l'Etat juif se retrouve dans le quotidien *Présent* dont le directeur est M. Pierre Durand, membre du bureau politique du Front national, conseiller régional d'Île-de-France et suppléant de M. Jean-Baptiste Biaggi, candidat du Front national à une prochaine élection sénatoriale par-

tielle de Paris. Ainsi, après l'envoi des premiers missiles irakiens sur Israël qui n'a entraîné aucune riposte, *Présent* dénonce «l'arrogance israélienne» à la «une» de son édition datée 21 et 22 janvier. Il rappelle son hostilité à l'engagement de la France dans une guerre «menée par les Anglo-Américains» qui aura pour conséquence de «nous diluer les muscles arabo-musulmans» et le journal d'extrême droite ajoute: «Comme si cela ne suffisait pas, il faut encore qu'Israël (...) s'en prenne à la France et nous rende responsables du lancer de quelques missiles irakiens sur ce pays».

Il y a tout juste un an, *Présent* consacrait une page entière au «solennel-neuvième anniversaire de la fondation de l'armée irakienne» dans son édition datée 18 janvier 1990. L'article de son envoyé spécial portait en titre: «A Bagdad, nous sommes allés voir et compléter les commandes de l'armée irakienne».

O. B.

Une plainte de Thomson contre la Lettre de l'Expansion. - Le groupe français Thomson a annoncé qu'il avait demandé à son avocat de porter plainte pour diffamation à l'encontre de la Lettre de l'Expansion. Dans son numéro du 28 janvier, cet hebdomadaire a indiqué que Thomson, avec d'autres sociétés, aurait continué à perfectionner certains avions-rakets de l'Irak et certains de ses missiles, notamment le Scud, jusqu'à l'expiration de l'ultimatum, le 15 janvier dernier. Thomson affirme que les sociétés du groupe n'ont «en aucune manière et à aucun moment, ni directement ni indirectement, contribué à renforcer le potentiel des Irakiens». L'extrême-droite française affirme qu'elle a «bien entendu» - respecté l'embargo décidé par le Conseil de sécurité de l'ONU.

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde  
Général: André Fontaine,  
directeur de la publication  
Anciens directeurs:  
Hubert Beuve-Méry (1944-1959)  
Jacques Fieschi (1959-1982)  
André Laurens (1982-1985)  
Directeur de la rédaction:  
Daniel Varner  
Administrateur délégué:  
Antoine Garret, Nelly Flavier  
Rédacteurs en chef:  
Bruno Prappat,  
Jacques Arnalvic,  
Jean-Marie Colombani,  
Philippe Herremann,  
Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL:  
16, RUE LAFFITTE,  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél.: (1) 40-60-25-26  
Télécopieur: (1) 40-60-25-99  
ADMINISTRATION:  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94882 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél.: (1) 40-60-30-10  
Télécopieur: (1) 40-60-30-10

## Evidences malgré censure

Suite de la première page

Le Washington Post cite tout de même des officiers selon lesquels plus de mille soldats ont été effectués contre ces divisions d'élite, l'un d'eux ajoutant: «Si ça doit durer quatre ou cinq jours sans que le genre [républicain] commence à bouger, à se briser ou à se rendre, nous sommes bons pour une longue guerre».

Les quatre ou cinq jours sont largement passés... et tout le monde paraît admettre désormais que l'on ne fera pas l'économie d'une reconquête par des forces terrestres, appuyées bien sûr par des hélicoptères - les fameux Apache - et des avions tueurs de chars. «Il va falloir les faire sortir selon la vieille méthode», dit un colonel cité par Time Magazine.

Et l'on nous prévient maintenant que officiellement que ce n'est pas pour tout de suite, ce qui signifie sans doute que l'on s'acharne à l'impuissance que par le passé au Koweït ou au retour de la grosse chaleur.

Tout compte fait, assez d'éléments paraissent donc réunis pour qu'on se risque à tirer un bilan provisoire de cette première décade de guerre:

a) Il n'y a apparemment plus rien à attendre de Saddam, dont on a mis du temps, outre-Atlantique, à comprendre la vraie personnalité. Homme d'orgueil, né sur une terre où la violence s'alimente à des racines millénaires, vivant encore mentalement dans un passé où les pratiques qu'on lui reproche légitimement étaient pas seulement en Orient monnaie courante, Saddam tient à l'évidence pour fariboles les hypothèses les plus avancées de ses adversaires sur la loi internationale et les droits de l'homme.

Au-delà de ce Bush n'a aucune qualité à ses yeux pour parler de «guerre juste» et prétendre lui donner sa conduite. Comment, d'ailleurs, demander de faire amende honorable à quelqu'un à qui l'on promet, en même temps, la victoire?

b) Personnage d'un autre siècle, donc, à bien des égards, mais qui s'est vu, comme Staline et plus encore Atatürk, un modernisateur. S'il n'avait pas eu de moins en moins de cette ambition, croit-on qu'un peuple de 17 millions d'habitants, déjà fort éprouvé par huit ans de guerre avec l'Iran, aurait été en mesure de tenir tête à la formidable coalition rassemblée contre lui? On imagine quelle fièvre doit en redorer celui qui pose volontiers à l'histoire de Nabuchodonosor et de Saladin.

c) En tout cas, le résultat est là: «J'ai donné instruction, déclare Bush quelques heures après le début des hostilités, de prendre les mesures nécessaires pour remporter la plus rapidement possible la victoire». Deux jours ne s'étaient pas passés qu'il devait changer de ton: «Nous ne pouvons espérer vaincre en un jour... Une guerre est toujours coûteuse et difficile».

d) Moyennant quoi, coûteuse et difficile, elle l'est tout fois pour Saddam. Les avions qu'il a mis à l'abri ne font visiblement pas le poids, lorsqu'ils se risquent à prendre l'air, face à ceux de la coalition. Malgré tout le bruit fait par les Scud, les pertes qu'ils ont occasionnées ont été, grâce aux fameux Patriot, plutôt limitées. Et, surtout, le calcul politique qui sous-tendait leur emploi s'est retourné contre lui.

D'une part, en effet, le gouvernement Shérif a montré une telle capacité de ne pas céder à la provocation qu'il a considérablement biffé son image internationale: le Financial Times n'hésite pas à parler de «retour à la respectabilité». D'autre part, le Syrien Hafez El Assad, qui avait menacé de tourner ses yeux vers le Koweït, se trouve engagé dans la coalition. Malgré tout le bruit fait par les Scud, les pertes qu'ils ont occasionnées ont été, grâce aux fameux Patriot, plutôt limitées. Et, surtout, le calcul politique qui sous-tendait leur emploi s'est retourné contre lui.

e) La plus que méritoire retenue d'Israël a sans doute contribué à limiter l'ampleur du mouvement de soutien à l'Irak dans le monde arabe. La Jordanie n'est pas, comme on pouvait le craindre, à feu et à sang. Le président égyptien Chadi Bendjedid s'est courageusement opposé à la prétention du Front islamique de saïr d'ouvrir des bureaux de recrutement de volontaires pour l'Irak. On n'a noté

aucun mouvement de masse contre la guerre en Egypte ou dans les pays du Golfe. A en croire un sondage Figaro-Ifop, il n'y a que 22 % des musulmans de France pour approuver Saddam, contre autant favorables à Bush et 54 % qui se déclarent neutres.

f) Concluons que le maître de l'Irak, s'il a réussi à opposer à ses adversaires une résistance plus sérieuse que celle à laquelle il paraissait s'attendre, n'a pas remporté jusqu'à présent de succès marquant sur le plan militaire ou politique. La «merée noire» dont il est, selon tous les probabilités, responsable confirme qu'il n'hésitera devant rien, y compris l'emploi d'armes chimiques ou bactériennes, voire de déchets radioactifs, pour mettre en échec des forces suréquipées comme celles de la coalition.

Mais tout indique que c'est lorsque les deux armées se heurteront dans le désert que sonnera l'heure de vérité. Visiblement, Saddam croit les sociétés occidentales trop amolies pour pouvoir longtemps supporter une pareille épreuve. Il s'est trompé, heureusement, plus souvent qu'à son tour.

Voilà, semble-t-il, ce qu'on peut dire de la guerre elle-même. Reste à mentionner ce qu'elle a déjà changé et qui ne pourra pas ne pas peser sur l'après-guerre:

a) Le mécréant Saddam est devenu un pieux musulman qui proclame la guerre sainte et fait broder sur ses drapeaux une souvaine du Coran. Ce comportement rappelle celui de Staline qui, en 1941, rouvrit les églises et rétablit le culte orthodoxe pour mieux mobiliser la population contre l'invasion hitlérienne. Il confirme l'idée répandue que celui qui finira par lui succéder un jour à Bagdad pourrait bien être un fondamentaliste. Serait-il plus facile de s'entendre avec lui?

b) Les Scud ont bien sûr fait une incontestable preuve d'efficacité, qu'on s'est obstinément refusé à établir entre le conflit avec l'Irak et Israël, la recherche d'une solution au problème palestinien risque de ne pas en être pour autant facilitée. L'OLP risque de payer cher son engagement inconditionnel aux côtés de Bagdad, et il sera plus difficile de faire pression sur un Shérif ayant fait preuve d'autant de sagesse.

c) La fin de la guerre froide était la condition sine qua non du transfert d'une partie des troupes américaines d'Europe vers le Golfe, et de l'approbation par Moscou de l'emploi de la force au Koweït. On n'ose pas trop penser à ce qui se passerait si les capitulations successives de Gorbatchev dans les bras de ses généraux et du KGB devaient conduire à une restriction de tir de la politique soviétique au Proche-Orient.

d) En tout état de cause, beaucoup dépendra, concernant la région du Golfe, des Etats-Unis. Restent-ils militairement présents, au risque de déstabiliser le régime saoudien et de provoquer chez eux un réflexe isolationniste? Chercheront-ils à bâtir rapidement la structure de sécurité collective à laquelle Baker a fait un jour allusion? Chacun a tendance à répondre en fonction de l'idée, positive ou négative, qu'il se fait des Américains. Et Bush s'est peu étendu jusqu'à présent sur la nature du nouvel ordre international dont il parle si volontiers.

Il est vrai qu'il a pour le moment sûrement chose à faire. Reste qu'à vouloir trop édifier les questions on risque de ne pas résoudre une que pour en poser une autre. C'est ce qui s'est passé lorsque l'Occident et les émirats ont choisi de soutenir Saddam contre l'Iran de Khomeini, qu'il avait pourtant envahi au mépris du Regime de la loi internationale. Il ne faudrait pas qu'une fois ce même Saddam abattu une autre tête repousse à l'hydre de Lame.

Compte tenu de tout ce qui existe d'inégalités, d'injustices, de phobies et de haines dans la région, autour de ce pétrole dont on ne parle si peu ces jours-ci que parce qu'il est le principal enjeu du conflit, il n'est sûrement pas trop tôt pour que les gouvernements intéressés se préoccupent de ce qui pourrait être l'après-Saddam. Il faut donc, à première vue, se féliciter que Paris et Londres aient saisi les autres capitales de la CEE d'une initiative dans ce sens.

ANDRÉ FONTAINE

## Maroc, la grève de

## M. Bush

## DIAGONALES



## LA GUERRE DU GOLFE

## Au Maroc, la grève de solidarité avec l'Irak a connu « un plein succès »

L'arrêt de travail en solidarité avec l'Irak, organisé lundi 28 janvier au Maroc par des syndicats d'opposition, a été largement suivi. Cette grève était accompagnée d'une journée de jeûne. La « marche populaire » de soutien au peuple irakien prévu par les principaux partis politiques d'opposition et à laquelle les autorités avaient donné leur feu vert a été reportée au dimanche 3 février. En Tunisie, la réouverture des universités et des lycées s'est faite dans le calme lundi 28 janvier.

CASABLANCA

Dès le milieu de la matinée, lundi 28 janvier, les dirigeants syn-

dicaux de l'Union marocaine du travail (UMT), 530 000 adhérents revendiqués, savent qu'ils peuvent savourer la victoire. Un seul coup d'œil par les fenêtres de l'immeuble qui surplombe le port suffit à convaincre les éventuels sceptiques : entre les rangées de containers alignés sur les quais comme au pied des grues métalliques dressées face à la mer, pas une ombre ne bouge. Dans les rues de la ville, hormis quelques épiers, des pompistes et des policiers en civil, tout le monde à l'évidence a suivi le mouvement. Les campus universitaires ont été prudemment fermés pour la journée.

La grève de vingt-quatre heures - dont l'UMT a été la première à lancer le mot d'ordre - aura donc connu « un plein succès », non seulement à Casablanca et à Moham-

medja, mais aussi à Tétouan, à Oujda, à Chaouen et Beni-Melal, et on en passe. M. Fouad Benssedil, chargé de presse à l'UMT, insiste : « C'est un succès total, du point de vue du nombre des grévistes - pratiquement 100 % - et du point de vue du sens, car tout s'est déroulé dans le calme et la dignité ».

Pour affirmer leur « solidarité » avec l'Irak soumis à « la canonnade barbare des forces coalisées », les militants de l'UMT, de même que ceux de la CDT, de l'UGTM ou du SNESUP, ont su, comme les y conviaient instantanément les partis de l'opposition et le gouvernement, éviter toute manifestation de rue.

Pour le pouvoir en place comme pour les directions syndicales, hantées par le souvenir des émeutes de décembre, le soulèvement est immense. Le soir même, l'agence

officielle MAP pourra sans retenue se féliciter de la « grande maturité » du peuple marocain qui, « mis par de profonds sentiments, qui procèdent de son arabe et de sa foi islamique », a ainsi répondu « à l'appel des centrales syndicales comme à celui du gouvernement ».

Apparemment, et de l'aveu même de la plupart des partis de l'opposition, l'éventuel hiatus entre le régime et la population, entre le discours « onusien » du premier et la fibre pro-irakienne de la seconde, reste, semble-t-il, sans danger. On salue presque unanimement l'habileté du roi Hassan II qui, dès le 15 janvier, quelques heures avant le déclenchement de la guerre, avait affirmé : « (...) Bien que notre position sur ce qui se produit soit opposée à la leur, nos cœurs sont avec les Irakiens ».

Nos cœurs sont avec eux car ce sont des frères, des Arabes et des musulmans. Cette petite phrase aura permis au souverain de rectifier le tir : « Cette histoire de cœur a fait mouche », résume-t-on en privé.

Si hiatus il y a, ce n'est pas avec les « jeûneurs », syndicalistes ou partisans, qu'il risque de se creuser. Mais plutôt avec les jeunes « casseurs » des faubourgs. Les échauffourées qui se sont produites dimanche et lundi à Tanger en témoignent. De source officielle, on indique qu'une première manifestation a dû être rapidement dispersée dimanche en fin de matinée, alors qu'une foule composée essentiellement de jeunes commençait à envahir le boulevard Pasteur. Malgré un quadrillage militaire-policier ostensible - « il y a une camionnette de flics à chaque car-

refour », confirme un habitant de Tanger - le climat serait encore « très chaud » notamment dans le quartier populaire de Beni-Melal.

Ces informations, dont ni la presse ni les autorités n'ont fait état, restent confidentielles. On ne connaît pas le bilan des éventuelles arrestations ou des blessés. Ces violences de rue ne sont toutefois pas nouvelles puisque l'Organisation marocaine des droits de l'homme signalait déjà que, lors de manifestations pro-irakiennes spontanées à Fès le 18 janvier, « quatre étudiants » avaient été arrêtés, « poursuivis pour manifestation sans autorisation », et que trois d'entre eux auraient été victimes de « tortures » lors de leur détention dans un centre de police judiciaire.

CATHERINE SIMON

Selon un sondage de l'IFOP

Incertitude et peur chez les musulmans français

Un sondage a été réalisé par l'IFOP, du 24 au 26 janvier, auprès de la communauté musulmane vivant en France, sous la forme de 572 entretiens. Il est publié dans le *Figaro* du mardi 29 janvier. Cette enquête d'opinion confirme l'incertitude actuelle de cette communauté musulmane vis-à-vis de la solidarité arabe et islamique défendue par Saddam Hussein et leur besoin de sécurité en France.

Ainsi 54 % des musulmans interrogés ne se sentent proches « ni de l'Irak ni des alliés ». La sympathie personnelle pour Saddam Hussein est même très faible : 56 % disent avoir une mauvaise opinion du leader irakien. 22 % seulement expriment une sympathie pour son action.

Mais les entretiens s'étant déroulés en français, on peut estimer, comme le fait Gilles Képel, islamologue, qu'il s'est produit une « sous-radicalisation » du sentiment exprimé à l'égard de Saddam Hussein. Dans une proportion exactement identique (22 %), les musulmans vivant en France se déclarent proches de la position des Etats-Unis, de la France et des coalisés.

Les musulmans d'origine algérienne interrogés dans ce sondage (33 % des réponses) sont ceux qui manifestent la plus de réserves par rapport à l'action des alliés (17 % s'en disent proches contre 22 % pour l'ensemble). De même sont-ils 52 % à désapprouver l'attitude de M. François Mitterrand (contre 47 % pour l'ensemble).

Si très peu de musulmans en France (9 % seulement des réponses) voient dans cette guerre, comme veut le faire croire Saddam Hussein, un conflit entre l'Islam et l'Occident, une très grande majorité de réponses confirme l'inquiétude actuelle de cette communauté quant à son avenir, immédiat et lointain, en France.

Soixante-dix pour cent craignent des attentats terroristes. Plus des deux tiers (73 %) redoutent un accroissement du racisme à l'égard des musulmans, des difficultés pour trouver un emploi (73 %) et même des expulsions vers leur pays d'origine (67 %). Ils sont 58 % à se déclarer très ou assez inquiets pour leur avenir en France.

Il faut enfin noter que, sur toutes ces questions, l'incertitude est d'autant plus grande que l'on est de nationalité française (28 % des musulmans interrogés dans ce sondage). La crainte d'un développement du racisme atteint même la proportion de 82 % chez les musulmans français.

H. T.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT  
Le Monde ARTS et SPECTACLES

## M. Bush entend ménager malgré tout M. Gorbatchev

WASHINGTON

de notre correspondant

Le sommet américano-soviétique, prévu pour le mi-février à Moscou, est reporté, mais les Baltes qui lutent pour leur indépendance et avaient demandé aux Etats-Unis de leur témoigner leur soutien par un geste spectaculaire, ont quelques raisons d'être déçus. Deux raisons, et deux seulement, ont été invoquées par le secrétaire d'Etat James Baker lorsque, avec à son côté son homologue soviétique Alexandre Bessmertnykh, il a annoncé, lundi 28 janvier, que le rencontre entre MM. Bush et Gorbatchev était repoussée « d'un commun accord » : la première c'est la guerre du Golfe bien sûr (« il serait inapproprié pour le président Bush d'être absent de Washington »), a fait valoir M. Baker; ensuite viennent « des raisons techniques », terme qui recouvre des difficultés dans les ultimes négociations pour la mise au point du texte de l'accord START sur la limitation des armements stratégiques, dont la signature devait être principe couronner ce sommet de Moscou.

Les actes de violence commis contre les indépendantistes baltes ne sont pas mentionnés, pas plus que les inquiétudes croissantes suscitées à Washington par le comportement de M. Gorbatchev : « Il butte contre de nombreuses difficultés, mais il n'y a rien de nouveau là-dessus », a expliqué sans sourcil M. Baker. En réalité, même si elle est présentée comme prise « d'un commun accord », la décision de remettre le sommet à des jours meilleurs revient aux Etats-Unis.

Les Soviétiques souhaitent seulement obtenir que la rencontre ne soit pas reportée sine die, mais soit décalée précoce « dans la première moitié de cette année », c'est-à-dire avant la fin juin. Et il est évident que les raisons mises en avant par les deux parties ne sont pas les seules, et que la dérive du gorbatchevisme, particulièrement manifeste dans le traitement réservé aux pays baltes, a pesé d'un bon poids dans la décision américaine.

Certes l'Amérique est en guerre, mais ce conflit somme toute local « progresse » conformément aux plans

des Etats-Unis, et les moyens de communication actuels permettent à M. Bush d'exercer pleinement son rôle de président où qu'il se trouve : il est parti en week-end à la campagne trois jours après l'attaque contre l'Irak et devrait entreprendre sous peu des déplacements sur le territoire américain.

Quant aux obstacles qui subsistent sur la voie d'un accord sur les armements stratégiques, ils sont réels, mais apparemment pas insurmontables, puisque, au moment même où ils annonçaient le report du sommet, Américains et Soviétiques expriment l'espoir de boucler la négociation START d'ici à la fin du mois de février (il s'agit en particulier de s'entendre sur les procédures de surveillance des essais de missiles balistiques et sur l'inspection des usines où sont construits ces missiles).

Plus fondamentalement, M. Bush ne pouvait fermer complètement les vannes sur ce qui se passe à Vilnius et à Riga ni sur l'attitude d'une hiérarchie militaire soviétique qui semble chercher à remettre en

question certaines concessions faites précédemment, non pas tant à propos des START que sur la réduction des armements conventionnels en Europe, qui a pourtant fait l'objet d'un accord signé.

Le Congrès a déjà manifesté sa mauvaise humeur, en votant des résolutions dénonçant les actes de répression dans les pays baltes et en demandant à l'administration de revenir sur ses programmes d'assistance économique à l'URSS tant que la situation ne se serait pas clarifiée. Si modeste qu'il soit, le « lobby » balte aux Etats-Unis a fait tout ce qu'il a pu pour mettre la Maison Blanche en face de ses responsabilités, tandis que les dirigeants indépendantistes faisaient eux aussi le siège de M. Bush, au risque de l'irriter.

Ainsi l'un d'entre eux, reçu récemment par le président, a-t-il évoqué le danger d'une politique d'« apaisement » à l'égard de Moscou, et M. Bush l'a sèchement corrigé : « Utilisez pas ce mot ». Le président américain, qui a été toute sa campagne contre Saddam Hussein sur les

leçons à tirer de l'avant-1939 en Europe, admet très mal qu'on retourne l'argument contre lui, tout comme il n'a sans doute jamais pardonné au président lituanien Landsbergis de l'avoir, dans un moment d'émotion, comparé à Chamberlain. M. Bush, en recevant lundi le nouveau ministre soviétique des affaires étrangères, a donc exprimé ses préoccupations - et il semble même que l'essentiel de la conversation ait porté sur les pays baltes. Selon des indications données par un officier anonyme, le président a voulu faire comprendre à son interlocuteur que les relations américano-soviétiques seraient affectées « si la situation ne s'améliore pas d'ici quelques semaines ». M. Bessmertnykh a fait valoir pour sa part que « la situation s'était déjà améliorée » et que l'amélioration se poursuivait.

La mise en garde ne pouvait être négligée. Mais le souci majeur de M. Bush reste apparemment de ménager M. Gorbatchev, ou du moins de lui permettre de sauver la face : à la fois pour des raisons de sécurité, de son côté, et de l'absence de tout lien entre les deux pays, de celui de son côté. Mentionner la question balte parmi les raisons qui expliquent le report du sommet aurait donné l'écart à un « signal » que l'administration souhaite confiner dans un registre plus discret.

De plus, les Etats-Unis avaient une puissante raison de ne pas prendre à rebrousse-poil M. Gorbatchev et ses nouveaux alliés au sein de la direction soviétique : à assurer que l'URSS continue à jouer sagement son rôle d'« acquiescement passif » dans la coalition anti-irakienne. Bons tacticiens, les Soviétiques avaient lancé, à la veille des conversations de M. Bessmertnykh à Washington, un discret avertissement. Le ministre soviétique des affaires étrangères lui-même avait exprimé la crainte d'une « escalade » du conflit, avait souligné qu'il ne fallait pas aller au-delà de l'objectif déclaré de la résolution du Conseil de sécurité, soit la libération du Koweït. Au moment où l'intensité des bombardements contre l'Irak commence à susciter un certain malaise dans le monde, et de doutes sur les objectifs réels des Etats-Unis, la mise en garde soviétique ne pouvait être négligée.

Tout indique que le « message » a été entendu. Le sommet a été reporté dans des conditions honorables pour les Soviétiques. Et, à l'issue de son entretien avec M. Bush, M. Bessmertnykh a réaffirmé ses critiques implicites sur la conduite des opérations contre l'Irak, tandis que son porte-parole, M. Tchoukine, faisait valoir que les propos tenus le jour même publiquement par le président Bush avaient dissipé toute ambiguïté.

Les propos en question n'étaient en fait pas très neufs. Devant des représentants de l'audiovisuel « religieux », le président, après avoir assuré que la guerre du Golfe était « juste », avait pour des « raisons morales et non égoïstes », avait ajouté : « Nous ne voulons pas la destruction de l'Irak, nous respectons le peuple irakien et nous ne voulons pas que l'Irak soit déstabilisé de manière telle qu'il puisse devenir à son tour l'objet d'une agression ».

En d'autres circonstances, les Soviétiques auraient pu être réclamer des assurances un peu plus concrètes. Mais l'intérêt bien compris des relations soviéto-américaines et, au-delà, du « nouvel ordre mondial », est apparemment bien servi par une certaine retenue mutuelle, qu'il s'agisse des pays baltes ou de la guerre du Golfe.

JAN KRAUZE

## DIAGONALES

Le cormoran sort le cou de ce qui était de l'eau. Noir sur noir, luisant sur luisant. La plume fragile d'hier a pris le gisant des nuques de phoques. La tête s'ébroue comme elle faisait toujours, pour retrouver le sec et ses esprits, après la plongée de pêche. L'œil gris perle s'étonne : l'eau refuse de voler autour du bec, en scie, une coulée de bous colle aux plumes vitrifiées. L'oiseau regarde à la fois une vaguelette lourde, le cabotier vers la plage, autrement, sans la grâce courtoise, saute de profiterole anthracite. A côté, un autre cormoran a déjà renoncé, son dos émerge, carard laqué couleur de catafalque. Le premier jette vers l'horizon empanaché de fumée un ultime regard de duchesse piquée au vif, sa spécialité ; puis il renonce sans hâte et consent au naufrage. La mort a souvent de ces lenteurs résignées.

D'où vient que l'agonie d'un cormoran mazouté relise depuis trois jours, dans des émotions de spectateurs impulsifs, celles des piqués aériens, des rendez-vous de missiles et d'enfants hagards dans des ruines ? Le choc vendeur des photos s'userait-il autant qu'on le dit, et toujours plus vite ? Est-ce la pénurie (sic) - toute provisoire, nous annonçait-on, comme pour nous rassurer ! - d'images saignantes et cruelles à soulager ? Le vaccin DBC (Disney-Bardot-Couteau) aurait-il changé notre bel instinct de chasseur en cours de cellulite ?

Le cormoran n'est pas de l'espèce attachante. Il fait plutôt sourire, avec son bréchet avantageux qui le déséquilibre et son cou trop long, qui lui donne de la suffisance. Aucun autour de BD ne l'a pris pour héros, c'est la preuve. Les canards Donald et Gédéon suffisaient à nos moqueries.

Quand François Mauriac commence à gratifier ses interlocuteurs de noms d'oiseaux odieux ou risibles, c'est que, cet échassier véreux, on l'a blessé. A qui comparer-t-il de Gaulle, quand le général l'invite, en septembre 1944, un des tout premiers écrivains libérés, alors qu'il est décidé, lui Mauriac, à être ébahi et qu'il mourra, on le sait, idiot ? A un « cormoran », parlant le cormoran. Les ennemis jurés du Libérateur n'auraient pas fait mieux !

Motif de la punition ? Oh, tout bête. A table, de Gaulle n'a cessé de dire son estime pour deux autres auteurs commençant par un M, Malraux et Montherlant. Taquinerie, au demeurant. Un jour de la guerre, alors que le général se rendait de Londres à Alger, et qu'il lisait en vol les Chemins de la mer, il a confié à Maurice Schumann : « Mauriac méritait le Nobel ».

## Cormoran

Taquin ; et visionnaire.

Le cormoran n'a pas pour lui une singularité de comportement dont notre anthropomorphisme - mania de voir de l'humain partout - puisse faire d'attendrissants modèles de moralité. Le pélican, lui, se saigne la panse pour nourrir la marmaille. La cigogne retrouve la même cheminée alsacienne, après ses frêques sahariennes. Ce sont des attentions qui touchent.

Une malédiction pèse sur le cormoran, comme sur tous les animaux que l'homme a dressés à tuer pour son propre compte. Des pêcheurs ont l'idée de figoter la base de son cou interminable. L'imbécile se gavait et revenait gentiment vomir ses sardines et ses menues intakes dans la main du marin, qui lui en rendait une ou deux en pourboire, une fois dénoué le lacet - on n'est pas des bêtes.

Une invention des Japonais : pes écorchant, des crues ces gens-là, il suffit de voir ribouler leurs yeux fourbes, au cinéma, et d'entendre leurs râlements de gorge. Hélas, les Bretons, aussi, ont pêché au cormoran. L'attitude encore la plus étrange du film Pathe-Baby qui montrait le stratagème, du côté de Morgat, un matin de brume.

Le faucon, au moins, le folklore seigneurial entoure sa soumission de risques et de panache. Le cormoran était une sorte de furet des mers ; pas de quoi orner un blason.

En somme, c'était déjà de « leurre » qu'il s'agissait. Le mot a refait surface, la semaine dernière, à propos de chers en bois *made in Italy*. Il n'y a pas d'exemple, Shakespeare le savait, que les pires drames ne comportent de quel sinistrement sourire. L'affaire des « leurre » a rempli cette fonction, ainsi que la surprise... surprenante des stratèges.

Depuis le cheval de Troie, la guerre se fait avec du sang, de l'argent et des ruses. On dit aussi, pour de jolis coups fourrés : « C'est de bonne guerre ». L'expression inverse, « de mauvaise guerre », n'existe pas ; pas plus que : « de petit leurre ». A méditer.

Selon le Grand Robert, les militaires appellent certains leurre des « leurre de déception ». Appliqués aux techniques de mort, les notions psychologiques ou morales font toujours un peu froid dans le dos. Les Vaudois disent : « Je suis déçu en bien », pour parler de bonne surprise. Rigolo.

Martin du Gard : « Le dogme de la solidarité nationale n'avait été qu'un leurre. » Sans commentaire. Très loin au large, dans l'Atlantique, un cormoran à bout de souffle s'est approché

du voilier. Nous n'avons eu que le temps de rentrer la ligne à thons dont le heurte mirait risquait de tromper notre visiteur. Celui-ci demandait visiblement la piste. Oh oui, qu'il se pose ! Implorons-nous. Nous aurions ouvert en grand nos bras, notre pharmacie et nos boîtes de biscuits.

Mais non : peur, fierté, le cormoran a préféré poursuivre son chemin dans les dédales de la houle, y cherchant il ne savait quelle sortie.

LEURRE : le mot vient du francique « *lopr* », appât, ou du latin *lorus*, cuir, matière dans laquelle était taillé l'oiseau tactique, sur le poing du fauconnier.

Au fond, le cormoran qui a choisi la mort d'épuisement plutôt que nos sacs de couchage était moins toutou qu'un rapace dressé ; bon à savoir.

Le menisme est mort : le brachisme avec. Il n'empêche : ça manque, un dramaturge qui mettrait en scène les courants glauques du grand commerce mondial - armes, pelles, articles de Paris, leurre en tous genres - dans lequel barbotent et s'engouffrent les cormorans de nos sentiments les meilleurs.

Et si la marée noire figurait la nappe de paroles collantes que répandent les ondes en période de crise ?

La France des villages et des bistrotts, naguère si créatrice de langue, ne sait plus dire, à l'heure des envois spectaculaires et des présentateurs en mal de « duplex », que : « tout a fait », « absolument ». Le vocabulaire militaire, s'il s'installe, risque de nous conduire tout droit à ceci :

- Tu m'aimes ?  
- Affirmatif.  
- Comment ?  
- Cinq sur cinq.

Aux fies Chaussey, mouettes et cormorans font rocher à part. Chaque espèce a son cri reconnaissable, plus ou moins râleur, railleur. Si les oiseaux valent la tête, il y a longtemps que leurs chants se confondraient.

Je sais maintenant pourquoi les oiseaux mazoutés nous serrent le cœur. Ils portent les couleurs des choses qui, dans nos gosiers, ne se trouvent pas de mort. Souvent, les animaux figurent ainsi ce qui, soleil ou mort, félicité ou effroi, ne se peut regarder en face.

Le cormoran qui va mourir sans comprendre pourquoi tient lieu d'un mot indéchiffrable et doux comme une fontaine : « notre avenir à tous ».



## LA GUERRE DU GOLFE

Les réactions dans le monde

## Les Britanniques souhaitent une aide accrue des pays européens, notamment de l'Allemagne

Les Britanniques sont horrifiés par le coût de la guerre du Golfe et souhaiteraient que les pays européens qui ne participent pas aux opérations, en premier lieu l'Allemagne, desserrent rapidement et généreusement les cordons de leur bourse.

LONDRES

de notre correspondant

Le premier ministre, M. John Major, l'a dit clairement au téléphone, il y a quelques jours, au chancelier Helmut Kohl, le ministre britannique des Finances, M. Norman Lamont, l'a répété lundi 28 janvier à Bruxelles à ses collègues de la Communauté. M. Douglas Hurd, secrétaire au Foreign Office, devrait renouveler cette demande mercredi au cours d'une visite à Bonn destinée en priorité à préparer l'avenir du Proche-Orient après la fin des hostilités. M. Norman Lamont n'a pas voulu, lundi à Bruxelles, être trop précis ni trop explicite. La Communauté n'a pas en effet officiellement compétence dans un tel domaine. Mais il a laissé

entendre que la Grande-Bretagne n'était pas satisfaite de ce qu'elle avait reçu jusqu'ici. L'Allemagne n'a donné que 20 millions de livres (environ 200 millions de francs), et le Japon 30 millions de livres.

Il s'agit de sommes dérisoires par rapport au coût réel de la guerre pour les Britanniques. Celle-ci revient, selon M. Tom King, ministre de la Défense, à 30 millions de livres par jour. Le salaire et l'entretien des 35 000 soldats britanniques n'entrent que pour une faible part dans ce calcul puisque ils ne représentent que 3,6 millions de livres par jour. L'essentiel des dépenses est constitué par le matériel détruit au combat et les bombes et munitions utilisées.

Un goût amer

La perte de cinq avions Tornado est revenue, à elle seule, à près de cent millions de livres et l'ensemble de l'opération, depuis son début, a déjà coûté environ un milliard de livres.

Une équipe spéciale est chargée, au Foreign Office, de calculer le prix de la guerre pour chacun des pays engagés, afin de pouvoir, le moment

venu, présenter l'addition à ceux qui se sont tenus à l'écart. Le Foreign Office souhaite visiblement que les négociations à ce sujet se fassent dans la discrétion. Mais l'opinion britannique est d'un autre avis. L'attitude des Allemands est ici sévèrement jugée. La décision de la Belgique, peu avant le déclenchement des hostilités, de ne pas livrer à Londres des munitions à également laissé un goût amer. M. Alan Clark, un des adjoints de M. King, chargé des fournitures militaires, s'est fait l'écho de ce sentiment populaire en déclarant que la réaction de la Communauté avait été jusqu'ici « très faible ».

Le message que Londres cherche à faire passer auprès de ses partenaires est que les troupes de Sa Gracieuse Majesté qui se battent dans le Golfe ne le font pas pour défendre les seuls intérêts britanniques mais pour appliquer des résolutions des Nations unies qu'ils ont elles-mêmes votées. Les pays européens importateurs de pétrole ont une dette militaire de M. Saddam Hussein.

Il y a tout même davantage intérêt que les Britanniques, lesquels sont, comme on sait, producteurs de

pétrole... La machine diplomatique britannique tourne depuis quelques jours à plein régime pour convaincre les autres membres de la CEE du bien-fondé de cette position. Le problème est de l'insistance de Londres et de l'attitude de la Belgique, peu avant le déclenchement des hostilités, de ne pas livrer à Londres des munitions à également laissé un goût amer. M. Alan Clark, un des adjoints de M. King, chargé des fournitures militaires, s'est fait l'écho de ce sentiment populaire en déclarant que la réaction de la Communauté avait été jusqu'ici « très faible ».

Au même moment, le secrétaire d'Etat américain, M. Baker, réclamait des fonds, ouvertement et sans état d'âme, en particulier auprès des pays du Golfe. M. John Major, entré le 28 novembre au 10 Downing Street, a adopté l'attitude américaine. Le fait qu'il ait accompli la plus grande partie de sa carrière au Trésor a probablement joué un rôle dans ce revirement. Mais les Britanniques ont du même coup pris un certain retard.

DOMINIQUE DHOMBRES

## Les Allemands sont prêts à livrer du matériel militaire à Israël

Le chancelier Helmut Kohl a reçu personnellement lundi 28 janvier à Bonn une délégation israélienne venue discuter d'une aide militaire de la RFA à Israël. Depuis les attaques de Scud irakiennes contre Tel-Aviv, l'Allemagne, qui avait soutenu avant l'éclatement du conflit l'offre d'une conférence sur le Proche-Orient faite par la France mais rejetée par Israël, n'a plus rien à refuser à Jérusalem.

BERLIN

de notre correspondant

Les violentes critiques dont l'Allemagne a été l'objet, à cause des manifestations pacifistes et des contraintes trop laxistes des ventes de technologie militaire à l'Irak, l'ont touché à un point sensible. La diplomatie allemande est sur la défensive. Du coup, les arsenaux de la Bundeswehr - déjà largement ouverts aux alliés de l'OTAN pour leur fournir depuis le début de la crise missiles et pièces détachées - ont également été mis à la disposi-

tion des Israéliens qui doivent faire connaître ces jours-ci leurs souhaits.

L'opposition social-démocrate ouest-allemande, spécialement sourcilieuse en temps normal sur les restrictions concernant les ventes d'armes en dehors des pays de l'OTAN, a approuvé la fourniture d'équipements aux Israéliens. Une délégation conduite par le président du SPD se trouvait la semaine dernière en Israël (en même temps que celle conduite par le ministre des Affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher). Compte tenu des succès du système de missiles sol-air Patriot, les dirigeants allemands se sont notamment déclarés prêts à livrer plusieurs de leurs batteries. Toutefois, celles-ci sont conçues, au sein de l'anti-aérienne et non antiaérienne.

Le conseil des ministres allemand devait être largement consacré, mardi 29 janvier, aux répercussions de la guerre du Golfe en Allemagne. Il devait en principe fixer le niveau de la nouvelle contribution financière que le gouvernement entend apporter pour aider l'effort militaire allié. Le montant de la participation allemande s'est élevé depuis le début du conflit à 5,5 milliards de deutschemarks et les partenaires de la coalition sont d'accord pour relever les impôts afin de couvrir ces frais. Le président du Parti libéral, M. Otto Lambrecht, a fait pression pour qu'une décision soit prise avant la déclaration que le président Bush devait faire mardi devant le Congrès américain.

Une opinion publique divisée

Des discussions ont également lieu actuellement entre les partis gouvernementaux sur le renforcement des contrôles des exportations de technologie militaire. Le ministre de l'Intérieur a proposé que les « écoutes » téléphoniques soient autorisées pour traquer les fraudeurs. Il a également suggéré un élargissement des compétences du « Bundesverfassungsschutz », qui assume à peu près en Allemagne les rôles de la DST et des Renseignements généraux français.

Plusieurs sondages publiés ces derniers jours confirment que l'opinion publique allemande, largement en faveur de l'intervention allée, est beaucoup plus réticente dès qu'il s'agit d'envisager une participation de troupes allemandes. Selon le baromètre politique de la chaîne de télévision ZDF, 75 % approuvent l'intervention et 57 % se prononcent pour un soutien financier accru aux alliés.

En revanche, 48 % seulement sont favorables à un engagement de soldats allemands en Turquie au cas où les combats déborderaient dans ce pays; 47 % y sont hostiles. Enfin, l'opinion publique est massivement (74 %) opposée à un changement de la Constitution - comme le souhaite le chancelier Kohl - qui autoriserait l'engagement de troupes hors de la zone de l'OTAN pour permettre, par exemple, la participation de l'Allemagne à des opérations de l'ONU.

HENRI DE BRESSON

## En Espagne, M. Felipe Gonzalez se heurte à une opinion publique plutôt anti-américaine et neutraliste

Comment assurer ses alliés qu'on est pleinement engagé dans le conflit du Golfe sans donner à son opinion publique l'impression qu'on l'est trop ? Tel est le délicat exercice de style auquel se livre actuellement M. Felipe Gonzalez. Le chef du gouvernement espagnol doit faire face, à l'extérieur, aux tenants de l'inconditionnalité, qui, comme la Grande-Bretagne, voudraient le voir « se mouiller » davantage. Et, à l'intérieur, à l'offensive des pacifistes, qui marquent des points depuis le début du conflit.

MADRID

de notre correspondant

Si les positions de l'Espagne, dans l'ensemble, ne coïncident guère avec celles des Etats-Unis face aux problèmes du Proche-Orient, M. Gonzalez, cette fois, s'est bien gardé de manifester, en

public tout au moins, la moindre divergence à l'égard de Washington. Ses condamnations de M. Saddam Hussein, qu'il ne cesse de désigner comme l'« unique responsable » de la guerre, sont sans équivoque. Il s'est également refusé à établir tout lien formel entre le retrait de l'Irak du Koweït et le projet de conférence internationale sur la question palestinienne, que l'Espagne a toujours appuyé avec fermeté.

L'utilisation de bases-relais

Mais, en même temps, le gouvernement s'efforce de minimiser, aux yeux des Espagnols eux-mêmes, l'importance de sa contribution aux forces alliées. Le ministre de la Défense répète que les trois bateaux (une frégate et deux corvettes) envoyés par Madrid pour participer à l'embargo contre l'Irak sont toujours là « en mission de paix », une phrase désormais plutôt insolite.

En outre, le gouvernement reste très discret sur ce qui constitue

sans conteste le plus important apport militaire de Madrid : l'utilisation, à titre de relais, des quatre bases américaines en territoire espagnol, et plus particulièrement celle de Torrejon, près de Madrid. Le ministère de la Défense se refuse à toute précision à ce propos, mais une revue spécialisée américaine assure récemment que, dans les premières semaines qui suivirent l'invasion du Koweït, environ 80 % des avions américains en partance pour le Golfe ont utilisé les bases espagnoles.

Par ailleurs, le gouvernement ne cesse de dire que le pays n'accepte pas sa participation militaire, même dans l'hypothèse d'un élargissement du conflit. Son porte-parole, M. Rosa Conde, vient d'assurer qu'en cas d'attaque de l'Irak contre la Turquie la riposte devrait être assurée par les forces de la coalition allée, et non par l'OTAN. Au cas où Israël serait directement aux combats, a-t-il ajouté, le Pakistan se rangera du côté du « monde musulman ».

LAURENT ZECCHINI

El Mundo. Celui-ci affirmait récemment, documents à l'appui, que l'armée de terre espagnole avait élaboré plusieurs plans prévoyant l'intervention de certaines de ses troupes d'élite en territoire turc.

Large consensus aux Cortes

A première vue, rien, dans le panorama politique national, ne semble expliquer les déclarations timorées du gouvernement sur son effort de guerre. M. Gonzalez bénéficie d'un large consensus sur sa politique dans le Golfe. Lors du débat au Congrès à ce sujet, le 18 janvier dernier, 94 % des parlementaires ont donné quints au gouvernement, seule la coalition Gauche unie (communiste) s'étant clairement démarquée.

Mais M. Gonzalez n'ignore pas que cette quasi-unanimité ne reflète guère la situation réelle. L'anti-américanisme reste profondément ancré au sein de l'opinion publique et plusieurs décennies d'isolationnisme continuent à mar-

quer le pays. Si l'on excepte le problème colonial au Maroc, l'Espagne n'a participé à aucun conflit international depuis la guerre de Cuba, en 1898.

Tant les multiples sondages effectués par les différents quotidiens que leur « courrier des lecteurs » le prouvent : une majorité d'Espagnols considèrent que cette guerre n'est pas « leur » guerre, mais celle de Washington, et que les soldats espagnols n'ont pas à mourir pour le Koweït. Depuis le début du conflit, les manifestations contre l'intervention dans le Golfe se sont multipliées, réunissant souvent plusieurs dizaines de milliers de personnes à Madrid et à Barcelone. On assiste ainsi à un divorce progressif entre la position des forces politiques et celle d'une bonne partie de l'opinion publique, divorce qui s'était déjà manifesté en 1986 à propos du maintien de l'Espagne dans l'OTAN.

Reste que l'Espagne est directement concernée par les retombées du conflit. C'est avec une certaine inquiétude que les experts militaires observent les effets déstabilisateurs de la guerre sur les pays du Maghreb. Si une vague de fondamentalisme islamique submergait cette région, l'Espagne se retrouverait aux premières loges pour en subir les conséquences. A cet égard, les responsables espagnols accordent une importance particulière au maintien du régime marocain, bien qu'un contentieux territorial oppose toujours Rabat et Madrid à propos de Ceuta et Melilla.

THIERRY MALINIAC

## Le chef de l'armée pakistanaise dénonce la « férocité » des bombardements alliés

ISLAMABAD

de notre envoyé spécial

S'exprimant devant une conférence d'officiers, à Rawalpindi, le chef d'état-major de l'armée, le général Aslam Beg, a dénoncé, lundi 28 janvier, la « férocité » avec laquelle le peuple irakien est puni, et la manière dont les Etats-Unis face aux problèmes du Proche-Orient, M. Gonzalez, cette fois, s'est bien gardé de manifester, en

pays (arabes et musulmans) qui ne peuvent pas être défaits militairement, « en provoquant des divisions et des combats entre eux, comme lors de la guerre Iran-Irak », deux pays qui représentaient une « menace constante » pour Israël. Le général Beg laisse entendre que le conflit pourrait se révéler aussi désastreux pour les Etats-Unis que celui d'Afghanistan ne l'a été pour l'Union soviétique.

Il s'est, d'autre part, félicité des démarches entreprises en faveur de la paix, notamment par le premier ministre pakistanais, M. Nawaz Sharif, tout en rappelant que ces efforts doivent être effectués en coopération avec l'Iran, Téhéran détenant « la clé d'un règlement négocié ».

Il fut difficile de savoir si ce message avait été bien compris par l'intermédiaire : de retour d'une mission de paix qu'il a successivement conduite en Iran, en Turquie, en Syrie, en Jordanie, en Egypte et en Arabie saoudite, le premier ministre s'est montré singulièrement discret, voire absent, au cours d'une conférence de presse censée faire le point de ce voyage, lequel n'a manifestement pas été couronné de succès. En soulignant qu'il n'avait « pas d'information » au sujet de la déclaration du chef d'état-major de l'armée, M. Nawaz Sharif a illustré de façon crue la séparation et la répartition des pouvoirs au Pakistan.

Mission de paix du premier ministre

Le chef d'état-major estime que l'Irak a été encouragé à envahir le Koweït afin de déclencher la guerre, la sécurité d'Israël étant plus importante aux yeux des Américains que n'importe quoi d'autre.

Le nouveau plan, a-t-il souligné, est de neutraliser politiquement les

employés par les forces alliées, M. Nawaz Sharif s'est borné à rappeler que les troupes pakistanaises n'étaient pas sous commandement américain et n'avaient aucun rôle offensif. Au cas où Israël serait directement aux combats, a-t-il ajouté, le Pakistan se rangera du côté du « monde musulman ».

LAURENT ZECCHINI

## Au Japon, la contribution à la guerre est violemment critiquée par l'opposition

TOKYO

de notre correspondant

La contribution japonaise à la guerre dans le Golfe décidée par le gouvernement Kaifu suscite une vive opposition au Parlement. De la part des socialistes, des communistes et du parti bouddhiste Komeito. M. Taisuke Doi, président du PS a fait, lundi 28 janvier, une intervention remarquée pour sa pugnacité. « Il n'y a pas eu depuis la guerre de cabinets plus bellicistes que celui de M. Kaifu », a-t-il déclaré.

Tout en condamnant l'invasion du Koweït par l'Irak, M. Doi a critiqué l'intervention de la force multinationale un jour après l'expiration de la date limite fixée par les Nations unies aux Irakiens pour se retirer. En apportant un soutien inconditionnel aux Etats-Unis, le gouvernement japonais a démontré qu'il n'avait aucune intention de trouver une solution pacifique au conflit, a poursuivi le président du PS. Dans cette affaire, le Japon a abdiqué sa souveraineté en se pliant aux exigences américaines, a-t-il ajouté.

Selon M. Doi, une contribution

qui servira essentiellement à financer un effort de guerre est contraire à l'esprit de la Constitution, comme l'est l'envoi dans le Golfe d'appareils militaires pour l'évacuation de réfugiés. La présidente du PS estime que le Japon aurait dû louer des appareils civils pour effectuer de telles opérations.

Encore hésitant, et cherchant à tirer profit de sa position charnière entre l'opposition et la majorité, le Komeito a également critiqué par la voix de son président, M. Ishida, les initiatives gouvernementales. Ce dernier a notamment déclaré que la contribution financière japonaise était contraire à la volonté populaire et que le gouvernement devait préciser l'utilisation qui en serait faite. Reprenant la thèse de l'opposition socialiste et communiste, le président du Komeito a affirmé que son parti était opposé à l'envoi d'appareils militaires dans le Golfe.

Les communistes sont plus sévères. Contrairement au PS, qui a de facto accepté l'existence des forces d'autodéfense, le PC les considère inconstitutionnelles. Dans la crise du Golfe, les communistes estiment que le Japon a par-

ticipé à la préparation de la guerre depuis l'octroi des premières contributions financières à l'automne et que le pays est partie prenante dans le conflit. Tout en condamnant l'invasion irakienne, le PC avait critiqué la résolution des Nations unies autorisant un éventuel recours à la force (le PC a également condamné, le 14 janvier, l'utilisation de la force par Moscou dans les Républiques baltes).

Exigences américaines

Les réponses du premier ministre à l'opposition, comme son discours de vendredi, font l'objet de commentaires critiques d'une partie de la presse.

« Le Japon apporte son soutien à une escalade dans la guerre », note l'Asahi dont l'éditorialiste écrit : « Sans doute le premier ministre a-t-il raison de dire que le Japon risque d'être isolé dans la communauté internationale... mais la seule « communauté internationale » qui préoccupe le gouvernement est composée des seuls Etats-Unis ».

Les commentateurs s'accordent pour exiger du gouvernement des explications précises sur l'utilisation de la contribution financière japonaise et critiquer le montant (9 milliards de dollars) fixé sans aucune base précise de calcul sous les exigences américaines. Le gouvernement avait d'abord affirmé que cette somme représentait 20 % des dépenses prévues pour trois mois d'opérations sur la base d'un coût de 500 millions de dollars par jour. Aujourd'hui, pressé de questions, il se contente de dire que cette somme aurait été décidée « en tenant compte de l'ensemble de la situation ».

« En donnant son aval au déblocage de crédits d'une telle ampleur, et dont la justification ne paraît pas évidente, la Diète risque de porter atteinte à sa crédibilité. Mais si elle refuse, les conséquences sur les relations avec les Etats-Unis seront catastrophiques » écrit pour sa part le quotidien économique Nihon Keizai, résumant le dilemme nippon.

PHILIPPE POIS

## La menace

## Les nouveaux attentats ont en Turquie et en Iran

Les attentats ont été commis à Istanbul, en Turquie, et à Téhéran, en Iran. Les responsables ont déclaré que ces attaques étaient le résultat d'une opération coordonnée visant à provoquer une escalade de la violence dans la région du Golfe.

Les autorités turques et iraniennes ont affirmé que les attentats étaient le résultat d'une opération coordonnée visant à provoquer une escalade de la violence dans la région du Golfe.

Les autorités turques et iraniennes ont affirmé que les attentats étaient le résultat d'une opération coordonnée visant à provoquer une escalade de la violence dans la région du Golfe.

Les autorités turques et iraniennes ont affirmé que les attentats étaient le résultat d'une opération coordonnée visant à provoquer une escalade de la violence dans la région du Golfe.

Les autorités turques et iraniennes ont affirmé que les attentats étaient le résultat d'une opération coordonnée visant à provoquer une escalade de la violence dans la région du Golfe.

Les autorités turques et iraniennes ont affirmé que les attentats étaient le résultat d'une opération coordonnée visant à provoquer une escalade de la violence dans la région du Golfe.

Les autorités turques et iraniennes ont affirmé que les attentats étaient le résultat d'une opération coordonnée visant à provoquer une escalade de la violence dans la région du Golfe.

Les autorités turques et iraniennes ont affirmé que les attentats étaient le résultat d'une opération coordonnée visant à provoquer une escalade de la violence dans la région du Golfe.



## LA GUERRE DU GOLFE

La menace terroriste et les conséquences juridiques et politiques du conflit

### De nouveaux attentats ont eu lieu en Grèce en Turquie et au Liban

De nouveaux attentats visant des pays membres de la coalition anti-irakienne ont eu lieu, lundi 28 janvier, en Grèce, en Turquie et au Liban.

Une roquette antichar tirée avec un bazooka de fabrication artisanale a détruit, lundi 28 janvier, une partie des locaux de la firme pétrolière British Petroleum (BP) à Athènes (Grèce). Lancé d'un bâtiment en construction proche des bureaux de la société britannique, l'engin a grandement endommagé le deuxième étage de l'immeuble mais il n'a pas fait de victime. L'attentat n'avait pas été revendiqué lundi 28 janvier en fin de matinée.

Cependant, pour le gouvernement grec, qui a dépêché une frégate anti-missile en mer Rouge, ces attentats sont l'œuvre du Groupe du 17 novembre, qui a déjà revendiqué les trois attentats perpétrés, vendredi 25 janvier, contre la résidence de l'attaché militaire français, la banque américaine Citibank et la banque britannique Barclays. Pro-

testant contre les «attaques lancées contre Saddam Hussein», ce groupe d'extrême gauche avait alors dénoncé «l'impérialisme des États-Unis». Selon le porte-parole du gouvernement, M. Byron Polydoras, l'attentat qui a détruit les locaux de la banque American Express, lundi 28 janvier, est également l'œuvre de ce groupe : les roquettes anti-chars utilisées cette nuit-là viennent de façon «quasi-certaine» d'un stock d'armes et de munitions dérobé en décembre 1989 par le Groupe du 17 novembre dans un dépôt militaire proche du centre d'Athènes.

#### Trois bombes à Izmir

Depuis le début de la guerre du Golfe, cinq attentats ont eu lieu en Grèce, un des maillons dits «faibles» de la lutte antiterroriste européenne. Le porte-parole du gouvernement, qui s'est dit «préoccupé» par la multiplication des attentats, a toutefois assuré que les mesures de sécurité adoptées depuis le début du conflit étaient «satisfaisantes».

De nouveaux attentats ont également eu lieu en Turquie. Trois bombes ont explosé à Izmir, dans l'ouest du pays, sans faire de victime, mardi 29 janvier, à l'aube : la première visait le consulat de France, la seconde des entrepôts appartenant à une société américaine et la troisième une association culturelle turco-américaine. Une bombe de fabrication artisanale a également explosé lundi 28 janvier dans le parking de la perception principale d'Ankara. Aucun de ces attentats n'avait été revendiqué mardi en fin de matinée.

Enfin, au Liban, cinq hommes ont tiré dimanche 27 janvier sur l'un des bâtiments de l'université américaine de Beyrouth, dans la plaine de la Bekaa, une zone actuellement sous contrôle syrien. La veille, une charge de faible puissance avait explosé contre l'un des murs de ce même bâtiment, provoquant de légers dégâts matériels. — (AP, AFP, Reuters)

### Le général Saulnier à «l'Heure de vérité» : il ne faut pas exclure d'utiliser l'arme chimique

Interrogé sur Antenne 2, au cours de l'émission «L'Heure de vérité», lundi 28 janvier, le général Saulnier, ancien chef d'état-major des armées, qui fut également chef d'état-major particulier du chef de l'État, a estimé que les forces alliées dans le Golfe ne devaient pas exclure l'éventualité d'un recours à l'arme chimique pour riposter à l'usage de celle-ci par l'Irak. Le général Saulnier, qui est actuellement membre de la Cour des comptes, considère, en effet, que c'est non seulement la seule façon d'éviter que les forces de Saddam Hussein ne bénéficient, sur le théâtre d'opérations koweïtien, d'un avantage important face aux forces coalisées, mais que c'est aussi le moyen de dissuader l'Irak d'y recourir. «Il faut absolument, pour restaurer l'égalité, votre restauration d'une situation favorable, disposer du même type de menace (...). Si la Convention de Genève interdit l'emploi d'armes chimiques en premier, en revanche, elle n'interdit pas la riposte».

L'amiral Philippe de Gaulle, sénateur RPR de Paris, a déploré au cours de la même émission qu'«il n'y ait pas eu de véritable discussion au Parlement» avant le déclenchement du conflit. Selon le fils du général de Gaulle, «l'affaire a été emballée» et «nous n'avions plus qu'à marcher». «Ce n'est pas la manière de faire marcher ni la République ni la démocratie». Il a regretté que la France ait pris «le train en marche, dans le wagon de queue», puis il a accusé le chef de l'État de s'être livré

à une opération de politique intérieure.

Le président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, M. Michel Vauzelle, a rappelé que les institutions de la V<sup>e</sup> République n'étaient pas celles de la Grande-Bretagne, et que leur conception était due au général de Gaulle. Il a contesté l'analyse du sénateur RPR, en affirmant que la France avait été «en tête» de la recherche d'un processus de paix. Mais une fois la guerre engagée et «quand l'essentiel est en cause, la France est aux côtés de ses partenaires et de ses alliés et il faut que cette confiance soit absolue, a-t-il ajouté. Nous sommes utiles à nos amis et partenaires du Sud dans la mesure où précisons à l'intérieur du camp du Nord nous sommes des porte-parole et des avocats d'une autre façon de concevoir les rapports entre le Nord et le Sud».

M. Antoine Waechter, député européen et chef de file des Verts, a plaidé en faveur de l'action des pacifistes et a évoqué «les dictateurs et les régimes absolutistes» : «Est-ce que nous ne sommes pas en train de faire avec le dictateur syrien Hafez El Assad ce que nous avons fait en 1980 au moment où l'Irak a agressé l'Iran? Pour M. Waechter, «il est de l'honneur d'un citoyen de désobéir à des ordres qui heurtent sa conscience». Il n'a toutefois pas fait siennes les déclarations de l'écrivain Gilles Perrault appelant à la «désertion».

### Le Conseil représentatif des institutions juives de France lance un appel au pape

M. Jean Kahn, président du Conseil représentatif des institutions juives de France, a lancé, mardi 29 janvier, un appel à Jean-Paul II. «Le monde vit des moments tragiques, écrit le CRIF au pape. (...) Le président de l'Irak réitère sa volonté de munir désormais ses missiles d'ogives chimiques et bactériologiques dirigées aussi bien sur certains pays arabes que sur Israël (...)»

«Le Conseil représentatif des institutions juives de France lance un appel solennel à Sa Sainteté Jean-Paul II pour que, fort de sa haute autorité morale, il intervienne auprès de Saddam Hussein, afin de stopper l'escalade de l'agression. La communauté juive de France garde encore en mémoire le précédent historique qui avait conduit à l'extermination par les gaz le judaïsme européen».

«Le CRIF regrette, conclut le texte de cet appel, que le monde civilisé n'ait pas réagi plus tôt contre l'utilisation de ces armes barbares. (...) Il lui semble qu'il appartient à l'autorité morale et spirituelle, incarnée par Jean-Paul II, de tout tenter pour arrêter cette menace qui concerne l'humanité tout entière.»

### Trois mois ferme pour une fausse alerte

La vingt-huitième chambre correctionnelle du tribunal de Paris ne plaisait pas avec les fausses nouvelles. Surtout lorsqu'elles sont divulguées «dans le but de faire croire à un attentat contre les personnes ou les biens». Pour l'avoir oublié, M<sup>me</sup> Rogia Bousadia, cinquante et un ans, a été condamnée, lundi 28 janvier, à six mois de prison dont trois avec sursis.

Quatre fois, samedi 26 janvier, elle avait appelé le magasin Taxi de la place de la République pour signaler la présence d'un colis piégé, convaincue que, pris de panique, le service d'ordre ferait évacuer le magasin. Et relâcherait par la même occasion sa fille de dix-huit ans, prise, quelques minutes auparavant, en flagrant délit de vol à l'école. Le magasin n'a pas été évacué. La fille n'a pas été relâchée. Les policiers du commissariat des Enfants rouges (3<sup>e</sup> arrondissement) ont arrêté la mère dans une cabine téléphonique à proximité de la place de la République.

Perpétrées par de jeunes lycéens

dans la moitié des cas, selon le ministère de l'Intérieur, de telles fausses alertes sont devenues beaucoup plus rares depuis quelques jours. Entre le 17 et le 23 janvier, les policiers parisiens avaient en effet été avertis 191 fois d'un danger d'explosion imminente. Depuis le 26 janvier, le chiffre est retombé à moins de dix appels par jour.

N. H.

□ M. Le Pen porte plainte contre Guy Bedos. — M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, a annoncé, lundi 28 janvier, son intention de porter plainte contre Guy Bedos. Le même jour à Europe 1, le comédien avait déclaré : «Saddam Hussein, c'est le diable. Mais enfin, c'était le diable avant ! Il paraît qu'il a quand même donné de l'argent à pas mal de gens, y compris au Front national. C'est pour ça que Le Pen va faire la danse du ventre là-bas. Il y a d'autres partis plus respectables qui ont touché du pognon de Saddam Hussein.»

### A Paris, sept manifestants pacifistes condamnés pour coups à agents

Sept jeunes gens qui avaient participé, samedi 26 janvier à Paris, à la manifestation contre la guerre et qui avaient été interpellés au cours de incidents qui ont fait deux blessés, ont été condamnés, lundi soir, selon la procédure de comparution immédiate, par la 23<sup>e</sup> chambre du tribunal correctionnel de Paris, à des peines allant jusqu'à six mois de prison ferme. Une peine de six mois de prison ferme a été infligée à Franck Menager, âgé de vingt-huit ans, qui était poursuivi pour avoir porté des coups avec un manche de pioche à deux vigiles de la RATP, à la station de RER Saint-Michel. Les deux autres ont obtenu 2 000 F de dommages-intérêts. M. Menager niait totalement les faits qui lui étaient reprochés. Un groupe de six personnes a également été condamné pour avoir jeté des objets sur les CRS qui dispersaient la manifestation. Michel Larue et Laurent Landrin ont été condamnés à dix mois de prison avec sursis, Nathanaël Fricourt, Olivier Beaufils, Karim Aït-Adjedj et Bertrand Lefrançois à six mois de prison avec sursis.

### Tous les peuples de la région doivent s'engager dans la démocratie déclare le Grand Orient de France

Réuni en séance plénière samedi 26 janvier, le conseil du Grand Orient de France, principale obédience maçonnique française, a exprimé sa position sur la guerre du Golfe en déclarant notamment : «Une paix durable dans la région ne pourra être fondée que sur la reconnaissance mutuelle des nations et des peuples et l'affirmation de garanties données à leur sécurité. Au-delà de la guerre d'Irak, ce sont tous les peuples de la région qui doivent s'engager dans la démocratie : israélien, palestinien, libanais, kurde... Une paix durable ne pourra également être fondée que sur la mise en place d'un véritable programme de développement économique et social des pays du tiers-monde. Un tel plan ne sera concrètement réalisable qu'à la condition que les pays développés acceptent une augmentation importante de leur aide et s'engagent à une juste réglementation des échanges internationaux.»

«Sans une telle volonté politique, l'opposition Est-Ouest en voie de disparition, se substituerait un nouvel affrontement mondial entre le Nord et le Sud tout aussi périlleux pour la paix, les intégrités territoriales étant amenées à jouer le rôle de catalyseur des mécontentements. Une paix ne pourra s'installer durablement dans cette partie du monde, comme dans les autres, qu'à la condition que s'affirment des institutions démocratiques et laïques, séparant le pouvoir politique du pouvoir religieux, garantissant à chaque femme et à chaque homme la liberté de conscience, la liberté de disposer de soi dans l'égalité des droits.»

JEAN VERDIER

### Le prêche d'un imam irakien à Nice

#### «Respecter le choix de la France»

NICE  
de notre correspondant

Comme tous les dimanches, le président du Centre islamique des Alpes-Maritimes, M. Sufian Yassen, prêche, ce 27 janvier, dans la salle des prières de la mosquée de la ville. Pour le deuxième fois depuis le début du conflit, il rappelle les règles qu'il faut à la communauté musulmane : respect de la loi française, recherche permanente de la paix mais aussi respect du choix de la France, choix, pourtant, d'une guerre contre son propre pays puisque Sufian Yassen est né il y a quarante-six ans à Bassorah.

Le verbe réfléchi, la barbe poivre et sel, sa haute silhouette est le prototype même de l'image de la sagesse que respecte tout musulman en son chef de prière. Sufian Yassen connaît tous les foyers Sonacotra de la Côte d'Azur. Il sait les sous-bosses qui agitent la communauté. C'est lui, l'Irakien, qui doit calmer ou rassurer. «Le choix de la France, c'est celui de la guerre, explique-t-il. Mais il y a aussi des Français qui sont contre la guerre. Nous respectons aussi ce choix. Pour nous, respecter la France, c'est respecter son peuple.»

Le chef de la communauté musulmane de la Côte d'Azur est un ténor fin dialecticien. Docteur en sciences, il a quitté l'Irak pour la France en 1974. Avec sa famille, il vit dans une villa de l'arrière-pays niçois. M. Yassen ne cache pas son opposition au régime de Saddam Hussein : «Nous sommes ensemble en classe, raconte-t-il. Dès nous avions des échanges vifs.» Mais aujourd'hui, pas un mot de plus, pas un secret sur le

président irakien, pas pendant la guerre. «Mon cœur souffre avec le peuple irakien», ajoute-t-il.

Sans approuver pour autant l'invasion du Koweït, Sufian Yassen dénonce l'attitude de l'Amérique. «Bush attendait la première occasion pour intervenir et imposer à terme son nouvel ordre mondial.» Il justifie les attaques sur Israël et critique l'attitude de la France à l'ONU : «Pourquoi n'a-t-elle pas protesté, opposé son veto à l'autorisation de la guerre alors que deux pays seulement sur quinze avaient rejeté son ultime proposition?»

#### La crainte des provocations

Discret sur le conflit, il a vu enregistrer toutes les informations radio et télé sur la guerre. A peine livre-t-il quelques commentaires, noyés dans la conversation : la capacité militaire de l'Irak est sous-estimée, dit-il, les armes chimiques seront utilisées lorsque les alliés franchiront les frontières. Saddam Hussein a bâti une organisation militaire très compartimentée... Mais pas de détail en temps de guerre.

Aujourd'hui, c'est la sécurité sur la Côte d'Azur qui l'intéresse : «Pourquoi n'y a-t-il pas eu autant de mesures de sécurité autour des foyers Sonacotra que devant la synagogue ? lance-t-il. Toutes les communautés doivent respecter les mêmes points que je prêche pour que l'équilibre qui existe ne soit pas troublé.» Il craint les provocations, comme les faux tracts qui ont circulé, et il martèle : «Il faut rester calme, respecter la loi française et le choix du pays.»

### A Toulouse, la guerre à mots couverts des militants socialistes

Après le vote négatif exprimé, le 18 janvier dernier, sur l'intervention française dans le Golfe par deux de leurs parlementaires, M<sup>me</sup> Maryse Bergé-Lavigne et Hélène Mignon, les socialistes de Haute-Garonne cherchent à ne pas envenimer le débat. La réunion, vendredi 25 janvier, de la commission exécutive fédérale, en présence de M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, a témoigné de ce souci d'apaisement.

Toutefois, si le soutien à la politique conduite par le président de la République apparaît bien comme un devoir pour la plupart des militants, la guerre et ses conséquences continuant de susciter des états d'âme.

#### TOULOUSE

de notre envoyé spécial

La guerre est loin de la ville rose. Le message, d'abord indistinct, lancé par haut-parleur depuis une camionnette, ne laisse présager rien de grave : il ne s'agit que de l'annonce d'un concert de rock. Le passage à basse altitude d'un avion, la nuit venue, ne fait pas davantage sauter : l'aviation, ici, c'est une vieille habitude. Et dans une rue du quartier étudiant, sur la rive droite de la Garonne, le dernier bombardement commence à dater : «Troupes françaises hors du Tchad et du Liban». La guerre est loin, et pourtant elle est présente dans toutes les têtes des militants socialistes de Haute-Garonne.

«Il n'y a pas eu de renouveau très fort», assure le premier secrétaire de la fédération, M. Jean Carassou (jospiniste). Il n'y a chez nous ni faucons ni colombes pour la bonne raison qu'aucun de nous ne souhaitait la guerre. En bas, dans la cour du petit immeuble qui abrite la fédération du PS, rue Lejeune, juste en face de la permanence de M. Lionel Jospin, une plaque est là pour rappeler l'opposition des socialistes à la guerre : «La parti socialiste a ses morts.» Suivent trente-deux noms, des noms à consonance du Sud-Ouest, dans l'ordre sec de l'alphabet. «La guerre, ce n'est pas dans notre culture», précise le premier secrétaire de la fédération. «Tout le monde est contre la guerre. Certains le sont plus

que d'autres», ajoute un élu rocardien.

Parmi les nombreux parlementaires socialistes du département, il y en a eu deux en effet, deux femmes, M<sup>me</sup> Maryse Bergé-Lavigne, sénateur, proche de M. Jean Popereau, et M<sup>me</sup> Hélène Mignon, député, maire de Muret, membre du courant Socialisme et République, à avoir répondu non à la question posée par le gouvernement, le 18 janvier, sur l'engagement des troupes françaises dans le conflit. Sanctionnées par leur parti pour avoir failli à la discipline de vote, elles se gardent aujourd'hui avec prudence de toute déclaration. A tous les niveaux et dans tous les courants, on estime d'ailleurs à Toulouse que les mesures prises à leur encontre doivent en rester là. «Dans la mesure où le ministre de la défense a conservé son poste, je ne vois pas pourquoi d'autres devraient perdre les leurs», affirme ainsi M. Jacques Lévy (rocardien), président du groupe socialiste à l'hôtel de ville de Toulouse, tout en marquant son désaccord sur le fond avec ces prises de position.

#### «On s'est laissé endormir»

Ce que l'on sait moins, en revanche, c'est que quelques jours avant le vote du Parlement, plus de deux cents militants de la Haute-Garonne avaient signé une pétition pour réclamer un véritable débat interne. «Je ne sais pas ce que j'aurais fait à leur place. Mais on ne peut pas demander d'appliquer la discipline de vote, dès lors qu'il n'y a pas eu de vrai débat démocratique», affirme aujourd'hui l'un de ces pétitionnaires. D'autres que lui, peu nombreux il est vrai, sont même allés manifester contre la guerre au côté des communistes, des écologistes et d'anarchistes. «Moi-même, si je n'y suis pas allé, c'est parce qu'il était un peu gros d'entendre crier «Bush-Mitterrand assassins» mais pas Saddam Hussein», affirme un autre militant, en regrettant lui aussi qu'il n'y ait pas eu de discussion au sein du PS.

Pour marquer leur désapprobation, d'autres enfin ont fait savoir qu'ils ne se rendraient pas aux prochaines réunions de leur section. «On s'est laissé endormir par les interventions successives de François Mitterrand. On n'a pas compris la signification

du passage de la logique de l'embarco à celle de l'ultimatum. Ce n'est qu'après Noël qu'on a saisi que la pendule avait avancé», rapporte encore un militant en demandant avec insistance de rester anonyme. «Une génération comme la mienne ne pouvait pas penser qu'il y aurait une guerre», reconnaît M. Pierre Cohen, le maire «quadrangulaire» de Ramonville, proche de M. Jean-Pierre Chevènement. Dans cette commune résidentielle de douze mille habitants, qui s'est rapidement développée au contact de la métropole régionale, des élus «verts et rouges» ont édifié au square de la Paix, peu après le déclenchement des hostilités, une sorte de pyramide construite avec des bidons. Le maire a assisté à cette manifestation symbolique sans y prendre la parole. Mais une semaine plus tard, les bidons sont toujours debout. Assis derrière son bureau entre les portraits de Jaurès et de François Mitterrand, M. Cohen dit aujourd'hui : «Ce ne me dérange pas d'entendre dire que la France n'est pas un allié à part entière.»

La place prise par les États-Unis dans le conflit, l'application jugée quelque peu sélective du droit international, les risques accrus de tension entre les différentes communautés, l'éventualité d'une coupure avec les pays arabes, notamment ceux du Maghreb, constituent autant de motifs d'inquiétude pour les militants socialistes. Sur le plan interne, quelques-uns osent même cette question sacrilège vis-à-vis du président de la République : «Est-ce qu'on peut se reposer sur un homme, si brillant soit-il ?» En contrepartie, certains veulent se raccrocher à un espoir : celui de voir un jour les Américains pris à leur propre logique et contraints de faire appliquer dans l'avenir «le même droit partout et pour tous». Mitterrandiste de toujours, ancien secrétaire de la fédération de Haute-Garonne, M. Tony Briancourt est de ceux-là. En songeant à l'après-guerre, il imagine déjà le système de sécurité collective qui pourrait enfin être mis en place, longtemps après Jaurès : «C'est pourquoi je n'ai pas d'état d'âme», explique-t-il en souriant derrière sa barbe blanche. Enfin, c'est une façon de parler. Ce qui est évident, c'est que ce sont toujours les socialistes qui font la guerre.

JEAN-LOUIS SAUX



## AFRIQUE

SOMALIE : la chute de M. Syaad Barré

## M. Ali Mahdi Mohamed a été nommé président

Deux jours après avoir pris Mogadiscio, le Congrès de la Somalie unifiée (USC) a nommé, mardi 29 janvier, M. Ali Mahdi Mohamed chef de l'Etat en remplacement de M. Syaad Barré, en fuite. Il est provisoirement détenteur de tous les pouvoirs.

M. Abdulkader Mohamed Abdullah, représentant en Italie de l'USC, a affirmé, lundi à Rome, que M. Syaad Barré, s'il était capturé, ne serait pas exécuté mais traduit en justice. L'ancien président somalien, qui a fui la capitale et son palais occupé dimanche par les rebelles, est en route pour le Kenya.

Le ministère des affaires étrangères, à Nairobi, a fait savoir que M. Syaad Barré serait accueilli dans ce pays limitrophe de la Somalie. On ignore toutefois de façon précise où se trouve l'ancien

dictateur, qui a tenté de rejoindre Kisimayo, à 500 kilomètres au sud de Mogadiscio. Mais les forces de l'opposition seraient arrivées avant lui dans ce port de l'océan Indien capturant plusieurs de ses fidèles. Des résidents à Kisimayo ont indiqué que M. Syaad Barré se trouvait lundi dans le village de Jemmame, au nord de Kisimayo.

A Mogadiscio, un gouvernement provisoire d'« union nationale » rassemblant toutes les forces d'opposition est en cours de constitution, a indiqué le responsable de l'USC à Rome. Pour ce qui concerne le « retour à la démocratie », M. Mohamed Abdullah a indiqué trois étapes : constitution d'un gouvernement d'unité nationale provisoire rassemblant toutes les forces d'opposition somaliennes qui comptent quelque six mouvements principaux ; rétablissement des institutions démocratiques et convocation d'une conférence nationale qui désignera à son tour

un comité de salut national. Ce comité de salut national devrait assurer les fonctions de gouvernement par intérim et élaborer la future constitution. Un référendum permettrait de se prononcer sur la constitution et des élections libres seraient organisées. Les dates de ces étapes n'ont pas été encore fixées.

## Pour le pluralisme

M. Mohamed Abdullah s'est exprimé aux côtés de représentants de trois autres mouvements. A propos de la fragmentation de l'opposition, il a souligné que les différents mouvements insurgés avaient souvent combattu « côte à côte » et qu'ils s'étaient tous prononcés pour une « démocratie pluraliste ». La plupart des dirigeants de l'ancienne opposition sont attendus dans la capitale somaliennne, de même que le général Mohammed Farah Aidid, qui dirige une partie des troupes de l'USC. L'exis-

tence de multiples clans et confédérations au sein des organisations rebelles risque de compromettre le retour à la paix civile — même en cas de gouvernement d'unité.

Une équipe sur place de Médicins sans frontières (MSF) a reçu des renforts en hommes et en matériel samedi et dimanche, les médecins étant débordés par l'afflux de blessés, a déclaré l'un de ses membres rentré dimanche à Mombasa (Kenya), M. Marc Gastellu Etchegorry.

Un porte-parole de l'USC à Londres, M. Hassan Hussein, a indiqué que quatre mille personnes ont été tuées depuis le début, le 30 décembre, des combats entre l'USC et les forces régulières et qu'il y a des milliers de blessés. M. Hussein a précisé que les combats violents avaient cessé dans la capitale. Néanmoins, des tirs de mitrailleuses ont encore retenti lundi. — (AFP, Reuters).

## EUROPE

URSS : « Les Républiques baltes et la crise du fédéralisme soviétique », de Romain Yamentchouk

## Dans les tourmentes de la perestroïka

Voici un livre qui ne paie guère de mine avec sa couverture austère, son titre de collection qui n'est guère fait pour agacer le lecteur, « *Studia Diplomatica* », mais qui tombe à point nommé puisqu'il conte l'histoire et les batailles actuelles des trois Républiques baltes.

Une existence séculaire résumée à grands traits. Ces pays « de tout temps objet d'une vive compétition entre des puissances étrangères » — danoise, suédoise, allemande, polonaise, russe — ont pas connu de longues périodes d'indépendance. Depuis que Pierre le Grand réalisa le vieux rêve de ses devanciers en annexant l'Estonie (1721) et qu'à la faveur des partages de la Pologne à la fin du dix-huitième siècle, Catherine II prit Courlande et Lituanie, les pays baltes furent, de force plutôt que de gré, incorporés dans l'empire russe, seul entre les deux guerres mondiales. Avec les réformes de Gorbatchev, ils veulent redevenir ce qu'ils n'auraient dû cesser d'être. Mais leur renaissance a

révélé et envenimé la crise du fédéralisme soviétique et les peuples de la région se trouvent pris dans les tourmentes de la perestroïka.

Le livre de Romain Yamentchouk, professeur à l'université catholique de Louvain, permet de mieux suivre ce qui se passe ces temps-ci. Et de prévoir l'évolution à court terme ? L'auteur ne se veut pas devin. Tout au plus rappelle-t-il que, « de tout temps, la région baltique a été pour les Soviétiques une importance stratégique considérable ». A quoi s'ajoute le fait que le glacis en Europe centrale et orientale a pratiquement disparu, que l'Allemagne est devenue puissance dominante sur le continent. « A ces considérations hautement stratégiques s'ajoutent des motivations beaucoup plus prosaïques : officiers et soldats cantonnés dans ces Républiques ont des conditions d'existence supérieures à celles qu'ils auraient dans les autres régions de l'Union. Comme ils connaissent les

déconvenues de leurs camarades rapatriés de Hongrie ou de Tchecoslovaquie, ils n'ont nulle envie de quitter le terrain. Le pouvoir moscovite a donc toutes les raisons de conserver ou de reprendre le contrôle des Républiques baltes. Mais qui aurait annoncé, à ce seullement dix-huit mois, qu'il s'agirait si vite une position stratégique aussi importante que la RDA ?

## Des démocraties à tendances autoritaires

Romain Yamentchouk distingue évidemment les trois pays : peut-être aurait-il pu marquer davantage l'originalité de chacun. Il apprend à beaucoup ce qu'était, entre les deux guerres, le régime de ces Républiques : des démocraties à tendances autoritaires, parfois fascisantes. Il rappelle l'obscur et persévérant présence, dans un monde libre, de représentants baltes qui soutenaient leurs nations de l'oubli. Ce livre, qui comprend cinquante et un documents (du 26 septembre 1926 à novembre

1990), est un instrument de travail indispensable pour suivre la crise actuelle. Il serait presque complet avec une chronologie et une bibliographie.

Il faut quand même signaler une singulière universalité. Dans le cours de son ouvrage et en annexe, de longues citations sont faites sans traduction. Des documents sont présentés dans la langue d'origine ou supposée d'origine. On vous sert donc de fortes réserves d'anglais, d'allemand ou quelques zettes de latin. Raisons pour le lecteur d'espérer du savoir universel : rien n'est offert ici dans les langues de la région. Il faudrait parfois allonger un livre avec des traductions pour élargir son public.

BERNARD FÉRON

Les Républiques baltes et la crise du fédéralisme soviétique, de Romain Yamentchouk, préface de Pierre Hamel, ancien premier ministre belge. Editions Institut royal des relations internationales, avenue de la Couronne, 105-107, Bruxelles, 410 p., 1 500 F belges (environ 250 FF).

o Nouveaux incidents en Lituanie. — Un déserteur lituanien de l'armée soviétique, Jonas Tautkus, âgé de vingt et un ans, a été grièvement blessé par balles dans la nuit de lundi à mardi 29 janvier lors d'un contrôle effectué par les militaires sur la route entre Kaunas et Vilnius. Les « bérets noirs », les unités spéciales du ministère soviétique de l'Intérieur, se sont par ailleurs emparés par la force,

dans la nuit de dimanche à lundi 28 janvier, des deux postes de douane lituaniens de Medininkai et Lavaniskas, à la « frontière » avec la Biélorussie. Ces miliciens ont tiré en l'air et battu un des trois douaniers lituaniens du poste de la localité de Medininkai. Dans la nuit de samedi à dimanche un Lituanien avait été blessé par balle à un poste de contrôle de l'armée à Vilnius. — (AFP).

o Mort de l'ancien directeur du Gosplan. — Nikolai Talyzina, ancien directeur du Gosplan (Comité d'Etat du Plan), est décédé le 23 janvier à l'âge de soixante et un ans. Né à Moscou, il avait fait des études d'électronique et de communication, ce qui l'avait conduit à faire une grande partie de sa carrière au ministère des postes et télécommunications de

l'URSS. Entré au PC en 1960, il devint membre du Comité central en 1981 et c'est sous le règne de M. Gorbatchev qu'il prit la direction du Gosplan au mois d'octobre 1985, poste qu'il devait perdre en février 1988. Membre suppléant du bureau politique, il conserva des fonctions de vice-premier ministre mais prit définitivement sa retraite en juin 1989.

## TURQUIE

## Le gouvernement envisagerait la légalisation de la langue kurde

L'annonce, vendredi 25 janvier, par le gouvernement turc d'une possible légalisation de la langue kurde a été accueillie avec scepticisme en Anatolie du sud-est, région à majorité kurde. Des notables interrogés à Van, Tatvan, Batman et Diyarbakir voient surtout dans ce projet une « manœuvre politique ». Un maire indépendant, estime qu'elle fait partie d'une « stratégie à long terme » d'Ankara pour « éventuellement créer une région autonome qui comprendrait les territoires du sud-est anatolien et du nord de l'Irak à majorité kurde ». Selon ces personnalités, il s'agit d'un projet pour « l'après-guerre » qui serait actuellement en préparation à Ankara.

Le président de l'Association des droits de l'homme à Diyarbakir, M. Hatip Dicle, estime de son côté que les autorités turques, « qui préparent la guerre contre l'Irak, essaient de récupérer les Kurdes ». Ce « premier pas » devrait être suivi par d'autres réformes démocratiques, a déclaré par sa part le député du Parti de la mère patrie (ANAP) de Mardin (Sud-Est),

Nurettin Yilmaz. Selon le journal nationaliste *Hürriyet*, la décision du gouvernement, vendredi dernier, « est la première bonne chose sortie de la guerre du Golfe ».

Les revendications kurdes concernant le libre usage de leur langue en Turquie (qui existe déjà de facto à Diyarbakir) et la reconnaissance d'une « identité culturelle » étaient jusqu'à présent assimilées à des actes de séparatisme par le pouvoir central. Officiellement, il y aurait une dizaine de millions de Kurdes en Turquie, sur une population totale d'environ cinquante-sept millions d'habitants. Quelques dix millions d'autres vivent en Irak, en Iran, en Syrie et en Union soviétique. Après la guerre avec l'Irak, le gouvernement de Bagdad avait mené une brutale répression contre la population kurde de son pays, en faisant notamment raser plusieurs milliers de villages ; cinq mille hommes, femmes et enfants avaient été gardés dans la ville de Halabja. En Turquie, parler kurde en public, selon la loi en vigueur depuis 1983, qui devrait donc être révisée, est passible de prison.

## DIPLOMATIE

Le président élu haïtien en visite à Paris

« Les tontons macoutes sont liés au trafic de drogue »  
déclare le père Aristide

Le père Jean-Bertrand Aristide, président élu de Haïti, est arrivé lundi 28 janvier à Paris, pour une visite officielle de deux jours. Il a été reçu par le président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, et par M. Edwige Aïves, ministre délégué aux affaires étrangères.

Il devait rencontrer mardi le premier ministre, M. Michel Rocard, les ministres des affaires étrangères et de la coopération, MM. Roland Dumas et Jacques Pelletier, avant d'avoir un entretien avec le président Mitterrand, suivi d'un déjeuner à l'Elysée. Interrogé par TF 1,

lundi soir, le père Aristide a accusé les « tontons macoutes », l'ancienne garde prétorienne de la dictature Duvalier, d'être liés au trafic de drogue.

Il a notamment déclaré : « Nous sommes en train de gérer une transition démocratique. Il y a une petite minorité de terroristes qui s'oppose à la démocratie. Ce sont les mêmes qui ont déclenché des incidents. [...] Quand je parle de terroristes, je pense à une minorité de « tontons macoutes », mais en même temps à leurs alliés internationaux. Ce sont eux qui supportent ces terroristes, ceux qui participent avec eux au trafic de drogue. »

o Six chefs de gouvernements européens au Symposium de Davos. — Six chefs de gouvernements européens (Autriche, Belgique, Bulgarie, France, Pologne, Roumanie), les présidents de plusieurs républiques soviétiques, les ministres des affaires étrangères alle-

Sadrudin Aga Khan. Les travaux du symposium seront centrés en particulier sur l'URSS et l'Europe orientale, la guerre du Golfe, la libéralisation du commerce mondial et la situation des pays en développement. — (AFP).

o Le premier ministre roumain, M. Petre Roman, à l'Elysée. — Le premier ministre roumain, M. Petre Roman, sera reçu à l'Elysée mercredi 30 janvier en fin de matinée. M. François Mitterrand avait le projet de se rendre en Roumanie au début de cette année, mais la date de ce voyage n'a pas été arrêtée.

## AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : le procès de l'ancien dictateur panaméen

## La justice américaine refuse un non-lieu pour le général Noriega

Une demande de non-lieu déposée par les avocats de l'ancien homme fort du Panama, M. Manuel Noriega, a été rejetée lundi 28 janvier à Miami (Floride) par le juge fédéral chargé du dossier, M. William Hoever. Selon ce juge, les avocats de M. Noriega n'ont pas pu prouver que les droits de l'accusé à un procès juste avaient été violés.

Les avocats de l'ex-général panaméen, dirigés par Me Frank Rubino, avaient demandé le non-lieu le 16 novembre, en estimant que l'enregistrement de communications téléphoniques que leur client avait eues depuis le pénitencier où il est actuellement emprisonné était contraire à ses droits.

Et ce d'autant plus, expliquaient-ils, que les services fiscaux avaient en accès à ces communications. Me Frank Rubino a annoncé qu'il continuerait, avec son associé, à défendre Manuel Noriega, malgré le blocage par les autorités genevoises des comptes bancaires de leur client, qui ne peut les payer. Les avocats seront commis d'office.

L'ex-général panaméen, dont le procès a été ajourné au 24 juin, est inculpé pour ses activités liées au trafic de drogue, en particulier le blanchiment d'argent pour le compte des cartels colombiens. — (AFP).

## EN BREF

o CHINE : visite du chef du PC mongol. — Les secrétaires généraux des PC chinois et mongol se sont rencontrés, lundi 28 janvier à Pékin, pour de premières entretiens à ce niveau depuis plus de trente ans. L'Agence Chine nouvelle, qui a fait état, lundi soir, de l'entretien entre M. Jiang Zemin et M. Gombojavijn Ochirbat, n'a toutefois fait aucune mention des nouvelles divergences idéologiques entre la Chine et la Mongolie. M. Ochirbat était arrivé le jour même en Chine pour une visite de huit jours qui intervient un an et demi après le dégel des relations entre les deux pays. — (AFP).

du peuple du Timor oriental, rendu public lundi 28 janvier à Lisbonne, fait état de quarante exécutions et plus de cinquante disparus en 1990 parmi ceux qui résistent de cette ancienne colonie du Portugal. Le rapport, élaboré à partir d'éléments fournis par la résistance et par les autorités religieuses du territoire, indique également que quatre-vingt-dix activistes ou membres des différents groupes d'opposition de Timor-Est ont été arrêtés au cours de l'année dernière. — (AFP).

o INDONÉSIE : exécutions à Timor. — Un rapport de deux organisations non gouvernementales portugaises de défense des droits

le journal mensuel de documentation politique  
**après-demain**

Fondé par la Ligue des droits de l'homme  
(non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

**LES INTÉGRISMES ET LES FEMMES**

Envoyer 80 F (francs) à 2,30 F par chèque à APRES-DEMAIN, 22, rue Jean-Pol, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé (ou 150 F pour l'abonnement annuel (10 F de livraison), qui devra être à l'ordre de la Ligue des droits de l'homme).

Info-Révolution

Usages et enjeux des technologies de l'information et de la communication.

Par Dominique Carré.  
360 p. 149 F.  
En librairie.

**autrement**

## CONFIANCE DANS LA POLITIQUE DE LA FRANCE

Depuis le début de la crise du Golfe, le président de la République s'efforce, au nom de la France, de faire prévaloir la paix dans le respect du droit. Son souci, et son espoir sont les mêmes. Nous assurons le chef de l'Etat de notre confiance, et l'armée française de notre solidarité.

A l'heure de l'épreuve, l'unité nationale est la première exigence.

Signeurs : Jean-Pierre Azéma, historien ; Alain Balda, médecin ; Jacques Baudou, juriste ; Blanche Barret-Kriegel, philosophe ; Robert Benichou, président du Club pour une gauche moderne ; François Bédaride, directeur de recherches au CNRS ; Maurice Benassayag, président d'Espace-89 ; Pierre Bergé, président des Opéras de Paris ; Clémence Boyer, productrice TV ; Bernard Cohen-Hadad, consultant, cofondateur du Club 92 ; Edith Cresson, ancien ministre ; Jean Dancs, directeur des Travaux de France ; Philippe Decharrieux, ancien ministre ; Geneviève Donnay-Chabot, secrétaire générale FNLI ; Jean-Paul Escande, professeur de médecine ; Michel Echeverry, secrétaire honoraire de la Commission française ; Denis Galot, chirurgien des Hôpitaux ; Alain Gaimar, enseignant ; Christine Guze-Bénel, productrice ; Frédéric Guédel, scénariste ; Roger Hamis, artiste ; Stéphane Henel, ambassadeur de France ; Roger Leroy, ancien grand maître du Grand-Orient de France ; Alain Mangel, administrateur de théâtre ; Marcel Marceau, artiste, mime ; Armand Mestral, artiste ; Serge Most, cinéaste ; Gilles-Jean Portefol, avocat, ancien bâtonnier ; René Rémond, président de la Fondation nationale des Sciences politiques ; Bertrand Renouvin, Nouvelle Action royaliste ; Pierre Schapira, conseiller économique et social ; Pierre Simon, médecin ; André Vianès, économiste.

Soutiens : Confiance dans la politique de la France — B.C.H., 79, avenue Jean-Jaurès, 75019 Paris.



Jeudi 1.50

# SOCIÉTÉ

Suspendu pour « manquement grave à la morale sportive »

## M. Bernard Tapie souhaite quitter le football et dénonce un complot politique

La suspension de douze mois, dont quatre avec sursis, prononcée lundi 28 janvier à l'encontre de M. Bernard Tapie par la Commission nationale de discipline de la Ligue nationale de football (le Monde du 29 janvier) accorde l'ensemble du football français. Suspendu de toutes fonctions officielles, interdit de banc de touche et de vestiaires pour « manquement grave à la morale sportive », le député des Bouches-du-Rhône souhaite quitter le football dans les jours prochains après avoir cédé l'OM à un « reprenneur ».

Des dirigeants en prison, des clubs en dépôt de bilan, des caisses trop noires et d'autres trop vides, des prostituées offertes aux arbitres... Le football français croyait avoir tout vu, tout vécu. Il n'en était rien. L'affaire qui l'occupe désormais risque de le laisser, un peu plus encore, un édifice sérieusement ébranlé ces derniers mois : suspendu pendant un an - dont quatre mois avec sursis - de ses fonctions de président de l'Olympique de Marseille, M. Bernard Tapie a décidé, lundi 28 janvier, de quitter le football dans les jours à venir.

Depuis plusieurs mois, le président marseillais semblait lassé par les choses du ballon rond. Il répétait d'ailleurs : « Le foot ? 10 % de mes activités, 90 % de mes ennuis ». De nouveaux « ennuis », les plus sérieux depuis son arrivée à la tête de l'OM le 11 avril 1986, ont donc rapidement achevé de le convaincre.

Sous le coup d'une telle suspension, il estime que le club est devenu ingouvernable, son adjoint le plus direct, M. Jean-Pierre Bernès, étant lui aussi suspendu pour une durée de six mois. Interrogé par le Monde, M. Tapie explique : « On ne peut plus rien faire, même pas signer un chèque. Je vais partir, j'ai trop envie de quitter ce milieu. Mais auparavant, je voudrais très vite trouver une solution de remplacement avec un industriel ou une société qui seraient intéressés par le club. Mon départ ne doit pas signifier la fin de l'aventure de l'OM. Je veux passer le relais dans de bonnes conditions. Mon successeur devra offrir les mêmes garanties que moi. Tout sera réglé au moins d'une semaine. J'ai des contacts ».

Qu'est-il donc reproché au député des Bouches-du-Rhône ? En conclusion d'un document de vingt-cinq pages remis à la presse, la Commission nationale de discipline de la Ligue nationale de football (CND, une instance composée de juristes) le juge « coupable d'un manquement grave à la morale sportive, d'avoir tenu des propos injurieux à l'égard des arbitres et d'avoir proféré à l'égard des mêmes des menaces verbales et tenté de les intimider ». M. Jean-Pierre Bernès est, lui aussi, accusé de « manquement grave à la morale sportive ».

Les propos injurieux et les menaces ne seraient donc pas prises à des polémiques durables. D'ailleurs, M. Tapie en assume, plus ou moins, la paternité. Le 29 octobre 1989, à la suite d'un match Marseille-Bordeaux, il a bien fait parvenir à l'arbitre du jour, M. Gérard Biguet, une cassette vidéo accompagnée d'une carte : « Ce petit mot pour que vous ne puissiez pas penser que nous sommes dupes de votre façon d'arbitrer avec votre compagne bien aimée, M. Rideau ». Le 8 novembre 1989, à l'issue d'un match Marseille-Auxerre, il s'est bien adressé en ces termes à l'arbitre, M. Bouillet : « Cela fait deux fois que vous me b... sur deux penalties et la troisième fois je me ficherai ».

La question du « manquement grave à la morale sportive » paraît beaucoup plus floue. L'affaire, elle, est plus grave. Elle porte sur la transcription d'une conversation entre M. Bernès et M. Lubo Barin, un « intermédiaire » bien connu en Europe, ami de M. Claude Bezi, l'ancien président bordelais. Cette conversation aurait été enregistrée dans un bureau de l'OM, à l'insu de M. Barin, afin d'obtenir des informations sur des pratiques en vigueur à Bordeaux, la corruption des arbitres en Coupe d'Europe ou encore les dessous-de-table des joueurs (le Monde du 30 novembre 1990).

Interrogé à plusieurs reprises par la CND, M. Bernès s'est souvent contredit à propos de cette conversation. Après avoir également entendu M. Tapie, les membres de la commission sont arrivés à la conclusion suivante : selon eux, les dirigeants marseillais auraient tenté de piéger M. Barin pour « disposer sans crainte d'un document utilisable, le cas échéant, contre le club de Bordeaux ». Ils reprochent aussi à MM. Bernès et Tapie de ne pas en avoir informé les instances du football. Si ce document est authentique - et il semble l'être, selon M. Bernès - il s'agit d'un scandale à l'échelle européenne.

### Sancion « disproportionnée »

Des propos injurieux, un enregistrement indiscret. Le député estime la sanction « disproportionnée » par rapport à ce qui lui est reproché. Il semble effectivement que les membres de la CND aient opté pour la tactique de la « peine exemplaire et maximale ». Certes, M. Tapie est totalement « blanchi » - faute de preuve - de toutes les accusations de corruption portées contre lui par M. Bezi (le Monde du 3 octobre 1990), accusations sans fondement qui ont d'ailleurs valu à ce dernier une amende de 50 000 F. Mais il est clair qu'au-delà d'une attitude « anti-sportive » sur les points précis évoqués plus haut, la CND a voulu

condamner l'ensemble du comportement de M. Bernard Tapie. Face aux sanctions, celui-ci se dit victime d'une double machination. La première aurait été orchestrée par les instances du football, l'Éducation nationale et la ligue nationale, dans le but de l'écartier d'un milieu très conservateur qui n'a jamais apprécié ses méthodes d'homme d'affaires : « Ils voulaient se débarrasser de moi comme il se sont débarrassés de Daniel Hechter puis de Jean-Luc Lagardère ».

La seconde machination serait, selon lui, plus politique. La Commission nationale de discipline aurait servi les intérêts de M. Jean-Claude Gaudin (UDF), son futur adversaire pour les élections régionales de 1992.

Il relève ainsi que le président de la CND n'est autre que l'avocat lyonnais André Soulier, membre du Parti républicain, que l'on dit proche de MM. Gaudin et Léotard. En conséquence, M. Tapie insiste sur ce « combat » régional qu'il semble attendre comme une sorte de revanche : « Ce départ de l'OM n'implique pas un retrait de la vie régionale. Le combat va être d'autant plus rude que je vais être plus libre. Ma réaction sera même violente, une fois réglés tous les problèmes concernant l'OM. On ne parle pas la bouche pleine. Je vais d'abord me vider la bouche. Ensuite j'agiterai. Il peut y avoir une arrière-pensée politique derrière tout cela. Je trouve étrange et anormal qu'un homme politique, membre du bureau politique du Parti républicain, soit à la tête d'une commission chargée de juger un président qui est député de la majorité présidentielle. Sans s'en

rendre compte, les autorités du foot ont pu être entraînées dans ce combat qui n'est pas le leur. C'est un vrai combat à mort. Il y a eu organisation, machiavélisme. Aujourd'hui, je comprends mieux la multiplication des fuites dans la presse. C'est une manipulation générale », conclut-il.

### Grève des joueurs et colère des supporters

L'ensemble du dossier est trop complexe pour que l'une ou l'autre des hypothèses soit confirmée. Rien ne dit que M. Bernard Tapie ait été victime d'un quelconque « complot ». Nombre de dirigeants pensent d'ailleurs qu'il s'agit simplement d'un retour de bâton logique pour une « bête de scène » qui s'est trop souvent présentée comme un « Monsieur propre » du football, notamment auprès de son ami, ministre du budget, M. Michel Charasse. Le fait est que M. Tapie a, sans doute, sous-estimé la détermination d'une CND très habile dans sa démarche médiatique. Il a longtemps cru qu'elle n'irait jamais jusqu'au bout de ses intentions. A plusieurs reprises, il a douté publiquement de sa crédibilité. Lundi, au moment du « verdict », n'était-il pas encore persuadé de recevoir un simple blâme ?

Inversement, les membres de la CND ne se doutaient probablement pas de l'importance de l'onde de choc qu'ils allaient provoquer en optant pour une suspension si longue. Car, avec un Bernard Tapie mis, ainsi, sur la touche, c'est l'ensemble du football français qui s'est retrouvé, une nouvelle fois, hors jeu. La grève des joueurs de l'OM en est

la meilleure preuve. Nul ne pouvait imaginer une telle réaction. En annonçant qu'ils ne disputeraient aucun match, national ou international, tant que les sanctions ne seraient pas levées, ils ont contribué à faire de leur dirigeant une « victime » aux yeux de l'opinion publique. Une situation bien embarrassante pour les autorités du football, beaucoup moins pour M. Bernard Tapie, qui pouvait déclarer : « C'est une attitude généreuse mais il faut qu'ils jouent. Leurs victoires contre le Milan AC avec l'OM ou contre l'Espagne avec l'équipe de France seront les plus beaux pieds de nez aux irresponsables ».

Même si la grève a de fortes chances de tourner court, l'affaire Tapie n'est pas terminée. Des manifestations de soutien pourraient être organisées à Marseille, où les supporters sont persuadés que tout est fait pour tuer l'OM. Depuis son arrivée à la tête du club, M. Bernard Tapie a pris trop d'importance dans le milieu du football pour que son départ se fasse dans le calme et la discrétion. Avec ses trente mille spectateurs de moyenne et son budget de 230 millions de francs (chiffre fourni par le club), l'OM de Tapie domine aujourd'hui le football français. De coups de gueule - les mises à l'écart des entraîneurs Michel Hidalgo et Franz Beckenbauer, - en coups de bluff - le feuillet de la venue de Maradona, - de succès sportifs en polémiques en tous genres, il aura toujours occupé le terrain et les coulisses durant les cinq années passées à l'OM. Mais l'art de la sortie de scène est souvent plus délicat que celui de l'entrée en jeu.

PHILIPPE BROUSSARD

### Devant les assises de Meurthe-et-Moselle

## Le faux testament de Simone Weber

Simone Weber a avoué, lundi 28 janvier, devant la cour d'assises de Meurthe-et-Moselle, avoir fabriqué le faux testament la faisant héritière de Marcel Fixard, cet homme de sobriété-neuf ans que l'accusation lui reproche d'avoir empoisonné.

NANCY

de notre envoyé spécial

Un cours du premier semestre de 1977, Simone Weber rencontrait M. Fixard par l'intermédiaire d'annonces matrimoniales et, petit à petit, elle s'installait chez lui, dans sa maison de Rosières-aux-Salines. Le 17 janvier 1979, M. Fixard fait un testament en sa faveur, qui sera simplement placé dans un petit coffre. Mais, un peu plus d'un mois plus tard, il change d'avis car, le 26 février 1979, il rédige un nouveau testament en désignant son neveu comme légataire universel et, cette fois, il dépose le document chez son notaire, M. Jacques Breton. Sur ce revirement, M. Weber n'a pas d'opinion. Elle s'explique peu, ce qui n'est pas dans ses habitudes et même le premier testament, qui en faisait une héritière, ne lui inspire que quelques mots. Le président Nicolas Pacaud s'écrit : « On dirait une histoire sans paroles ». En cherchant bien, Simone Weber suppose que l'épouse du neveu a pu influencer « son petit tonton ».

Après la mort de M. Fixard, survenue le 14 mai 1980, M. Weber a apporté au notaire un testament daté du 10 mai, qui la désigne comme légataire universelle. Ce document est un faux, réalisé à partir du testament du 17 janvier 1979, qui a été maquillé par un procédé de photocopie en modifiant la date et en ajoutant : « Mon épouse ». M. Weber ne le conteste pas. Mais c'est d'une voix étouffée qu'elle affirme que, peu de temps avant de mourir, M. Fixard lui avait dit qu'il voulait refaire un testament à son profit. « Dans le cadre de sa volonté, j'ai changé la date de l'ancien testament. Ce que j'ai fait n'est pas légal, mais je n'ai pas l'impression d'avoir volé quelque chose ; c'était son souhait. » Elle reste cependant discrète sur la méthode utilisée, mais fantasmagoriquement un peu pour dire : « Deux mots à changer et la date, c'est vraiment rien à faire. » M. Pacaud veut bien

l'admettre mais il se demande si « celui du 17 janvier ne serait pas déjà un montage ».

Un autre document est contesté. C'est celui établi, le 25 janvier 1980, par M. Joseph Bour, notaire à Foug. Il constate la vente en usufruit de la maison de Marcel Fixard à celle qu'il n'avait pas encore épousée. La signature du vendeur paraît imitée. Mais M. Weber dit que, ce jour-là, son ami « n'était pas bien du tout ; il était malade » ; ce qui expliquerait un graphisme étrange. La secrétaire du notaire ne connaissait pas M. Fixard, mais elle soutient qu'elle a été « choquée » de voir un homme « qui n'avait pas de cheveux blancs ». Elle a vu des cheveux grisonnants sur quelqu'un auquel elle accorde, tout au plus, soixante-dix ans. Cinq ans plus tard, en 1985, devant les policiers, la secrétaire est devenue formelle : « Ce n'était pas M. Fixard ».

Le notaire, M. Bour, actuellement en retraite, a suivi le même cheminement. Il n'a pas vu la même couleur de cheveux. Pour lui, ils étaient plutôt bruns. Volubile, il déclare tout net : « J'ai eu des doutes dès que les enquêteurs m'ont parlé d'un faux ». Ce qui ne l'empêchera pas de dire un peu plus tard : « Je ne suis pas homme à me laisser influencer ». En tout cas, il n'a pas demandé de carte d'identité à celui qui affirmait être M. Fixard : « Dans un secteur agricole, ce serait mal vu. » Bien sûr, c'est M. Weber qui parlait tout le temps, mais le notaire est habitué : « Dans beaucoup de ménages, elles portent la culotte. » Et puis, il a comparé la signature avec des documents qu'il remet à la Cour : pour lui, c'est à peu près la même. Pourtant, tout cela l'intrigue et il demande : « Si ce n'était pas M. Fixard, qu'était-ce et où est-il cet animal ? »

Personne ne lui répond et, dans son box, M. Weber est mal à l'aise. Les questions du président l'agacent. C'est une mauvaise journée, où elle a trop souvent répété : « Je ne sais pas, je ne me rappelle pas. Sa voix devient plaintive pour dire : « On s'attarde sur des peccadilles... »

MAURICE PEYROT

Salem. La seule chose que l'on sait d'eux.

Salem. Cigarettes américaines.



## SOCIÉTÉ

## ÉDUCATION

Une « première » pédagogique nationale

## Six mille enfants vont bénéficier d'un enseignement d'« éveil au goût »

M. Jack Lang, ministre de la culture, de la communication et des grands travaux, doit annoncer, mardi 29 janvier, en présence de M. Michèle Gendreau-Massaloux et de M. Daniel Bloch, recteurs des académies de Paris et d'Orléans-Tours, le lancement de la première campagne d'« éveil au goût » en milieu scolaire. Cette opération est financée par plusieurs sponsors. Elle concernera d'ici cette année 6 000 enfants des classes de CM1 et de CM2 et pourra rapidement être élargie à l'échelon national.

Passionné — assure-t-on avec force dans son entourage — par l'art culinaire et la culture gastronomique, M. Lang ne manquait jamais, ces dernières années, lorsque l'occasion se présentait, de rappeler le grand prix qu'il attachait aux choses de la table. Après le Centre national des arts culinaires, il inaugure aujourd'hui une opération qui pourrait bien faire date. Il s'agit de susciter dès cette année chez 6 000 enfants (soit environ 200 classes de CM1 et de CM2) des académies de Paris et d'Orléans-Tours un « éveil au goût » qui ne devrait pas — si l'on ose dire — manquer d'effet. Il s'agit en effet d'ouvrir l'école à un apprentissage quelque peu révolutionnaire : celui de la gustation et de l'olfaction.

En pratique, ce programme est basé, en collaboration avec l'Institut français du goût, sur dix séances d'une heure et demie chacune, durant lesquelles seront abordés les thèmes suivants : les cinq sens ; les quatre saveurs de base ; la confection et l'élaboration des repas ; le goût face aux agressions ; la cuisine

à travers les régions et la gastronomie.

Après une évaluation par le Centre national des arts culinaires et par les deux recteurs concernés, il est envisagé de former les instituteurs volontaires de ces deux académies pour qu'ils puissent par eux-mêmes assurer, dans l'avenir, des classes de goût, les premiers enseignements étant dispensés cette année, en liaison avec les enseignants, par des animateurs de l'Institut français du goût. Entre autres originalités, cet éveil devrait permettre de riches prolongements avec d'autres disciplines, qu'il s'agisse de l'expression orale ou écrite (mettre des mots sur des sensations), des sciences naturelles, de la géographie (origines des aliments) ou de l'histoire (des comportements alimentaires).

## Gastronomie en famille

« Dans un premier temps, les parents sont souvent incrédules. Puis ils constatent que les enfants ne mangent plus de la même façon », explique-t-on au Centre national des arts culinaires, qui chapeaute cette opération. Certains enfants se mettent à aimer des aliments qu'ils détestaient auparavant. Les « goûters » ou, au contraire, ceux qui n'avaient rien retrouvé d'un équilibre. Souvent ces interventions redonnent un intérêt à la table familiale. Les enfants s'intéressent à la préparation des repas, mais ils n'acceptent plus d'importer quel, veulent des goûts différents et une jolie présentation. Cette pédagogie du goût a pour but de développer par harmonisation la sensibilité des jeunes enfants. Il est donc important de multiplier et de généraliser ces « classes de goût » pour réagir contre l'excès d'uniformisation.

tion et contre l'appauvrissement sensoriel qui réduisent la personnalité. De plus, l'éveil au goût évite de se faire prendre au piège des différentes formes de dépendance.

Cette initiative n'aurait jamais pu voir le jour sans le travail novateur accompli dans ce domaine, depuis près de vingt ans, par M. Jacques Puisais, directeur du Laboratoire départemental et régional d'analyse de Tours, par ailleurs président de l'Institut français du goût. C'est ainsi que le ministère de la culture a officiellement retenu la « méthode Jacques Puisais » de sensibilisation et d'éveil gustatifs. L'éducation nationale ne s'est pas contentée d'ouvrir les portes de ces écoles, cette initiative n'aurait pas été mise en œuvre sans l'aide de sponsors qui, en l'occurrence, souhaitent garder une certaine discrétion (1) : « Il nous faut au plus vite trouver d'autres mécènes de manière à ce que, dans quelques années, ce mouvement ait pris une ampleur nationale », explique M. Puisais. « Je considère que cette association public-privé est tout à fait exemplaire dans la mesure où elle répond à une cause d'intérêt général. Nous recevons déjà des demandes similaires en provenance de l'Italie ou du Japon. Or la France se doit, me semble-t-il, d'être, en matière d'éducation du goût, une référence internationale ».

JEAN-YVES NAU

(1) Les sponsors de cette opération sont le CIDH (Centre interprofessionnel de documentation et d'information laitière), la société La Héa et les établissements Guérin. Les montants respectifs de leur participation financière n'ont pas été divulgués.

## REPÈRES

## NUCLÉAIRE

Un technicien légèrement irradié dans un laboratoire de Saclay

Un agent a été légèrement irradié dans un laboratoire de l'Office des rayonnements ionisants (ORIS), au centre d'études nucléaires de Saclay (Essonne), à la suite du mauvais fonctionnement d'un blocage des portes d'une cellule de préparation de sources radioactives industrielles. Cet accident, qui s'est produit jeudi 24 janvier, est « sans conséquence pour l'intéressé », précise un communiqué publié lundi 28 janvier par le Service central de protection contre les rayonnements ionisants (SCPRI).

L'installation de production de sources radioactives à usage industriel et médical, exploitée par l'ORIS, une filiale du Commissariat à l'énergie atomique (CEA), avait fait l'objet le mois dernier d'une interdiction de fonctionnement pour « violation de réglementation de sûreté » (le Monde daté 16-17 décembre). Une partie des laboratoires concernés ont pu reprendre leur activité le 16 janvier dernier.

## ENVIRONNEMENT

Les ministres de l'OCDE réunis à Paris

Les ministres de l'environnement des vingt-quatre pays membres de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) se réunissent à Paris les 30 et 31 janvier. C'est la quatrième fois, depuis 1974, que se tient une réunion de cet ordre, et la dernière remonte à 1985.

A l'ordre du jour des discussions, trois sujets principaux : l'état de l'environnement dans les pays membres ; les instruments économiques à mettre en œuvre ; la stratégie pour l'an 2000. Il ne sera en principe pas question de la mer noire du Golfe, d'autant que le responsable de ces questions aux États-Unis ne viendra pas, pour se conformer aux limitations de déplacements imposées par le département d'État. Quant au ministre japonais, il est lui aussi retenu par une séance à la Diète.

## CORRESPONDANCE

La vente aux enchères de la villa de M. Jacques Médecin

Après la publication dans le Monde du 25 janvier d'un article intitulé « Villa aux enchères » et consacré à la mise en vente, aux enchères publiques, sur demande du Trésor public, d'une propriété appartenant à M. Jacques Médecin, Me Henri-Charles Lambert, avocat de l'ancien maire de Nice, nous a adressé, au nom de son client, la lettre suivante :

Contrairement à ce qui a été indiqué dans le Monde daté du 25 janvier 1991, M. Jacques Médecin n'a nullement fait l'objet d'un jugement du tribunal administratif de Nice le condamnant à un redressement fiscal de 14 700 000 francs.

La seule décision rendue par cette juridiction le 19 juillet 1990, au demeurant frappée d'appel, a partiellement fait droit aux demandes de M. Médecin concernant la réduction des bases d'imposition retenues par l'administration fiscale au titre des années 1978, 1979 et 1980.

En l'état de cette décision, la dette fiscale exigible de M. Jacques Médecin avoisine une somme de 3 700 000 francs, sur laquelle s'imputent des encaissements déjà effectués par le Trésor public et pour le solde de laquelle est poursuivie la procédure de saisie immobilière qui fera le 31 janvier 1991, l'objet d'une demande de conversion en vente volontaire.

## SEMAINE NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde ARTS ET SPECTACLES

## CARNET DU Monde

## Naissances

— Christian BRUNIAUX et Thierry MOREAU annoncent la naissance de

Alizée, à Paris, le 22 janvier 1991.

3, rue Eginhard, 75004 Paris.

— Charlotte MARGUERIT et Bruce GALLÉ ont la joie d'annoncer la naissance de

Pénélope, à Paris, le 21 janvier 1991.

— Camille et Robin, Dominique VERNIER et Francis LAFFON, sont heureux d'annoncer la naissance de

Sarah, le 21 janvier 1991, à Paris.

13, rue Vivienne, 75002 Paris.

— Marion et Nicolas MITJAVILLE, Flora et Hélène, ont la joie d'annoncer la naissance de

Sophie, le 17 janvier 1991.

20, rue de l'abbé-Grognon, 75006 Paris.

— Théo, Louis, Alphonse a l'honneur de faire part de son arrivée au monde, le 10 janvier 1991.

Patrice HARSANT et Eva STRZELECKA

9, rue Camille-Pellétan, 92120 Montrouge.

— Claire LALLEMENT, Marc MOUTIN et Chloé ont la joie d'annoncer la naissance de

Thomas, le 21 janvier 1991, à Paris.

14, rue Louis-Léon, 94700 Maisons-Alfort.

— M. Jacques Chéribit, ses enfants, Petite-enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques CHÉRIBIT, survenu le 19 janvier 1991, à l'âge de soixante-cinq ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le 25 janvier, au cimetière du Père-Lachaise.

59, rue Brillat-Savarin, 75013 Paris.

— Hélène et Georges Enlès, Frédéric Enlès et Brigitte Jeanblanc, Marianne Enlès-Chauvin et Jean-Pierre Chauvin, Valérie Pelletier-Mona et André Mona, Antoine Chauvin, Aliette, Maxime et Adrien Mona, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, Les familles parentes et alliées, Et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Renée HARBON, née Lécalle, survenue le 14 janvier 1991, veille de son quatre-vingt-neuvième anniversaire.

Ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le 21 janvier 1991.

Que son souvenir soit associé à celui de son mari,

Victor HARBON, décédé le 18 septembre 1973 et de sa fille,

Micheline PELLETIER, décédée le 19 décembre 1959.

3, rue Pierre-le-Grand, 75008 Paris.

— Les docteurs Anne et Jean-Jacques RIZEL, M. Michel Wilson et son épouse, leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Hélène HOPPENOT, veuve de M. Henri Hoppenot, ambassadeur de France, survenue le 21 décembre 1990, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité.

## Reims

M<sup>me</sup> Paul Seiffert, son épouse, Ses enfants Et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès du

docteur Paul SEIFFERT, chevalier de la Légion d'honneur, membre du FFL durant la guerre 1939-1945,

survenu le 25 janvier 1991, dans sa soixante-dix-septième année.

Selon sa volonté, son corps sera incinéré le mercredi 30 janvier, au cimetière du Père-Lachaise, dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

146, rue Emile-Zola, 51100 Reims.

## Avis de messe

— M. Raymond RACAUD, M. et M<sup>me</sup> Michel-Puyon, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Raymond RACAUD, née Germaine André.

Ses obsèques ont été célébrées en l'église Saint-Pierre d'Arx (Pyrénées-Atlantiques), le 27 décembre 1990.

Une messe sera dite à son intention, à Saint-Jean-de-Dien, 19, rue Oudinot, à Paris-7<sup>e</sup>, le jeudi 31 janvier, à 19 heures.

14 bis, rue Oudinot, 75007 Paris.

## Anniversaires

— Pour le deuxième anniversaire du décès de

Adolphe CHAUVIN,

une messe sera célébrée le vendredi 1<sup>er</sup> février 1991, à 18 h 30, en la chapelle de l'église Saint-Sulpice, à Paris.

Pascal PEPIN LEHALLEUR.

Une pensée en cet anniversaire.

— Le 30 janvier 1990,

Jean FIGNOL, nous quitte.

Sa femme Et son fils, demandent une pensée à ceux qui l'ont connu, estimé et aimé.

Communications diverses

— La Galerie Pierre-Léon présente jusqu'au 23 février 1991

les nouvelles gravures de Richard TEXIER.

153, rue Saint-Martin, 75003 Paris (dans la cour). Tél. : 48-87-81-71. Ouvert du mardi au samedi inclus, de 14 heures à 19 heures.

Soutenances de thèses

— Université de droit, d'économie et de sciences sociales de Paris (Paris-II), le jeudi 31 janvier, à 14 h 30, M. Richard RICHES « La responsabilité civile de l'ingénieur ».

— Ecole des hautes études en sciences sociales, le vendredi 1<sup>er</sup> février, à 14 h 30, amphithéâtre, 105, boulevard Raspail, Paris-6<sup>e</sup>, M. Jean-Paul DEVALLOIS « L'image médiatique. De l'apocryphe à la réalité : les images à l'archéologie de l'usage comme production symbolique ».

— Université Paris-X (Nanterre), le lundi 4 février, à 14 h 30, M. André THÉRET « Les ingénieurs du corps des mines du XIX<sup>e</sup> siècle (1810-1914) : recherches sur la naissance et le développement d'une technocratie industrielle ».

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur le Carnet du Monde, sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

## CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-85-23-94 ou 40-85-23-96

Les avis peuvent être insérés LE JOUR MEME

s'ils nous parviennent avant 9 h au siège du journal.

16, rue Falguère, 75018 Paris. Tél. : 206 906 F. Télécopieur : 45-66-77-13. Tarif de la ligne N.T.

Toutes rubriques : 92 F. Abonnés et actionnaires : 80 F. Communications diverses : 95 F.

Les lignes en capitales grasses sont insérées sur le bandeau de deux lignes. Les lignes en italique sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

## CINÉMAS LA CINÉMATIQUE

LES CINÉMAS LA CINÉMATIQUE

LES CINÉMAS LA CINÉMATIQUE

LES CINÉMAS LA CINÉMATIQUE

LES CINÉMAS LA CINÉMATIQUE

LES CINÉMAS LA CINÉMATIQUE

LES CINÉMAS LA CINÉMATIQUE

LES CINÉMAS LA CINÉMATIQUE

LES CINÉMAS LA CINÉMATIQUE

LES CINÉMAS LA CINÉMATIQUE

LES CINÉMAS LA CINÉMATIQUE

LES CINÉMAS LA CINÉMATIQUE

LES CINÉMAS LA CINÉMATIQUE

LES CINÉMAS LA CINÉMATIQUE

LES CINÉMAS LA CINÉMATIQUE

LES CINÉMAS LA CINÉMATIQUE

LES CINÉMAS LA CINÉMATIQUE

LES CINÉMAS LA CINÉMATIQUE

LES CINÉMAS LA CINÉMATIQUE

LES CINÉMAS LA CINÉMATIQUE

LES CINÉMAS LA CINÉMATIQUE

LES CINÉMAS LA CINÉMATIQUE

LES CINÉMAS LA CINÉMATIQUE

LES CINÉMAS LA CINÉMATIQUE

LES CINÉMAS LA CINÉMATIQUE

LES CINÉMAS LA CINÉMATIQUE

LES CINÉMAS LA CINÉMATIQUE

LES CINÉMAS LA CINÉMATIQUE

LES CINÉMAS LA CINÉMATIQUE

LES CINÉMAS LA CINÉMATIQUE

LES CINÉMAS LA CINÉMATIQUE

LES CINÉMAS LA CINÉMATIQUE

LES CINÉMAS LA CINÉMATIQUE

LES CINÉMAS LA CINÉMATIQUE

LES CINÉMAS LA CINÉMATIQUE

LES CINÉMAS LA CINÉMATIQUE

LES CINÉMAS LA CINÉMATIQUE

LES CINÉMAS LA CINÉMATIQUE

LES CINÉMAS LA CINÉMATIQUE

LES CINÉMAS LA CINÉMATIQUE

LES CINÉMAS LA CINÉMATIQUE

LES CINÉMAS LA CINÉMATIQUE

LES CINÉMAS LA CINÉMATIQUE

LES CINÉMAS LA CINÉMATIQUE

LES CINÉMAS LA CINÉMATIQUE

LES CINÉMAS LA CINÉMATIQUE

LES CINÉMAS LA CINÉMATIQUE

LES CINÉMAS LA CINÉMATIQUE

LES CINÉMAS LA CINÉMATIQUE

LES CINÉMAS LA CINÉMATIQUE

LES CINÉMAS LA CINÉMATIQUE



## CULTURE

Le cinquième Salon de l'estampe et de l'édition d'art à tirage limité

## La gravure à l'épreuve du temps

Suite de la première page

Le résultat ne s'est pas fait attendre, l'estampe est vite acquise aussi mauvaise que les vrais amateurs qu'après des artistes. Des nouveaux réalistes à Support/Surface, des minimalistes aux conceptuels, les avant-gardes de ces deux décennies négligeaient une technique à la fois compromise et désuète.

Depuis une demi-douzaine d'années la situation s'est retournée. Toutes générations confondues, toutes esthétiques mêlées, les artistes contemporains retrouvent le chemin des imprimeurs. Il y a dix ans, Philippe Favier à peine sorti de l'école des beaux-arts de Saint-Etienne revenait spontanément à la pointe et à la plaque de métal, bien souvent un couvercle de boîte de conserve ou une rognure de goulotte. Sur ces surfaces exigües, il esquissait les premiers épisodes de ses chroniques poétiques.

Alors que triomphait le très grand format propice à la grandiloquence, il privilégiait la minutie et le détail. Il leur est encore fidèle et les peintures sur verre, qu'il expose aujourd'hui à la galerie Yvon Lambert, tiennent parfois de la gravure en couleurs.

Dans les mêmes années, à l'école des beaux-arts d'Amiens, Hélène Delprat copiait Jacques Callot en guise d'initiation à la technique de l'eau-forte. Elle l'a délaissée au profit de la seule peinture — grandes toiles sombres et rugueuses chargées de signes rupestres.

Elle y est revenue, au milieu des années 80, pour confectionner des recueils de planches gravées, le plus souvent sur bois — telle sa suite *Héliogabale*. Elle ne l'a plus délaissée, trouvant dans cet exercice le moyen d'un renouvellement : « La gravure, dit-elle, c'est la réécriture de la peinture ».

Le mot doit s'entendre de deux manières : réécriture comme repère et comme plaisir. « Le plaisir de l'image y est plus immédiat que dans les tableaux ». Réécriture encore : une gravure ne se corrige pas. « Quand on commence une planche, il faut aller jusqu'à l'épouser ». Et l'épouse, c'est « aller jusqu'au bout d'un travail sans censure, se laisser emporter par le geste », frôler le dessin automatique.

Dans cet exercice apparaissent de nouvelles formes qui trouvent à s'employer dans les tableaux. S'il y a un risque, il tient moins au hasard qu'à la « cuisine ». « Il faut éviter le petit plaisir de l'écrit, de la tâche bien venue, éviter le maniérisme et la virtuosité », défaut de bien des graveurs à la technique « supérieure à l'inspiration ». Aussi Hélène Delprat préfère-t-elle la gravure sur bois ou sur linoléum, « plus immédiates que l'eau-forte qui exige de nombreuses et difficiles manipulations ».

## « Le plus beau du noir et blanc »

Gérard Garouste n'a pas de ces réticences. A ses yeux la gravure « n'est pas un procédé de luxe, mais le plus beau des arts du noir et blanc, plus immédiat que le dessin et que la peinture ». A quarante-cinq ans, Garouste s'est engagé depuis une dizaine d'années dans une entreprise de restauration des beaux-arts. Fatigué d'un modernisme devenu à ses yeux répétitif et conventionnel, il s'oppose à tous ceux qui professent la mort de la peinture au nom de Marcel Duchamp et se définit lui-même comme l'ennemi de tous les iconoclastes.

Rien d'étonnant donc à ce que cet admirateur déclaré de Rembrandt et de Goya fasse l'apologie de l'eau-forte. Dans son atelier, il utilise quotidiennement la plaque de cuivre et la pointe qui ont remplacé pour lui la plume et le carnet à dessins. « Rien n'égale la finesse du travail du graveur qui peut obtenir sur le métal des traits plus légers et plus nets qu'avec la mine la mieux aigée. Or le trait incisif ne pardonne pas. L'artiste incisé ne se trompe pas. Il est confronté à ses propres limites et prend conscience de ses limites et ne peut les masquer. La gravure, c'est l'état pur du travail. Elle est sévère, elle est rigoureuse. Elle est donc nécessaire ».

A qui lui objecte que l'eau-forte exige une certaine lenteur et l'aide de praticiens, Gérard Garouste répond que ce rythme lui convient. Il abandonne et reprend les planches à plusieurs semaines et plusieurs mois d'intervalle.

Il achève à l'aquatinte un cuivre commencé à la pointe sèche et ne déteste pas procéder lui-même aux bains d'acide et au tirage de ses épreuves. Autre vertu de ce procédé : il réunit l'écriture et l'image. Dans ses dernières œuvres gravées, Garouste calligraphie des versets de l'Écclésiaste et dessine dans les marges et entre les lignes, retrouvant ainsi les méthodes des copistes enlumineurs médiévaux. « Il y a peu de différence à mes yeux, précise-t-il, entre l'écriture et le dessin. Ce sont des procédés métamorphiques. Je mange de l'écriture ».

Comme en écho, Jean-Pierre Pincemin affirme : « S'il y a une vérité de l'art, elle est dans la gravure. Celle-ci offre une image en noir et blanc, une image simple et lisible que tout le monde peut voir. Elle oblige à dire des choses rapides à comprendre. C'est la vérité de l'expression, directe, immédiate ».

Pincemin est de la même génération que Garouste, mais son itinéraire est tout différent. L'un des fondateurs du groupe Support/Surface, il a longtemps privilégié l'analyse matériologique de la peinture, procédant par répétitions de figures géométriques simples. Ses premières gravures remontent à une dizaine d'années, quand ses tableaux dits de l'Année de l'Inde (1980 ?) ont marqué son retour vers un art moins dépoli, quelquefois même figuratif. Avant d'en venir au cuivre, il a expérimenté la gravure sur plexiglas puis sur bois. Il y traçait alors des pointillés au marteau piqueur et utilisait tous les accidents d'une surface ainsi violemment crevassée.

Désormais l'aquatinte a sa faveur, une technique infiniment plus subtile et nuancée. Il l'emploie aussi bien dans des compositions abstraites de grand format que pour esquisser ses premiers autoportraits. « Peu-être suis-je devenu moins bon peintre, mais meilleur artisan. Je sais qu'il faut donner quelque chose dans l'art, de l'expression, et cette expression n'est jamais plus forte que dans la gravure ».

## Les morsures de l'acide

Comment ne pas faire de gravure, feint de s'interroger Monty Python. C'est un véritable travail de création et non la simple reproduction d'un dessin. Le risque est à son comble, car la technique est implacable. Si le geste est mou, la gravure est ratée. Il faut crocheter le cuivre, être aussi vigoureux que possible, aller vite, se montrer agressif. « Pour ce peintre abstrait héritier de l'expressionnisme américain et français, le pastel et l'huile semblaient jusqu'ici les médiums les mieux adaptés à sa réflexion sur les couleurs et la lumière ».

Elle s'est néanmoins convertie, il y a deux ans, à l'eau-forte. Et avec enthousiasme. « J'avais besoin de reprendre un travail du trait et du signe. La gravure me le permet. Ce qui était jusqu'à en pulsance dans mes tableaux s'affirme plus fortement. Mon œuvre se continue, tout en se modifiant. C'est un faire différent, mais conduit à prendre langue avec d'autres procédés. Il y a une particularité de la gravure qu'il faut comprendre et exploiter ».

De cette particularité, nul n'est plus convaincu que Pierre Soulages. Depuis le tout-début des années 50, il est devenu familier des acides et des encres. Au plus fort de la désaffection de la gravure, il lui est demeuré fidèle, travaillant à en renouveler les procédés. « Il faut taper dans le cuivre », lui avait-on recommandé chez Lacourrière, l'atelier où il faisait ses premiers essais. Il « tapait » si bien que l'acide nitrique trouait le cuivre pour la plus grande joie des praticiens qui l'entouraient.

De cet accident, Soulages a déduit une technique : le bain du papier est plus pur quand la plaque est rongée jusqu'à l'âme. Aussi, renonçant aux instruments traditionnels du métier, a-t-il fait de l'acide son outil favori.

Le cuivre est attaqué, rogné, percé, par des bains successifs. Les morsures sont si profondes qu'elles peuvent recevoir plusieurs couleurs à la fois sans risque de mélanges inopportuns. Il obtient ainsi des dégradés, du rouille au noir, du vert pâle au vert bronze, sans avoir recours à plusieurs passages sous la presse. « Le papier apparaît ainsi par endroits non-foulé, il a la vie

propre, il prend par les trous sa vraie couleur. Les contrastes sont d'autant plus intenses, et l'expression aussi. La corrosion du métal est une manière de jouer avec le temps ».

Soulages conçoit sa gravure comme sa peinture, en termes d'écriture et de mouvement : « Je me laisse aller, dit-il, à interroger ce que je suis en train de faire pour savoir ce que je fais, cela découle de mon esthétique générale. Chaque matériau que j'emploie me conduit à des formes différentes ».

A ceux qui se flattent de reproduire sur le papier ou la toile ce qu'ils ont composé de tête, il objecte les hasards de la matière et refuse toute idée d'exécution. « Elle ne peut-être que capitale », dit-il.

## « Comme le trapèze »

Cela ne signifie pas indifférence au métier, mais indifférence permanente de celui-ci : « La gravure, c'est comme le trapèze, on fait ce que l'on veut avec le trapèze, mais il ne faut pas le lâcher ». Toutes les techniques de l'estampe peuvent servir à condition de ne pas les trahir. « La



Gravure de Hélène Delprat (1989).

lithographie est un procédé magique mais d'une trop grande simplicité, car il n'y a pas de spécificité de la pierre. La sérigraphie vaut mieux parfois. Elle permet d'obtenir une multitude supérieure de l'encore, impossible en lithographie. Ma préférence va à l'eau-forte. Elle seule donne le velouté et le grain ».

Elle seule pour l'instant, du moins, car Pierre Soulages a mis en chantier une nouvelle expérience, qui n'est plus d'impression mais joue sur le mouillage de la pulpe du papier à partir d'un contre-tirage en métal. « Nous sommes au XXI<sup>e</sup> siècle, il faut faire de l'estampe avec les procédés du XXI<sup>e</sup> siècle ».

Il n'y a pas de meilleure preuve de la nouvelle vitalité de la gravure que ces efforts pour en enrichir les techniques.

PHILIPPE DAGEN  
et EMMANUEL DE ROUX

► SAGA, Grand Palais, du 30 janvier au 4 février, tous les jours de 12 heures à 19 h 30. Nocturnes, jeudi 31, jusqu'à 23 heures. Samedi et dimanche de 10 heures à 19 h 30.

## Impression en cours

Par Pierre Alechinsky

Se rendre à l'imprimerie — occasion de quitter la solitude de l'atelier — c'est comme pousser la porte du bistrot pour retrouver les autres. On respire l'odeur de l'encre. On pousse le même plancher.

L'imprimerie, le papier, l'encre, le livre, l'estampe, m'ont induit en peinture. Avec le même pinceau, je mène l'eau-forte, la lithographie, la peinture, le dessin, — d'où cette ligne assez reconnaissable se promenant à travers les techniques : l'essence de lavande sur le bitume d'un cuivre, l'encre lithographique sur la pierre granée, l'acrylique, l'encre.

Le peintre qui dessine ne devrait pas manquer cette expérience : le visage des médiums. Mais il y a dosage. Celui qui pense trop à la peinture tandis qu'il grave ou à l'imprimerie devant son chevalet perd, si je puis dire, sur tous les tableaux. Mixage particulier : je suis gaucher, un peintre gaucher qui doit

s'adresser aux yeux des droitiers, ces majoritaires, et un graveur gaucher qui peut enfin se laisser aller dans le sens qui lui est propre et que l'imprimerie inverse — dans mon cas redresse. A l'imprimerie, on éprouve les surprises d'Alice : la traversée du miroir.

La reproduction d'un tableau ne dépend plus de la seule habileté d'un copiste. Elle a pris ses distances. Elle passe d'une photographie, d'une sélection des couleurs, débouche sur la programmation d'immenses machines offset qui ne laissent plus guère de place à l'improvisation : l'image sort de des milliers d'exemplaires dans un vacarme d'usine. Cela n'a rien à voir avec l'estampe.

On tombera de moins en moins sur ces laborieuses reproductions de tableaux dont les auteurs se confiaient à un chromiste la soin d'exécuter manuellement le travail, d'observer la naïveté (ou le culot) de signer seuls. Cela non plus n'a pas grand-chose à voir avec l'estampe. Déjà bien avant la photographie, l'artisan qui réussissait une reproduction d'après un original, gravait son nom dans la marge. Copie exécutée d'après Untel — lit-on en petites lettres capitales. L'artiste Untel ne signait pas.

Cependant, l'estampe originale tient bon, dessinée à l'imprimerie par l'artiste qui crée sans modèle et, surtout, refuse de déléguer ses pouvoirs à une autre main. Elle vit, elle est indépendante, elle influence. Ses épreuves sont numérotées, datées, portent titre et signature. Cela n'a rien à voir avec la peinture. C'est de l'estampe originale.

## Décorer : un mot devenu honteux

Ici une eau-forte, là une lithographie, des gravures sur linos, sur bois, etc., mais l'artiste peut aussi aborder à coup d'astuces antitechnologiques l'honorable et encore mal définie « offset originale » : dessiner directement sur quelque feuille transparente insérée sur une plaque sensible, sans truchement de l'optique. L'écritain ne peut-il pas corriger sur épreuve, ajouter, supprimer, changer un mot (ou pour non, par exemple), agir en profondeur sur son texte, si nécessaire jusqu'à la dernière minute ? L'artiste aussi, et jusque dans le ventre de la machine.

Quant à moi qui me suis donné l'ordre de commencer à la même aube que mes amis imprimeurs, entraver un tout petit peu la cadence d'un

## Glossaire

**Estampe** : Toute image reproduite au moyen d'un procédé permettant sa duplication (gravure, sérigraphie, lithographie...). Une estampe est dite originale quand la planche destinée à son impression a été exécutée par l'artiste en personne.

**Gravure** : Procédé permettant de travailler un support destiné à reproduire une image. La gravure peut être en relief (gravure sur bois, gravure sur linoléum). L'encre se dépose sur les reliefs. Elle peut être en creux (gravure sur métal). Elle est dite alors en taille-douce. Le papier absorbe l'encre déposée dans les sillons.

**Burin, pointe-sèche** : L'une des formes les plus anciennes de la gravure en taille-douce. Le métal (un cuivre habituellement) est attaqué directement par un outil. Le burin découpe un sillon net dans le métal, les copeaux sont éliminés.

**Eau-forte** : Procédé de gravure. La plaque de métal est recouverte

d'un vernis résistant à l'action des acides. Le dessin est tracé à l'aide d'une pointe qui enlève le vernis protecteur. La plaque est ensuite plongée dans un bain d'acide qui mord le métal aux endroits découverts.

**Lithographie** : L'artiste dessine au crayon gras sur une pierre (ou sur un zinc). Celle-ci est ensuite soumise à un bain acide. Après lavage à l'eau, la pierre est encre : seule les parties grasses retiennent l'encre.

**Sérigraphie** : Procédé d'impression directe à l'aide d'un écran de tissu (soie). Celui-ci est tendu sur un cadre, le sujet est dessiné dessus. Une couche de colle est étalée ensuite qui bouche les pores du tissu. Un solvant appliqué sur les parties occupées par le dessin redonne à ces endroits la porosité. On imprime ensuite le dessin en diffusant la couleur à travers les zones poreuses.

**DERNIERE LE O PER** Grande salle

**L'OURS BLANCHE**

Des comédiens merveilleux, magnifiques (LE MONDE). Le texte a des fréquences nostalgiques, la mise en scène est claire. Une cure de beauté qui fait de ce spectacle le plus bel objet de rêverie théâtrale du moment (JAN PER). Un climat proche de Tchekhov et de Strindberg (L.C. BRUN). Une atmosphère oppressante et sensuelle (L'EXPRESS). Trois merveilleux acteurs (THEATRES/THEATRE). Florence Giordetti bouleversante tout au long de cette traversée du désert de l'amour (LA CROIX). Fabienne Monteiro : une comédienne à suivre (QUOTIDIEN DE PARIS). Laurent Gréville : vaut le déplacement (ELLE). D. Besnehard maîtrise admirablement cette poudrière d'expression, cette émotion contenue qui est en quelque sorte sa spécialité (MAG. MAG.). Une histoire d'un charme prenant. C. Versin l'éclaire d'une mise en scène qui en souligne finement les contours, soutenue par des comédiens formidables (7 A PARIS). Un spectacle fort (LE FIGARO).

**DERNIERE LE O PER** Petite salle

**TOLSTOÏ LA NUIT**

Un chant sublime, une musique mozartienne interprétée en virtuose par Pascale Raze, une mise en scène vibrante d'émotion et de poésie d'Alain Bezu : un chef-d'œuvre de théâtre (L'AVANT-SCENE). Une parole de femme qui bouillonne (LA CROIX). Pascale Raze : émouvante et habile (FRANCIS). Un cri d'amour et de souffrance (L'EXPRESS). Une belle présence, de la puissance, de la sensibilité (QUOTIDIEN). Un beau spectacle (THEATRES/THEATRE).

THEATRE PARIS-VILLETTE - RESERVATIONS 42.02.02.68

(1) Dotremont, peintre de l'écriture, Yves Rivière éditeur, Paris, 1982.  
(2) Fata Morgana, Montpellier, 1975.  
(3) Les enfants du capitaine Grant, édition Hecel, Paris.



## MESURE POUR MESURE SHAKESPEARE

mise en scène :  
Peter Zadek

avec

Isabelle Huppert  
Zazie de Paris  
Christine Pignet  
Anoushka Renzi  
Beatrice Romand  
Roland Amstutz  
Pascal Bongard  
Jacques Bourgaux  
Philippe Clavenot  
Jean-Marie Frin  
Jean-Pierre Joris  
Jean-Claude Leguay  
André Marcon  
François Marthouret  
Anton Rey  
Heinz Schubert

Production :  
Odeon - Théâtre de l'Europe  
Théâtre Vidy - Lausanne  
Le Volcan - MC du Havre

7 février - 28 mars

43 25 70 32



# CULTURE

## CINÉMA

# Sundance 91, sous l'œil du Tout-Hollywood

Au programme du Sundance Festival 1991  
des films qui reflètent les préoccupations du cinéma indépendant américain

PARK-CITY (Utah)  
correspondance

Célébrant son dixième anniversaire, le Sundance Film Institute, fondé dans l'Utah par Robert Redford, a donné son nom au festival de Park-City qu'il gère depuis 1984. Le Sundance Film Festival coïncidait avec le début de la guerre du Golfe et a réussi pendant dix jours à faire passer ses participants du petit au grand écran. Mais, dans cette vitrine du cinéma indépendant, les nouvelles n'étaient guère plus divertissantes. Hors compétition, une comédie et un film noir se sont partagés l'ouverture. D'abord un produit Sundance : le scénario de *Once Around a Dog*, une jeune fille naïve (Holly Hunter) tombe sous le charme d'un agent immobilier extravagant (Richard Dreyfuss), attraction qui n'est absolument pas partagée par ses parents (Gena Rowlands et Danny Aiello). A noter aussi les *Arnaqueurs* (The Grifters), premier film américain de Stephen Frears,

les premières de *City of Hope* de John Sayles (*Corruption dans la ville*) et de *Whore* de Ken Russell. Depuis que *Sexe, mensonges et vidéo* a reçu le prix du Public 89 juste avant de recueillir la Palme d'or à Cannes, ce festival est surveillé par le tout-Hollywood. Est-ce exprès si cette année les films en compétition sont ardues et plus représentatifs de l'avant-garde du cinéma américain ? On retiendra de l'ensemble de cette sélection les images violentes d'une Amérique urbaine en souffrance, la dérive des « villes intérieures » où s'organise la survie.

## Amers rétrospectifs

Pour Geoffrey Gilmore, directeur de la programmation, la production indépendante actuelle est « sombre et tend à résoudre les conflits psychologiques ou sociaux sur un mode pessimiste ». Thèmes récurrents des documentaires : le sida (*Absolutely Positive*, où Peter Adair, scénariste lui-même, présente un montage de témoignages), la destruction de l'environnement (*Amazonia: Voices From the Rain Forest*), le racisme (*Trouble Behind the Blood in the Face*, l'histoire du Klu Klux Klan), la guérilla au Salvador (*Maria's story*), les saubais (*Takeover*).

Deux documentaires ont reçu le Grand Prix ex-aequo : *Paris is Burning*, de Jennie Livingston, qui nous emmène dans l'univers des bals et des mascarades qu'organisent les homosexuels black et latino des quartiers pauvres de New-York, pour se tailler leur part de rêve. Et *American Dream*, réalisé par Barbara Kopple, qui retrace une lutte ouvrière (son *Harlan County, USA*, qui abordait le même sujet, a reçu un Oscar et figure parmi les 50 films classés Trésor national par la Library of Congress).

Dans le registre de la fiction, les rêves américains sont tout aussi amers. Domaine de la marginalité et du délire pour *Slacker*, père maniaque assassinant son fils (*Shore Fire* de Jon Jost), famille blanche américaine en déroute (*Trust*), famille noire qui se débat dans *Straight out of Brooklyn* (ce film a valu le Prix Spécial du jury à Matty Rich, son réalisateur noir de dix-neuf ans) ou, sur un mode plus léger, *Hanging with the Homeboys* de Joseph Vasquez.

Dans cette catégorie dramatique, public et jury ont fait deux choix opposés. Les spectateurs ont élu *One Cool Cup of Coffee* de Robin Armstrong, une gentille histoire de baseball (un joueur déchu, un débutant qui va vers la gloire). Pour le Grand Prix, le vote du jury représentait bien ce festival 91 : premier film de Todd Haynes, *Poison*, est inspiré par les écrits de Jean Genet. Trois récits, *Hero*, *Horror* et *Homo* s'entrecroisent dans cette version contemporaine d'*Intolérance* qui, avec des images fortes et parfois insolentes, pour certains spectateurs, traite selon les mots du réalisateur, « de déviance, de conditionnement ».

Le Prix de la cinématographie dans la catégorie dramatique a été attribué à *Daughters of the Dust*, une œuvre originale de Julie Dash, qui revient dans ces films au large de la Caroline où l'on débarquait les esclaves noirs.

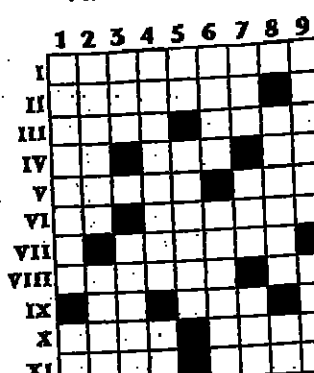
Isolés, ils ont maintenu leurs coutumes africaines, jusqu'au jour de la traversée vers le continent. Là encore, c'est la pré-histoire des illusions urbaines que livre la réalisatrice noire. Le rire est venu de la politique, avec *Tanner 88*, une collaboration entre Robert Altman et le cartooniste Gary Trudeau. Cette série produite pour HBO suit la campagne d'un faux candidat à la présidence, qui ressemble à s'y méprendre à un vrai.

Sundance maintient donc son cap. Si l'institut connaît les difficultés financières inhérentes aux associations à but non lucratif, le budget du festival est équilibré. Deux cent cinquante films indépendants ont été distribués aux États-Unis en 1990, contre trois cent quatre-vingts en 1987. Face à ce recul, Robert Redford tient plus que jamais à poursuivre la lutte en faveur du cinéma indépendant.

CLAUDINE MULARD

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5445



### HORIZONTALEMENT

1. En fait pour soigner. II. Quel qu'un qui peut aller loin. III. Entre l'ouvrier et le patron. IV. Sont mis en pratique. V. Occasion de donner mais aussi de recevoir. VI. Préface. S'exprime en quelques mots ou bien parle plus longuement. VII. Mouffe moine que le sens. VIII. Fera les cent coups. IX. Note. Ne peut éviter le pire. X. Femme qui fut très aimée. Est fait d'eau. XI. Est toujours en activité malgré son âge. Lieu de repentir.

### VERTICALEMENT

1. Rend des chiens propres. Porte de la Sibérie. 2. Source de chaleur. Annonce un départ. 3. Que l'on n'a donc pas eu à la bouche. Peut s'obtenir avec un sac. 4. Faire mourir. Possessif. 5. Employé pour renforcer. Variétés pour celui qui met son nez partout. 6. Causes d'abandons. Fait le pont. 7. Rougit naturellement. Disparaît quand on le siffle. Préface. 8. Prouve que l'on ne peut pas tout garder. Une certaine distance. 9. Variété d'oeuf. Pas à moi.

Solution du problème n° 5444

### Horizontalement

I. Gamitour. II. Lieu. III. Once. Rata. IV. USA. Adieu. V. Gilles. VI. Etal. VII. O. Eclair. VIII. Usa. Août. IX. V. En. X. Ég. Emu. XI. Racoleuse.

### Verticalement

1. Glouglouter. 2. Aïe. O. La. 3. Racat. Avec. 4. Nue. Été. Ego. 5. Ataca. II. 6. Tardillon. 7. Au. Au. 8. Rater. Jeune. 9. Sœur. Nue.

GUY BROUTY

## CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

**MOZART**  
Intégrale des Sonates Piano et Violon  
BOEGNER  
MOILLERE

**Quatuor CARMINA SCHUBERT WEBER**

**LES VIRTUOSES DE MOSCOU**  
SPIVAKOV  
BARBAUX  
MOZART

**SOLISTES EIC**  
« VIENNE/BERLIN/SCHOENBERG »  
BOSONI, SCHOENBERG, BERG

**Ensemble CARL STAMITZ MOZART**

**JUDITH TRIOMPHANTE A. VIVALDI**  
I SOLISTI VENETI  
SCIMONE

**Robert HÖLL**  
Beynon, Jemel, de BENOÛVER  
Piano SCHUBERT

**ORCHESTRE NATIONAL DE L'OPÉRA DE PARIS**  
Dir. : MYUNG-WHUN CHUNG  
BIZET, BERLIOZ, BRAHMS

**Maria Joao PIRES**  
BEETHOVEN - HAYDN - SCHUMANN

**DELAGE**  
Beethoven-Schumann  
Chopin-Wagner-Liszt

Histoire de la presse  
des jeunes  
et des journaux  
pour enfants

Par Alain FOURMENT  
Édition Éole 150 F

**Le Monde**  
DOSSIERS ET DOCUMENTS  
**LE BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1990**  
est paru  
200 pages - 47 F  
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

## THÉÂTRE 71

MALAKOFF  
Méro Malakoff (Plaque de Vanves)

**Mélite**  
de Pierre Corneille  
Mise en scène Jacques Lassalle

Production  
Théâtre national de Strasbourg  
Avec la promotion 1990 de l'École supérieure d'art dramatique du TNS

Reprise exceptionnelle  
du 23 janvier  
au 3 février 1991

46 55 43 45

## MUSIQUE

**DEZSO RANKI**  
piano  
BEETHOVEN - HAYDN - SCHUMANN  
PRIX 65 F  
LOC. 42 74 22 77  
2 PL. DU CHATELET PARIS 4<sup>e</sup>

**GAVEAU**  
GRANDS RENDEZ-VOUS  
5 février 1991 - 20 h 30  
Pavel BERMAN  
Violon  
Lazar BERMAN  
Piano  
Mozart - Prokofiev - Beethoven - Brahms  
8 février 1991 - 20 h 30  
Hélène GRIMAUD  
Piano  
Bach - Beethoven - Chopin - Liszt  
Tél. réservations : 49 53 05 07

**DEZSO RANKI**  
piano  
BEETHOVEN - HAYDN - SCHUMANN  
PRIX 65 F  
LOC. 42 74 22 77  
2 PL. DU CHATELET PARIS 4<sup>e</sup>

**GAVEAU**  
GRANDS RENDEZ-VOUS  
5 février 1991 - 20 h 30  
Pavel BERMAN  
Violon  
Lazar BERMAN  
Piano  
Mozart - Prokofiev - Beethoven - Brahms  
8 février 1991 - 20 h 30  
Hélène GRIMAUD  
Piano  
Bach - Beethoven - Chopin - Liszt  
Tél. réservations : 49 53 05 07

**DEZSO RANKI**  
piano  
BEETHOVEN - HAYDN - SCHUMANN  
PRIX 65 F  
LOC. 42 74 22 77  
2 PL. DU CHATELET PARIS 4<sup>e</sup>

**GAVEAU**  
GRANDS RENDEZ-VOUS  
5 février 1991 - 20 h 30  
Pavel BERMAN  
Violon  
Lazar BERMAN  
Piano  
Mozart - Prokofiev - Beethoven - Brahms  
8 février 1991 - 20 h 30  
Hélène GRIMAUD  
Piano  
Bach - Beethoven - Chopin - Liszt  
Tél. réservations : 49 53 05 07

**DEZSO RANKI**  
piano  
BEETHOVEN - HAYDN - SCHUMANN  
PRIX 65 F  
LOC. 42 74 22 77  
2 PL. DU CHATELET PARIS 4<sup>e</sup>

**GAVEAU**  
GRANDS RENDEZ-VOUS  
5 février 1991 - 20 h 30  
Pavel BERMAN  
Violon  
Lazar BERMAN  
Piano  
Mozart - Prokofiev - Beethoven - Brahms  
8 février 1991 - 20 h 30  
Hélène GRIMAUD  
Piano  
Bach - Beethoven - Chopin - Liszt  
Tél. réservations : 49 53 05 07

**DEZSO RANKI**  
piano  
BEETHOVEN - HAYDN - SCHUMANN  
PRIX 65 F  
LOC. 42 74 22 77  
2 PL. DU CHATELET PARIS 4<sup>e</sup>

**GAVEAU**  
GRANDS RENDEZ-VOUS  
5 février 1991 - 20 h 30  
Pavel BERMAN  
Violon  
Lazar BERMAN  
Piano  
Mozart - Prokofiev - Beethoven - Brahms  
8 février 1991 - 20 h 30  
Hélène GRIMAUD  
Piano  
Bach - Beethoven - Chopin - Liszt  
Tél. réservations : 49 53 05 07

**ENSEMBLE INTER CONTEMPORAIN**

Ferruccio Busoni  
Toccata  
Alexandre Zemlinsky  
Six mélodies, op. 3  
Hanns Eisler  
Palmström, op. 5  
Arnold Schoenberg  
Trois pièces pour piano, op. 11  
Albin Berg  
Quatre pièces pour clarinette et piano, op. 5

**SOLISTES DE L'ENSEMBLE INTERCONTEMPORAIN**

Anne Gjevang, alto

Dimanche 3 février  
Châtelet 16h  
40 28 28 40  
Coproducteur  
Théâtre du Châtelet

**Centre Georges Pompidou**

**IRCAM**

Anders Eliasson  
Concerto pour basson et cordes  
Magnus Lindberg  
Joy, excentric  
György Ligeti  
Concerto pour violoncelle  
Igor Stravinsky  
Concerto en mi b  
Dumbarton Oaks

**ENSEMBLE INTERCONTEMPORAIN**

Direction  
JUKKA PEKKA SARASTE

Pascal Gallois, basson  
Pierre Strouh, violoncelle

Technique IRCAM

Lundi 11, mercredi 13 février  
Centre Pompidou 20h30  
42 60 94 27

## FÉVRIER 91

## Concerts Radio France

**MUSIQUE FRANÇAISE**  
Vendredi 1er - 20 h 30  
Salle Gaveau  
Jolivet - Milhaud  
Direction : Fabrice Bollon

**NOUVEAUX INTERPRETES DUOS DE PIANOS**  
Dimanche 3 - 10 h 45  
Salle Gaveau  
12 h : Rencontre avec les artistes  
Mendelssohn - Liszt  
Brahms - Smetana  
Isabelle et Florence Lafine  
Dominique Morel et Douglas Nemish

**ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE**  
Mardi 5 - 20 h 30  
Théâtre des Champs-Élysées  
Mozart  
Soprano : Joan Rodgers  
Mésosoprano : Marie McLaughlin  
Ténor : Hans-Peter Blochwitz  
Chœur de Radio France  
Direction : Jeffrey Tate

**ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE**  
Vendredi 8 - 20 h 30  
Théâtre des Champs-Élysées  
Brahms - Beethoven  
Piano : Elisabeth Leonskaja  
Direction : Kurt Sanderling

**LE SALON ROMANTIQUE**  
Samedi 9 - 15 h  
Théâtre des Champs-Élysées  
Brahms - Schubert - Mendelssohn  
Clarinete : Eduard Brunner  
Violon : Dimitri Sitkovetsky  
Violoncelle : David Geringas  
Piano : Gerhard Oppitz

**NOUVEAUX INTERPRETES**  
Mardi 12 - 20 h 30  
Salle Gaveau  
12 h : Rencontre avec l'artiste  
Schubert - Berg - Liszt  
Piano : Pierre-Laurent Aimard

**PRESTIGE DE LA MUSIQUE**  
Mardi 12 - 20 h 30  
Salle Pleyel  
Haydn : Les Saisons  
Soprano : Edith Wiens  
Ténor : Hans-Peter Blochwitz  
Baryton : Gilles Cachemaille  
Chœur Victoria d'Ile-de-France  
Espace Orchestral de France  
Direction : Armin Jordan

**ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE**  
Vendredi 15 - 20 h 30  
Théâtre des Champs-Élysées  
Haydn - Beethoven  
Piano : Elisabeth Leonskaja  
Direction : Georges Prêtre



LOCATION  
Radio France 42 30 23 08  
Th. des Champs-Élysées 47 20 36 37  
Salle Gaveau 49 53 05 07  
Salle Pleyel 45 63 88 73

**Le Réformateur**  
Thomas Bernhard  
André Engel  
Serge Merlin  
Nicky Rieti  
— 24 FEV 48 31 11 45

**Le Monde**  
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FAUGUÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Téléfax : 206.806 F

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEURE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-10  
Téléfax : 281.311 F

**Le Monde PUBLICITE**  
André Fontaine, président  
Francis Hugot, directeur général  
Philippe Dupuis, directeur commercial

Société anonyme  
des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises  
M. André Fontaine, gérant

Imprimeur :  
12, rue M. Goussier  
94852 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 347  
ISSN 0013-9587

Renseignements sur les microfilms  
et index du Monde au (1) 40-65-25-33

**Le Monde TÉLÉMATIQUE**  
Composés 20-15 - Tapes LEMONDE  
au 20-15 - Tapes LM

**ABONNEMENTS**  
1, place Hubert-Beure-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-65-25-99

| TARIF  | FRANCE  | SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG | AUTRES PAYS |
|--------|---------|----------------------------|-------------|
| 3 mois | 400 F   | 572 F                      | 790 F       |
| 6 mois | 780 F   | 1 123 F                    | 1 500 F     |
| 1 an   | 1 400 F | 2 086 F                    | 2 960 F     |

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.  
Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les noms propres en capitales d'imprimerie

**LE MONDE**  
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FAUGUÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Téléfax : 206.806 F

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEURE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-10  
Téléfax : 281.311 F

**Le Monde PUBLICITE**  
André Fontaine, président  
Francis Hugot, directeur général  
Philippe Dupuis, directeur commercial

Société anonyme  
des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises  
M. André Fontaine, gérant

Imprimeur :  
12, rue M. Goussier  
94852 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 347  
ISSN 0013-9587

Renseignements sur les microfilms  
et index du Monde au (1) 40-65-25-33

**Le Monde TÉLÉMATIQUE**  
Composés 20-15 - Tapes LEMONDE  
au 20-15 - Tapes LM

**ABONNEMENTS**  
1, place Hubert-Beure-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-65-25-99

| TARIF  | FRANCE  | SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG | AUTRES PAYS |
|--------|---------|----------------------------|-------------|
| 3 mois | 400 F   | 572 F                      | 790 F       |
| 6 mois | 780 F   | 1 123 F                    | 1 500 F     |
| 1 an   | 1 400 F | 2 086 F                    | 2 960 F     |

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.  
Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

**BULLETIN D'ABONNEMENT**

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les noms propres en capitales d'imprimerie



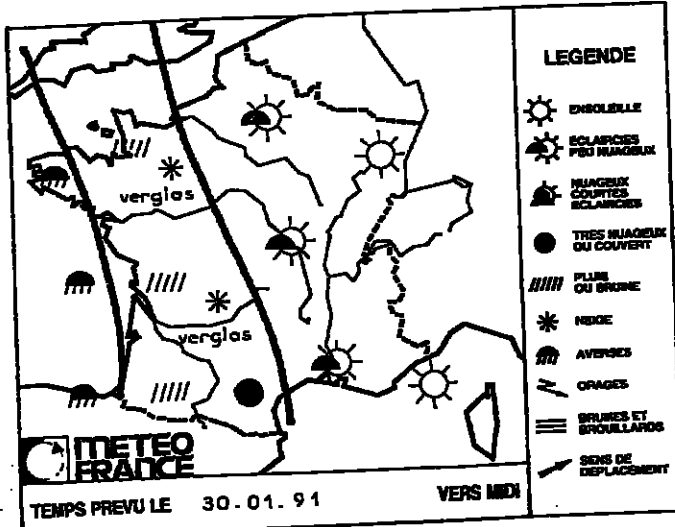




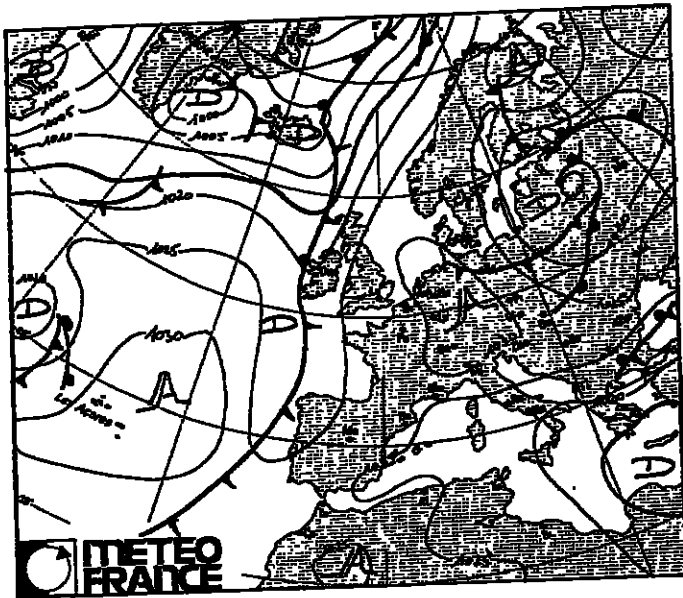
## AGENDA

## MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le mercredi 30 janvier  
Froid dans l'Est, vergles sur l'Ouest.



SITUATION LE 29 JANVIER 1991 À 0 HEURE TU

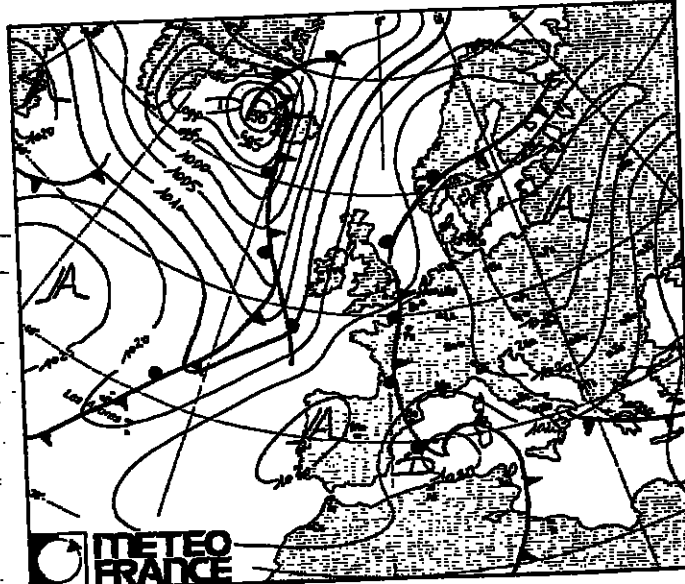


Jeudi 31 : Brumeux et nuageux, vergles possibles, quelques éclaircies l'après-midi. Le ciel sera gris sur la plupart des régions. Au nord de la Seine et dans le Nord-Est, bancs de brouillards parfois givrants le matin mais le soleil parviendra à percer par endroits l'après-midi. De la Bretagne au Centre-Est, risque de pluie verglaçante le matin. Bâles éclaircies près de l'Atlantique, assez rares ailleurs.

Les températures du matin seront comprises entre -8 degrés et -10 degrés sur le quart nord-est. Elles varieront entre 2 degrés et -4 degrés des côtes vers l'intérieur, ailleurs, entre 2 degrés et 4 degrés sur l'extrême Sud-Est et la Corse.

L'après-midi, les températures ne dépasseront pas -1 degré à 3 degrés sur le Nord-Est et le Centre-Est. Ailleurs, elles s'élèveront entre 5 degrés et 12 degrés du Nord au Sud.

PRÉVISIONS POUR LE 31 JANVIER 1991 À 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 28-01-1991 à 6 heures TU et le 29-01-1991 à 6 heures TU

| FRANCE        | TOURS | LOAN | LOAN |
|---------------|-------|------|------|
| ALGER         | 13    | 17   | 17   |
| BARCELONE     | 13    | 17   | 17   |
| BELGRADE      | 13    | 17   | 17   |
| BOMBAY        | 13    | 17   | 17   |
| BRAZILIA      | 13    | 17   | 17   |
| BUEENOS AIRES | 13    | 17   | 17   |
| CAIRO         | 13    | 17   | 17   |
| CHENNAI       | 13    | 17   | 17   |
| CHONGQING     | 13    | 17   | 17   |
| CLEMONTE      | 13    | 17   | 17   |
| COLOMBO       | 13    | 17   | 17   |
| DARWIN        | 13    | 17   | 17   |
| DELHI         | 13    | 17   | 17   |
| GUANGZHOU     | 13    | 17   | 17   |
| HANOI         | 13    | 17   | 17   |
| HONGKONG      | 13    | 17   | 17   |
| KUALA LUMPUR  | 13    | 17   | 17   |
| LAO           | 13    | 17   | 17   |
| LIENYUNG      | 13    | 17   | 17   |
| LYON          | 13    | 17   | 17   |
| MARSEILLE     | 13    | 17   | 17   |
| MATRUH        | 13    | 17   | 17   |
| MELBOURNE     | 13    | 17   | 17   |
| MONTREAL      | 13    | 17   | 17   |
| MUMBAI        | 13    | 17   | 17   |
| NAGASAKI      | 13    | 17   | 17   |
| NANKING       | 13    | 17   | 17   |
| NEW DELHI     | 13    | 17   | 17   |
| OSAKA         | 13    | 17   | 17   |
| PARIS         | 13    | 17   | 17   |
| PERTH         | 13    | 17   | 17   |
| PRINCE EDWARD | 13    | 17   | 17   |
| REIMS         | 13    | 17   | 17   |
| SEATTLE       | 13    | 17   | 17   |
| SHANGHAI      | 13    | 17   | 17   |
| SINGAPOUR     | 13    | 17   | 17   |
| ST-PETERSBURG | 13    | 17   | 17   |
| SYDNEY        | 13    | 17   | 17   |
| TOKYO         | 13    | 17   | 17   |
| TORONTO       | 13    | 17   | 17   |
| YOKOHAMA      | 13    | 17   | 17   |

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.  
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « le Monde radio-télévisé » ; ◻ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

## Mardi 29 janvier

## TF 1

- 21.15 Cinéma : Le beau. ■  
Film français d'Yves Amoureux (1987).  
Avec Gérard Jugnot, Gérard Darmon, Marianne Basler.
- 23.05 Magazine : Ciel, mon mardi !  
1.30 Journal, Météo et Bourse.

## A 2

- 20.55 Cinéma : Les diplômés du dernier rang. ◻  
Film français de Christian Gion (1982).  
Avec Michel Galabru, Marie Laforêt, Patrick Brul.
- 22.25 Magazine : Qu'avez-vous fait de vos 20 ans ?  
Invité : Fabrice Piquet.
- 23.25 Sport : Ski.  
Championnats du monde à Saalbach (Autriche).
- 23.35 Journal et Météo.
- 23.55 Musique : Jazz à Antibes.

## FR 3

- 20.40 Téléfilm : Miracle à Rome.  
De Llandro Duque Naranjo, avec Frank Ramirez, Gerardo Arenas.
- 22.00 Journal.
- 22.20 Télévision régionale.
- 23.00 Variétés : Eurotop Metropolis.
- 23.50 Magazine : Espace francophone.

## TF 1

- 13.35 Série : Alerte à Malibu.
- 14.30 Club Dorothée.
- 17.25 Série : Starsky et Hutch.
- 18.20 Jeu : Une famille en or.
- 18.50 Feuilleton : Santa-Barbara.
- 19.25 Jeu : La roue de la fortune.
- 19.45 Divertissement : Le bébé show.
- 19.50 Tirage du Loto.
- 20.00 Journal, Tapis vert Météo et Loto.
- 20.50 Variétés : Sacrée soirée.
- Spécial années 60 et 70.
- 22.45 Magazine : En quête de vérité.
- Les grands criminels : qui sont-ils ?
- 23.00 Au trot.
- 23.55 Journal, Météo et Bourse.
- 0.15 Sport : Ski.  
Championnats du monde à Saalbach.

## A 2

- 13.43 Feuilleton : Générations.
- 14.25 Eric et toi et moi.
- 16.45 Série : Eve raconte.
- Colette.
- 17.05 Série : Les craquantes.
- 17.30 Jeu : Les chiffres et des lettres junior.
- 17.55 Magazine : Giga.
- 18.55 INC.
- 19.00 Série : Mac Gyver.
- 20.00 Journal et Météo.
- 20.45 Téléfilm : Pas de deux.  
Un biter sur les amours d'Edouard Manet et de son modèle.
- 22.20 Documentaire : Capitales en guerre.  
D'Alain de Séduoy, 4 et fin.
- 23.15 Journal et Météo.
- 23.35 Magazine : Prolongations.
- Spécial rugby.

## FR 3

- 13.40 Série : Chers détectives.
- 14.30 Magazine : Montagne (rediff.).
- 15.05 Feuilleton : L'aventure de Christophe Colomb (3<sup>e</sup> épisode).
- 16.10 Jeu : L'œuf de Colomb.
- 17.05 Magazine : Une pêche d'enter.
- 17.30 Amuse 3.
- 18.30 Jeu : Questions pour un champion.
- La 19-20 de l'information.
- 19.00 Jeux : La classe.
- 20.10 Magazine : La marche du siècle.
- Présenté par Jean-Marie Cavada.
- Le syndrome Hussein : la France, ses musulmans et l'Irak.
- Journal.
- 22.20 Magazine : Faut pas rêver.
- Irlande : Couleur menthe à l'eau : France, l'ancien sultan d'Istanbul.
- 23.35 Magazine : Minuit en France.
- Maman Galmot, une vie de femme.
- 0.00 Musique : Carnet de notes.
- Quintette avec piano en la mineur op. 34 (Andante), de Brahms, par le quatuor de Cleveland.

## CANAL PLUS

- 13.30 Téléfilm : La route d'Acapulco.
- 15.05 Jeu : V.O.
- 15.30 Téléfilm : Meurtre en vidéo.
- 17.05 Les Nuls... l'émission (rediff.).
- 18.00 Canaille peluche.
- En clair jusqu'à 21.00.
- 18.30 Dessins animés : Ça cartoon.

## CANAL PLUS

- 20.30 Cinéma : Cocktail. ◻  
Film américain de Roger Donaldson (1988).  
Avec Tom Cruise, Bryan Brown, Elisabeth Shue.
- 22.10 Flash d'informations.
- 22.15 Cinéma : Faux semblants. ■■■  
Film canadien de David Cronenberg (1988).  
Avec Jeremy Irons, Geneviève Bujold, Barbara Gordon (v.o.).
- 0.05 Cinéma : Baby blood. ■  
Film français d'Alain Robak (1989). Avec Emmanuelle Escourrou, Jean-François Gallo, Alain Chabat.
- 1.30 Cinéma : Un drole de paroissien. ■  
Film français de Jean-Pierre Mocky (1983). Avec Bourvil, Jean Poiret, Francis Blanche.

## LA 5

- 20.50 Cinéma : Le fils de mon cœur. ■■  
Film américain de Jim McBride (1988). Avec Dennis Quaid, Ellen Barkin, Ned Beatty.
- 22.40 Spécial Golfe.
- 0.00 Journal de minuit.
- 0.10 Rediffusions.

## M 6

- 20.35 Téléfilm : Marie et sa bande.  
D'Eric Till, avec Gena Zampogna, Gwyneth Walsh.
- 22.20 Série : Brigade de nuit.
- 23.15 Magazine : Vénus.

## Mercredi 30 janvier

## TF 1

- 18.50 Top albums.
- 19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.
- 20.30 Cinéma dans les salles.
- 21.00 Cinéma : 96-15 code Père Noël. ■  
Film français de René Marzor (1989). Avec Alain Mury, Louis Ducas, Brigitte Fossey.
- 22.25 Flash d'informations.
- 22.30 Cinéma : Tom et Lola. ◻  
Film français de Bertrand Arthury (1989). Avec Neil Stubbs, Maudie Collin, Cécile Magnat.
- 0.05 Cinéma : Bonjour les vacances 2. ■  
Film américain d'Amy Eckerling (1985). Avec Chevy Chase, Beverly d'Angelo, Jason Lively (v.o.).

## LA 5

- 13.35 Série : Matlock.
- 14.30 Série : Le renard.
- 15.35 Série : Bergerac.
- 16.30 Dessins animés.
- 19.20 Spécial Golfe.
- 20.00 Journal.
- 20.35 Droles d'histoires.
- Histoires vraies.
- Un enfant disparaît.
- Rapt dans un grand magasin.
- 22.20 Débat : L'enfance assassinée.
- Animé par Gilles Schneider et Béatrice Schönberg.
- Journal de minuit.
- 0.10 Les hommes de Rose (rediff.).

## M 6

- 13.25 Série : Madame est servie (rediff.).
- 13.55 Série : Docteur Marcus Welby.
- 14.50 Téléfilm : Le cri du loup.
- Jeu : Quizz cœur.
- 16.15 Musique : Boulevard des clips.
- 16.45 Série : Vegas.
- 17.35 Jeu : Zygomusic.
- 18.05 Série : Supercopier.
- 19.00 Série : La petite maison dans la prairie.
- 19.54 Six minutes d'informations.
- 20.00 Série : Madame est servie.
- 20.30 Magazine : Mode 6.
- 20.35 Téléfilm : Prisonniers des Japonais.
- Infirmeries aux Philippines pendant la seconde guerre mondiale.
- 22.20 Série : Equilizer.
- 23.15 Magazine : La glorie et la balance.
- Présenté par Charles Villeneuve.
- 0.05 Six minutes d'informations.
- 0.10 Magazine : Dazibao.

- 23.45 Six minutes d'informations.
- 23.50 Magazine : Dazibao.
- 23.55 Musique : Boulevard rock'and hard.
- 0.25 Journal de CNN.
- 2.00 Rediffusions.

## LA SEPT

- 20.55 Vidéopérette.  
De Michel Joffrenou (et à 0.00).
- 21.00 Magazine : Mégamix.
- De Martin Molsonnier.
- 22.00 Magazine : Dynamo.
- 22.30 Téléfilm : La chouette aveugle.  
De Raoul Ruiz.

## FRANCE-CULTURE

- 20.30 Archipel science.  
Mathématiciens dans tous leurs états.
- 21.30 Y a-t-il une nouvelle donne de l'orientation ?
- 22.40 Les nuits magnétiques.  
Rue des nostalgies : rue des Rosiers, Paris.
- 0.05 Du jour au lendemain.
- 0.50 Musique : Coda. Manfred Eichler.

## FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (en direct du Grand Auditorium) : Quatuor à cordes n° 3 en ré majeur op. 44 n° 1, de Mendelssohn ; Trio à cordes, de Market ; Quatuor à cordes n° 5 en mi bémol majeur op. 44 n° 3, de Mendelssohn, par le Quatuor Cherubini.
- 23.15 Poussières d'étoiles.

## 0.15 Journal de CNN.

## 2.00 Rediffusions.

## LA SEPT

- 16.10 Documentaire : Histoire parallèle.
- 17.05 Magazine : Mégamix.
- 18.00 Documentaire : Black Majesty.  
De Larry Shaw.
- 19.25 Cinéma d'animation : Images.
- 19.30 Chronique : Le dessous des cartes.
- 19.35 Journal de FR 3.
- 20.00 Documentaire : Jazz français à New-York.
- 21.00 Vidéopérette. (et à 0.40).
- 21.05 Documentaire : I do not know what it is I am like.  
De Bill Viola.
- 22.40 Cinéma : L'œuvre au noir.  
Film belge d'André Delvaux (1988).
- 0.20 Court métrage : Jour de congé.

## FRANCE-CULTURE

- 20.30 Tire ta langue.  
Aujourd'hui, l'orthographe : réforme fantôme ou réaménagement progressif de la langue ?
- 21.30 Correspondances.  
Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse.
- 22.00 Communauté des radios publiques de langue française.
- 22.40 Les nuits magnétiques.  
L'hiver au Grand-Roi.
- 0.05 Du jour au lendemain.
- 0.50 Musique : Coda. Manfred Eichler.

## FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (en direct de l'église Notre-Dame-du-Travail) : Psalme 90 pour chœur, cloches et orgue, d'Ives ; Trois psalmes op. 78, de Mendelssohn ; Messe pour chœur, de Martin, par le Chœur de Radio-France, dir. : Eric Ericson.
- 23.07 Poussières d'étoiles. Jazz club en direct du Petit Journal-Montparnasse à Paris : Les guitaristes Birell Lagrone et Bekk Reinhardt.

Du lundi au vendredi, à 9 heures sur FRANCE-INTER  
« ZAPPING »  
Une émission de GILBERT DENOYAN avec ANNECK COJEAN et la collaboration de « le Monde »

## Audience TV du 28 janvier 1991

| HORAIRE | FOYERS AVANT REGARDÉ LA TV (en %) | TF 1               | A 2                | FR 3           | CANAL +        | LA 5              | M 6               |
|---------|-----------------------------------|--------------------|--------------------|----------------|----------------|-------------------|-------------------|
| 19 h 22 | 62,5                              | Santa Barbara 22,2 | McGyver 10,3       | 19-20 22,8     | Nulle part 2,0 | K 2000 3,5        | Maison privée 2,5 |
| 19 h 45 | 64,8                              | Roue fortune 26,6  | McGyver 12,8       | 19-20 14,3     | Nulle part 3,7 | Spécial Golfe 3,0 | Maison privée 3,8 |
| 20 h 16 | 76,6                              | Journal 26,5       | Journal 17,8       | La classe 6,2  | Nulle part 3,6 | Journal 5,7       | Maison privée 4,8 |
| 20 h 55 | 79,3                              | Journal 48,5       | Quatre vérités 8,3 | 25 heures 8,3  | Bonjour... 1,9 | Droles... 6,8     | Nuits d'acier 4,3 |
| 22 h 8  | 72,8                              | Les moines 42,0    | Comprendre 11,3    | 25 heures 11,1 | Lets... 1,0    | Hommes... 6,1     | Nuits d'acier 4,2 |
| 22 h 44 | 45,2                              | Le beau 19,5       | Agas tendres 8,1   | Pub 6,7        | Lets... 0,7    | Journal 7,9       | Hongkong... 3,5   |

## Le « verlan »

Les insuffisances de la prise en

Le verlan, cette manière de parler qui consiste à inverser les lettres de chaque syllabe, est devenu une véritable mode. On le trouve partout, dans la musique, dans le langage courant, dans les médias. Mais est-ce vraiment une nouveauté ?

Le verlan, c'est une manière de parler qui consiste à inverser les lettres de chaque syllabe. C'est une manière de parler qui est devenue très populaire ces dernières années.

Le verlan, c'est une manière de parler qui consiste à inverser les lettres de chaque syllabe. C'est une manière de parler qui est devenue très populaire ces dernières années.



Journal du Monde

# Le Monde

## SCIENCES • MEDECINE

### Hypnose des batailles

Une étude médicale effectuée au Liban confirme la fréquence des affections psychiatriques chez les survivants à la guerre. Comment les soigner ?

**L**e bilan d'une guerre ne se limite nullement au nombre des morts, des blessés ou des destructions de tous ordres qu'elle entraîne. Il faut aussi compter avec les troubles psychiatriques souvent graves dont peuvent souffrir les survivants, militaires ou civils, exposés aux combats. Souvent ces troubles sont méconnus ou largement sous-évalués parce que peu spectaculaires et survenant à distance de l'affrontement armé. Telles sont, schématiquement résumées, les conclusions d'une série d'observations et de travaux réalisés ces dernières décennies par cette discipline médicale, trop ignorée qu'est la psychiatrie militaire ; des travaux auxquels le caractère de plus en plus meurtrier des conflits, et plus encore les récentes vagues d'attentats terroristes dans les pays occidentaux, ont malheureusement donné une nouvelle et dramatique actualité.

Il est intéressant de noter que le terme de *névrose traumatique* est apparu en psychiatrie à la fin du dix-neuvième siècle pour désigner les troubles que présentaient les victimes des premiers accidents de chemins de fer, écrit le professeur Claude Barrois (1). Le terme *syndrome de stress post-traumatique*, jusqu'alors réservé aux atteintes corporelles malgré un usage parfois métaphorique en littérature, s'est alors psychologisé. Il convient de noter qu'il ne suffit pas d'une menace abstraite pour susciter des symptômes de *névrose traumatique* : ceux-ci n'apparaissent que si le danger est effectif et immédiat, même si le sujet menacé est un alter ego.

Si l'on excepte une série de textes de l'Antiquité et du Moyen Âge relatifs à des symptômes évocateurs observés chez d'anciens combattants, les premières descriptions, conséquences d'un traumatisme psychique, sont faites à la fin du dix-neuvième siècle et durant le dix-huitième siècle. Philippe Pinel d'abord dans son *Traité médico-philosophique sur l'aliénation mentale*, les chirurgiens des armées napoléoniennes ensuite, recensent et détaillent des cas dont la pathogénie ne laisse aujourd'hui guère de doute. En 1863, Legouest écrit dans son *Traité de chirurgie d'armée* : « Il n'est pas hors de propos de faire remarquer ici qu'un certain nombre de militaires qui ont assisté à des batailles sanglantes sans avoir jamais été blessés sont pris, peu de



Beyrouth, 1983

temps après, de conceptions délirantes ayant trait au danger qu'ils ont couru, de délire furieux et quel quefois de démence. Un assez grand nombre de cas se sont produits pendant et après la campagne d'Orient.

#### « Sans chauvinisme ni dogmatisme »

A la même époque, dans les rangs de l'armée nordiste de la guerre de sécession américaine, on dénombra plusieurs milliers de cas de « *nostalgia* » parmi lesquels, note le professeur Barrois, « se reconnaissent des formes aiguës de *névrose traumatique* ».

Les remarquables avancées de la neuropsychiatrie et l'éclosion de ce qui devait devenir la psychanalyse associées à la fréquence et à l'ampleur des conflits armés (guerre franco-prussienne de 1870, guerre des Boers, guerre russo-japonaise de 1904-1905, etc.) contribuèrent progressivement à fixer ce cadre nosographique. Par la suite, la première

guerre mondiale devait donner lieu — dans les deux camps — à l'affrontement « au grand dommage des soldats », écrit le professeur Barrois, des thèses psychologisantes et organicistes avant que ne triomphât à la fin la perspective psychanalytique.

C'est ainsi que sur le plan thérapeutique, à partir de 1906, l'arsenal classique fit place à des techniques nouvelles (catharsis, associations libres, psychothérapie brève), les méthodes « disciplinaires » sombrant dans le discrédit. « Nous constatons ainsi qu'en pleine guerre les idées de Freud étaient déjà connues et appliquées sans chauvinisme ni dogmatisme (par les Britanniques il est vrai), même si la référence nominale au maître de Vienne n'était pas toujours explicite », précise le professeur Barrois.

D'autres drames (d'autres boucheries humaines) devaient, dans les années qui suivirent, aider à la démonstration. Ainsi, durant la seconde guerre mondiale, les évacuations pour raison psychiatrique représenteront près du quart des

rapatriements sanitaires. Cette proportion fut estimée à 14 % dans l'armée américaine pour la guerre du Vietnam (1965-1972), les spécialistes américains considérant d'autre part que 800 000 vétérans sur les 3 780 000 soldats qui participèrent à la campagne avaient, en 1979, besoin des services de consultation et de réadaptation spécialisés.

Pour certains auteurs, ce chiffre est encore trop optimiste et devrait, en fait, être doublé. De la même manière, les statistiques concernant les réactions psychiques aiguës au décours des conflits du Moyen-Orient font état de 30 % de pertes sanitaires (conflit israélo-arabe de 1973) ou de 23 % (opération israélienne au Liban en 1982). A l'inverse, lors de la campagne des Falcas de 1982, 2 % seulement des 446 blessés furent hospitalisés pour des troubles psychiques de guerre, un faible taux expliqué par le fait que les combattants britanniques appartenaient à des unités d'élite particulièrement bien entraînées.

Comment peut-on aujourd'hui définir les « *névroses de guerre* », ce sous-groupe appartenant à l'ensemble plus général des « *névroses traumatiques* » ? Cette définition due au psychiatre allemand Oppenheim correspond à des névroses qui trouvent leur origine dans un traumatisme psychologique de caractère violent et d'apparition brutale. Sans entrer dans les multiples conflits d'écoles auxquels cette entité a donné lieu depuis un siècle et sans préciser l'évolution des concepts concernant cette affection, on peut malgré tout décrire la névrose de

guerre comme l'association de symptômes évocateurs.

JEAN-YVES NAU  
Lire la suite page 20

### Le stress au front

Le militaire au combat peut-il, pour reprendre une célèbre formule, faire autre chose que marcher ou crever ? Comment, en d'autres termes, parvient-il à s'adapter au stress de guerre qui lui est imposé, puisque tous ne sont pas victimes de ces troubles névrotiques qualifiés « d'hypnose des batailles » dans le *Paris médical*, en 1915, par Millian ?

Le stress des combats est une réaction psychologique et physiologique d'alarme et de défense déclenchée chez le combattant à l'imminence du combat et durant celui-ci. « Réaction d'alarme, mobilisatrice d'attention et d'énergie, cette réaction de stress dédiant une fonction utile débouchant sur l'action adaptative, le geste salvateur », écrit le médecin-général Louis Crocq (1). « Toutefois, exagérée, incontrôlée, prolongée ou répétée, elle devient perturbatrice et nuisible, provoquant des comportements inadéquats ou des manifestations psychopathologiques durables et invalidantes. » Le psychiatre militaire distingue ainsi une série de réactions allant de l'émotion physiologiquement adaptée jusqu'à des réactions psychotiques (épisodes confusieux, bouffées délirantes, aigus ou psychoses maniaco-dépressives).

tées ou non. Pour les spécialistes, cette inadaptation peut notamment être observée chez les rascapés de violents pilonnages d'artillerie et de bombardements cataclysmiques. « Les survivants émergent des ruines, hébétés, stupéfaits, sans initiative ou mus seulement en un lent exode centrifuge qui les éloigne du centre de la catastrophe et leur fait gagner la périphérie en de longues files silencieuses, le long de sentiers improvisés dans les ruines, comme une procession de fantômes », écrit le docteur Crocq.

Tout le travail des psychiatres militaires consiste bien évidemment à tenter de réduire l'impact de ces troubles psychiques sur les performances des troupes. Il s'agit d'abord de détecter à titre préventif les personnalités fragiles et vulnérables et d'accoutumer les futurs combattants au stress. Il s'agit aussi de diagnostiquer au plus vite les troubles survenant lors des combats et, si possible, de les prendre en charge sans pour autant procéder à une évacuation sanitaire définitive. D'où la nécessité communément admise aujourd'hui d'une nouvelle psychiatrie militaire dite « *psychiatrie de l'avant* ».

J.-Y. N.

Les réactions collectives peuvent — elles aussi — être adaptées.

(1) « Le stress de guerre », in *Neuro-Psy*, volume 1, n° 9, mai 1986.

### Le « verlan » de la lecture

Les insuffisances du dépistage et de la prise en charge des dyslexies

**L**a dyslexie frappe de nombreux enfants en situation d'échec scolaire et ce handicap reste trop souvent méconnu. Un dépistage souvent trop tardif, un manque de filières spécifiques d'éducation, sont autant d'obstacles pour une prise en charge convenable de ces enfants. Après plusieurs redoublements, trop d'enfants dyslexiques échouent encore dans des classes de perfectionnement sans avoir fait l'objet d'un traitement. C'est pourquoi, à l'occasion d'un colloque organisé par l'Union nationale France dyslexie (UNFD) (1), les parents, les professionnels et les associations ont réclamé dans un manifeste adressé aux pouvoirs publics « la reconnaissance au sein de l'éducation spécialisée des troubles spécifiques neuropsychologiques » ainsi que « la création d'un certificat d'études complémentaires abordant la neuropsychologie de l'enfant pour les enseignants et le corps médical ».

« Nos enfants sont souvent mal perçus par leur environnement, remarque M. Jean-François Houllier, président de l'UNFD. Ils sont qualifiés de paresseux et se retrouvent marginalisés au sein de l'école et culpabilisés par leur entourage. » Tous les dyslexiques n'ont pas, comme Einstein, Léonard de Vinci, ou Winston Churchill, une destinée exceptionnelle !

La dyslexie se définit comme une incapacité à progresser dans l'apprentissage du langage écrit en dépit d'une intelligence suffisante et d'un contexte socio-éducatif

normal. En outre, cette incapacité ne doit pas être due à des difficultés sensorielles ou psychologiques préexistantes, et c'est à cause de l'imprécision de cette définition qu'on évalue mal l'ampleur de la dyslexie. Il n'existe pas en France d'étude épidémiologique mais d'autres pays estiment qu'entre 5 % et 12 % des enfants scolarisés sont atteints par ce handicap qui touche trois garçons pour une fille.

#### Dépistage précoce

Les causes restent obscures. De nombreuses hypothèses, neurologique, génétique, ou encore psychologique ont tenté d'expliquer ce phénomène. Le professeur Norman Geschwind avait, en 1984, montré que la dyslexie était liée à une asymétrie entre les deux hémisphères du cerveau, car des enfants dyslexiques décédés accidentellement présentaient une anomalie du cortex gauche, située au niveau de la zone du langage découverte par Broca il y a un siècle. Aujourd'hui, on n'arrive toujours pas à expliquer l'origine de ce phénomène.

« Il n'existe pas une étiologie mais une confection de facteurs neurobiologiques, génétiques, neurobiologiques, d'environnement, et éventuellement pédagogiques », explique le docteur Christophe Gérard, spécialiste de neuropsychologie de l'enfant (hôpital Robert-Debré, Paris). Il faut procéder à une approche plus fonctionnelle de ce handicap et pro-

gresser dans l'analyse neurolinguistique pour mieux aider ces enfants.

Toutes les dyslexies ne se ressemblent pas. Il en existe de différents types même si les typologies sont régulièrement remises en question. On distingue deux grands axes, en fonction des voies de lecture, suivant lesquelles on peut classer ces handicaps. Si la « voie phonologique » est perturbée, on parlera d'une dyslexie dysphonétique. L'accès au son est difficile. L'enfant perçoit les mots d'une manière globale et ne procède pas à une analyse phonémique, en associant les sons. En réalité, il « photographie » les mots et se constitue, en quelque sorte, une réserve dans laquelle il va puiser. L'acquisition de la lecture peut sembler bonne, si l'enfant fait son apprentissage par une méthode globale, mais très vite des limites peuvent apparaître.

Dans l'autre cas, c'est la voie « visuelle » qui est perturbée. Il s'agit d'une « dyslexie dysléxicographique ». Dans ce cas, l'enfant parvient à déchiffrer les lettres et à leur associer un son mais il n'arrive pas à organiser globalement cette analyse. L'enfant a du mal à photographier les mots nouveaux et doit passer par un décodage laborieux. « La dyslexie peut atteindre spécifiquement l'une de ces voies mais dans la majorité des cas les enfants ont des difficultés dans les deux », explique le docteur Paul Messerschmitt, pédo-psychiatre (hôpital Trousseau, Paris). En outre, certaines dyslexies semblent

être liées à un problème de vigilance et d'attention. Les enfants ont une mauvaise vigilance cognitive qui peut être associée à une instabilité motrice.

Le dépistage précoce des dyslexies est essentiel pour éviter les situations d'échec scolaire, et ne pas compromettre les chances de récupération liées principalement à une rééducation orthophonique. « Depuis deux ans environ, je rencontre régulièrement des adultes dyslexiques dont les handicaps étaient restés méconnus et qui finissent, pour la plupart, par douter d'eux-mêmes et de leur capacité de compréhension », remarque M<sup>me</sup> Marielle Cénat-Delbecq, orthophoniste (hôpital Trousseau, Paris). D'autres personnes, qui ont été dépistées mais dont la rééducation a échoué, viennent aussi me voir. Le plus souvent parce qu'elles butent sur une recherche d'emploi.

Chez l'enfant, certains signes précurseurs, sans être systématiques, doivent attirer l'attention comme les troubles du langage oral, de la latéralité, psychomoteurs, une difficulté d'orientation dans l'espace ou dans le temps, ou encore une confusion des lettres. Et c'est de la précocité de ce dépistage que dépend, en grande partie, l'avenir socioculturel de l'enfant.

MARTINE LARONCHE

(1) L'Union nationale France dyslexie (UNFD) a organisé, les 23, 24 et 25 janvier à Paris, au ministère de la Santé, un colloque intitulé « Lecture, dyslexie, illettrisme ».

ce mois-ci dans

## SCIENCE & L'AVENIR

### A QUOI SERT LA DOULEUR ?

Signal d'alarme, la douleur nous avertit d'une agression contre notre organisme. Quand elle persiste, elle devient un mal inutile.

MIGRAINES, LOMBAIGES, NEURALGIES, SOUFFRANCES DES GRANDS MALADES... ON PEUT VAINCRE LES DOULEURS.

#### Au même sommaire

- LA NAISSANCE DES ETOILES
- ECOLE : LA SCIENCE MAL-AIMEE
- LA LOIRE : FLEUVE INDOMPTABLE
- LE NOUVEAU MONDE DES IMAGES DE SYNTHÈSE

EN VENTE PARTOUT 24 F







22 La privatisation du commerce en Tchécoslovaquie  
- Tetra-Pak reprend Alfa-Laval

22 Les difficiles échéances d'Antenne 2  
23 Le débat sur le piratage des logiciels

24 Marchés financiers  
25 Bourse de Paris

## Les conséquences de la guerre du Golfe

### Avantage aux pétroliers

N'en parler jamais, y penser toujours. Enjeu invisible mais ô combien majeur et visible de cette guerre du Golfe (y compris sous forme de marée noire), le pétrole est au centre des préoccupations.

Le discours à dessein rassurant de l'AIE sur l'abondance de brut n'en cache pour autant le danger qu'une guerre de longue durée pourrait faire peser sur les approvisionnements mondiaux, la sauvegarde des installations soviétiques n'étant pas absolument garantie.

Les marchands d'armes ont dans un passé récent fait leurs choux gras du belicisme irakien. Au moment où Elf-Aquitaine annonce pour 1990 un résultat net provisoire en hausse de 46 % (et une baisse du carburant à la pompe de 8 centimes pour le super), on peut se demander si les pétroliers ne sont pas déjà les grands gagnants du conflit.

Bien sûr, les spécialistes ont été déconcertés de voir les cours du brut baisser au lendemain des premiers bombardements sur l'Irak. Mais cela ne peut faire oublier que, entre l'invasion du Koweït le 2 août et l'explosion de l'ultimatum des Nations unies le 15 janvier, les prix du baril sont passés de 18 dollars à 25 dollars, après un pic à 40 dollars en août et plusieurs semaines pendant lesquelles les cotations sont restées au-dessus de 30 dollars.

Sans préjuger de l'avenir, on peut considérer que, d'une certaine manière, un choc, sinon le choc, a eu lieu. Grâce à un trimestre trimestriel éblouissant, les compagnies pétrolières américaines ont ainsi enregistré des bénéfices en forte hausse. Entre octobre et décembre, les résultats de Mobil ont progressé de 46 % comparés à la même période de 1989. Ceux d'Amoco ont dans ce laps de temps augmenté de 68,6 %, ceux de Texaco de 35,2 %.

La baisse globale des valeurs pétrolières à la bourse de Paris depuis août vient corriger cette appréciation pour une raison simple : les majors du pétrole sont aussi bien souvent des raffineurs, des chimistes, voire des pharmaciens. Or ce qu'ils gagnent dans la production, ils perdent le repère en partie dans la chimie, dont la principale matière première, le naphtha, a vu ses prix doubler en six mois.

### L'AIE maintient son plan d'urgence

Réunie à Paris le lundi 28 janvier, l'AIE (Agence internationale de l'énergie) a décidé de maintenir en vigueur le 11 janvier, et qui prévoit de mettre à la disposition du marché 2,5 millions de barils par jour (Mb/j) de brut. « Malgré les hostilités, le marché pétrolier mondial est largement approvisionné, avec des stocks élevés et des capacités de raffinage supplémentaires disponibles si nécessaire », a précisé l'AIE dans un communiqué, estimant que les pays de l'OCDE pouvaient aisément mobiliser les quantités prévues.

L'organisation des consommateurs de pétrole a toutefois reconnu que la situation dans le Golfe demeurerait incertaine, et les hostilités continueraient à faire planer la menace d'interruption des approvisionnements. C'est pourquoi « des mesures d'intervention plus poussées pourraient rester en vigueur pendant une période prolongée si le besoin s'en faisait sentir », ajoute le communiqué, la direction de l'AIE se réservant la possibilité à tout moment de réexaminer son plan d'intervention.

## Elf Aquitaine annonce pour 1990 un bénéfice record

Hausse spectaculaire en 1990 des investissements (+ 31 %), du résultat net (+ 46 %) et du chiffre d'affaires (+ 17 %) ; tout va bien pour le groupe Elf Aquitaine, mieux placé que la plupart de ses concurrents pour faire face aux aléas d'une conjoncture pétrolière pour le moins agitée, et qui, lentement mais sûrement, rejoint le peloton des « majors » du pétrole.

Solide assis sur ses trois piliers — pétrole, chimie, pharmacie — tous bénéficiaires et considérablement renforcés ces dernières années, le groupe, de par ses implantations traditionnelles — Afrique, mer du Nord — et nouvelles — URSS — est de fait moins exposé que d'autres aux turbulences du Moyen-Orient, ce qui ne l'a pas empêché, comme toutes les compagnies, de profiter largement de l'envolée des prix du brut dans la seconde moitié de l'année.

M. Loïc Le Floch Prigent, PDG d'Elf Aquitaine, a souligné, en présentant mardi 29 janvier les résultats provisoires du groupe pour l'année 1990, les efforts accomplis par l'entreprise depuis un an pour améliorer ses capacités de réaction.

Trois exemples : d'une part, la réduction des délais nécessaires pour mettre en activité les nouveaux champs découverts en Angola, en Syrie, à Brunel, etc., l'année écoulée ayant été dans ce domaine particulièrement favorable ; d'autre part, l'assimilation des entreprises ou des secteurs rachetés ; et enfin, le développement accéléré dans les pays de l'Est.

« Mieux placé » en URSS, où il a été le premier groupe pétrolier à signer l'an dernier un important accord d'exploration-production classique, le groupe est aussi présent en Hongrie, où il a racheté un laboratoire pharmaceutique, et en Allemagne orientale, où il vient d'être retenu pour participer à hauteur de 5 % dans le capital de la société de distribution de gaz qui va être privatisée.

Elf a en effet engagé en 1990 un effort d'investissements très important : 31,5 milliards de francs, soit un tiers de plus que l'année précédente, (dont près de la moitié pour des acquisitions nouvelles) et ce dans tous les secteurs. Dans le pétrole, l'exploration-production, point fort traditionnel a racheté les permis de BP en France, et ceux de la Coparex

en Cameroun et en Norvège, ainsi tout récemment que 5 % supplémentaires du gisement de Kabi Cotonga au Gabon, mais le raffinage et la distribution, longtemps parents pauvres du groupe, n'ont pas été en reste, au contraire.

Désormais assaini et bénéficiaire, l'aval pétrolier entend se développer notamment hors des

liards contre 7,2 milliards en 1989 (+ 46 %). La comparaison entre les années 1989 et 1990 est toutefois faussée par l'existence d'éléments exceptionnels, notamment les provisions constituées pour l'Etat du Mexique, qui avaient en 1989 fortement diminué les performances. Hors éléments exceptionnels, les résultats du groupe devraient rester

LA CRISE DE 1991  
A EU DES RETOMBÉES  
FAVORABLES SUR NOS  
RÉSULTATS DE 1990.



frontières, il a repris l'an dernier, outre deux distributeurs français indépendants (Bianco et Tardy) les actifs d'Amoco en Grande-Bretagne et une participation de 25 % dans la Cepsa espagnole, auxquelles devraient s'ajouter d'ici peu Ertol, filiale du groupe chimique espagnol Ence.

Un chiffre d'affaires de 175 milliards de francs

La chimie a également poursuivi son expansion en achetant de gouvernements et d'entreprises, rachetés en 1989, et en acquérant, entre autres, la division PVC de Rio Rodano en Espagne. Seule la pharmacie a marqué une pause, très occupée à préparer le rachat de Sterling (groupe Kodak) aux Etats-Unis, qui vient de se concrétiser.

Le montant de ces investissements n'a pourtant en rien réduit les résultats du groupe. Pour un chiffre d'affaires dépassant désormais 175 milliards de francs — contre 150 milliards en 1989 — le groupe a réalisé l'an dernier un résultat net record de 10,5 mil-

à peu près stables, autour de 9,2 milliards, a précisé M. Le Floch Prigent. L'envolée des cours du brut au cours du second semestre a bien entendu gonflé les résultats opérationnels de l'exploration-production (+ 40 %), mais il a en contrepartie limité la progression des résultats de l'aval pétrolier (- 15 %), et pénalisé la chimie, laquelle a néanmoins constaté (sans Pennwalt ni Orkem) à vu ses résultats opérationnels diminuer de 25 %.

L'année écoulée, fort contrastée, a ainsi permis à Elf de faire la preuve de sa solidité, chacun de ses grands secteurs pouvant tout à tour soutenir les résultats lorsque la conjoncture se renverse (exploration-production lorsque les prix du brut s'envolent, chimie et raffinage lorsque les prix des produits pétroliers sont bas). Indice qui ne trompe pas, celui de l'emploi : pour la seconde année consécutive, le groupe a embauché, l'an dernier, 2 500 personnes, après plusieurs années de purge.

VÉRONIQUE MAURUS

## Les négociations sur l'union monétaire de l'Europe

### L'Espagne et la France prônent le renforcement de l'écu

Les ministres des finances de la CEE se sont attachés, lundi 28 janvier, au cours de la deuxième réunion à leur niveau de la Conférence intergouvernementale (CIG), à reconstruire le débat sur l'union économique et monétaire (UEM). Les onze pays qui, lors du conseil européen de Rome en octobre 1990 (Rome II), avaient approuvé les orientations devant servir de base aux réflexions de la CIG ont confirmé sans ambiguïté cet accord, ainsi d'ailleurs que leur volonté d'œuvrer pour qu'au bout du compte le Royaume-Uni les rejoigne et participe pleinement à l'UEM.

BRUXELLES (Communauté européennes)  
de notre correspondant

Les contributions présentées par l'Espagne et par la France — dans ce deuxième cas sous la forme d'un projet de traité — ont facilité le travail de clarification. Elles ont montré que le souci de chercher un *modus vivendi* avec Londres ne signifiait ni une adhésion au projet d'écu lourd (*hard eco*) conçu par l'ancien chancelier de l'échiquier M. John Major ni surtout un quelconque inflexionnement par rapport aux objectifs de l'UEM adoptés par les onze. M. Jacques Delors, qui, en décembre à Rome, manifestait son inquiétude et évoquait la pos-

sibilité d'une crise politique dans le cas où les débats s'écarteraient trop nettement de la trajectoire dessinée en octobre, se montrait lundi soir tout à fait rassuré.

Il faisait valoir que sur au moins quatre des principaux points posant encore problème, et qui devraient par conséquent constituer l'essentiel de la tâche de la CIG (le contenu de l'union économique ; la cohésion économique et sociale ; la période de transition, c'est-à-dire la définition de la deuxième étape ; le rôle de l'écu ; la gestion de la politique monétaire et de change vis-à-vis de l'extérieur ; les institutions de l'UEM), les contributions française et espagnole devraient permettre de rapprocher les points de vue.

Un pouvoir économique communautaire

Le projet français est divisé en cinq parties : la politique économique, la politique monétaire, la politique monétaire extérieure, les dispositions institutionnelles, les dispositions transitoires. L'objectif final — une politique monétaire unique appliquée par une banque centrale commune au service d'une monnaie unique — non seulement n'est pas publié, mais demeure solidement installé au centre de la réflexion.

Un compromis possible avec le projet anglais, absent du texte français, avait été évoqué au cours des dernières semaines à Paris. Les Français, constatant qu'il

n'est pas d'union monétaire possible sans convergence effective des performances économiques, ils prônent, sans pour autant changer les institutions, la montée en puissance d'un véritable pouvoir économique communautaire, assorti d'un droit de sanction à l'égard des pays indisciplinés. On attendait les Espagnols et les Français sur la phase transitoire, celle qui commencera le 1<sup>er</sup> janvier 1994, sur l'opinion qu'ils exprimeront quant à la possibilité d'instaurer alors un écu lourd tel que l'envisage M. Major, treizième monnaie circulant parallèlement aux monnaies nationales, conçue comme ne pouvant pas se dévaluer par rapport aux monnaies fortes de la CEE et bénéficiant de la part des différentes autorités nationales, ainsi que du fonds européen à mettre en place, d'interventions sur le marché, d'actions de politique monétaire destinées à en assurer le succès.

De fait, les Espagnols comme les Français, d'accord sur ce point avec les Britanniques, préconisent le renforcement de l'écu comme facteur dynamique pour se préparer à la troisième étape, celle de la monnaie unique. Cependant, l'écu que proposent les Espagnols, certes ne se dévaluerait pas par rapport aux monnaies les plus fortes de la CEE, mais resterait un « panier » (composé d'un certain pourcentage de chacune des monnaies nationales). Il ne deviendrait donc pas, comme dans le schéma de M. Major, une treizième monnaie

impliquant une gestion monétaire propre. Celle-ci, pense-t-on à Madrid, mais aussi à Paris même si on s'abstient de le proclamer, ne ferait que compliquer le fonctionnement de l'Europe monétaire et par là même retarder le passage à la troisième étape ainsi qu'à la monnaie unique.

M. Pierre Bérégovoy quant à lui se montre très désireux d'explorer la recherche d'un arrangement avec les Britanniques. « Nous souhaitons tous qu'il (l'écu) devienne dès que possible une monnaie forte et stable ; le projet français en pose le principe et ne tranche pas à ce stade sur la modalité la plus adaptée. J'ai déjà dit qu'il y avait là un beau sujet de réflexion et que la proposition détaillée faite par nos collègues britanniques méritait un examen attentif qui serait d'autant plus positif qu'il pourrait accélérer le processus conduisant à la monnaie unique », a-t-il déclaré.

Des commentaires entendus au sein de la délégation française, il apparaît cependant que Paris est également conscient des inconvénients et des lourdeurs du projet d'écu-monnaie parallèle, et pourrait se rallier à une formule voisine de celle proposée par les Espagnols. M. Theo Waigel, le ministre allemand des finances, n'a guère ravi son auditoire en expliquant que, selon lui, la création d'une banque centrale commune dès la seconde étape ne s'imposait guère. PHILIPPE LEMAITRE

## Le président Bush diffère les réformes économiques

Avant même que M. George Bush ne prononce son traditionnel message sur l'état de l'Union, le mardi 29 janvier dans la soirée, le porte-parole du président américain, M. Martin Fitzwater, a fait savoir que, compte tenu de la situation internationale, M. George Bush a retardé de son discours, à la dernière minute ou presque, tout un pan de mesures concernant l'économie américaine, préférant se concentrer sur la « tempête du désert ».

NEW-YORK

de notre correspondant

« Ce discours permettra de savoir ce que le président pense du conflit, ce qu'il signifie pour le pays, ce qu'il signifie aussi pour l'économie », a indiqué, le 28 janvier, le porte-parole présidentiel. Dans cet esprit, le président a notamment retiré de son allocution le passage concernant le chapitre sur l'énergie où d'importantes économies sont considérées comme nécessaires aux Etats-Unis (le Monde du 29 janvier), un texte visant à accroître les dépenses consacrées à la recherche et au développement et, surtout, le vaste projet de réforme du système bancaire, actuellement soumis à rude épreuve. D'après M. Fitzwater, la publication de ces nouvelles dispositions n'a été reportée que de quelques jours et elles seront annoncées au début du mois de février.

Le dossier bancaire en suspens

Le dossier bancaire est le plus urgent à traiter. En concertation avec les milieux professionnels et avec les différentes commissions du Congrès, l'administration a élaboré des mesures visant à assouplir la réglementation de l'activité bancaire tout en accroissant les moyens de contrôle (abolition des barrières d'un Etat à l'autre, possibilité pour les banques commerciales de s'orienter vers des activités de banques d'affaires, renforcement des organismes de supervision, rôle accru confié à la Réserve fédérale...) et avec pour objectif immédiat de renforcer le système d'assurance des dépôts. Ainsi, il sera sans doute décidé de les assurer à l'avenir à hauteur de

100 000 dollars par personne et non pas par autant de comptes ouverts dans une banque comme c'est le cas actuellement.

La réforme rapide du système d'assurance pratiqué par la Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC) s'impose chaque jour davantage. A la fin de décembre 1990, cet organisme fédéral ne disposait plus que de 9 milliards de dollars en caisse pour faire face à de nouvelles défaillances, après les 170 faillites de banques enregistrées l'année dernière et au vu des 1 200 établissements figurant sur la « liste rouge » établie par la FDIC. Ces derniers jours, la situation s'est encore aggravée. La déconfiture de la Bank of New England, remise à flot sur ordre du Trésor, va coûter 2,3 milliards de dollars. Il s'agit là d'un des sinistres les plus importants que l'industrie bancaire ait connus.

Compte tenu des autres faillites prévisibles au cours des prochains mois, la FDIC sera à court d'argent à la fin de décembre, ont indiqué, le 28 janvier à Washington, des représentants des milieux bancaires. Pis, au rythme actuel des défaillances, cet organisme sera confronté à un déficit de 22 milliards de dollars pour les cinq prochaines années, ce qui signifie que, théoriquement, les 2 000 milliards de dollars déposés dans les banques américaines ne seront plus assurés à cette date ! Pour sa part, le président de la FDIC, M. William Seidman, qui, depuis des mois, n'arrête pas de tirer la sonnette d'alarme, estime que, dans la meilleure des hypothèses, il terminera l'année avec 3 ou 4 milliards en caisse. Pas plus.

Pour parer au plus pressé, cet organisme de garantie des dépôts des particuliers a pu relever, depuis le 1<sup>er</sup> janvier, la prime d'assurance des banques pour la porter de 0,12 % à 0,195 %, le maximum prévu par la loi actuelle. Mais, compte tenu de l'ampleur des besoins, cette mesure est insuffisante pour recapitaliser convenablement ce fonds. Aussi la Réserve fédérale, le Trésor et la FDIC vont-ils s'attaquer plutôt à la racine du mal — la fragilisation excessive de l'ensemble du système bancaire — au lieu de se contenter de panser des blessures. Mais la tâche sera d'une tout autre ampleur.

SERGE MARTI

## INSOLITE

### Jeux de guerre

La guerre en direct sur l'écran de leur téléviseur ne suffit pas. Certains rêvent en plus de vivre les sensations d'un pilote de chasse. Du coup, au Salon du jouet qui se déroule actuellement au parc des expositions de Villepinte, près de Paris, les adultes s'arment les jeux guerriers. En tête de ce triste hit-parade : le simulateur de vol « F 19 Stealth fighter ». L'avion ultra secret en mission dans le Golfe a vu ses ventes augmenter de 60 % chez les grands distributeurs. Le fabricant français de maquettes Heller enregistre pour sa part une hausse des commandes du porte-avion américain Forrestal, lui aussi engagé dans le Golfe. Alors que celles du porte-hélicoptères français qui ne participe pas aux opérations semblent stagner.

Les enfants sont plus raisonnables : ils semblent moins que leurs parents avoir envie de jouer à la guerre. D'ailleurs les fabricants de jouets traditionnels parlent sur un registre plus calme à l'égard des jeux de guerre.

Le Monde  
PUBLICITÉ FINANCIÈRE  
Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4330



## ÉCONOMIE

## AFFAIRES

## Alliance dans l'agroalimentaire

## Le géant mondial Tetra-Pak reprend Alfa-Laval

**STOCKHOLM**  
de notre correspondant  
L'affaire a été annoncée, le lundi 28 janvier, à Stockholm, et c'est une des plus importantes jamais conclues en Suède. Alfa-Laval, spécialiste du traitement des produits laitiers et grand fournisseur d'équipements automatisés pour l'industrie agroalimentaire à travers le monde, est passé pour la somme de 16 milliards de couronnes (14,4 milliards de francs) entre les mains de Tetra-Pak, géant mondial de l'emballage de produits laitiers et de jus de fruits. Deux entreprises multinationales qui se posent bien et qui, selon M. Bertil Hagman, le PDG de Tetra-Pak, seront en mesure d'atteindre ensemble des objectifs inaccessibles séparément à chacune. Satisfaisant, le PDG d'Alfa-Laval, M. Lars Kyhlberg, estime que, « compte tenu du fait que l'agroalimentaire est la division du groupe qui connaît l'expansion la plus rapide, la combinaison avec Tetra-Pak sera inimitable ». Les grands actionnaires d'Alfa-Laval, dont les parts sont rachetées dans leur totalité et 60 % au-dessus du cours boursier, qui plus est comptant, se montrent également très satisfaits.

Pour les deux grands propriétaires, c'est une excellente affaire. Le groupe Wallenberg, dont les deux sociétés de financement Investor et Providentia

contrôlent 15 % du capital et 30 % des voix, peut ainsi retrouver des forces. En 1990, il avait subi deux saignées consécutives avec d'une part le rachat par le géant forestier Stora de l'allemand Feldmühle et d'autre part le rachat de la filiale de Stora-Scania - pour 4 milliards de couronnes - de l'ensemble financier Svan-Olef Johansson. L'autre grand propriétaire, la société de construction et d'immobilier Lundberg, fait un rondet profit de 1,7 milliard de couronnes. Le gouvernement suédois devrait donner le feu vert.

Alfa-Laval ne changera pas de nom et ne sera pas morcelée. Tetra-Pak en a donné l'assurance. Son siège sera transféré à Lausanne, où Tetra-Pak a émigré depuis longtemps, tout comme les raisons fiscales. Entreprise familiale pure, Tetra-Pak avec ses 13 000 employés, trente sociétés à travers le monde, principalement au Japon et en Europe, a fait en 1990 un chiffre d'affaires estimé à 27 milliards de couronnes et environ 4 milliards de bénéfices. Alfa-Laval, numéro 1 mondial des équipements de traite de lait, compte 20 000 employés, réalise un chiffre d'affaires de 18 milliards de couronnes, et un bénéfice qui devrait avoisiner 2 milliards. Ensemble, les deux contrôleront toute la chaîne, de la vache à la table du petit-déjeuner.

FRANÇOISE NIÉTO

## REPÈRES

## FINANCES PUBLIQUES

## Le déficit budgétaire américain pourrait atteindre 318 milliards de dollars en 1991

M. Richard Darman, directeur du budget à la Maison Blanche, a déclaré dimanche 27 janvier au cours d'une émission télévisée que le déficit budgétaire pour l'année 1991 (qui se terminera le 30 septembre) pourrait atteindre 318 milliards de dollars. Ce chiffre est très supérieur aux 255 milliards de dollars qui avaient été prévus, coût de la guerre non compris. M. Richard Darman a justifié ce dépassement par les déficits de certains établissements bancaires mais aussi par le ralentissement de la croissance économique. Le responsable du budget a toutefois exclu une hausse des impôts.

## BALANCE DES PAIEMENTS

## Un prêt de 2,2 milliards d'euros pour la Grèce

Les ministres des finances de la CEE, réunis à Bruxelles lundi 28 janvier, ont décidé d'octroyer à la Grèce un prêt communautaire de 2,2 milliards d'euros (15,4 milliards de francs) afin d'aider à la mise en œuvre d'un programme d'austérité. Ce programme, négocié avec les responsables de la CEE, doit s'échelonner sur trois ans, entre 1991 et 1993.

Une première tranche de 1 milliard d'euros sera déboursée dès cette année, le reste étant conditionné par les avancées de la reconstruction économique du pays. En 1985, la Grèce avait déjà reçu un prêt communautaire de 1,75 milliard d'euros.

## ÉTRANGER

## Première vente aux enchères de biens d'Etat

## Plusieurs magasins de Prague ont été rachetés par des particuliers

Une vingtaine de magasins ont été vendus à des particuliers samedi 26 et dimanche 27 janvier à Prague, au cours de la première vente aux enchères de biens d'Etat organisée par le gouvernement tchécoslovaque.

## PRAGUE

« Argent sale », étranger ou emprunté à la banque ont fait rapidement monter les enchères - plusieurs millions de couronnes au total - sous la direction d'un jeune commissaire-priseur. Le ministre tchèque de la privatisation, M. Tomas Jizek, offrait un petit marteau de bois à chaque nouvel acquéreur.

Ouverte dans une salle comble et attentive au discours-mode d'emploi du commissaire-priseur, la première vente de locaux commerciaux ou simples pas-de-porte était tout d'abord réservée aux citoyens tchécoslovaques. Au cas où certains magasins n'auraient pas trouvé acquéreur, les enchères pouvaient reprendre à 50 % du prix d'ouverture : si cela restait encore sans effet, un second tour, ouvert aux étrangers, était prévu.

Chacun des magasins d'alimentation, de textile ou de quincaillerie proposés a néanmoins trouvé un acquéreur. On remarquait quelques « conseillers » étrangers assis auprès d'acheteurs tchécoslovaques, et un bon nombre d'étrangers parlant le tchèque, c'est-à-dire d'émigrés.

## « Le remboursement sera dur »

Le premier magasin de fruits et légumes mis aux enchères, situé dans le 3<sup>e</sup> arrondissement de Prague, fut offert pour 11 000 couronnes (2 000 francs), avec un stock de 68 300 couronnes à reprendre (pour lequel la Banque commerciale offrait un crédit de 30 000 couronnes). Après un court affrontement entre une dizaine de candidats, l'offre fut emportée pour 580 000 couronnes par une Tchèque propriétaire d'une entreprise d'importation de fruits du Proche-Orient.

L'événement de la journée de samedi fut l'acquisition d'un magasin d'alimentation de Prague 5 (Zbraslav) par sa directrice actuelle, venue avec le soutien de ses collègues. Seules deux personnes s'étaient portées candidates sur un prix d'envoi de 892 000 couronnes, et l'affaire fut emportée pour 1 650 000 couronnes, par, il est vrai, la propriétaire.

L'événement de la journée de samedi fut l'acquisition d'un magasin d'alimentation de Prague 5 (Zbraslav) par sa directrice actuelle, venue avec le soutien de ses collègues. Seules deux personnes s'étaient portées candidates sur un prix d'envoi de 892 000 couronnes, et l'affaire fut emportée pour 1 650 000 couronnes, par, il est vrai, la propriétaire.

L'événement de la journée de samedi fut l'acquisition d'un magasin d'alimentation de Prague 5 (Zbraslav) par sa directrice actuelle, venue avec le soutien de ses collègues. Seules deux personnes s'étaient portées candidates sur un prix d'envoi de 892 000 couronnes, et l'affaire fut emportée pour 1 650 000 couronnes, par, il est vrai, la propriétaire.

L'événement de la journée de samedi fut l'acquisition d'un magasin d'alimentation de Prague 5 (Zbraslav) par sa directrice actuelle, venue avec le soutien de ses collègues. Seules deux personnes s'étaient portées candidates sur un prix d'envoi de 892 000 couronnes, et l'affaire fut emportée pour 1 650 000 couronnes, par, il est vrai, la propriétaire.

du magasin, Radiense, M. Wehlein, avait affirmé s'être vu offrir un prêt bancaire « dont le remboursement sera dur ». Un magasin d'électricité fut ensuite acquis par une coopérative pour plus de quatre millions de couronnes, mais cette vente fut déclinée, car seuls les particuliers avaient le droit de participer aux enchères.

Ravi, M. Jizek s'est dit « surpris que les prix soient montés aussi haut ». L'argent recueilli, a-t-il précisé, ira dans un fond spécial pour financer la restitution de certaines propriétés confisquées par le régime communiste et aussi pour des crédits au secteur privé.

Deux jeunes gens à l'allure prospère, venus en spectacle le premier jour, convoitaient un magasin d'alimentation du centre de Prague, qu'ils voulaient transformer en brasserie. Dimanche, l'air désespéré, ils avouaient que les enchères du jour dépassaient de loin leurs possibilités. Une boutique de vêtements fut enlevée pour 3,5 millions de couronnes par un tchécoslovaque vivant en Autriche. Le magasin fut racheté par Liška, propriétaire de quelques magasins de fourrure à la fin.

Après ce premier essai, de telles ventes auront lieu à la mi-février dans le reste du pays. Mais beaucoup reprochent au plan de privatisation son manque de coordination. La loi de restitution n'a pas encore rendu leur patrimoine aux propriétaires de biens confisqués par les communistes après 1948. C'est la raison pour laquelle la grande attraction prévue du week-end, la mise aux enchères de la propriété d'origine s'étant manifestée.

ANNE DASTAKIAN

## TRANSPORTS

## Le maire de Malmort crée une police municipale anti-TGV

**MARSEILLE**  
de notre correspondant  
Le projet de TGV-Méditerranée semble stimuler l'imaginaire des opposants. On s'en est rendu compte lors du débat organisé, samedi 26 janvier à Marseille sur l'initiative de la CARDE (Coordination associative régionale de défense de l'environnement) que préside M. Gérard Perrier, qui réunissait techniciens et élus locaux. Parmi les participants, le maire de Malmort, M. Pierre Lazard, directeur du projet, M. Georges Frêche, député et maire (PS) de Montpellier, et M. Jean-François Picheral, maire (PS) d'Aix-en-Provence.

Lors des débats, au cours desquels on a confirmé que la direction de la CIDE d'Aix était définitivement abandonnée, un ingénieur en transport, M. Robert Giry, a détaillé un projet qui ferait passer le futur TGV... dans le lit de la Durance. Un autre ingénieur, M. Bernard Morice, a proposé une économie de 3 milliards de francs, une réduction de trajet de 60 kilomètres et la traversée de vingt-six communes au lieu de quarante-six en utilisant les « couloirs de passages » des lignes SNCF et des autoroutes.

Mais la palme de l'initiative revient sans doute à M. Daniel Conte, maire de Malmort, village où se trouve le « noyau dur » des opposants au tracé. Un arrêté municipal pris au début de l'année par l'ensemble du conseil municipal de Malmort interdit « le passage sur la commune de tout personnel de la SNCF ou des personnes travaillant pour elle qui viendraient étudier et travailler sur le tracé ». Par précaution, le maire de Malmort a pris un autre arrêté pour interdire aux hélicoptères de survoler l'emplacement du futur tracé, qui coupe la commune en deux. M. Conte a créé une police municipale anti-TGV pour les faire respecter.

L'engouement d'utilité publique promet d'être animé...

JEAN CONTRUCCI

Augmentation des dépenses de consommation aux États-Unis. Les dépenses de consommation aux États-Unis ont augmenté de 0,7 % en décembre après une progression de 0,1 % en novembre. Les revenus des ménages américains ont, quant à eux, augmenté de 0,7 % en décembre, chiffre le plus élevé depuis mars 1990 (+0,7 %). Le taux d'épargne des ménages est resté stable au fin d'année mais a légèrement baissé en 1990, revenant à 4,3 % du revenu disponible contre 4,6 % en 1989.

## INDUSTRIE

## La commercialisation de la « pilule abortive »

## Le Conseil d'Etat désavoue le ministre de la santé à propos du RU-486

Le Conseil d'Etat vient d'annuler la « mise en demeure » qu'avait faite en 1988 le gouvernement au groupe pharmaceutique Roussel-Uclaf, imposant ainsi à ce dernier de ne pas suspendre, comme il disait alors le souhaiter, la distribution du RU-486, nouveau médicament contraceptif, dans les centres français d'orthogénèse. Cette décision tardive ne modifie rien la commercialisation de ce produit, utilisé aujourd'hui dans 20 à 25 % des interruptions volontaires de grossesse.

La décision du Conseil d'Etat met un terme à une affaire qui avait déclenché à la fin de l'année 1988 un débat passionnel autour de l'avortement et de sa légitimité. Annonçant, suite aux inquiétudes du groupe allemand Hoechst, sa maison mère, son intention de cesser la distribution en France du RU-486, Roussel-Uclaf avait été « mis en demeure » par M. Claude Evrin, alors ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, de ne pas appliquer cette décision. Soutenu en définitive par l'initiative gouvernementale, les dirigeants de Roussel-Uclaf devaient très vite revenir sur leur intention initiale, la distribution du RU-486 ne subissant ainsi aucune perturbation. Pour prononcer sa « mise en demeure », M. Evrin s'était appuyé sur l'article 37 de la loi du 2 janvier 1968 relative aux brevets d'invention. Celle-ci prévoit notamment que, pour des motifs de santé publique, le ministre de la santé peut saisir le ministre chargé de la propriété industrielle afin de prendre les mesures nécessaires pour assurer la continuité de la diffusion d'un médicament. Ce dispositif pouvait fort opportunément être appliqué dans l'entourage de M. Evrin, s'agissant au cas d'RU-486.

On indique aujourd'hui qu'il n'avait jamais été mis en œuvre, un accord à l'amiable ayant rapidement pu être trouvé, entre le ministre et la direction de Roussel-Uclaf. Six associations anti-avortement (1) devaient par la suite attaquer devant le Conseil d'Etat le bien-fondé de la décision ministérielle. Elles viennent aujourd'hui d'obtenir gain de cause. M. Bernard Stirn, commissaire du gouvernement, observant en substance dans ses conclusions qu'à l'époque le RU-486 n'avait pas encore obtenu son autorisation de mise sur le marché et ne pouvait donc pas, en tout cas, être concerné par l'article 37 de la loi du 2 janvier 1968.

Plus de deux ans après la polémique, la décision du Conseil d'Etat ne modifiera en rien la distribution du RU-486 dans les centres français d'orthogénèse. « Ce produit est aujourd'hui utilisé dans 20 à 25 % des interruptions volontaires de grossesse réalisées en France et devrait dans quelques mois obtenir son autorisation de mise sur le marché en Grande-Bretagne », explique le docteur André Ullmann (Roussel-Uclaf), l'un des concepteurs du médicament. « La seule modification concerne l'extension des contre-indications aux femmes ayant souffert d'une pathologie cardiovasculaire, fumeuses ou âgées de plus de trente-cinq ans ».

C'est donc en définitive une bien majeure satisfaction qu'obtiennent aujourd'hui les adversaires de l'avortement, d'autant qu'il y a quelques semaines le Monde daté 23-24 décembre 1990 le Conseil d'Etat avait annulé la loi sur l'interruption volontaire de grossesse de 1975 s'étant, en dépit de ce qu'ils soutenaient, nullement contraire aux droits de l'homme.

JEAN-YVES NAU

(1) Il s'agit de la Confédération nationale des associations familiales catholiques, de l'Union syndicale des professionnels de santé respectant la vie humaine, de l'Union syndicale des médecins catholiques, de la Fédération des associations de médecins de l'Association pour la formation de conscience à l'égard de la vie humaine, de l'Association pour la formation de conscience à l'égard de la vie humaine, de l'Association pour la formation de conscience à l'égard de la vie humaine.

On indique aujourd'hui qu'il n'avait jamais été mis en œuvre, un accord à l'amiable ayant rapidement

Le déficit budgétaire de la chaîne dépasserait 600 millions de francs en 1990, qui viennent s'ajouter aux déficits antérieurs, 99 millions en 1988 et 329 millions en 1990, pour constituer un « trou » de trésorerie dont la charge alourdit les frais financiers.

Car le déficit budgétaire de la chaîne dépasserait 600 millions de francs en 1990, qui viennent s'ajouter aux déficits antérieurs, 99 millions en 1988 et 329 millions en 1990, pour constituer un « trou » de trésorerie dont la charge alourdit les frais financiers.

Le déficit comptable de la chaîne affichée pour 1990 pourrait cependant être moindre, voire inférieur à 200 millions. Il dépendra des options comptables prises par la nouvelle direction. Au lieu de pratiquer des amortissements dérogatoires et anticipés, qui n'ont d'intérêt que fiscal, Antenne 2 pourrait, par exemple, se contenter d'amortir ses programmes lors de leur diffusion, et réintégrer des provisions passées les années précédentes, qui s'élevaient à plus de 400 millions. Ou bien la chaîne pourrait ne plus amortir à 100 % ses programmes à leur première diffusion, et ainsi étaler ses charges dans le temps, comme le fait déjà TF1. Cette option, qui a les faveurs de la tutelle, rapprocherait les chiffres de la réalité économique puisque, même diffusée, une fiction a encore de la valeur.

Mais ces variantes comptables laisseraient intact le handicap financier d'une chaîne confrontée comme les autres aux surcoûts de la guerre du Golfe. A raison de plus de 600 000 francs par jour, la couverture du conflit viendrait alourdir l'addition de

Le déficit comptable de la chaîne affichée pour 1990 pourrait cependant être moindre, voire inférieur à 200 millions. Il dépendra des options comptables prises par la nouvelle direction. Au lieu de pratiquer des amortissements dérogatoires et anticipés, qui n'ont d'intérêt que fiscal, Antenne 2 pourrait, par exemple, se contenter d'amortir ses programmes lors de leur diffusion, et réintégrer des provisions passées les années précédentes, qui s'élevaient à plus de 400 millions. Ou bien la chaîne pourrait ne plus amortir à 100 % ses programmes à leur première diffusion, et ainsi étaler ses charges dans le temps, comme le fait déjà TF1. Cette option, qui a les faveurs de la tutelle, rapprocherait les chiffres de la réalité économique puisque, même diffusée, une fiction a encore de la valeur.

Mais ces variantes comptables laisseraient intact le handicap financier d'une chaîne confrontée comme les autres aux surcoûts de la guerre du Golfe. A raison de plus de 600 000 francs par jour, la couverture du conflit viendrait alourdir l'addition de

M. C. L.

Le déficit comptable de la chaîne affichée pour 1990 pourrait cependant être moindre, voire inférieur à 200 millions. Il dépendra des options comptables prises par la nouvelle direction. Au lieu de pratiquer des amortissements dérogatoires et anticipés, qui n'ont d'intérêt que fiscal, Antenne 2 pourrait, par exemple, se contenter d'amortir ses programmes lors de leur diffusion, et réintégrer des provisions passées les années précédentes, qui s'élevaient à plus de 400 millions. Ou bien la chaîne pourrait ne plus amortir à 100 % ses programmes à leur première diffusion, et ainsi étaler ses charges dans le temps, comme le fait déjà TF1. Cette option, qui a les faveurs de la tutelle, rapprocherait les chiffres de la réalité économique puisque, même diffusée, une fiction a encore de la valeur.

Mais ces variantes comptables laisseraient intact le handicap financier d'une chaîne confrontée comme les autres aux surcoûts de la guerre du Golfe. A raison de plus de 600 000 francs par jour, la couverture du conflit viendrait alourdir l'addition de

M. C. L.

Le déficit comptable de la chaîne affichée pour 1990 pourrait cependant être moindre, voire inférieur à 200 millions. Il dépendra des options comptables prises par la nouvelle direction. Au lieu de pratiquer des amortissements dérogatoires et anticipés, qui n'ont d'intérêt que fiscal, Antenne 2 pourrait, par exemple, se contenter d'amortir ses programmes lors de leur diffusion, et réintégrer des provisions passées les années précédentes, qui s'élevaient à plus de 400 millions. Ou bien la chaîne pourrait ne plus amortir à 100 % ses programmes à leur première diffusion, et ainsi étaler ses charges dans le temps, comme le fait déjà TF1. Cette option, qui a les faveurs de la tutelle, rapprocherait les chiffres de la réalité économique puisque, même diffusée, une fiction a encore de la valeur.

Mais ces variantes comptables laisseraient intact le handicap financier d'une chaîne confrontée comme les autres aux surcoûts de la guerre du Golfe. A raison de plus de 600 000 francs par jour, la couverture du conflit viendrait alourdir l'addition de

M. C. L.

Le déficit comptable de la chaîne affichée pour 1990 pourrait cependant être moindre, voire inférieur à 200 millions. Il dépendra des options comptables prises par la nouvelle direction. Au lieu de pratiquer des amortissements dérogatoires et anticipés, qui n'ont d'intérêt que fiscal, Antenne 2 pourrait, par exemple, se contenter d'amortir ses programmes lors de leur diffusion, et réintégrer des provisions passées les années précédentes, qui s'élevaient à plus de 400 millions. Ou bien la chaîne pourrait ne plus amortir à 100 % ses programmes à leur première diffusion, et ainsi étaler ses charges dans le temps, comme le fait déjà TF1. Cette option, qui a les faveurs de la tutelle, rapprocherait les chiffres de la réalité économique puisque, même diffusée, une fiction a encore de la valeur.

Mais ces variantes comptables laisseraient intact le handicap financier d'une chaîne confrontée comme les autres aux surcoûts de la guerre du Golfe. A raison de plus de 600 000 francs par jour, la couverture du conflit viendrait alourdir l'addition de

M. C. L.

## Les utilisations

## « Nous ne sommes pas des robots »

Pour lutter contre le chômage, les entreprises doivent être encouragées à utiliser les compétences de leurs salariés. C'est le message principal de la loi sur la formation professionnelle, votée en décembre 1990. Elle vise à encourager les entreprises à former leurs salariés, à leur offrir des possibilités de promotion, à leur permettre de participer à la gestion de l'entreprise. La loi vise également à encourager les entreprises à utiliser les compétences de leurs salariés, à leur offrir des possibilités de promotion, à leur permettre de participer à la gestion de l'entreprise.

Pour lutter contre le chômage, les entreprises doivent être encouragées à utiliser les compétences de leurs salariés. C'est le message principal de la loi sur la formation professionnelle, votée en décembre 1990. Elle vise à encourager les entreprises à former leurs salariés, à leur offrir des possibilités de promotion, à leur permettre de participer à la gestion de l'entreprise. La loi vise également à encourager les entreprises à utiliser les compétences de leurs salariés, à leur offrir des possibilités de promotion, à leur permettre de participer à la gestion de l'entreprise.

Pour lutter contre le chômage, les entreprises doivent être encouragées à utiliser les compétences de leurs salariés. C'est le message principal de la loi sur la formation professionnelle, votée en décembre 1990. Elle vise à encourager les entreprises à former leurs salariés, à leur offrir des possibilités de promotion, à leur permettre de participer à la gestion de l'entreprise. La loi vise également à encourager les entreprises à utiliser les compétences de leurs salariés, à leur offrir des possibilités de promotion, à leur permettre de participer à la gestion de l'entreprise.

Pour lutter contre le chômage, les entreprises doivent être encouragées à utiliser les compétences de leurs salariés. C'est le message principal de la loi sur la formation professionnelle, votée en décembre 1990. Elle vise à encourager les entreprises à former leurs salariés, à leur offrir des possibilités de promotion, à leur permettre de participer à la gestion de l'entreprise. La loi vise également à encourager les entreprises à utiliser les compétences de leurs salariés, à leur offrir des possibilités de promotion, à leur permettre de participer à la gestion de l'entreprise.

Pour lutter contre le chômage, les entreprises doivent être encouragées à utiliser les compétences de leurs salariés. C'est le message principal de la loi sur la formation professionnelle, votée en décembre 1990. Elle vise à encourager les entreprises à former leurs salariés, à leur offrir des possibilités de promotion, à leur permettre de participer à la gestion de l'entreprise. La loi vise également à encourager les entreprises à utiliser les compétences de leurs salariés, à leur offrir des possibilités de promotion, à leur permettre de participer à la gestion de l'entreprise.

Pour lutter contre le chômage, les entreprises doivent être encouragées à utiliser les compétences de leurs salariés. C'est le message principal de la loi sur la formation professionnelle, votée en décembre 1990. Elle vise à encourager les entreprises à former leurs salariés, à leur offrir des possibilités de promotion, à leur permettre de participer à la gestion de l'entreprise. La loi vise également à encourager les entreprises à utiliser les compétences de leurs salariés, à leur offrir des possibilités de promotion, à leur permettre de participer à la gestion de l'entreprise.

Pour lutter contre le chômage, les entreprises doivent être encouragées à utiliser les compétences de leurs salariés. C'est le message principal de la loi sur la formation professionnelle, votée en décembre 1990. Elle vise à encourager les entreprises à former leurs salariés, à leur offrir des possibilités de promotion, à leur permettre de participer à la gestion de l'entreprise. La loi vise également à encourager les entreprises à utiliser les compétences de leurs salariés, à leur offrir des possibilités de promotion, à leur permettre de participer à la gestion de l'entreprise.

Pour lutter contre le chômage, les entreprises doivent être encouragées à utiliser les compétences de leurs salariés. C'est le message principal de la loi sur la formation professionnelle, votée en décembre 1990. Elle vise à encourager les entreprises à former leurs salariés, à leur offrir des possibilités de promotion, à leur permettre de participer à la gestion de l'entreprise. La loi vise également à encourager les entreprises à utiliser les compétences de leurs salariés, à leur offrir des possibilités de promotion, à leur permettre de participer à la gestion de l'entreprise.



## Des cartes à puce dans les automobiles

stationne, et le crédit disponible s'affiche sur un petit écran plat. Ce dispositif ne se substitue pas aux horodateurs mais constitue un moyen de paiement alternatif, plus souple (il n'est pas nécessaire de savoir à l'avance combien de temps on stationnera), plus commode (plus la peine d'avoir de la monnaie), plus rapide (inutile de chercher où se trouve l'horodateur et de faire les quelques pas nécessaires pour l'atteindre). La plupart des grandes villes (sauf Paris et Toulouse) l'ont déjà testé.

La carte à puce devrait aussi permettre de payer les autoroutes « à la volée », c'est-à-dire sans s'arrêter au péage, grâce à un système de liaisons hyperfréquences. Elle pourrait aussi être utilisée pour personnaliser l'habitacle en mémorisant les préférences de chaque conducteur (inclinaison du siège, position du volant...). Enfin, elle pourrait aussi être un moyen de protection contre le vol.

Pour justifier les prix de leurs programmes, les éditeurs de logiciels mettent en général l'accent sur l'importance des coûts de distribution, de promotion et de recherche et de développement. Il est vrai que ces derniers avoisinent les 15 % du chiffre d'affaires (13,7 % pour Microsoft, 17 % pour Lotus, 15,8 % pour Borland). Reste que les logiciels eux-mêmes ne sont confortables : 21,2 % en 1989 pour Microsoft, 22,2 % pour Lotus. Exiger que les grandes entreprises achètent autant de logiciels complets qu'elles ont d'utilisateurs est irrationnel. Et l'on peut se demander si certaines attitudes commerciales rigides de fournisseurs de logiciels ne sont pas le résultat d'un crime. D'autant plus que commercialement une solution existe : la

Lotus, la firme rendue célèbre par son tableur Lotus 1 2 3, propose aussi des licences de site. Mais *à condition que chaque*

Après l'attitude dure matérialisée par des descentes de police chez les entreprises pirates, l'heure de la négociation est venue pour les éditeurs de logiciels qui, faute de proposer des contrats adéquats, se verront balayés du marché.

## ANNIE KAHN

## Des mémoires à base de protéines

Selon l'hebdomadaire *Electronique International*, une petite société américaine, Biological Component Corporation, aurait identifié une protéine photosensible capable d'être utilisée pour servir de mémoire. Cette protéine, appartenant à la famille des rhodopsines, se trouve en abondance dans le bouillon de culture que constitue l'écume de la baie de San Francisco. Lorsqu'elle est activée par un simple photon, la protéine change d'état et émet un proton.

par participant, à condition de réunir trois classes pour une présentation.

Le catalogue contient déjà une dizaine de titres : l'impressionnisme, Goya, Champollion et le secret des hiéroglyphes, etc.

Pour les particuliers, le système peut aussi transiter sur le réseau câblé. Les questions des spectateurs sont alors transmises sur le réseau téléphonique classique.

**Au musée  
dans son fauteuil**

Pour les amateurs d'art, la société Euroleam a mis au point un système de conférences à distance qui permet à tout utilisateur (lié à un Réseau Numérique) de regarder les œuvres d'un peintre tout en dialoguant avec un conférencier, conservateur, ou historien aisé à un autre du point du réseau. Il suffit que spectateur et conférencier soient équipés d'un ordinateur Macintosh, connecté à Numeris. Les œuvres dont le conférencier va parler doivent avoir été digitalisées, puis transmises et stockées dans le système de données du Macintosh du spectateur. A distance, le conférencier commande l'affichage du tableau qu'il souhaite commenter. Celui-ci s'affiche sur l'écran de l'ordinateur. Côté spectateur, l'image animée du conférencier transmise en direct par Numeris s'affiche sur un second écran (de télévision) ou s'installe dans l'écran de l'ordinateur. Normalement, les questions-réponses qu'elle suscite sont transmises simultanément sur le réseau.

Cette application, réalisée en partenariat avec la direction des musées de France, France Télécom et la société Micro Valley/Apple Center est destinée aux lycées et collèges, écoles des Beaux Arts, musées nationaux, régionaux, étrangers, etc. Selon Gaëtan Cambria, directeur d'Eurolearn, le coût d'une conférence équivaldrait à une place de cinéma

# CE SIMPLE NUMÉRO

Composez ce numéro sur votre minitel :

36.29.11.11

501251

et appuyez sur "Connexion Fin"



VOUS PERMET DE CONNAITRE  
LE BILAN DE VOS CLIENTS,  
LE REGISTRE DU COMMERCE  
DE VOS FOURNISSEURS,  
LE CHIFFRE D'AFFAIRES  
ET LE RÉSULTAT NET DE  
VOS CONCURRENTS.

Sur votre minitel, en un instant, vous pouvez visualiser tous les éléments vous permettant de

*d'entreprises notamment les déclarations de cessation des paiements.  
Pour prévenir difficultés et impayés, consultez systématiquement le 36 29 11 11.*


**INFOGREFFE**

**La Source de l'Information  
sur les Entreprises**

1, quai de Corse - 75181 PARIS CEDEX 04  
TEL. (1) 43 29 06 75

**PUBLICATION JUDICIAIRE**  
**COUR D'APPEL DE PARIS**

Par jugement du 18 avril, confirmé par arrêt du 21 février 1990 de la 11<sup>e</sup> chambre des appels correctionnels de la cour d'appel de Paris, la 1<sup>re</sup> chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné M. Jean-François KARBIN ainsi que MM. VEILLER-LAVALLET, WEITZMANN et THÉOPHILE KROP, FLOQUIN, CAUBERT ainsi que le journal L'ÉVÉNEMENT DU JEUDI, à verser à la société d'exploitation de la propriété intellectuelle, en sa fonction de conseil de Paris chargé de l'enregistrement des sons, une somme de 500 000 francs, portant atteinte à son honneur et à sa considération.

Le tribunal a jugé qu'en raison de la dénaturation des compositions diffusées sans les précautions qui pouvaient apporter la preuve de leur absence de plagiat, les auteurs de ces compositions, et notamment M. Pierre DANGLES et le groupe de la chanson de la 1<sup>re</sup> chambre des appels correctionnels de la cour d'appel de Paris, ont subi un préjudice.

Ils ont donc été condamnés chacun à la peine de 10 000 F d'amende ainsi qu'à celle de 30 000 F à titre de dommages et intérêts, 10 000 F au titre des dispositions de l'article 475-1 du code de procédure pénale ainsi qu'au coût de la publication du jugement dans deux journaux au choix de la partie civile.

Pour extrait: M<sup>r</sup> Hervé CREN, avocat à la Cour de Paris.

\_\_\_\_\_

**PUBLICATION JUDICIAIRE**  
**ENTRE :** Société Parisienne de Couverture Plomberie, Monsieur  
 Pierre COURTESBOEUF PDG  
**ET** Monsieur Daniel FILIPACCHI  
 Maître Hervé CREN

Par jugement du 10 juillet 1989, confirmé par Arrêt du 22 mars 1990, la 1<sup>re</sup> Chambre de la Cour d'Appel de PARIS a condamné Monsieur Daniel FILIPACCHI et Monsieur WEITZMANN pour diffamation à l'égard de la Société Parienne de Coverture Plomberie du fait d'un article publié dans l'hebdomadaire 7 à Paris du 8 au 14 février 1989.

Le Cour a considéré que les imputations de malversation (marché détourné, facturation de gouttières en plastique non posées, malfaçons - 6 appartements sinistrés, malfaçons précis à des règles élémentaires de sécurité des travailleurs et à la législation du travail) constituent des imputations diffamatoires dont les prévenus n'avaient pu rapporter la preuve ne pouvant pas davantage être considérés comme étant de bonne foi.

La Cour a condamné les prévenus à 12 000 Francs d'amende, 30 000 Francs à titre de dommages et intérêts, 9 000 Francs au titre des dispositions de l'article 475 - 1 du Code de Procédure Pénale ainsi qu'à 3 publications au choix de la Partie Civile.

Pour extrait Maître Hervé CREN.

## DROIT DES SOCIÉTÉS, L'EUROPE RESTE À FAIRE

**Aujourd'hui, le marché des entreprises c'est l'Europe. Une Europe où dans un domaine vital, celui du droit des sociétés, chaque pays a conservé son propre droit. Une situation complexe, difficile à maîtriser.**

il existe un recueil à feuillets mobiles, le "Droit des Sociétés dans les pays de la CEE", dans la collection JUPITER, qui apporte une réponse à toutes les questions qu'on doit se poser.

**Pays par pays, il présente en 7 volumes les textes de loi, leur traduction, des études et commentaires, régulièrement actualisés.**

**Le "Droit des Sociétés Jupiter": un outil unique qui bénéficie des 30 ans d'expérience des droits nationaux européens de la collection JUPITER, éditée par LGDJ.**

**Actuellement et jusqu'au 28 février 1991, vous pouvez bénéficier d'un tarif préférentiel.**

Pour toute information, appelez le  
(1) 43 35 01 67 ou écrivez à :  
LGDJ - 26, rue Vercingétorix 75014

**"Droit des Sociétés Jupiter"**  
Maîtriser les Droits nationaux  
pour conquérir l'Europe

**LGDJ**  
26, rue Vergingétorix  
75014 Paris

**LGDJ**  
rue Vercingétorbe  
75014 Paris



## MARCHÉS FINANCIERS

## Le désengagement de Parifinance

## Le Crédit agricole rachète la Banque de gestion privée

Au terme de négociations engagées à l'automne dernier, le Crédit agricole a racheté à Parifinance, filiale du groupe Bruxelles-Lambert, la Banque de gestion privée (BGP) pour un montant non précisé, dans l'attente de l'autorisation du Comité des établissements de crédit, mais qui devrait se situer entre 600 et 800 millions de francs. Parifinance, qui continue ainsi à se défaire de ses participations, comme celles dans la CFAO et Schneider, conservera 20 % du capital de la BGP, la Caisse nationale de crédit agricole en détient 25 % et la Caisse régionale de Crédit agricole de l'Île-de-France environ 55 %.

La caisse de l'Île-de-France est la plus grosse caisse régionale du groupe de la « banque verte », avec 3 000 employés, 250 agences en région parisienne, dont 80 % à Paris intra-muros, 70 milliards de francs de capitaux gérés et plus de 700 000 comptes.

Dirigée et animée de main de maître, depuis 1975, par M. Lucien Douroux, par ailleurs vice-président de la Caisse nationale, elle prospecte essentiellement la clientèle des particuliers et des professions libérales et connaît une croissance très rapide et très exceptionnelle à l'heure actuelle dans un monde bancaire plutôt déprimé, avec une progression de ses

bénéfices atteignant 40 % en 1989 et devant dépasser 20 % en 1990, l'objectif étant un profit d'environ 400 millions de francs.

Quant à la BGP, dont M. Gérard Eskenazi va quitter la présidence, c'est une banque à guichets uniques, qui emploie 300 personnes, avec un bilan de 9 milliards de francs, des fonds propres de 680 millions et un bénéfice de 80 millions en 1989, un peu moins en 1990. Elle exerce ses activités dans la gestion d'actifs et de patrimoine (SICAV), l'ingénierie financière, les opérations de marché, l'immobilier et un peu de crédit aux entreprises (3 milliards de francs).

De son acquisition, réalisée en commun et en accord avec la Caisse nationale, contrairement aux rumeurs qui ont pu circuler, la Caisse régionale de crédit agricole de l'Île-de-France attend un élargissement de ses activités vers la gestion de patrimoine haut de gamme, un complément de technique pour les crédits aux entreprises et une complémentarité pour ses nombreuses opérations immobilières.

En clair, l'établissement dirigé par M. Douroux entend transformer son essai sur la région parisienne en s'adressant à une clientèle différente avec des équipes qui seront maintenues, et s'attaque aux banques de l'Île-de-France déjà installées, désireuses, elles aussi, d'exploiter le même créneau haut de gamme, comme le Crédit industriel et commercial de Paris, par exemple, le tout dans un climat de compétitivité de plus en plus exacerbé.

FRANÇOIS RENARD

## M. Gérard Eskenazi crée la Compagnie industrielle de Paris

M. Gérard Eskenazi crée la Compagnie industrielle de Paris, dotée de deux milliards de francs, en association avec la Société de Banque Suisse (SBS), maison-mère de la Banque Stern.

La CIP développera sa collaboration avec cette dernière dans l'ingénierie financière au sein d'une filiale commune. Les autres actionnaires de la CIP, dont M. Eskenazi détient une « petite » participation, sont Schneider, Elf Aquitaine, AGF, GAN, Finat, Orefco, Groupama, Bank of Tokyo, Fidic et Safing.

La CIP, qui sera ultérieurement cotée en Bourse, est destinée à prendre « un petit nombre de participations importantes dans des sociétés industrielles où elle souhaite devenir un actionnaire stable ». M. Eskenazi, qui avait quitté la société Pargesa en raison d'un désaccord avec deux des principaux actionnaires, le canadien Paul Desmarès et le belge Albert Frère, n'aura ainsi mis que quelques mois pour retrouver un nouvel instrument financier lui permettant de revenir aux affaires.

## Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-81-82, poste 4330

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## FOUGEROLLE

Le Conseil d'administration de Fougère, réuni le 24 janvier 1991 sous la présidence de M. Jean-François Roverato, a pris connaissance des prévisions de résultats du groupe pour 1990.

Le chiffre d'affaires consolidé (ne comprenant pas la quote-part des sociétés en équivalence) s'est élevé à 12 milliards de francs HT contre 10,3 milliards en 1989, soit une progression de 16 %.

En ce qui concerne les résultats, il se confirme que le bénéfice consolidé de l'exercice devrait atteindre 330 millions de francs environ.

Le Conseil d'administration envisage dans ces conditions, et sous réserve de l'arrêté définitif des comptes, de porter à 40 francs net par action (60 francs, avant fiscalité comprise) le solde du dividende de l'exercice qui s'ajoutera ainsi à l'acompte sur dividende de 29 francs net mis en paiement en décembre 1990.

Le Conseil a par ailleurs examiné les prévisions d'activité des différentes branches du groupe pour 1991 qui, à ce stade de l'exercice, restent convenablement orientées.

## EUROPE 1 COMMUNICATION

Le conseil d'administration d'Europe 1 Communication s'est réuni le 24 janvier 1991 sous la présidence de M. Frank Ténot pour arrêter les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 1990.

Le résultat consolidé du groupe Europe 1 Communication s'élève à 107 645 000 F contre 81 842 000 F le 30 septembre 1989, soit + 31,5 %. Pour la part du groupe, il s'établit à 72 490 000 F contre 60 057 000 F en 1988/89 soit une augmentation de 20,7 %.

Le résultat net de la société mère Europe 1 Communication s'établit à 46 985 820 F au 30 septembre 1990, alors qu'il s'était élevé à 43 423 688 F à l'issue de l'exercice précédent.

Le conseil proposera à l'assemblée générale fixée au 26 mars 1991, à Monaco, la distribution d'un dividende de 14 F net par action, contre 11 F net il y a un an.

## NEW-YORK, 28 janvier

## Léger tassement

Début de semaine prudent à Wall Street. Après s'être sensiblement redressé durant la première partie de la séance, le marché américain a reperdu, et même un peu au-delà, le terrain gagné initialement. A la clôture, l'indice Dow Jones des industrielles, un instant monté à 2 688,81, s'est effondré plus sagement à 2 654,46, soit à 4,88 points (- 0,19 %) en dessous de son niveau précédent. Mais ce sont surtout les « blue chips », qui ont fait l'objet du tassement, comme en témoigne le bilan de la journée. Sur 1 985 valeurs traitées, 494 ont monté, 620 ont baissé et 44 n'ont pas varié.

D'une façon générale, la communauté boursière new-yorkaise estime, ce sont les spécialistes qui s'affirment, que le conflit dans la Golfe évolue plutôt en faveur des forces alliées. Ce sentiment d'optimisme a entraîné un profit bas dans l'attente de nouvelles déclarations. Dans l'immédiat, la situation économique aux États-Unis paraît moins inquiétante qu'il y a quelques semaines. Les résultats d'entreprise ont été meilleurs que prévu. Mais, sur tous les fronts, beaucoup attendent néanmoins confirmation de l'amélioration constatée.

La prudence se reflète sur l'activité de la Bourse à la rentabilité diminuée avec 141,27 millions de titres échangés contre 193,41 millions vendredi dernier.

| VALEURS            | Cours de 25 janv. | Cours de 28 janv. |
|--------------------|-------------------|-------------------|
| Alcoa              | 59 1/8            | 59 3/8            |
| AT&T               | 31 3/8            | 31 5/8            |
| Bell               | 31 3/8            | 31 5/8            |
| Chemical Bank      | 12 5/8            | 12 7/8            |
| Du Pont de Nemours | 33 3/4            | 33 5/8            |
| General Electric   | 41 1/8            | 41 3/8            |
| IBM                | 62 5/8            | 62 7/8            |
| Johnson & Johnson  | 25 1/8            | 25 3/8            |
| Merck              | 25 1/8            | 25 3/8            |
| Pharmacia          | 25 1/8            | 25 3/8            |
| Rockwell           | 122 5/8           | 122 7/8           |
| S&P                | 50 1/4            | 50 3/4            |
| ITT                | 57 1/8            | 57 3/8            |
| 3M                 | 87 1/8            | 87 3/8            |
| Schlumberger       | 37 3/4            | 37 5/8            |
| Union Carbide      | 128 1/2           | 128 3/4           |
| Westinghouse       | 28 1/2            | 28 3/8            |
| Windsor            | 44 1/4            | 44 3/4            |

## LONDRES, 28 janvier

## Léger avance

Les valeurs ont fluctué dans une large mesure à la Bourse de Londres pour terminer la séance en légère hausse. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a gagné 15 points, soit 2 118 soit une avance de 0,7 %. Le volume des échanges s'est réduit à 387,1 millions de titres contre 405 millions vendredi. Aucune tendance ne s'est véritablement dessinée au cours de la journée en l'absence de nouvelles déclarations sur les provenances du Golfe. Le groupe d'ingénierie Hawker Siddeley a gagné du terrain dans l'espoir d'une augmentation des ventes de sa section armement. Les brasseries Bass, Allied Lyon et Guinness se sont démarquées à la hausse.

## FAITS ET RÉSULTATS

Le Pier Import racheté par la famille Tourret (membres Dural). Le capital de la holding Pier, qui détient 66,6 % de Pier Import, a été cédé par l'ensemble des actionnaires à la famille Tourret (membres Dural).

M. L. Tourret, PDG de Pier Import, a confirmé que l'objectif de la Tourret est de « continuer l'essor du réseau et de la présence de l'entreprise ».

Cette action, qui a en la présidence de la Société générale, banque chef de file de la dette principale, met fin à l'expérience de RBS (rachat d'entreprise par les salariés) menée en 1986 à l'initiative de M. François Lemaire, qui avait créé Pier Import en 1980.

Les profits des sociétés de la CIP de l'Île-de-France ont été examinés quatre propositions différentes. Dans (23 sociétés) a été réalisé au cours du dernier exercice un chiffre d'affaires de 520 millions de francs. Le cours de l'action Pier Import sera maintenu à 35 francs par action.

OPA Computer Sciences Corporation sur Moria Informatica retable. L'OPA amicale lancée par le groupe américain de services informatiques Computer Sciences Corporation (CSC) sur la société française Moria Informatica a été déclarée recevable par la COSA. La cotation des titres Moria Informatica au second marché de la Bourse de Paris sera reprise le mardi 29 janvier.

Les actionnaires et fondateurs de Moria Informatica, MM. Charles Souffr et Jean-Jacques Allouche, se sont engagés à supporter la totalité de leurs titres à l'offre de CSC, soit 875 884 actions (84,1 % du capital, au prix unitaire de 165 F).

Retour aux bénéfices pour Merrill Lynch en 1990. Pour l'ensemble de l'année 1990, la première firme de courtage de Wall Street, Merrill Lynch, a enregistré un bénéfice net de 192 millions de dollars (999 millions de francs) contre une perte de 213 millions de dollars (1,2 milliard de francs) en 1989, sur un chiffre d'affaires en baisse de 1,1 milliard de dollars (5,8 milliards de francs). Le président de Merrill Lynch, M. William Schroeder, a souligné que les résultats financiers en 1990 ont été positifs dans une année marquée comme la plus noire dans l'histoire de ce secteur depuis 1974. Selon lui, l'amélioration des performances financières de la firme en 1990 traduit les progrès accomplis

## PARIS, 29 janvier

## Effacement

Le bourse a fait sa réapparition mardi à la Bourse de Paris. Pour une journée n'ayant pas trop mal commencé. Mais la grande hausse affichée à l'ouverture par les valeurs françaises n'aura pas tenu longtemps. Dès 0,11 % de gains initiaux, il ne devait rien rester à l'issue d'un quart d'heure d'échanges. Et au terme d'une heure de transactions, l'indice CAC 40 s'effaçait en repli de 0,6 %. A la mi-journée, l'effacement amorcé dans la matinée devait se poursuivre, tantôt en s'accroissant, tantôt en se réduisant. Au cours de la journée, les pertes cumulées par l'indice atteignent les 0,4 %.

Une séance de plus encore caractérisée par un faible volume de transactions, même si celui-ci se réveille dans la matinée légèrement supérieure (environ 800 millions de francs à 13 heures), mais sans pour autant faire des boursiers. La facture « guerre » étant inscrite dans les cours, les investisseurs se font plus prudents. En attendant, le regard des opérateurs se tourne vers les États-Unis, où les premières réactions des entreprises américaines pour le quatrième trimestre sont apparemment moins mauvaises que les précédentes.

Le boursier s'attend à ce que les déclarations d'un haut responsable du ministère de l'Énergie, filiale de la maison de courtage japonaise. Selon lui, le risque d'un krach des marchés financiers américains comparable à celui d'octobre 1987, n'est pas écarté.

L'action Elf Aquitaine a figuré parmi les plus fortes hausses de la séance, bien que le matin même, le président du groupe pétrolier, M. Jean-Louis Pons, ait déclaré d'excellents résultats pour 1990 (voir page 21). Selon l'Agence France Presse, Elf Aquitaine a enregistré un bénéfice net de 1 000 milliards de francs, soit une augmentation de 10 % par rapport à 1989.

## TOKYO, 29 janvier

## Nouveau repli

La Bourse de Tokyo a terminé la séance de mardi en baisse. L'indice Nikkei a cédé 109,32 points à 23 460,12, soit un repli de 0,46 %. Le volume des échanges a été de 260 millions d'actions contre 200 millions lundi. On a dénombré 497 ventes et 413 achats, soit 277 échanges.

La séance a été calme, elle s'est terminée en fin de journée grâce à des achats de valeurs de la technologie. Les valeurs technologiques ont été les plus fortes hausses. L'une des quatre grandes maisons de courtage nippones et des investisseurs étrangers se sont réunies pour le comparatisme des valeurs de la technologie de pointe, notamment sur des fabricants de jeux vidéo.

| VALEURS | Cours de 28 janv. | Cours de 29 janv. |
|---------|-------------------|-------------------|
| Asahi   | 840               | 840               |
| Daewoo  | 840               | 840               |
| Daewoo  | 840               | 840               |
| Daewoo  | 840               | 840               |
| Daewoo  | 840               | 840               |
| Daewoo  | 840               | 840               |
| Daewoo  | 840               | 840               |
| Daewoo  | 840               | 840               |
| Daewoo  | 840               | 840               |
| Daewoo  | 840               | 840               |

## PARIS :

## Second marché

| VALEURS       | Cours préc. | Dernier cours | VALEURS      | Cours préc. | Dernier cours |
|---------------|-------------|---------------|--------------|-------------|---------------|
| Alcatel       | 2300        | 2300          | Grande Océan | 450         | 450           |
| Amis Associés | 230         | 230           | Gratix       | 800         | 821           |
| Amis          | 105         | 105           | LCC          | 225         | 235 90        |
| B&C           | 158         | 158           | MA           | 284         | 280 50        |
| B&C           | 620         | 620           | MA           | 121 00      | 120           |
| B&C           | 383         | 383           | MA           | 118         | 114           |
| B&C           | 178         | 178           | MA           | 284         | 280           |
| B&C           | 870         | 850           | MA           | 82 50       | 82            |
| B&C           | 380         | 380           | MA           | 129         | 128 80        |
| B&C           | 494         | 494           | MA           | 110         | 112           |
| B&C           | 175         | 175           | MA           | 580         | 588           |
| B&C           | 265         | 254           | MA           | 75          | 75            |
| B&C           | 785         | 785           | MA           | 361 50      | 360           |
| B&C           | 230         | 228           | MA           | 480         | 480           |
| B&C           | 229 50      | 223 30        | MA           | 304         | 303           |
| B&C           | 785         | 785           | MA           | 182         | 180           |
| B&C           | 198 50      | 201           | MA           | 80          | 80            |
| B&C           | 335         | 328           | MA           | 410         | 411           |
| B&C           | 630         | 640           | MA           | 159 80      | 154           |
| B&C           | 403 20      | 382           | MA           | 161         | 161           |
| B&C           | 228         | 228           | MA           | 151         | 145           |
| B&C           | 380         | 380           | MA           | 57          | 58 80         |
| B&C           | 327         | 330           | MA           | 638         | 680           |
| B&C           | 165         | 168           | MA           | 328         | 315           |
| B&C           | 228         | 245           | MA           | 140         | 140           |
| B&C           | 322 50      | 318           | MA           | 155         | 151           |
| B&C           | 140         | 140           | MA           | 255         | 248 20        |
| B&C           | 155         | 151           | MA           | 350         | 350           |
| B&C           | 255         | 248 20        | MA           | 189         | 187 20        |
| B&C           | 350         | 350           | MA           |             |               |
| B&C           | 189         | 187 20        | MA           |             |               |

LA BOURSE SUR MINITEL  
36-15 TAPEZ LE MONDE

## MATIF

National 10 % - Cotation en pourcentage du 28 janvier 1991  
Nombre de contrats : 39 924.

## COURS

Options sur national

PRIX D'EXERCICE

Options d'achat

Options de vente

Volume : 5 774.

## CAC 40 A TERME

(MATIF)

COURS

Janvier

Février

Mars

Changements

Bourses

Dollar : 5,0385 F

Le dollar s'inscrivait en baisse

contre les principales devises

mardi 29 janvier, s'échangeant à

5,0385 francs contre 5,037 francs la

veille à la cotation officielle. Les

transactions étaient limitées, en

l'absence de nouvelles informations

sur la situation dans le Golfe. Les

opérateurs s'attendent toujours à

une diminution des taux d'intérêt

aux États-Unis.

FRANCOFONIE 28 janv. 29 janv.

Dollar (en DM) 1,673 1,675

TOKYO 28 janv. 29 janv.

Dollar (en yen) 137,45 137,28

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (29 janvier) 10-18 1/8 %

New-York (28 janvier) 9-9 1/2 %

Le marché interbancaire des devises

COURS DU JOUR

100 DM

100 Sfr

100 Lit

100 Ptas

100 Esc

100 Yens

100 Marks

100 Francs

100 Liras

100 Drac

100 Krona

100 Corona

100 Bani

100 Leu

100 Tugrik

100 Manat

100 Ruble

100 Zloty

100 Forint

100 Sk

100 Hryvnia

100 Ugr



## BOURSE DU 29 JANVIER

## Règlement mensuel

COMPTANT (sélection)

SICAV (sélection)

28/1

| VALEURS            | % du nom. | % du capital | VALEURS            | Cours préc. | Dernier cours | VALEURS            | Cours préc. | Dernier cours | VALEURS            | Cours préc. | Dernier cours | VALEURS            | Emulsion | Frais incl. | Ratio net | VALEURS            | Emulsion | Frais incl. | Ratio net |
|--------------------|-----------|--------------|--------------------|-------------|---------------|--------------------|-------------|---------------|--------------------|-------------|---------------|--------------------|----------|-------------|-----------|--------------------|----------|-------------|-----------|
| <b>Billets</b>     |           |              | <b>Billets</b>     |             |               | <b>Billets</b>     |             |               | <b>Billets</b>     |             |               | <b>Billets</b>     |          |             |           | <b>Billets</b>     |          |             |           |
| Exp. Eas. 0.95/27  | 120       | 6.06         | Exp. Eas. 0.95/27  | 120         | 6.06          | Exp. Eas. 0.95/27  | 120         | 6.06          | Exp. Eas. 0.95/27  | 120         | 6.06          | Exp. Eas. 0.95/27  | 120      | 6.06        |           | Exp. Eas. 0.95/27  | 120      | 6.06        |           |
| 10.00/25 74/94     | 100       | 5.45         | 10.00/25 74/94     | 100         | 5.45          | 10.00/25 74/94     | 100         | 5.45          | 10.00/25 74/94     | 100         | 5.45          | 10.00/25 74/94     | 100      | 5.45        |           | 10.00/25 74/94     | 100      | 5.45        |           |
| 10.00/25 13.25/80  | 100       | 4.35         | 10.00/25 13.25/80  | 100         | 4.35          | 10.00/25 13.25/80  | 100         | 4.35          | 10.00/25 13.25/80  | 100         | 4.35          | 10.00/25 13.25/80  | 100      | 4.35        |           | 10.00/25 13.25/80  | 100      | 4.35        |           |
| Exp. Eas. 19.62/2  | 100       | 11.58        | Exp. Eas. 19.62/2  | 100         | 11.58         | Exp. Eas. 19.62/2  | 100         | 11.58         | Exp. Eas. 19.62/2  | 100         | 11.58         | Exp. Eas. 19.62/2  | 100      | 11.58       |           | Exp. Eas. 19.62/2  | 100      | 11.58       |           |
| Exp. Eas. 14.05/3  | 100       | 28.13        | Exp. Eas. 14.05/3  | 100         | 28.13         | Exp. Eas. 14.05/3  | 100         | 28.13         | Exp. Eas. 14.05/3  | 100         | 28.13         | Exp. Eas. 14.05/3  | 100      | 28.13       |           | Exp. Eas. 14.05/3  | 100      | 28.13       |           |
| Exp. Eas. 13.45/23 | 100       | 65.13        | Exp. Eas. 13.45/23 | 100         | 65.13         | Exp. Eas. 13.45/23 | 100         | 65.13         | Exp. Eas. 13.45/23 | 100         | 65.13         | Exp. Eas. 13.45/23 | 100      | 65.13       |           | Exp. Eas. 13.45/23 | 100      | 65.13       |           |
| Exp. Eas. 12.26/34 | 100       | 37.77        | Exp. Eas. 12.26/34 | 100         | 37.77         | Exp. Eas. 12.26/34 | 100         | 37.77         | Exp. Eas. 12.26/34 | 100         | 37.77         | Exp. Eas. 12.26/34 | 100      | 37.77       |           | Exp. Eas. 12.26/34 | 100      | 37.77       |           |
| Exp. Eas. 11.14/35 | 100       | 94.37        | Exp. Eas. 11.14/35 | 100         | 94.37         | Exp. Eas. 11.14/35 | 100         | 94.37         | Exp. Eas. 11.14/35 | 100         | 94.37         | Exp. Eas. 11.14/35 | 100      | 94.37       |           | Exp. Eas. 11.14/35 | 100      | 94.37       |           |
| 10.00/25 95/100    | 100       | 5.07         | 10.00/25 95/100    | 100         | 5.07          | 10.00/25 95/100    | 100         | 5.07          | 10.00/25 95/100    | 100         | 5.07          | 10.00/25 95/100    | 100      | 5.07        |           | 10.00/25 95/100    | 100      | 5.07        |           |
| DAT 9.95/12/1987   | 101       | 95.17        | DAT 9.95/12/1987   | 101         | 95.17         | DAT 9.95/12/1987   | 101         | 95.17         | DAT 9.95/12/1987   | 101         | 95.17         | DAT 9.95/12/1987   | 101      | 95.17       |           | DAT 9.95/12/1987   | 101      | 95.17       |           |
| DAT 9.95/11/1986   | 100       | 95.97        | DAT 9.95/11/1986   | 100         | 95.97         | DAT 9.95/11/1986   | 100         | 95.97         | DAT 9.95/11/1986   | 100         | 95.97         | DAT 9.95/11/1986   | 100      | 95.97       |           | DAT 9.95/11/1986   | 100      | 95.97       |           |
| PTT 11.25/36       | 100       | 5.77         | PTT 11.25/36       | 100         | 5.77          | PTT 11.25/36       | 100         | 5.77          | PTT 11.25/36       | 100         | 5.77          | PTT 11.25/36       | 100      | 5.77        |           | PTT 11.25/36       | 100      | 5.77        |           |
| CF 10.20/26        | 96        | 0.22         | CF 10.20/26        | 96          | 0.22          | CF 10.20/26        | 96          | 0.22          | CF 10.20/26        | 96          | 0.22          | CF 10.20/26        | 96       | 0.22        |           | CF 10.20/26        | 96       | 0.22        |           |
| CMF Bourse 8000F.  | 39        | 40.7         | CMF Bourse 8000F.  | 39          | 40.7          | CMF Bourse 8000F.  | 39          | 40.7          | CMF Bourse 8000F.  | 39          | 40.7          | CMF Bourse 8000F.  | 39       | 40.7        |           | CMF Bourse 8000F.  | 39       | 40.7        |           |
| CMF Bourse 5000F.  | 97        | 0.78         | CMF Bourse 5000F.  | 97          | 0.78          | CMF Bourse 5000F.  | 97          | 0.78          | CMF Bourse 5000F.  | 97          | 0.78          | CMF Bourse 5000F.  | 97       | 0.78        |           | CMF Bourse 5000F.  | 97       | 0.78        |           |
| CMF Bourse 2500F.  | 98        | 0.78         | CMF Bourse 2500F.  | 98          | 0.78          | CMF Bourse 2500F.  | 98          | 0.78          | CMF Bourse 2500F.  | 98          | 0.78          | CMF Bourse 2500F.  | 98       | 0.78        |           | CMF Bourse 2500F.  | 98       | 0.78        |           |
| CIE 11.55/36       | 101       | 6.05         | CIE 11.55/36       | 101         | 6.05          | CIE 11.55/36       | 101         | 6.05          | CIE 11.55/36       | 101         | 6.05          | CIE 11.55/36       | 101      | 6.05        |           | CIE 11.55/36       | 101      | 6.05        |           |
| CN 10/2/5000       | 96        | 0.70         | CN 10/2/5000       | 96          | 0.70          | CN 10/2/5000       | 96          | 0.70          | CN 10/2/5000       | 96          | 0.70          | CN 10/2/5000       | 96       | 0.70        |           | CN 10/2/5000       | 96       | 0.70        |           |
| CNT 9.5/36         | 100       | 8.69         | CNT 9.5/36         | 100         | 8.69          | CNT 9.5/36         | 100         | 8.69          | CNT 9.5/36         | 100         | 8.69          | CNT 9.5/36         | 100      | 8.69        |           | CNT 9.5/36         | 100      | 8.69        |           |
| CHF 10.20/26       | 100       | 0.80         | CHF 10.20/26       | 100         | 0.80          | CHF 10.20/26       | 100         | 0.80          | CHF 10.20/26       | 100         | 0.80          | CHF 10.20/26       | 100      | 0.80        |           | CHF 10.20/26       | 100      | 0.80        |           |
| CHAB FCE 26/35     | 98        | 0.80         | CHAB FCE 26/35     | 98          | 0.80          | CHAB FCE 26/35     | 98          | 0.80          | CHAB FCE 26/35     | 98          | 0.80          | CHAB FCE 26/35     | 98       | 0.80        |           | CHAB FCE 26/35     | 98       | 0.80        |           |
| CSCA               | 98        | 0.80         | CSCA               | 98          | 0.80          | CSCA               | 98          | 0.80          | CSCA               | 98          | 0.80          | CSCA               | 98       | 0.80        |           | CSCA               | 98       | 0.80        |           |
| CSCA 6 jans. 80/89 | 92        | 0.80         | CSCA 6 jans. 80/89 | 92          | 0.80          | CSCA 6 jans. 80/89 | 92          | 0.80          | CSCA 6 jans. 80/89 | 92          | 0.80          | CSCA 6 jans. 80/89 | 92       | 0.80        |           | CSCA 6 jans. 80/89 | 92       | 0.80        |           |
| Direct Ass. 55/80  | 98        | 0.80         | Direct Ass. 55/80  | 98          | 0.80          | Direct Ass. 55/80  | 98          | 0.80          | Direct Ass. 55/80  | 98          | 0.80          | Direct Ass. 55/80  | 98       | 0.80        |           | Direct Ass. 55/80  | 98       | 0.80        |           |
| CSCA               | 98        | 0.80         | CSCA               | 98          | 0.80          | CSCA               | 98          | 0.80          | CSCA               | 98          | 0.80          | CSCA               | 98       | 0.80        |           | CSCA               | 98       | 0.80        |           |
| CSCA               | 98        | 0.80         | CSCA               | 98          | 0.80          | CSCA               | 98          | 0.80          | CSCA               | 98          | 0.80          | CSCA               | 98       | 0.80        |           | CSCA               | 98       | 0.80        |           |
| CSCA               | 98        | 0.80         | CSCA               | 98          | 0.80          | CSCA               | 98          | 0.80          | CSCA               | 98          | 0.80          | CSCA               | 98       | 0.80        |           | CSCA               | 98       | 0.80        |           |
| CSCA               | 98        | 0.80         | CSCA               | 98          | 0.80          | CSCA               | 98          | 0.80          | CSCA               | 98          | 0.80          | CSCA               | 98       | 0.80        |           | CSCA               | 98       | 0.80        |           |
| CSCA               | 98        | 0.80         | CSCA               | 98          | 0.80          | CSCA               | 98          | 0.80          | CSCA               | 98          | 0.80          | CSCA               | 98       | 0.80        |           | CSCA               | 98       | 0.80        |           |

**Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4330**

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu



La démission de M. Chevènement

Les réactions  
dans les milieux politiques

Les premières réactions à la démission du ministre de la défense mettaient l'accent sur la clarification ainsi apportée par M. Jean-Pierre Chevènement après des mois de dissensions mal camouflées. Ainsi, M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, estimait-il que dans la mesure où « M. Chevènement ne partageait pas les analyses et les positions du président de la République, il était difficile d'avoir un ministre de la défense qui allait à reculons. C'est un élément de clarification qui permettra de mieux mobiliser toutes les énergies autour de notre armée. » « C'est une clarification nécessaire », affirmait également le président du CDS, M. Pierre Méhaignerie. Dans une période difficile, le gouvernement doit parler d'une seule voix. Ce n'était pas le cas », M. Antoine Waechter, chef de file des Verts, jugeait « courageux et cohérent » la démission de M. Chevènement « si [elle] est liée à la dérive de l'engagement français dans le Golfe ». « Si c'est le résultat d'une exigence de l'Elysée, c'est un remplacement qui intervient à un moment inopportuniste. Il faut s'interroger sur l'incidence de cette démission sur l'engagement militaire français. »

M. Jean Lecanuet, président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat, estimait que cette démission était « l'aboutissement de la logique d'ambiguïté » dans laquelle le ministre se serait

enfermé. Un point de vue partagé par M. Gérard Longuet, président du Parti républicain, et par M. François Bayrou, député général de l'UDF. « M. Chevènement avait dû démissionner plus tôt car l'image de notre pays et de la confiance des soldats dans leur chef en sortait affaiblie », expliquait le premier. Mais, que le député UDF affirmait : « C'est tout d'abord une clarification nécessaire : malgré les dénégations officielles il y avait une opposition entre la politique du président de la République et l'opinion du ministre de la défense ; c'est ensuite une menace sur le pouvoir et sur la majorité : il y a désormais un front d'opposition à gauche contre son action au Moyen-Orient. »

« Tant mieux ! », affirmait M. Alain Krivine, porte-parole de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR, trotskiste) : « Il déserte le terrain de la logique de guerre. Bien informé, il doit connaître la « busherie » qui s'annonce. »

Le président du Front national, M. Jean-Marie Le Pen, affirmait quant à lui : « Je considère que c'est un événement d'une gravité exceptionnelle au moment où le corps expéditionnaire français est engagé dans des opérations militaires. Il démontre l'ambiguïté de la politique conduite par M. Mitterrand, par défaut de M. Rocard. M. Chevènement doit dire maintenant clairement les raisons pour lesquelles il a cru devoir se retirer ou à quelles pressions, intérieures ou extérieures, il a cédé. »

M. Pierre Joxe, de l'intérieur à la défense  
Un fidèle soldat

En forçant M. Mitterrand à régler son propre cas, M. Jean-Pierre Chevènement a facilité le règlement du cas Pierre Joxe. En passant de l'intérieur à la défense, M. Joxe met en effet un terme à une période de flottement et d'incertitude qui marquait, depuis quelques mois, son action place Beauvau et la désolidarisation quelque peu jusque dans l'entourage présidentiel où il ne compte pas que des amis. Pour tous ceux qui arrivaient à percevoir l'énigme du personnage, sous sa carapace rugueuse, mélange de timidité et de brusquerie, M. Joxe était « porteur » (le Monde du 4 janvier). En son for intérieur, il regrettait d'avoir, sous la cohabitation, confié au président de la République qu'il fallait au ministre de l'intérieur quelqu'un qui en ait déjà l'expérience et qui s'élève ainsi à la hauteur de son poste, sinon au piège, obligé de marcher dans ses propres pas en retrouvant en 1988 le poste qu'il avait occupé de 1984 à 1988.

Ses proches s'en alarmèrent, inquiets de la voir réservée, incisée ou silencieuse alors que, de la Corée aux Renseignements généraux, en passant par les manifestations lycéennes, son ministère vivait des heures critiques. M. Joxe faisait le tour rond dans l'attente d'un signe dysséen. Il aurait, dit-on, révélé des affaires étrangères. Mais, en réalité, il se préparait à la défense depuis que M. Chevènement était au bord de la rupture. Certains militaires s'en inquiétaient en raison de querelles passées entre les deux ministères, qu'il s'agisse de l'affaire Greenpeace en 1985 ou de la fronde de la gendarmerie en 1989.

Sans doute ont-ils tort. M. Joxe a au contraire souvent

surpris le monde policier par son penchant pour l'ordre et la discipline. Il rappelait volontiers, et sans déplaisir, son passage comme officier à la Sécurité militaire, à Paris et à Alger, en 1960-1961, alors que son père, Louis Joxe, était ministre des affaires étrangères du général de Gaulle. En 1983-1984, alors que, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, il était dans l'attente d'un ministère de la défense, M. Joxe fut aussi auditeur à l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN), comme si, déjà, il gardait en réserve la carte de la défense. Un domaine dont l'un de ses frères, Alain, est un spécialiste reconnu, quoique sur des positions plus à gauche.

Souvent, dans les guerres intestines du PS, les comportements de MM. Joxe et Chevènement furent comparés, le premier n'étant politiquement pas toujours très loin du second, mais restant néanmoins farouchement attaché au courant mitterrandiste, laissant entendre sa différence dans le seul concert majoritaire. Aujourd'hui, alors que M. Chevènement rejoint enfin ses amis dans l'autonomie, voire la dissidence, M. Joxe s'en tient à sa stratégie de toujours, celle d'un fidèle soldat de M. Mitterrand, disponible pour toutes les missions, fussent-elles périlleuses. Et celle qui lui échotit le sera à coup sûr, quand il lui faudra incarner, dans la guerre, la conviction qu'il effaçait récemment, dans les colonnes du *Nouvel Observateur*, d'une France qui, « comme Etat de droit, a le calme des vieilles troupes qui ignorent les démocraties récentes ».

EDWY PLENEL

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

## La guerre des kilos

Ce matin, en sortant du métro, je passe chez Monique, la marchande de journaux en bas de la rue Falguère. Elle venait de lever son rideau de fer : Alors, chérie, ça boume ? Tu t'éclates, avec la guerre ?

— Ça dépend laquelle. La guerre du Golfe, les Scud, les Awacs, les B-52, ça retombe un peu, mais alors, depuis huit jours qu'ils ont déclaré la guerre des kilos dans *Voici* et *Famme actuelle*, elles se sont drôlement mobilisées, mes clientes. Je suis complètement dévalisée.

Du coup, je me suis jetée sur les deux ou trois numéros qui avaient échappé à la razzia, histoire de participer au combat mené par des millions de Françaises en constante alerte. Grosses activités sur le front de la cellulite. Comment l'éliminer, l'écarter, la bombarder, la mitrailler, la pillonner, l'attaquer au laser ou en piqué.

Au chapitre des informations mises à la disposition du public par ces deux super-puissances de la presse féminine, il convient d'observer la plus extrême prudence. Vrai, faux, les révélations sur les conquêtes de Grace de Monaco ? Elle aurait fait d'otage

victimes, dont Clark Gable. De son côté, Liz Taylor avoue de lourdes pertes, suite aux menaces du nouvel homme de sa vie, un jeune ouvrier en bâtiment : Ou tu me gagnes, ou je te quitte.

Au premier rang de nos adversaires : les belles-mères, redoutables émulles de Saddam, tyranniques, envahissantes, possessives, qui n'hésitent pas à s'abriter derrière des boucliers humains en plaçant leur fils, soumis depuis l'enfance à un vigoureux lavage de cerveau, sur les sites stratégiques de la cuisine, de la chambre à coucher et de la salle d'eau.

Autre théâtre des opérations longuement commentées par des experts en sexologie devant des cartes anatomiques détaillées, la lutte au corps à corps sous le couvert d'une couette. Explosion des zones érogènes boursées, le cite, de corpsuscules de volapük, et descriptions très explicites des positions occupées par les forces en présence : missionnaire, Andromaque, gémipectorale et postes ouïes.

A chacun sa guerre. Pendant que les mères jouent aux pétits soldats, les yeux rivés sur le Golfe, les maris fourrissent leurs armes à l'arrière.

Les élections législatives partielles

A Paris, M<sup>me</sup> Barzach renonce

M. René Galy-Dejean, candidat RPR arrivé en tête au premier tour de l'élection législative partielle de la treizième circonscription de Paris, sera seul candidat au second tour, dimanche 3 février. Sa concurrente, M<sup>me</sup> Michèle Barzach, députée sortante démissionnaire, largement devancée au premier tour, a renoncé à maintenir sa candidature.

M<sup>me</sup> Michèle Barzach a décidé, lundi soir 28 janvier, de se retirer de l'élection législative partielle de la treizième circonscription de Paris. « Je veux couper court à la confusion qui pourrait naître des conditions de ce deuxième tour et qui risquerait d'affaiblir le sens de mon engagement », a-t-elle expliqué à sa permanence.

Dimanche soir, au vu de l'avance confortable obtenue au premier tour sur l'ancien ministre de la santé, par son candidat, M. René Galy-Dejean (41,17 % des suffrages exprimés, contre 26,56 % pour M<sup>me</sup> Barzach arrivée en deuxième position), l'état-major chiracien avait évoqué avec gourmandise l'éventualité d'un retrait de M<sup>me</sup> Barzach. Dès l'issue du dépouillement, M. Galy-Dejean lui avait d'ailleurs demandé « instantanément » de renoncer « afin que puisse se réaliser un très large rassemblement de toute l'opposition ».

Lundi matin, sur France-Inter, après avoir rappelé que le RPR avait demandé à ses candidats à se désister pour MM. Michel Noir et Jean-Michel Duhamel à Lyon, M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, avait affirmé que Michèle Barzach « ferait preuve d'élégance si elle se désistait » pour M. Galy-Dejean.

Le coup de grâce, pour M<sup>me</sup> Barzach, est venu d'un message « de sympathie et de raison » que lui a adressé M. Gérard Longuet. Le président du Parti républicain lui demandait également, en milieu d'après-midi, de jeter le gant. « Un

tel affrontement (avec M. Galy-Dejean) ne prouverait rien, serait contraire à l'esprit de clarté qui anime la démarche républicaine et entraînerait une ambiguïté lourde pour ceux qui souhaitent une organisation plus unitaire et plus démocratique de l'opposition », indiquait M. Longuet.

La conviction était présente. M<sup>me</sup> Barzach avait en effet au cours de sa campagne un « neutroïsme » calculé de sénateur du RPR et du CDS, s'étant révoquée bien isolée au soir du premier tour. Seuls MM. Patrick Devedjian, député RPR des Hauts-de-Seine, et Jean-Louis Bourlanges, député européen, avaient fait le déplacement jusqu'à sa permanence.

Elle a donc cédé, non sans avoir dénoncé une fois encore les partis politiques « transformés en machines à broyer les idées, à séduire les hommes et à perdre les présidentielles », ainsi que « la sempiternelle guerre des chefs qui paralyse l'opposition depuis quinze ans et le même tour droit à une nouvelle défaite ».

Le champ est aujourd'hui complètement libre pour M. Galy-Dejean. Si à l'issue du premier tour, un candidat arrivé en deuxième position avec moins de douze et demi pour cent des inscrits peut malgré tout, en vertu du code électoral, participer à un second tour — c'était le cas de M<sup>me</sup> Barzach — il n'en va pas de même pour celui arrivé en troisième position.

La décision de M<sup>me</sup> Michèle Barzach éclaircissait également l'horizon lyonnais. Notre bureau régional nous indiquait, lundi matin, que les responsables RPR conditionnaient leur soutien à MM. Jean-Michel Duhamel et Michel Noir au désistement de M<sup>me</sup> Barzach. Dans le cas contraire, « toutes les hypothèses » étaient ouvertes, affirmait-ils, malgré les appels lancés par M. Juppé. « Ce préalable levé », M. Hervé Fabre-Aubrespy (RPR), qui a recueilli 11,22 % des voix dans la deuxième circonscription du Rhône, a annoncé qu'il soutiendrait sans réserves les députés sortants, opposés pour le deuxième tour à deux candidats du Front national, MM. Bruno Gollinich et Alain Breuille.

Le PS a appelé ses électeurs à « faire barrage au Front national ». M. Gérard Le Gall, secrétaire national adjoint chargé des élections, minimise les « mauvais résultats » — une « déroute », affirme le Front national — obtenus par ses candidats. M. Le Gall estime que ces scrutins ne sont « pas représentatifs des rapports de force réels du pays » parce que « les enjeux principaux se situent à droite ».

Le conseil des ministres est reporté. — En raison de la présence de M. Michel Rocard aux obsèques du roi Olaf V de Norvège, mercredi 30 janvier, le conseil des ministres de ce mercredi est reporté au vendredi 1<sup>er</sup> février à 16 h 30.

## L'ESSENTIEL

## ÉTRANGER

**La Turquie et les Kurdes**  
Une mesure d'apaisement envisagée par le gouvernement ..... 12

**La fin de la guerre en Somalie**  
M. Ali Mahadi Mohamed proclamé chef de l'Etat ..... 12

## SOCIÉTÉ

**Les « affaires » du football**  
« Suspendu », M. Bernard Tapie va quitter l'OM et démissionne d'un complot politique ..... 13

**Une « première » pédagogique**  
Six mille enfants vont bénéficier d'un enseignement d'« éveil au goût » ..... 14

## SCIENCES • MÉDECINE

• Hypnose des batailles • Le stress au front • Le dyslexie, « verlan » de la lecture • La conservation, la restauration des documents graphiques. 19 et 20

## ÉCONOMIE

**Union monétaire européenne** ..... 21

**Privatisations en Tchecoslovaquie** ..... 22

## COMMUNICATION

**Le déficit d'Antenne 2**  
Le coût de la « couverture » de la guerre ..... 22

## TECHNOLOGIE

• Les utilisateurs de logiciels : « Nous ne sommes pas des pirates » ..... 23

## Services

Abonnements ..... 16

Carnet ..... 14

Marchés financiers ..... 24-25

Météorologie ..... 18

Mots croisés ..... 18

Radio-Télévision ..... 18

Spectacles ..... 17

La télématique du Monde : 3815 LEMONDE 3815 LM

Les petites annonces classées se trouvent dans le supplément Initiatives foliole de la XXIV.

Le numéro du « Monde » daté 29 janvier 1991 a été tiré à 647 207 exemplaires.

## M. Philippe Marchand, ministre de l'intérieur

L'inconnu  
de la place Beauvau

L'histoire s'accroît pour M. Philippe Marchand. Quasi inconnu du grand public, il arrive à l'un des postes les plus importants de la République. A cinquante et un ans, cet avocat, fils d'avocat, a gravi un à un les échelons du cursus politique traditionnel : engagement militant au PS en 1973, élection au conseil général en 1976, puis l'année suivante au conseil municipal de Saintes et, en 1978, à l'Assemblée nationale, dans la quatrième circonscription de la Charente-Maritime.

Fidèle de M. François Mitterrand avec lequel il partage au moins l'amour de la terre et des vieilles pierres charentaises, M. Marchand est attaché, comme l'est le chef de l'Etat, aux mandats locaux, à ceux qui rendent plus concrète la vie publique. Président du conseil général de 1982 à 1985, période pendant laquelle se mettait en place la décentralisation, il est entré au gouvernement le 17 juillet dernier comme ministre délégué chargé des collectivités territoriales et de la sécurité civile.

Parlementaire, M. Marchand peut se vanter d'avoir été au premier rang de tous les combats du droit et du socialisme : contre la loi « sécurité et liberté » de M. Alain Peyrefitte en 1980 et, au lendemain de l'arrivée de la gauche au pouvoir, pour l'abolition de la peine de mort, pour la suppression de la Cour de sûreté de l'Etat, pour l'abrogation de la loi « anticasseurs ». Ses compétences de juriste lui avaient valu d'être désigné comme rapporteur de la réforme du code pénal jusqu'à son entrée au gouvernement, entrée qui lui a également fait quitter, pour incompatibilité, la Commission nationale de l'information et des libertés, dont il a été membre de 1982 à 1986 puis depuis 1988. Son goût pour la réflexion s'est exercé, entre autres, au poste de président-rapporteur de la mission d'information sur l'intégration des immigrés, qui, constituée en décembre 1988, a abouti à la mi-mai 1990, à la publication d'un épais document contenant quarante et une propositions pour un « plan d'urgence pour l'intégration ».

Facile, volontiers fier, toujours modeste, M. Marchand devrait être un ministre de l'intérieur d'un genre nouveau.

A. Ch.

## SCIENCE &amp; VIE MICRO

**SVM**  
LE N°1 DE LA PRESSE INFORMATIQUE

SPÉCIAL INNOVATION  
UN ORDINATEUR  
SANS CLAVIER  
RÉVOLUTIONNAIRE

L'ordinateur du futur existe. SVM l'a rencontré. Imaginez un gros calepin avec un écran plat sur lequel vous écrivez tout simplement, avec un crayon. La machine reconnaît votre écriture et effectue toutes les tâches d'un micro-ordinateur actuel. Le système d'exploitation qui autorise une telle prouesse s'appelle Penpoint et est américain. Découvrez-le en détail et en exclusivité dans SVM.

## ET AUSSI :

- Un écran plat couleur superbe : le Toshiba T3200 SXc au banc d'essai.
- Tableau : Excel 3 de Microsoft en avant-première.
- Comparatif : quelle imprimante choisir avec Windows 3.

N° 1 DE LA PRESSE INFORMATIQUE

Depuis 1894  
DE LA SIMPLE RETOUCHE  
AU PLUS BEAU VÊTEMENT  
avec la garantie  
d'un grand maître tailleur  
COSTUMES MESURE  
à partir de 2 480 F  
PANTALONS 800 F VESTONS 1 890 F  
3 000 tissus  
Luxeuses draperies  
anglaises  
Fabrication traditionnelle  
TAILLEURS, JUPES, VESTES  
MANTEAUX et PARDESSUS  
UNIFORMES ET VÊTEMENTS MILITAIRES  
**LEGRAND Tailleur**  
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra  
Téléphone : 47-42-70-61.  
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

N I  
GRAND  
MODE

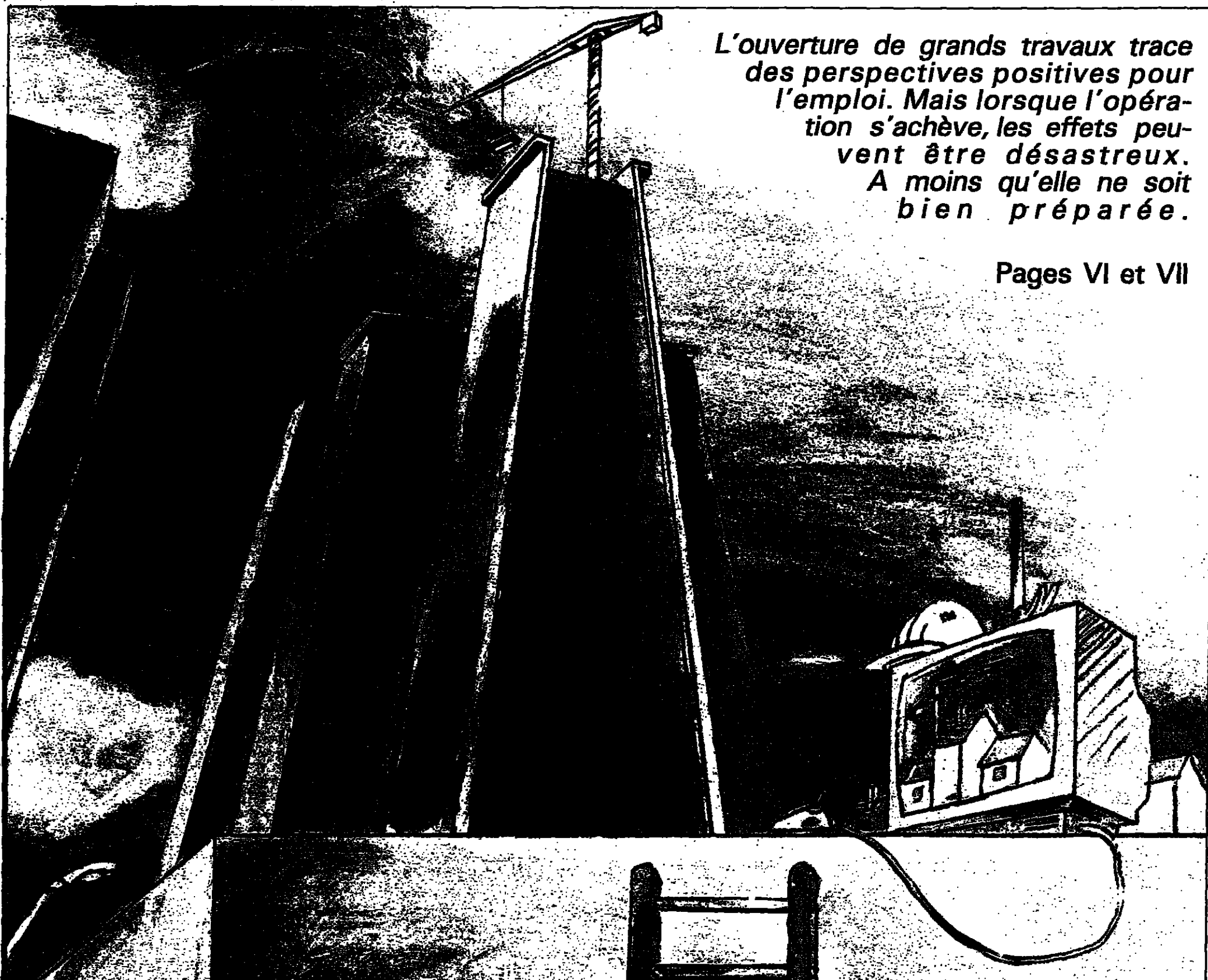
Jeudi 1.50

Le Monde

# INITIATIVES

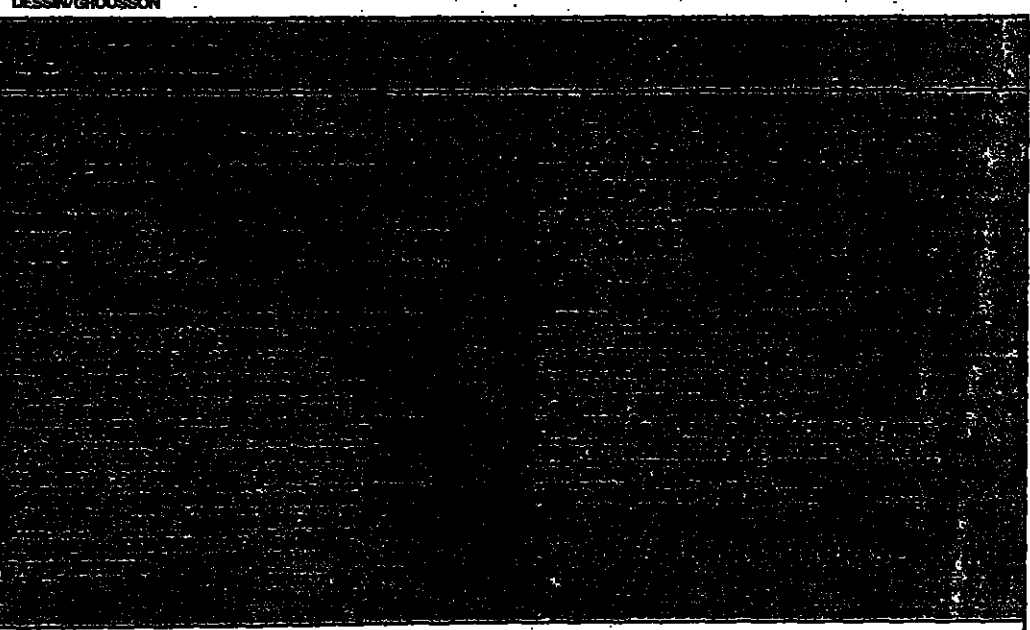
CAMPUS ♦ EMPLOI

## GRANDS CHANTIERS, MODE D'EMPLOI




L'ouverture de grands travaux trace des perspectives positives pour l'emploi. Mais lorsque l'opération s'achève, les effets peuvent être désastreux. A moins qu'elle ne soit bien préparée.

Pages VI et VII



16 PAGES D'OFFRES D'EMPLOI

(Publicité)



**EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA**  
Member of the California Association of State Approved Colleges and Universities  
A.C.B.S.P.

1629 Pine Street at Van Ness • San Francisco, CA 94109

**MBA** *Master of Business Administration*  
UNIVERSITÉ A SAN FRANCISCO spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'expérience d'un projet personnel/professionnel : programme américain unique dans son concept, habilitée à délivrer le :  
*Master of Business Administration*  
with an emphasis in international management.

**Filière d'admission : 3<sup>e</sup> CYCLE**  
Diplômes de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA - DESS - IRP - Grandes Ecoles - Titulaires de maîtrise, maîtrise.

Programme de 12 mois à San Francisco, modulé en fonction de votre formation initiale et de votre niveau d'anglais, conduisant au : M.B.A.

Informations et sélections : European University of America - 17/25, rue de Chaillot (métro Iéna) - 75116 Paris, (1) 48.78.11.51  
Communiqué par European University of America. Membres du COUNCIL ACBSP : 1629 Pine Street at Van Ness • San Francisco, CA 94109  
Programmes associés en Europe et en Asie : Tak Ming, Hong Kong et aux USA : PaD



ECHOS

L'INSA de Rouen  
crée une section  
théâtre-études

□ L'INSA (Institut national des sciences appliquées) de Rouen vient de créer une section théâtre-études qui sera intégrée aux cinq années de cursus des futurs ingénieurs. Les enseignants seront assurés par des comédiens et metteurs en scène professionnels du Théâtre des Deux-Rives de Rouen. Au programme en premier cycle : un cours de trois heures d'initiation aux techniques de l'acteur ; deux ateliers semestriels de perfectionnement auront lieu pendant les années de second cycle. Complétant le soutien du ministère de l'éducation nationale et du ministère de la culture, le conseil régional de Haute-Normandie et le conseil général de la Seine-Maritime se sont associés à la construction d'une salle de théâtre.

► Renseignements : INSA Rouen, Catherine Joannes, tél. : 35-14-60-00. Théâtre des Deux-Rives, Rémy Spinnewer, tél. : 35-83-63-41.

Un institut du Maghreb  
à Paris-VIII

□ Un institut du Maghreb sera prochainement créé à l'université Paris-VIII à la demande du ministre de l'éducation nationale. La mission d'enseignement, de recherche et de formation de cet institut développera trois domaines : les sociétés du Maghreb, les diasporas maghrébines et les échanges et les relations dans l'espace Maghreb-Europe. L'institut comprendra une option de DEA « Sociétés contemporaines du Maghreb et immigration ».

► Contact : Benjamin Stora et René Galissot, département d'histoire de Paris-VIII. Tél. : (1) 49-40-65-05.

DEUG en trois ans  
à Grenoble

□ La faculté de droit de Grenoble (Grenoble-II) expérimente un DEUG rénové en trois ans. Cette expérience doit remédier au taux d'échec très élevé en première année pour certains bacheliers. L'université propose un programme de formation en trois ans – comprenant des enseignements allégés, des cours d'expression française et de culture générale – aux étudiants insuffisamment préparés au cursus classique. Un tiers des étudiants inscrits en première année de droit bénéficieront de ce nouveau dispositif.

► Contact : Claudine Bourrette. Tél. : 76-52-55-65.

Un DEUST  
de maintenance hôtelière  
à Angers

□ Un DEUST (diplôme d'études universitaires scientifiques et techniques) de technicien de maintenance hôtelière ouvrira en octobre 1991 au département Etudes supérieures de tourisme et d'hôtellerie de l'université d'Angers. Son objectif est de former des techniciens polyvalents, pouvant assurer des fonctions de maintenance dans l'hôtellerie. Il est ouvert à des candidats titulaires de baccalauréat, de C, D, E, F1, F2, F3, F5, F10 option appareillage, ou d'un baccalauréat professionnel en rapport avec la maintenance ou l'électromécanique. Le contenu de ce diplôme a été élaboré avec l'aide de chaînes d'hôtels (Pullman, Accor, Concorde, Pargest) et de sociétés de services.

► Renseignements : Alain Parenteau, chargé de la communication du département Etudes supérieures de tourisme et d'hôtellerie de l'université d'Angers (ESTHUA). Tél. : 41-86-90-93.

TRIBUNE

# IUT ET QUALITÉ TOTALE

par Bernard Mousson

LES présidents des conseils d'administration d'IUT qui sont, à quelques élus locaux près, tous des professionnels en activité, veulent engager ces instituts dans une politique de qualité totale, aussi bien pendant le parcours de formation des étudiants que dans l'appréciation que les diplômés ont d'eux-mêmes et celle que les employeurs reconnaissent au diplôme universitaire de technologie de chacun.

Les concepteurs du système IUT ont assigné à cette innovation universitaire de 1966 des finalités professionnelles précises qui en font une composante originale de l'enseignement supérieur français, reconnue comme performante.

Les IUT, surmontant toutes les embûches, ont imposé leurs diplômés et ceux-ci ont su se faire hautement apprécier par les milieux professionnels. Les DUT sont devenus aujourd'hui l'une des ressources humaines indispensables à notre économie dont il faut préserver la spécificité et l'homogénéité de la qualité qui a été difficile à obtenir et reste fragile.

Entre les IUT et les employeurs, au-delà des finalités professionnelles définies, s'est développé un véritable cahier des charges de fait. Il implique des DUT la possession non seulement d'un savoir-faire, de connaissances, mais aussi de qualités humaines définies, qui correspondent aux responsabilités qu'ils auront à assumer, en entrant dans la vie active.

Le savoir-faire des DUT est réel et s'appuie sur des contenus scientifiques et techniques étendus qu'il leur faut assimiler en deux ans, au prix d'un travail intense. Alors que dans d'autres filières, l'étudiant a un programme plus léger ou dispose de quatre années pour faire un parcours similaire ou moins chargé et se préparer, avec d'autres qualités, à d'autres tâches. Les appellations « études courtes », « études longues » sont trompeuses car elles recouvrent des réalités très différentes !

En deux ans, l'étudiant en IUT renforce ses aptitudes d'assimilation et ses capacités de travailler de façon intense et prolongée. Par contre, il est simultanément impossible, dans ce même délai, de lui faire acquérir les qualités humaines qui peuvent lui manquer et qu'il implique les responsabilités d'encadrement opérationnel en entreprise. Par exemple, en atelier, en laboratoire ou sur un chantier, les problèmes de sécurité sont latents et peuvent se poser inopinément. Le DUT, devant un incident, devra trouver et décider dans l'instant les parades et les faire appliquer. Ce n'est pas à la portée de toute personne, aussi savante soit-elle, mais ici c'est essentiel dans la fonction, pour protéger les hommes et les biens.

## Un « service après diplôme »

Aussi le bachelier, quel qu'il soit, admis en IUT, doit déjà posséder les qualités humaines dont il aura à faire usage comme jeune professionnel : sens des responsabilités, capacité de communiquer, d'anticiper, de décider, d'entraîner... Le choix qui est opéré à l'IUT entre les candidatures à une finalité professionnelle précise ne se compare pas avec les sélections à finalité élitiste opérées par certaines filières.

Pour réaliser cet objectif de qualité totale et ainsi progresser, les présidents envisagent d'engager trois types d'actions :

— Avant d'entrer en IUT, un bilan d'aptitudes, de vocation et de personnalité devra être fait, notamment à partir de tests, pour tous les candidats, afin de les éclairer sur la validité de leurs orientations et les responsabiliser face à leur choix. Ce bilan donnera également aux jurys d'ad-

mission des éléments plus objectifs sur les qualités humaines recherchées.

— Des évaluations, portant sur des échantillons scientifiques, par spécialité de DUT, devront être faites en entreprise, après deux à trois années d'activité. Une première évaluation sera faite par le DUT lui-même, une seconde par son responsable hiérarchique, la troisième par le directeur des ressources humaines. Ces évaluations rendues anonymes auront pour objectif de connaître, par spécialités, les perfectionnements qu'il y aurait éventuellement lieu d'apporter aux critères de choix des candidatures et aux formations développées dans les départements.

Entre le bilan des potentialités initiales de l'étudiant et l'évaluation du jeune professionnel en situation, après sa période d'adaptation, s'inscrira objectivement l'efficacité et la pertinence du processus pédagogique de la filière considérée.

— Enfin, pour entretenir et développer le potentiel évolutif des DUT, voulu par les concepteurs de la filière et réclamé par les employeurs, les IUT auraient dû être investis d'une mission d'accompagnement de ces professionnels dans leur vie active. Cette lacune doit être comblée en mettant en place un véritable « service après diplôme » garantissant la mise à jour de leurs connaissances et de leurs savoir-faire, mais aussi capable de mettre à leur portée des diplômes reconnus, pouvant les conforter dans leur capacité d'évolution de carrière.

Les pouvoirs publics souhaitent voir l'enseignement supérieur s'ouvrir plus largement aux besoins des entreprises. Ils ne pourront réaliser leurs vœux qu'en prenant en compte les méthodologies et les critères reconnus par les professions.

► Bernard Mousson est président de l'Union nationale des présidents d'IUT.

# LA LIBRAIRIE DES ÉTUDIANTS

Cette rubrique recense les dernières parutions de livres plus spécialement destinés aux étudiants et aux enseignants.

## Commerce (s) en Grande-Bretagne au XVIII<sup>e</sup> siècle

Édité par Suzy Halimi

Ce recueil de dix-sept essais (dont certains en anglais) est le résultat de trois colloques tenus à la Sorbonne Nouvelle et à l'École normale supérieure, sous les auspices du Centre d'études anglaises du XVIII<sup>e</sup> siècle. Jouant sur la polysémie du mot commerce, le thème choisi a justifié des approches très diverses de tous les domaines : les activités marchandes, avec notamment des études sur la population mondiale, la maladie, de la folie et des monstres humains ; la sociabilité (commerce épistolaire, des cafés et des salons...) ; le commerce vu à travers le prisme de la littérature et de la peinture.

► Publications de la Sorbonne, 323 p., 160 F.

## Images économiques du monde 1990

par J. Beaujeu-Garnier, A. Gambin, A. Delobez

Publié tous les ans, cette somme de tableaux statistiques accompagnés de commentaires et d'analyses de tendances permet de faire le point sur la population mondiale, les activités industrielles, les productions agricoles, la pêche, les circulations, les dettes extérieures des pays et les valeurs des monnaies. Chaque État, de l'Afrique du Sud au Zimbabwe, fait l'objet d'un bilan politico-économique. Les tableaux présentent en règle générale les chiffres de 1974, 1988 et 1989.

► Sedes, 246 p., 130 F.

## La France en chiffres 1990

Ce document en format de poche propose une mise à jour de l'économie française sur la base de l'ensemble des chiffres pour 1989, abondamment commentés. Tous les grands secteurs sont passés en revue :

richesses nationales (population, emploi...), comptes de la nation, agriculture, énergie, industrie, services. S'y ajoutent des comparaisons internationales, des séries chronologiques depuis la deuxième guerre mondiale, et des fiches économiques sur chacune des régions françaises et les DOM-TOM.

► Editions L'Harmattan, collection « Histoire », 463 p., 87 F.

## Éléments d'économie pratique

par Christophe Hecky

Un manuel pour ceux qui ont besoin d'une culture générale économique : étudiants des filières littéraires ou techniques, candidats aux concours administratifs, stagiaires de la formation professionnelle... Les grands mécanismes économiques et financiers, et l'actualité, sont présentés en sept chapitres suivant une chronologie linéaire, qui part des unités économiques les plus simples – consommateurs, entreprises – pour arriver au système complexe des relations internationales.

► Editions L'Harmattan, collection « Didactique des logiques économiques », 319 p., 160 F.

## La Dynamique spatiale de l'économie contemporaine

sous la direction de G. B. Benko

Les Editions Européennes Erasme, rebaptisées Editions de l'Espace Européen, contribuent, avec cette vingtaine d'études, à la connaissance des mutations spatiales du système de production et des enjeux du développement régional. Toutes les grandes questions théoriques relatives à la réorganisation de l'industrie, avec ses implications à l'échelle du territoire, sont débattues. Trois sujets centraux ont orienté les recherches plus empiriques : la haute technologie, la géographie des services, les PME et les activités artisanales.

► Editions de l'Espace Européen, collection « Géographies en liberté », 396 p., 180 F.

## Le socialisme au capitalisme, l'exemple de la Hongrie

par Janos Kornai

L'auteur, économiste parmi les plus réputés en Europe de l'Est, a réuni ses idées concernant la politique économique à mettre en œuvre en Hongrie : des idées valables, précise-t-il, pour « tous les pays qui se trouvent en période de transition entre un régime socialiste et une économie libre ». Recommandant un traitement simultané de l'ensemble des problèmes, son analyse fait apparaître comme indissociables le processus de privatisation de la propriété et les mesures nécessaires à la stabilisation, à la libéralisation et au macro-ajustement de l'économie (depuis l'arrêt de l'inflation jusqu'à l'abandon de la logique de pénurie et le renforcement du soutien politique à ces mesures).

► Gallimard, collection « Le débat : histoire, politique, société », 228 p., 110 F.

## Economie internationale

par Jean-Louis Mucchielli

Ce manuel consacré à l'économie internationale est divisé en trois grandes parties : la première analyse la spécialisation économique internationale, passant en revue le modèle de Ricardo, celui de Heckscher et Ohlin et les approches contemporaines ; la deuxième étudie les politiques commerciales internationales et notamment les aspects du protectionnisme ; la dernière analyse les problèmes de la balance des paiements à partir d'une analyse des ajustements et des politiques macro-économiques en économie ouverte.

► Mémoires Deloche, 182 p., 84 F.

## Vers le management international des ressources humaines

par Jean-Marie Peretti, Didier Cazal et François Quiquandon

« Confrontés à des défis technologiques, socioculturels et économiques dans un contexte marqué par l'internationalisation accélérée des entreprises et la construction d'un espace social européen, les directions des ressources humaines découvrent la

nécessité d'une internationalisation de leur approche. » Les auteurs de ce manuel ont lancé en 1989 le premier master spécialisé en management international des ressources humaines (MIRH) à Sup de Co Marseille. Une fois retracée l'histoire de la fonction « personnel » depuis 1850 et défini le MIRH, avec ses nouveaux profils et formes, ils en développent les grandes missions : gestion de l'emploi en milieu international, harmonisation des politiques de rémunération, coordination du développement social...  
► Editions Liaisons, 283 p., 189 F.

## Economie d'entreprise

par Michel Morchesnoy

Compte tenu de la perée de l'économie d'entreprise dans les cursus scolaires et universitaires, l'auteur se propose d'aider les étudiants à acquérir les bases de cette « discipline culturelle ». Il définit la dimension économique et sociale de l'entreprise et passe en revue les principaux courants théoriques de l'économie d'entreprise. L'exposé des concepts de base s'appuie sur les pôles d'intérêt du système de gestion : les buts, l'organisation, les activités et l'environnement. Trois autres sites récemment parus dans la même collection « Gestion » : Comptabilité générale ; Comptabilité analytique et Gestion financière  
► Eyrolles Université, collection « Gestion », 103 p., 98 F.

## Les indices boursiers

par Pascal Gobry

Enjeux économiques et financiers considérables, les indices boursiers ont totalement changé de nature dans les années 80. Cette mutation, explique Pascal Gobry, et le krach mondial d'octobre 1987, sont à l'origine d'une nouvelle science des index chiffrés, la diptologie financière, dont il nous donne ici quelques clés. Au sommaire : un panorama sur les indices boursiers, la manière dont ils sont élaborés, les nouvelles techniques de gestion de portefeuille qu'ils induisent, leur responsabilité dans les krachs financiers.

► Presses universitaires de France, collection « Que sais-je ? », 122 p.

MARIANNE ROUGÉ

ECHOS

L'Aventure des métiers du 10 au 15 avril à Paris

□ La troisième manifestation de l'Aventure des métiers se déroulera du 10 au 15 avril à la Grande Halle de La Villette à Paris. Responsable de cette manifestation, à la fois Salon et spectacle, Armand Braun estime que la « pénurie de personnel qualifié va de pair avec la raréfaction de l'information appropriée qui parvient aux jeunes à propos des métiers ». A travers de multiples stands, tenus par des professionnels, les jeunes de seize à seize ans découvriront de nombreux métiers, une vidéo-transmission permettant à la manifestation d'être présente en même temps dans la plupart des grandes villes de France. A cette occasion, l'opération « Un jeune, un jour, un métier » sera relancée : son but est de faire en sorte que chaque jeune, seul ou en petit groupe, passe une journée avec un professionnel sur son lieu de travail.

COURRIER

Pour la transparence du troisième cycle

« Mademoiselle, vous avez une belle potirine. Je vous prends dans mon DESS », « Monsieur, cette partie de tennis m'a beaucoup plu. Je vous inscris dans mon DEA ». Ces propos imaginaires sont-ils loquaces de la réalité ? A cette époque de l'année où les étudiants de l'Université ont débuté leurs cours, nous protestons vigoureusement contre l'existence quasi générale de transparence dans la procédure de sélection à l'entrée des troisièmes cycles universitaires. En clair, quels sont les critères de sélection, objectifs, définis par les jurys ? Et si ces critères existent, pourquoi ne pas les communiquer ?

A l'heure où de plus en plus de diplômés de second cycle postulent à une cinquième année de formation (mais ont-ils tous un projet professionnel qui le justifie ?), nous constatons malheureusement que de nombreux responsables de troisième cycle se moquent de nous. De plusieurs manières :

— Certains en ouvrant largement leur formation aux étudiants des écoles de commerce, ces mêmes étudiants qui dénigrent les deux premiers cycles, mais qui se précipitent sur le troisième. L'objet de l'Université n'est-il pas de former des jeunes par un cursus long, le troisième cycle constituant pour une partie d'entre eux le « couronnement » de leur formation ? Certes, recruter un « ESSEC » ou un « IEP » peut, à court terme, renforcer l'image de marque. Mais l'Université formerait-elle des nuls ? Faut-il rappeler qu'un étudiant diplômé de l'Université qui désire intégrer un master dans une école doit être titulaire d'un troisième cycle ?

— En acceptant peu d'étudiants titulaires d'une maîtrise d'une autre UFR, alors qu'ils écrivent dans leurs dossiers que leur troisième cycle est ouvert à plusieurs formations différentes. Quand les professeurs cesseront-ils leur « guéguerre » permanente et stérile ? Sans compter des « guéguerre » inter-universitaires, qui produisent les mêmes effets. Et certains se demandent encore pourquoi les étudiants sont si peu mobiles durant leur scolarité !

— En annonçant privilégier les étudiants qui présentent un projet professionnel solide, mais en sélectionnant en fait sur un critère totalement scolaire : l'obtention ou non de mention(s). Il n'est pas rare, en effet, de constater qu'un étudiant qui aligne une ou deux mentions et un projet professionnel moyen (avec peu de stages sérieux et en rapport avec ce projet) soit préféré à un autre qui n'a pas de mention, mais qui présente une motivation sérieuse, attestée par de nombreux stages.

PASCAL MILOVANOVICH, FÉDÉRIC TURLAN, OLIVIER MILCAMP.

Étudiants à Paris I.

# Anti

# Gérer

# Aires « amb

# reconn

LES TROISIÈMES JOURNÉES PROSPECTIVES DU « MONDE »

## Anticipation et pragmatisme

**L**A gestion des ressources humaines doit naviguer aussi au milieu de très nombreuses incertitudes, qu'il s'agisse de l'environnement économique et social des entreprises, des cohabitations aussi diverses que délicates qu'il faut apprendre à organiser sur un même lieu de travail, de la difficulté d'imaginer nombre de métiers qui, inconnus aujourd'hui, existeront dans moins de dix ans, ou de la faillite d'un certain nombre de modèles présentés comme

autant de solutions infaillibles. Ce sentiment d'incertitude s'est retrouvé lors des troisièmes Journées prospectives du Monde qui ont été organisées, avec un grand succès, au siège de l'UNESCO les 15, 16 et 17 janvier (le Monde du 17 janvier).

La crise du Golfe battait son plein et était sur le point de se transformer en guerre, mais les nombreux participants aux Journées prospectives ont su, lors de très nombreux débats, comme à la Tribune des entreprises, dont nous

rendons compte ci-dessous, se projeter dans l'avenir, partager les expériences et se livrer ensemble au délicat exercice de la gestion de la complexité. Incertitude, complexité, disparition des repères traditionnels, modification du contenu des métiers, effondrement des partenariats sociaux, craintes d'une conjoncture moins favorable, d'une croissance économique moins soutenue, d'un retour des grandes vagues de suppressions d'emplois avec des méthodes de reconversion à réinventer, tous les

ingrédients paraissent être réunis pour que le pessimisme domine les débats ou pour que les intervenants restent en panne de solutions.

Et pourtant, les spécialistes de la gestion des ressources humaines ont montré qu'ils n'étaient pas pris au dépourvu, et qu'ils s'étaient déjà préparés aux changements permanents de leur environnement. Pragmatisme et anticipation sont devenus les maîtres mots de cette approche, les entreprises présentes montrant qu'elles s'efforcent

d'appliquer à elles-mêmes ce qu'elles demandent à leurs salariés, à savoir une faculté d'adaptation permanente. La gestion de la complexité passe ainsi par des efforts accrus de communication et de formation, et par une volonté de plus en plus affirmée de fidéliser de nouveau les salariés, même si les règles d'une bonne cohabitation entre jeunes collaborateurs, à l'ambition chevillée au corps, et anciens, travaillant par la crainte d'une perte de reconnaissance, restent à inventer. Une fidélisation

qui, paradoxalement, s'accompagne d'une demande de plus grande mobilité géographique et professionnelle. L'incompatibilité n'est qu'apparente : si les jeunes diplômés veulent être les propres développeurs de leur carrière, ne faut-il pas qu'ils conçoivent celle-ci comme une suite de plusieurs postes et de plusieurs fonctions, quitte à pouvoir les exercer (aussi) dans une même entreprise ? Anticipation et... pragmatisme.

Michel Noblecourt

## Gérer la complexité

Face aux exigences de carrière des jeunes cadres, les entreprises essaient d'accroître la mobilité

**D**E plus en plus, les grands groupes internationaux sont confrontés à la complexité de la gestion des ressources humaines. On exige des ingénieurs des compétences toujours plus pointues, ce qui rend difficile la communication entre services. Par ailleurs, depuis la reprise économique de 1987, les grandes entreprises ont massivement recruté des jeunes cadres dont l'état d'esprit diffère parfois de celui des anciens. Comment concilier ces ambitions multiples avec les objectifs de l'entreprise ? Comment favoriser l'épanouissement de chacun dans une grande structure ? Tels étaient les thèmes abordés par les directeurs de ressources humaines à la Tribune des entreprises durant les Journées prospectives du Monde les 16 et 17 janvier.

Thomson a apporté l'une des réponses en créant le métier de gestionnaire des carrières de cadres : « *Placé hors hiérarchie, son rôle est de conseiller l'individu dans son évolution. C'est une volonté de la direction générale de donner un certain pouvoir d'arbitrage à la direction des ressources humaines.* » Un moyen aussi de favoriser la mobilité, comme en témoigne cet ancien cadre financier du groupe devenu responsable du développement de carrière de ses anciens collègues. « *Pour chaque fonction, achats, finances etc., on définit l'ensemble des responsabilités, précise-t-elle. A l'intérieur de chacun de ces sous-métiers, on va bâtir la hiérarchie de postes qui servira ensuite de point*

d'appui au déroulement de carrière. Cette approche par fonction doit nous permettre de constituer une sorte de corps d'élite. »

**LIBERTÉ D'ENTREPRENDRE.** « Gérer la complexité », c'était aussi le thème développé lors de cette tribune par Hewlett-Packard (HP) dont la structure française est très décentralisée. « *Nous avons voulu instaurer une gestion par objectifs* », affirmait Véronique Blanchard, du service des ressources humaines. « *L'important est de favoriser la liberté d'entreprendre, poursuit-elle. A la limite, on peut même reprocher à un salarié de ne pas avoir désobéi à son supérieur. Pour réussir à Hewlett-Packard, il faut communiquer. Car la communication est essentiellement orale et informelle. Les décisions d'embauche se prennent au premier niveau hiérarchique : c'est le manager qui est le recruteur.* »

Les responsables de HP affirment avoir constaté deux principales sources de contre-pouvoir dans l'entreprise. D'une part, la « *politique de la porte ouverte* », c'est-à-dire le droit pour tout salarié de court-circuiter son manager direct en cas de problème. D'autre part, chaque poste a pourvoir est en même temps ouvert à l'extérieur et à l'intérieur de l'entreprise. « *Le recrutement interne utilise les mêmes pratiques que l'externe, y compris dans la chasse de têtes. Conséquence : un mauvais manager va progressivement se retrouver sans équipe, ni candidat.* »

En matière de formation aussi,

les mentalités évoluent : « *Autrefois les cadres venaient au service formation avec une demande précise. Leur principale exigence était d'accroître leur savoir. Aujourd'hui ils s'interrogent : « Quel est mon objectif ? » disent-ils. On a donc voulu leur donner des formations de culture générale.* » Et Jennifer, consultante américaine du groupe, d'expliquer à l'assistance en marchant sur des morceaux de papier représentant les différents niveaux logiques que « *les barrières sont davantage en soi que dans l'environnement.* »

**ENTRETIEN DE RECRUTEMENT.** Plus prosaïquement, France Telecom, qui, le 1<sup>er</sup> janvier, est passée du statut d'administration à celui d'entreprise de droit public, doit développer une politique de ressources humaines. « *On ne recrute pas pour un poste précis mais pour une carrière comprenant au moins trois postes* », assure Alain Sétrot, responsable de la gestion des cadres. Toutefois, le recrutement s'effectue toujours sur concours administratif : « *On reste fonctionnaires malgré la réforme mais on a réduit le concours ouvert aux inspecteurs à sa plus simple expression : l'épreuve orale évolue vers un véritable entretien de recrutement.* »

Durant la Tribune, Claire Papouneau, responsable de la gestion prévisionnelle de l'emploi, a évoqué la création, avec l'évolution des techniques des télécommunications, de fonctions nouvelles à France Telecom : celles d'architecte et d'administrateur

de réseaux. « *Ce sont des métiers techniques mais qui impliquent des contacts avec les entreprises clientes afin de cerner leurs besoins. Nous recruterons cinquante ingénieurs par an durant les trois années à venir. Nous avons aussi besoin de commerciaux.* »

Le recrutement des commerciaux était aussi au cœur des préoccupations des responsables de Lafarge-Coppée. Pour le leader mondial des matériaux de construction, le problème n'est pas tant la complexité de la gestion des ressources humaines qu'une image de marque « *poussièreuse* ». « *Notre groupe ne se limite pas au ciment qui ne représente que 42 % de notre activité. La diversité de nos métiers est mal connue, notamment dans les matériaux nouveaux.* » Tout en étant une grande structure, Lafarge-Coppée développe le management participatif à travers des entreprises à taille humaine. « *Nous sommes un grand groupe hyper décentralisé* », affirme Gilles Rousseau, responsable du développement-marketing de Lafarge Nouveaux Matériaux. « *Les gens qui travaillent au marketing avec moi n'ont pas vocation à y rester. Une partie de ma responsabilité consiste à les former au marketing d'études ou bien d'image pour qu'ils puissent prendre un jour une responsabilité marketing complète dans l'une de nos filiales. Small is beautiful, big is powerful.* »

Francine Alzicovici et Laurent Marcellion

## Le choix de la fidélité

Pour orienter et maîtriser sa vie professionnelle, mieux vaut ne pas partir de trop bas

TOUT VA DÉPENDRE DE VOTRE CAPACITÉ À ÊTRE LE MEILLEUR LONGTEMPS.



**P**OUR que la fidélité soit réellement un choix du salarié et non une simple résultante de la situation du marché de l'emploi, encore faut-il que les entreprises leur proposent de réelles perspectives de carrière. Si elles veulent rester crédibles, en dépit des opérations de fusion-acquisition qui déstabilisent plus d'un cadre et des nouvelles vagues de licenciement qui n'épargnent aucune catégorie sociale, les entreprises doivent s'efforcer de montrer qu'elles aussi sont fidèles.

C'est un fait entendu : les carrières ne se « *déroulent* » plus comme des tapis rouges. « *Vous êtes votre propre développeur de carrière* », martellent les responsables de Bull aux étudiants. Conséquence logique : les entreprises ont à cœur de prouver qu'elles ne laisseront pas les « *potentiels* » végéter dans leurs sous-directions d'origine et que d'importants efforts de formation permettront à tous d'évoluer.

Fidélité ou non, les entreprises n'ont d'ailleurs pas vraiment le choix. « *Le système universitaire ne fournit plus en temps réel les compétences dont l'entreprise a besoin et, comme les métiers changent, il faut changer de métier. L'entreprise exige de son personnel une faculté d'adaptation permanente. Cela doit devenir naturel. Pour que ce soit bien le cas il faut mieux l'organiser, et souvent l'anticiper* », explique Francis Nogue, chef du service des ressources humaines chez Framatome.

**DIFFICILE VIRAGE.** Dans ce groupe, la gestion prévisionnelle porte un nom : Framétière. Grâce à ce dispositif, élaboré il y a trois ans, une centaine de salariés bénéficient chaque année d'un important programme de formation qui leur permet d'évoluer dans leur métier, ou d'en changer tout en restant dans l'entreprise. Ouvert à tous, ouvriers, techniciens ou ingénieurs, Framétière a largement contribué à négocier un difficile virage industriel. Confronté au déclin de l'industrie

nucléaire, Bernard Jais, directeur des affaires sociales, peut néanmoins affirmer que ses maîtres mots sont « *pragmatisme* » et « *anticipation* ».

Framatome n'est pourtant pas du genre à céder aux sirènes de la modernité. Quitte à prendre l'exact contrepied de certains cercles patronaux qui souhaitent en faire une arme anti-OPA, Bernard Jais précise qu'il est un farouche adversaire des « *projets d'entreprise qui, par définition, figent et n'anticipent pas* » et sont donc « *préjudiciables à la gestion des ressources humaines* ».

Les effets de mode occupent également une place importante lors du recrutement. A charge pour les entreprises de mettre en garde les jeunes contre certaines idées toutes faites, sans les froisser pour autant. Comme l'a montré le débat organisé par l'Indesuez, les fusions-acquisitions sont à la mode et les jeunes diplômés rêvent tous d'entrer dans la banque par cette porte. « *Même s'il faut éviter de faire trop de zig-zags, on ne fait pas de bonne carrière en ligne droite* », a rappelé Jean-François Lepetit, directeur général. Cette banque, qui a fait de l'« *expertise* » sa principale ambition, entend « *recruter les meilleurs et développer leur potentiel* ». Même si, pour Pierre-Yves Demoures, responsable du recrutement des cadres, « *être parmi les meilleurs n'implique pas que l'on ait suivi la meilleure des formations universitaires ou des grandes écoles* », les jeunes cadres présents à la tribune étaient tous issus de HEC, de Centrale ou de l'Ecole des mines.

Comment alors ne pas donner raison à ces jeunes qui, participant à un débat sur les bac+2, ont montré qu'ils ne se faisaient guère d'illusions sur leurs chances de passer cadres s'ils ne poursuivaient pas leurs études. Pour réussir sa carrière, mieux vaut ne pas partir de trop bas ?

Frédéric Lemaître

## Des cadres « ambitieux » et « enthousiastes »

Un tiers de salaire, un tiers de considération, un tiers d'espoir, une recette pour motiver les dirigeants

**L**E recrutement, l'intégration mais surtout la fidélisation ont dominé les débats de clôture menés par des dirigeants d'entreprise avec plusieurs centaines de jeunes diplômés. « *Quand nous recrutons un jeune et qu'il se prête au jeu des entretiens, a expliqué Christian Chaboud, directeur général adjoint de Bossard Consultants, nous ne pensons pas en termes d'une collaboration de trois ans. La seule question que nous nous posons c'est : « Fera-t-il un bon manager ? » Il faut embaucher pour longtemps, surtout dans notre métier où les relations de confiance jouent un très grand rôle.* »

Venu parler de « *l'éthique dans le management des ressources humaines* », Jean-René Fourton, PDG de Rhône-Poulenc, a défini la rémunération des cadres en ces termes : un tiers de salaire, un tiers de considération, un tiers d'espoir. « *Il faut des capacités de progression importantes dans une entreprise. Cette année, nous allons recruter trois cent cinquante cadres. Notre objectif est de leur assurer une mobilité géographique et fonctionnelle afin qu'ils restent ambitieux et enthousiastes.* »

**DIVERSITÉ DES MÉTIERS.** Un pari facilité pour les entreprises à échelle mondiale, comme le confirmait, après Jean-René Fourton, Jacques Casanova, directeur des affaires sociales d'Elf-Aquitaine, qui a insisté

auprès des jeunes diplômés sur la diversité des métiers recensés au sein du groupe pétrolier : « *Vous pouvez faire de la recherche biologique, travailler en géophysique, souhaiter élaborer la meilleure des communications internes ou bien vous orienter vers les ressources humaines. Mais dans tous les cas, nous nous engageons à prolonger votre formation théorique par l'enseignement pratique d'un métier. D'où nos efforts importants de formation.* » Et la peur, bien évidemment, de voir ses jeunes poulains débâchés par la concurrence.

Jacques Casanova refuse donc tout « *cloisonnement* », cela afin de laisser entrevoir aux cadres une évolution de carrière. Le responsable du groupe pétrolier s'est même présenté comme un exemple vivant de cette réalité : « *J'ai débuté ma carrière en tant que technicien. Vous voyez donc que tout est possible, et tout sera possible pour les six cents cadres que nous allons embaucher cette année.* »

Souci identique chez Promodès. Par la voix de son directeur des ressources humaines, Francis Mathieu, le groupe de distribution a accentué son intervention sur « *l'apprentissage du management* », via la gestion des cadres à haut potentiel. Moins de diplômés à l'écoute que pour les anciens consultants. La distribution traîne, selon quelques jeunes interrogés, une image de marque moins favorable, notam-

ment en ce qui concerne les efforts de formation. Pour autant, Francis Mathieu a tenu à vanter les mérites du système de formation des cadres dirigeants en place chez Promodès : « *Nous travaillons sur deux ans par une suc-*

cession de séminaires qui durent en moyenne deux à trois jours. » Là aussi, le même objectif : fidéliser le cadre. Pour longtemps.

Marie-Béatrice Baudet

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

**MS ESCP**

**MASTRE SPECIALISE JURISTE D'AFFAIRES INTERNATIONALES**

Spécialisation de haut niveau, en un an, pour former le juriste à la gestion d'entreprise dans un contexte de négociations internationales. Ce programme, en étroite collaboration avec le C.E.F.P., bénéficie d'une équivalence de crédits. Sélection ouverte aux titulaires d'un DESS ou DEA de droit, du CAPA ou équivalent. Dossier de candidature et renseignements auprès de Nathalie CHIGNOLL

GRUPPO ECCE SUPERIORE DE COMMERCIO DE PARIS  
MASTRE SPECIALISE  
73, avenue de la République - 75013 Paris Cedex 11 - Tél. : 49.23.21.43



## LA FRANCE RATE LE DÉPART

Les nouvelles technologies de communication pourraient apporter une aide considérable à l'enseignement supérieur. Malheureusement la France risque bien de rater le coche de cette révolution

« C'EST avec le micro-ordinateur qu'il faut mettre en œuvre l'enseignement de demain. L'enseignement à distance doit être développé et délocalisé. Les ingrédients ne manquent pas pour soutenir une initiative de grande envergure. C'est le moment ou jamais. » Cet appel, lancé par Olivier Duhamel dans un rapport sur « l'université ouverte » remis le 6 juin 1990 à Lionel Jospin, ministre de l'Éducation nationale, ne semble pas, pour le moment, avoir été entendu. Au ministère, le silence est total sur ce sujet : les « politiques » renvoient sur les « bureaux », et vice-versa.

Pourtant, on s'accorde, dans le milieu de la formation, sur l'urgence d'organiser un enseignement à distance faisant appel aux nouvelles technologies. Celui-ci apparaît comme un des remèdes au surpeuplement des universités, notamment pour les premiers cycles. Il permettrait de répondre à la demande croissante des entreprises et des salariés en matière de formation continue. André Laignel, secrétaire d'État à la formation professionnelle, soulignait dans le *Courrier du Parlement* d'avril 1990 : « Il faut atteindre les individus là où ils se trouvent. Je pense essentiellement aux salariés de PME-PMI, mais aussi à tous ceux que leur rythme professionnel empêche d'accéder à une formation traditionnelle, aux personnes qui vivent éloignées des grands centres urbains. Il faut faire face à l'augmentation des besoins en personnel qualifié en démultipliant les possibilités de formation ».

Enfin l'enseignement à distance devrait bénéficier de la généralisation des nouvelles technologies, comme l'ordinateur, la télématique et la vidéo. Comme l'explique Robert Lefranc, ancien directeur du centre audiovisuel de l'École normale supérieure de Saint-Cloud : « Il existe maintenant suffisamment de matériel dans les foyers, des magnétoscopes au Minitel en passant par les radio-cassettes voire le micro-ordinateur, pour que l'on puisse faire un télé-enseignement de qualité. En cas de besoin, les universités

peuvent envisager des prêts de matériels, comme elles l'ont fait au début des années 60, époque héroïque où elles prêtaient des lecteurs de cassettes ».

Pourtant la France a pris un retard considérable dans ce domaine par rapport aux pays étrangers. Dès 1960, Robert Lefranc remettait un premier rapport au ministère de l'Éducation nationale sur la création de centres de télé-enseignement universitaire. « La France faisait alors figure de pionnière. Depuis, tous les pays ou presque se sont dotés de telles universités. En Chine même, « l'université par télévision » comptera bientôt un million d'étudiants ! » En France, rien, ou si peu.

**PRUDENCE.** Les autorités se désintéresseraient-elles de la question ? Sans doute pas. A la délégation à la formation professionnelle (DFP), un budget de 85 millions de francs a été dégagé l'an dernier pour les formations multimédias. C'est aussi à l'initiative de cette délégation qu'a été lancé, en 1987, un appel d'offres interministériel de projets de formation multimédia.

Il existe également un organisme auprès de la direction des enseignements supérieurs, la MEPENTE (Mission des équipements pédagogiques et des nouvelles technologies d'enseignement). Mais ses budgets sont faibles (10 millions de francs pour l'audiovisuel, 85 millions de francs pour l'informatique pédagogique, une somme qui va essentiellement à l'équipement et à l'entretien du parc informatique des universités) et sa démarche très prudente : « Il ne faut pas imposer mais impulser, coordonner et éventuellement arbitrer, explique Yves Cédane, responsable de la MEPENTE. Soyons pragmatiques, on ne peut pas donner à manger à quelqu'un qui n'a pas faim ».

C'est pourquoi la Mission subventionne surtout des expériences ponctuelles. Ainsi, une dizaine de projets, issus de l'appel d'offres lancé par la DFP et montés en partenariat avec des universités, ont été soutenus par la direction des enseignements supérieurs. La MEPENTE a également réalisé

une enquête sur les centres audiovisuels universitaires. Un catalogue de 300 heures de programmation environ devrait être prochainement édité. « Mais il nous faut partir des besoins exprimés par les enseignants, poursuit Yves Cédane. Par exemple, nous nous sommes rendu compte que les chimistes se sont auto-organisés pour produire des logiciels. Nous allons donc monter un groupe de pilotage sur ce domaine, recenser les ressources disponibles. » Politique de petits pas, qui déconcerte ceux qui, dans les universités ou les organismes de formation, attendent au contraire un feu vert, des moyens, bref une « initiative de grande envergure » pour lancer leurs projets.

« L'introduction des nouvelles technologies dans un système de formation, cela se pense, assure Christiane Guillard, présidente de la FIED (Fédération interuniversitaire de l'enseignement à distance). Il faudrait qu'une réelle volonté politique se manifeste. Nous ne pouvons pas demander à nos professeurs de concevoir des programmes d'EAO (enseignement assisté par ordinateur) dans leur coin pendant le week-end. Il faut mettre en place une structure capable de créer des produits d'EAO, ou de les sélectionner. Il faut des centres de ressources, pour permettre aux étudiants de posséder un micro-ordinateur, une magnéto, une antenne parabolique, d'accéder à ces nouveaux produits de formation. Surtout, il faut définir un public et des produits adaptés à ces publics, c'est-à-dire se donner les moyens de la diffusion ».

**UN MARCHÉ INORGANISÉ.** Quelle production, pour quelle diffusion ? Tel est bien le problème central auquel le ministère devra apporter une réponse. Car les professionnels de la formation attendent, d'abord, une organisation, ou tout au moins une définition des règles du marché des produits de formation multimédias. Or, celui-ci n'en est, aujourd'hui, qu'à ses balbutiements.

Amid Bendouba, chargé de mission à la DFP, a réalisé un premier bilan à partir des cent projets retenus dans le cadre de

l'appel d'offres interministériel. Or rares sont les dispositifs ou les produits de formation qui se positionnent sur des marchés supranationaux ou à public très large. L'offre reste largement spécifique, trop « sur mesure ». Pour quelles raisons ? « Les organismes de formation demeurent la clientèle principale, quand ils ne sont pas eux-mêmes producteurs de ces nouveaux produits. Ils produisent d'abord pour leur « clientèle » habituelle, et se soucient surtout de « moderniser » leur offre de formation. Ils apportent rarement une réponse de formation alternative, ouverte et délocalisée, véritablement innovante ».

Seconde constatation : l'édition et la diffusion demeurent les maillons faibles de la chaîne. Dans 95 % des cas, ce sont les structures internes à ces organismes de formation qui ont pris en charge la diffusion et la commercialisation des produits. Amid Bendouba en conclut que le marché de la formation multimédia n'existe pas... ou du moins pas encore. « Tant qu'il n'y aura pas d'impulsion politique d'envergure nationale, et tant que les entreprises ne soutiendront pas activement ce type d'action, le marché de la formation multimédia aura beaucoup de mal à s'animer ».

Jean-Marie Albertini, directeur de l'IRPEACS (Institut de recherche en pédagogie de l'économie et de l'audiovisuel pour la communication dans les sciences sociales), a analysé, dans une communication rédigée en avril 1990, les raisons structurelles qui gênent le développement du marché des produits de formation multimédia. Celles-ci seraient de moins en moins techniques et pédagogiques, mais tiennent plutôt à l'inadaptation des systèmes d'éducation et de formation à l'utilisation des multimédias.

Pour Jean-Marie Albertini, on ne produit pas des logiciels d'EAO ou des émissions télévisuelles d'enseignement comme on rédige des manuels. Il faut former des équipes rassemblant des compétences diverses (pédagogie, informatique, audiovisuel, production, diffusion...). « C'est comme pour le cinéma », expli-

que-t-il. Ensuite, le coût d'un produit d'EAO est un coût d'investissement, plus que de fonctionnement. Or l'État, dans le domaine de l'éducation, n'a pas l'habitude d'investir. En formation initiale, les dépenses essentielles sont représentées par le fonctionnement des établissements : salaires des enseignants, entretien des bâtiments. L'amortissement du coût des constructions, seuls investissements importants, est ainsi à calculer : il est assésimé, là encore, à du fonctionnement.

En formation continue, l'aide publique est essentiellement accordée à partir d'un nombre d'heures-stagiaires, dont le coût est évalué sur la base d'une dépense de fonctionnement linéaire : la formation du millionième stagiaire est supposée coûter aussi cher que celle du premier. Enfin, l'innovation apportée par le multimédia n'est pas directement tirée par la production, mais elle est poussée par des technologies dont l'évolution, très rapide, n'est pas le fait des professionnels de la formation.

**STRUCTURES RIGIDES.** Comme l'explique Jean-Marie Albertini, une innovation n'est adoptée que si elle permet de réaliser, de façon claire, des économies de fonctionnement. Or, dans le domaine de la formation, les structures et les habitudes sont si rigides que les coûts de fonctionnement sont considérés comme des « avantages acquis » par ceux qu'ils font fonctionner. Les coûts de la production de produits de formation multimédia viennent donc s'ajouter à ceux de fonctionnement, et non les diminuer.

Former toujours plus de personnes, en formation initiale ou continue, sans accroître les dépenses dans la même proportion : c'est ce que pourrissent permettre, en théorie, les nouvelles technologies de l'éducation. Mais cela suppose un bouleversement du rôle de l'enseignant, des habitudes du « formé », qui doit investir du temps et des moyens « domestiques » (télévision, ordinateur personnel) dans sa propre formation. Cela suppose enfin la modification des mécanismes de financement de l'éducation, l'État devant passer d'une logique

« bureaucratique » (financement du fonctionnement) à une logique « industrielle » (financement d'une infrastructure de formation à distance et maintenance des équipements). Révolution difficile à accomplir...

Dans son rapport, Olivier Duhamel suggère la création d'un centre d'évaluation et de diffusion des produits, ceux-ci étant conçus par des enseignants en coopération avec des spécialistes des médias. Pour d'autres, la solution est à chercher du côté des entreprises. Alain Derycke, directeur du CUEEP (Centre université-économie d'éducation permanente) de l'université des sciences et techniques de Lille-Flandres-Artois (Lille I), explique ainsi : « Les pouvoirs publics devraient faire un effort d'inclination, moins au niveau de la production que des utilisateurs. Le vrai marché est celui des entreprises. Un gros effort doit être fait pour les convaincre qu'il y a une productivité à gagner en s'appuyant sur les nouvelles technologies, de même qu'elles ont réalisé des économies en introduisant l'informatique dans leur gestion ou dans leurs processus de fabrication. Les méthodes que nous avons pu mettre en place pour la formation continue, c'est-à-dire dans un système ouvert et peu hiérarchisé, pourront être ensuite transposées dans la formation initiale ».

Amid Bendouba, à la DFP, insiste, quant à lui, sur la nécessité de travailler sur des marchés les plus larges possible. En passant des accords avec des branches professionnelles pour s'assurer dès le départ une diffusion des produits auprès de tout un réseau. En tenant compte des équipements et supports déjà existants (mass media notamment), donc en évitant la surcharge technologique, pour favoriser des projets permettant un accès du plus grand nombre dans des délais relativement courts. En développant enfin une offre de dimension européenne qui profiterait de l'effet de taille du marché de la Communauté.

Marina Julien  
(Zélig)

## Les promesses des satellites européens

Plusieurs pays disposent déjà d'établissements d'enseignement à distance Mais un progrès décisif est attendu grâce aux programmes et aux satellites de la Communauté

« L'utilisation de la technologie en matière d'éducation fait partie intégrante de notre développement », déclare Frank Gastkemper, chercheur à l'Open Universiteit de Heeren, aux Pays-Bas. L'université, qui compte plus de 50 000 étudiants, propose aujourd'hui 20 programmes audio, 50 programmes informatiques, et 100 programmes vidéo, dont 10 sont interactifs. Mais pour bénéficier de ces derniers, qui nécessitent des équipements coûteux, les étudiants sont contraints de se déplacer dans l'un des 24 centres régionaux de l'université (dont 6 se trouvent en Belgique).

Une expérience, menée en partenariat avec Philips sur CDi (compact disque interactif), ouvre de nouvelles perspectives : à partir d'un même terminal, les étudiants pourront utiliser simultanément disque compact et banque de données et d'images. Par contre, après avoir produit et diffusé une certaine de programmes télévisés entre 1984 et 1989, l'université n'utilise plus aujourd'hui la télévision qu'à des fins publicitaires.

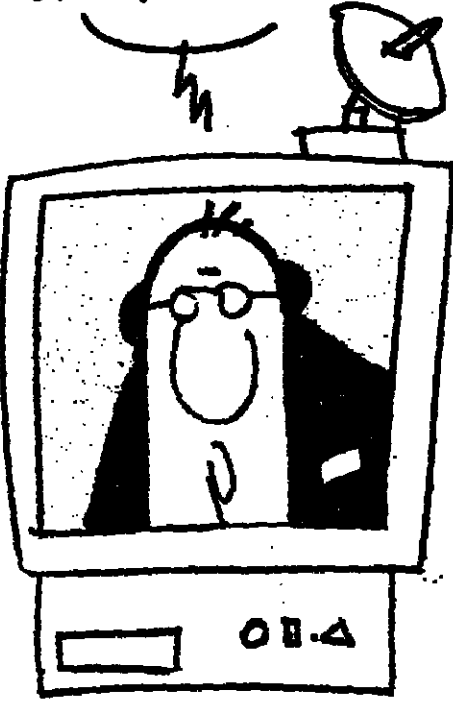
Un support qu'exploitent largement les Britanniques : l'université ouverte Milton Keynes consacre 11 % de son budget à des émissions télévisées et radiophoniques diffusées par la BBC. En outre, 14 000 étu-

dants, sur les 120 000 que compte l'université, participent à l'opération « informatique à domicile », lancée voilà deux ans, et 2 000 sont connectés à une messagerie électronique. « L'exploitation de ce type de support concerne surtout les cursus à vocation technologique ; nous avons notamment lancé il y a deux ans un cours d'introduction aux techniques de l'information », basé sur la télé-conférence par ordinateur, qui concerne 1 400 étudiants, observe Paul Baschich, chercheur à l'université Milton Keynes et membre de la commission « Médias et technologies » de l'EADTU (Association européenne des universités d'enseignement à distance).

L'université ouverte britannique ne fait pas de l'informatique un outil obligé, au contraire de son homologue norvégienne : les 4 000 étudiants de l'institut NKS, l'un des principaux membres du consortium regroupant les établissements d'enseignement à distance norvégiens, sont tous équipés d'un ordinateur personnel. Plus de 400 d'entre eux utilisent le programme de téléconférence informatique proposé conjointement par le NKS et l'université d'Oslo.

« Les réseaux informatiques sont pour nous la meilleure

JE DEMANDERAI AUX ÉLÈVES  
ASSIS AU BOUT DE L'EUROPE  
DE SE RAPPROCHER.



alternative aux systèmes traditionnels de cours ou de téléphone, parfois défectueux », souligne Ulrich Battis, recteur de la FernUniversität (université ouverte) de Hagen, en Allemagne. Si le polycopte demeure l'outil de base pour les 900 cours proposés par l'université, parfois complétés par des supports audio et vidéo, les 45 000 étudiants de l'université bénéficient d'un accès direct au centre informatique de l'établissement, via vidéotex, pour certains cours.

Les pays méditerranéens ne sont pas en reste : ainsi l'UNED (Université nationale d'enseignement à distance) espagnole a lancé, l'an dernier, un projet pilote ambitieux, portant sur le développement des systèmes vidéotex et de messagerie électronique. Destinés aux 100 000 étudiants de l'UNED, le réseau doit permettre l'accès simultané de 800 d'entre eux aux banques de données de l'université.

La multiplication de ces expériences ne doit toutefois pas faire oublier que le polycopte reste l'outil de base de l'enseignement à distance. « Nous sommes dans une phase transitoire », beaucoup d'établissements d'EAO n'ont pas encore de réelle politique d'utilisation des nouvelles technologies », constate Frank Gastkemper. Pour nombre d'établisse-

ments, l'avenir passe par les programmes de CE. Le programme Delta (Développement de l'enseignement européen par l'avance technologique), comprend aujourd'hui une trentaine de projets, dont Channel E, chaîne européenne lancée en 1990 sur le satellite Astra, pour la diffusion de programmes socio-éducatifs.

L'entrée en vigueur, la même année, d'Eurostep, « chaîne éducative européenne », qui dispose de 300 heures annuelles d'émission sur le satellite Olympus, contribue également à l'europanisation de l'EAO. Seize pays européens y prennent part. Également prévu dans le cadre de Delta, le projet Janus doit relier par satellite l'ensemble des établissements européens d'enseignement à distance, et permettre, à terme, aux étudiants, de se connecter au réseau via des systèmes de téléconférence.

La volonté de développer la coopération entre pays membres de la CEE et ceux d'Europe de l'Est dans le domaine de l'éducation devrait enfin élargir le champ d'application des nouvelles technologies dans l'enseignement à distance. L'ouverture, cette année, du premier centre européen d'enseignement à distance à Budapest doit constituer une tête de pont pour les établissements d'Europe de l'Est.

Valérie Gauriel  
(Zélig)

DE L'ENSEIGNEMENT  
P

forma  
cont

Le rapport de l'Union européenne sur l'enseignement à distance, publié en 1990, souligne l'importance de la formation continue et de l'enseignement à distance. Il mentionne notamment le rôle de la technologie dans la diffusion de l'éducation et la nécessité de développer des infrastructures de formation à distance. Le rapport appelle à une coopération accrue entre les États membres de la Communauté pour promouvoir ces initiatives.

Le rapport de l'Union européenne sur l'enseignement à distance, publié en 1990, souligne l'importance de la formation continue et de l'enseignement à distance. Il mentionne notamment le rôle de la technologie dans la diffusion de l'éducation et la nécessité de développer des infrastructures de formation à distance. Le rapport appelle à une coopération accrue entre les États membres de la Communauté pour promouvoir ces initiatives.

Le rapport de l'Union européenne sur l'enseignement à distance, publié en 1990, souligne l'importance de la formation continue et de l'enseignement à distance. Il mentionne notamment le rôle de la technologie dans la diffusion de l'éducation et la nécessité de développer des infrastructures de formation à distance. Le rapport appelle à une coopération accrue entre les États membres de la Communauté pour promouvoir ces initiatives.

Le rapport de l'Union européenne sur l'enseignement à distance, publié en 1990, souligne l'importance de la formation continue et de l'enseignement à distance. Il mentionne notamment le rôle de la technologie dans la diffusion de l'éducation et la nécessité de développer des infrastructures de formation à distance. Le rapport appelle à une coopération accrue entre les États membres de la Communauté pour promouvoir ces initiatives.

est paru  
200 pages - 47 F  
VOTRE MARCHÉ

Je tiens à...

INITIATIVES  
CAMPUS

... Le Monde • Mercredi 30 janvier 1991 • V

## DE L'ENSEIGNEMENT A DISTANCE Premières expériences

Des programmes de formation multimédia utilisant l'audiovisuel, la télématique, le micro-ordinateur, éléments combinés, ont déjà été lancés... avec plus ou moins de bonheur

**1. L'AUDIOVISUEL.**  
Claire Poinçon est chargée des programmes universitaires à la SEPT. Ses propositions, faites il y a un an au ministère de l'éducation nationale, ont été largement reprises dans le rapport Duhamel. Forte de cette reconnaissance, elle se lance, en partenariat avec l'université technologique de Compiègne et le vidéoscope de Nancy, dans la mise au point d'un programme de formation, pour lequel elle prévoit cinq heures et deux minutes de télévision, sur une durée totale de trois cents heures.

« L'idée, explique-t-elle, est d'apporter à des techniciens et cadres de PME-PMI une formation sur la maîtrise des nouvelles technologies. Ce public est difficile à atteindre. Dispersé, souvent à l'écart des centres de formation, il a peu de temps à consacrer à des stages. Ce type d'enseignement est alors idéal, puisqu'il s'agit de leur apporter, à domicile ou sur leur lieu de travail, des livres, des cassettes audio et vidéo, des exercices et des jeux sur Minitel. Les émissions de télévision ne sont là que pour rythmer leur travail et les stimuler. Sur un trimestre, nous prévoyons de leur diffuser douze fois vingt-six minutes d'émission. »

Budget global d'un tel projet : 9 millions de francs. La première subvention viendra du programme européen Comett. La Direction de l'enseignement supérieur et la Délégation à la formation professionnelle donneront respectivement 500 000 francs et 2 millions de francs. « Pour un projet tout à fait minime et artisanal comme celui-ci, nous sommes obligés de tout faire. Un an de travail pour réaliser cinq heures de télévision, quand il faudrait produire deux cents ou trois cents heures de formation par an pour être concurrentiel sur le marché européen, ce n'est pas rentable... »

Lorsqu'on mesure l'énergie qu'il faut dépenser pour un seul programme, on comprend mieux les difficultés du projet Olympus, soutenu à bout de bras par Régine Thomas, au ministère des affaires étrangères. Lancé le 12 juillet 1989 par l'ESA (Agence spatiale européenne), le satellite Olympus devait relayer des programmes éducatifs et culturels auprès d'un public diversifié : lycées, universités, laboratoires de recherche. L'ESA offrait trois mille cinq cents heures de diffusion gratuite aux pays européens pendant trois ans, la France héri-

tant ainsi de quatre cent soixante-deux heures de diffusion.

Mais qu'allait-on y mettre ? En dehors d'un certain nombre d'heures réalisées par le vidéoscope de Nancy, par exemple, pour la formation des médecins, on se trouva contraint de puiser dans les stocks d'émissions du CNDP (Centre national de documentation pédagogique), réalisées bien avant le lancement d'Olympus. Mais qui regarde les émissions diffusées par ce satellite ? Qui est équipé d'antennes pour les recevoir ? Mystère... En France, le programme expérimental est resté totalement confidentiel. L'association Atena, chargée de la promotion d'Olympus, se sera montrée relativement inefficace. « Faute de moyens... », proteste son responsable.

Sans doute les moyens financiers sont-ils déterminants dans la réussite de tels projets. Ainsi, le programme Europace bénéficie du soutien de sponsors comme Thomson, British Telecom, Digital, Bull... Ce programme européen de formation continue diffuse sur cent cinquante sites de réception en Europe de l'Ouest, via le satellite Eutelsat, des émissions (cours, séminaires, reportages) dans un certain nombre de spécialités scientifiques : génie logiciel, systèmes experts et intelligence artificielle, télécommunications, micro-électronique... Sur l'année universitaire 1989-1990, Europace a transmis quelque trois cents heures de programmes réalisés par des spécialistes européens, américains et japonais à un public d'environ deux mille personnes.

### 2. LA TÉLÉMATIQUE.

Le centre de télé-enseignement de l'université de Provence Aix-Marseille-I a mis au point un service télématique pour ses étudiants. « Grâce à cet outil, nous fixons à nos étudiants des rendez-vous, à l'occasion desquels ils doivent faire des exercices sur Minitel et renvoyer leurs réponses par la boîte aux lettres en temps limité, explique Georges Chappaz, maître de conférence en sciences de la matière à l'université Aix-Marseille-I et responsable de l'équipe Hermès (groupe de recherche sur l'utilisation des nouvelles technologies). Nous envisageons d'étendre cette expérience qui permet de reproduire l'environnement de l'examen. »

L'AFPA (Association pour la formation professionnelle des adultes) de Colmar a également

mis au point un service d'enseignement par télématique pour ses cours de physique, chimie, électricité, mathématiques. Les stagiaires peuvent, grâce à un boîtier spécifique, télécharger des programmes sur leur Minitel, et renvoyer leurs exercices par le même canal.

Le service de formation continue de l'université de Nantes expérimente, depuis trois mois, pour la préparation à l'examen spécial d'entrée, un enseignement assisté par cassette vidéo et Minitel. Ce dispositif de formation est réservé aux personnes qui travaillent la nuit ou qui habitent à plus de 30 kilomètres de la faculté. « Soixante-dix élèves en bénéficient, explique Jean Taufflieb, chargé de mission au service formation continue de l'université de Nantes. Nous leur proposons des cassettes vidéo (six cassettes de deux heures en français, par exemple) et nous mettons à leur disposition un magnétoscope pour 400 francs par an. Ils peuvent

poser leurs questions grâce à une messagerie sur Minitel. »

### 3. « AUDIOVIDÉOGRAMME » ET RÉSEAU NUMÉRIS.

D'autres expérimentations ont lieu autour de l'utilisation de l'audiovidéographie interactive et du réseau Numéris (RNIS). Ainsi, l'IREM (Institut de recherche sur l'enseignement des mathématiques) de Rennes travaille, avec l'Institut national de promotion agricole et rurale et l'École nationale de la santé publique, à un produit de formation multimédia pour la remise à niveau en mathématiques, Aidiamath. L'étudiant dispose d'un manuel et d'un logiciel d'EAO « traditionnel ». Le système, qui suit le cheminement de l'élève et donc les difficultés éventuellement rencontrées, peut le connecter automatiquement, via le réseau Numéris, sur un serveur qui lui fournira une assistance audiovisuelle (image et son).

Ainsi l'élève sera guidé, « à haute voix » : « Faites tels calculs,

placez telle donnée à tel endroit... » Le professeur peut facilement intervenir à distance en changeant la nature des cours ou des questions disponibles sur le serveur. Il peut ainsi actualiser ou personnaliser sa formation en fonction de l'individu. De tels dispositifs de formation sont tout à fait expérimentaux. Leur développement dépendra notamment de la banalisation du réseau Numéris.

### 4. LES CENTRES DE RESSOURCES.

Pour développer les nouvelles technologies dans le cadre de l'enseignement à distance, il faut ouvrir leur accès au plus grand nombre possible. Tout le monde ne dispose pas chez soi d'un micro-ordinateur ou d'une antenne parabolique... Le centre CNAM de Nantes a lancé, en 1987, une expérience intéressante, en incitant les villes moyennes de la région Pays de la Loire à investir dans des centres de ressources (neuf actuellement, six autres devant ouvrir dans les

deux prochaines années) équipés de micro-ordinateurs, de magnétoscopes, de lecteurs de CD-ROM.

Les étudiants peuvent ainsi se regrouper pour faire des exercices, les professeurs pouvant, dans certains cas, se connecter sur le micro-ordinateur de l'élève, donc pratiquer un véritable tutorat à distance. Ce système fonctionne aujourd'hui, pour deux cent cinquante étudiants de premier cycle, pour les cours d'informatique, de mathématiques, d'économie et de gestion.

De tels centres de ressources existent déjà dans un certain nombre d'entreprises. Ainsi la SNCF a investi dans un premier espace d'autoformation, où elle met à la disposition de ses salariés - en libre accès - treize micro-ordinateurs et une trentaine de didacticiels.

M. J.

## Prêts à partir...

En attendant « l'impulsion ministérielle », certains établissements se préparent

UN centre régional universitaire de formation à distance : le projet est déjà à l'étude. Une équipe de l'université Paris-VII (Jussieu) travaille, avec l'Institut Télématique, aux moyens de mettre en œuvre un tel centre, qui pourrait être installé à Marne-la-Vallée. Pour Bernard Dumont, responsable du projet et professeur à Paris-VII, il devra permettre un accès délocalisé et médiatisé à de nombreuses ressources de formation.

« Il pourrait être un modèle pour expérimenter une université ouverte telle qu'Olivier Duhamel l'imagine, affirme-t-il : élément d'un réseau, rattaché à l'université ouverte nationale, en partenariat décisionnel et financier avec la région, et centre de création de produits de formation à distance. Ces produits pouvant être sur un support papier, sur disquette, sur serveur télématique, sur bande vidéo ou sur des réseaux de TV câblée. » Les premiers publics visés seraient les entreprises, les enseignants, les non-scientifiques désireux d'effectuer une mise à niveau en sciences.

« Nous avons présenté ce projet à la Mepente, qui s'est montrée fort intéressée, explique Bernard

Dumont. Mais nous nous sommes vite rendu compte que le ministère n'était pas chaud pour débloquer les crédits nécessaires au fonctionnement d'une telle université. Devant l'improbabilité de voir pris en compte ce centre dans le cadre d'une université ouverte nationale, Bernard Dumont tâche de le faire figurer sur le plan quadriennal de Paris-VII. « Pour financer ce projet, nous envisageons plutôt un partenariat avec la région, la chambre de commerce de Paris et les entreprises. »

Bernard Dumont projette également de monter, en collaboration avec le CNAM, l'université de Provence et peut-être Paris-VI, un DESS pour former des chefs de projets « enseignement à distance multimédia ».

Le CNAM, de son côté, est en train de constituer un véritable service d'enseignement à distance. « Cette nouvelle mission est intégrée au projet de développement général du CNAM, explique son responsable, Patrick Chevalier. Ainsi, le service sera doté de moyens permanents en budget et en personnel. L'idée est née de la nécessité de répondre, à Paris, des problèmes de locaux, et, en province, ceux qui sont dus à l'éloignement des étudiants. Nous vou-

lons augmenter le nombre d'étudiants et améliorer l'efficacité de l'enseignement. Pour cela, il faut soutenir l'effort individuel de formation, développer des didacticiels que les élèves puissent utiliser au CNAM et chez eux, mettre en place des services du type messageries. »

De nouvelles infrastructures devront être créées, par exemple sur le modèle des centres de ressources existants, où les étudiants pourront accéder à du matériel (ordinateurs, magnétoscopes...) dans des locaux répartis sur la région. Des produits de formation multimédia seront conçus, diffusés également vers le grand public, en liaison avec des éditeurs spécialisés. « Nous jouerons sur ce qui apporte de la valeur ajoutée à des produits. Fait et testé au CNAM », nous pensons que ce peut être un label de qualité. Le CNAM a déjà investi l'an dernier plus de 10 millions de francs sur les nouvelles technologies. C'est encore peu par rapport à nos besoins. Nous devrions changer rapidement d'échelle. » En fait, le CNAM est sur les rangs au cas où la direction des enseignements supérieurs finirait par prendre une décision.

Le Centre de formation continue

de Lille-I, le CUUEP, qui a déjà produit quelque six cents didacticiels, veut également faire partie des premiers intéressés à la création d'une éventuelle « université ouverte ». Il vient d'ouvrir un DESS d'ingénierie pédagogique, qui formera une dizaine de chefs de projets multimédias par an, chargés de réaliser l'interface entre les spécialistes d'une discipline et ceux des médias.

Le CNED (Centre national d'enseignement à distance) a également formé une vingtaine de personnes au métier d'« ensembleur de multimédias pour la formation à distance ». Mais Jacques Perriault, directeur du département « recherche et innovation » du CNED, apporte un bémol à cet engouement pour les nouvelles technologies éducatives. « Nous ne connaissons pas notre clientèle, nous ne savons pas comment les stagiaires utilisent ces médias. Or il n'est pas question de se lancer dans une politique de production onéreuse, sans savoir qui va se servir de ces outils et comment. Nous réalisons donc une importante enquête sur les personnes inscrites chez nous, afin d'identifier d'abord les besoins et les comportements. » La foi dans l'avenir des nouvelles technologies n'exclut pas la prudence.

M. J.

**Le Monde**  
DOSSIERS ET DOCUMENTS

**LE BILAN  
ÉCONOMIQUE  
ET SOCIAL  
1990**

est paru

200 pages - 47 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



## GRANDS CHANTIERS

Aux termes de « grands chantiers » et « grands travaux » s'associent naturellement une politique et un secteur-clé de l'économie : l'équipement et l'aménagement du territoire, d'une part, et, du côté des entreprises, le bâtiment et les travaux publics.

Sans remonter jusqu'à l'immédiat après-guerre, qui fut marqué par la reconstruction du pays, les grandes dates – la construction des ports d'Antifer ou de Fos vers 1970, l'ambitieux programme d'équipement nucléaire consécutif au premier choc pétrolier, les autoroutes ou les TGV dans les années 1985-1990 – conjuguées à la fois un regain d'activité des entreprises de BTP et une relance de la politique d'aménagement régional. A contrario, lorsque l'opération symbolique comme le canal Rhin-Rhône est repoussée d'échéance en échéance pour res-

ter dans le vague, l'orientation de l'aménagement du territoire devient incertaine, et les entreprises concernées éprouvent un sentiment d'« occasion perdue ».

L'exemple le plus clair de cette interdépendance est fourni par le tunnel sous la Manche et les travaux d'aménagement autour de Calais et de Douvres aux deux débouchés du tunnel. S'il existe un chantier pharaonique à notre époque, c'est bien celui-là. Il a en outre une dimension géopolitique puisque sa mise en service va redessiner la carte des flux humains, économiques, voire financiers et les échanges dans toute l'Europe.

Et les hommes appelés à construire puis à gérer ces ouvrages ? Sous cet aspect aussi, l'aménagement territorial et l'activité des entreprises sont en osmose.

En y ajoutant deux partenaires supplémentaires, à savoir les collectivités locales sur le sol desquelles sont effectués les travaux, et le donneur d'ordre, EDF, la SNCF, un port autonome ou enfin un organisme fédérateur de plusieurs partenaires pour les Jeux olympiques en Savoie, l'aménagement du quartier Bercy-Tolbiac, la création d'un nouveau quartier d'affaires, Euro Disneyland ou, demain, le « grand stade » en Île-de-France.

Autant l'ouverture d'un grand chantier annonce, pour l'emploi et les retombées économiques régionales, des perspectives positives, autant la baisse de régime d'une opération qui s'achève, si elle n'est pas scrupuleusement programmée, peut avoir, pour les centaines, voire les milliers, de salariés

directement concernés et pour les habitants des localités voisines des effets désastreux. Sans parler des dommages causés à l'environnement.

Habités à une vie semi-nomade et à des contrats de travail à durée variable, sinon souple, les salariés du BTP ne sont pas tous, loin de là, hostiles à une relative précarité de leur situation. Souvent, notamment sur les chantiers nucléaires ou à l'étranger, des primes substantielles compensent les handicaps inhérents à leur métier. Et puis, il y a la liberté de travailler et de s'arrêter.

Globalement depuis quatre ans, c'est-à-dire en corrélation avec la période de reprise de l'économie, l'emploi dans le BTP a connu une courbe ascendante, après dix années noires. Le seul secteur du

bâtiment aura créé soixante-quinze mille emplois depuis 1986. La catégorie des ouvriers hautement qualifiés a largement profité de ce courant positif puisqu'elle regroupe 28 % du total au lieu de 19 % en 1978. L'encadrement est passé de 5,1 % à 6,9 % des effectifs totaux. Or, à la fin des chantiers, un cadre ou un chef d'équipe retrouve plus facilement un travail qu'un manoeuvre.

Plus encore que le bâtiment (qui s'équilibre relativement entre les travaux neufs et la rénovation), le secteur des travaux publics est très sensible aux aléas des politiques gouvernementales. Depuis juin 1990 et pour la première fois depuis cinq ans, la croissance des travaux publics est nulle alors que la progression, un an auparavant, atteignait encore 8 %. Le recours aux travailleurs tempo-

raires, qui avait fortement augmenté entre 1986 et 1988, n'a pas bougé en 1989.

La Fédération nationale des travaux publics, que préside M. Philippe Lévain, est très attentive à l'exécution des contrats de plan (1989-1993) qui incluent 20 milliards de francs de travaux routiers à la charge de l'Etat. Or, si les opérations sont conduites conformément au calendrier prévu en Bretagne, Poitou-Charentes ou Limousin, on constate en revanche des retards, voire des pels importants, en Midi-Pyrénées, Champagne-Ardenne ou Basse-Normandie. Avec les difficultés inhérentes quant à la gestion des personnels des entreprises susceptibles d'être attributaires des travaux. Là aussi, aménagement, travaux publics et politique économique et sociale sont interdépendants.

FRANÇOIS GROSCHARD

Savoie qui rit,  
Savoie qui pleure

L'après-JO commence dans un an. Les projets pour le développement local ne manquent pas. Les inquiétudes non plus

ULTIMES préparatifs avant le grand saut... Le 8 février, les 500 tonnes d'acier du pont à haubans de Gilly-sur-Isère, construit le long de la route Chambéry-Albertville, pivoteront d'un quart de tour pour enjambrer définitivement le fleuve. Un symbole du savoir-faire savoyard et aussi d'un département qui se fait une beauté pour accueillir les Jeux olympiques. Cet ouvrage entre en effet dans le cadre du plan routier Savoie financé par les pouvoirs publics et les collectivités locales.

Quatre milliards de francs pour construire, d'ici 1992, tout un réseau de voies de communications destiné à améliorer l'accès aux stations de ski et à désenclaver le département. Un plan qui, même sans les JO, aurait été réalisé, mais en seize ans au lieu de cinq. Les sites olympiques aussi ont accéléré la construction d'équipements collectifs pour être à la hauteur de l'événement. A Albertville par exemple, sur un total de 1 milliard de francs de chantiers publics, la ville a investi plus de 78 millions en trois ans, au lieu de dix ou quinze. Du coup, les impôts locaux ont augmenté de 7 %.

**COUP D'ACCELERATEUR.** Les Jeux auront ainsi donné un coup d'accélérateur à l'aménagement de la Savoie. L'économie locale a bénéficié-t-elle, elle aussi, après 1992, de l'effet JO ? Assurément, personne dans la région ne niera que la Savoie n'est capable de réaliser une gigantesque fête sportive. Un risque pourtant : « Renforcer l'image d'un département montagnard », prévient Alain Perrier, président de la chambre de commerce et d'industrie (CCI) de Savoie. Or, chacun le sait aujourd'hui, le marché des sports d'hiver ne progresse plus et l'espoir ne réside que dans une clientèle étrangère potentielle.

Trois stations : les Arcs, Valfréjus et Valmeinier se retrouvent même dans des situations financières dramatiques. « Le renforcement de notre tissu industriel doit devenir la priorité des priorités », insiste Alain Perrier. Une urgence en effet, puisque les grands groupes réduisent régulièrement leurs effectifs depuis quinze ans et que la Savoie marque un sérieux déficit en PME-PMI.

Mais comment attirer les entreprises ? « Il faut se créer les conditions : disposer d'une main-d'œuvre formée, continuer à développer les transports et que les communes offrent des parcs d'activité de qualité », avance Jean-Claude Bastion, sous-préfet d'Albertville, et cela reste à faire.

La Savoie manque de personnel qualifié. Une réalité qu'ont rappelée les entreprises de BTP pour justifier le recours massif à l'intérim sur les chantiers des JO. « Cela a été une erreur, un pis-aller », estime Jean-Claude Bastion. « En améliorant les conditions de

travail, ajoute-t-il, le BTP serait plus attractif ».

L'union départementale (UD) CFDT ne mâche pas ses mots : « Le développement local passe aussi par une prise de conscience des employeurs que les salariés ne se traitent pas comme du bétail », souligne Antoine Fatiga, secrétaire de l'UD. « Ce mépris, on le retrouve ensuite envers le client, le touriste. En Tarentaise, les salariés d'artisans sont allés travailler pour des agences d'intérim. Ils ont réalisé qu'ils avaient des compétences, qu'ils étaient mieux payés (en intérim). Après les Jeux, ils vont partir vers les départements voisins qui ont un développement industriel plus important que le nôtre ».

**HABITUDE DURABLE.** Après l'euphorie de 1986, quand Albertville fut choisie pour organiser les Jeux, l'enthousiasme semble aujourd'hui retomber. Dans une brasserie du centre-ville, les consommateurs ont le blues. Qu'espèrent de l'après-JO ? « Ça fait pas rêver ! Après, ça sera pareil qu'aujourd'hui... » Une réaction qui fait bondir Michel Barnier, président du conseil général de Savoie et coprésident avec Jean-Claude Killy du COJO (Comité d'organisation des Jeux olympiques). « Je n'ai jamais cru que les Jeux olympiques étaient un miracle ! Je vous dis ce que je disais déjà en 1986. Je considère que les Jeux ont donné un coup d'accélérateur à certains équipements et à certains comportements. Ils nous ont apporté cette obligation de travailler ensemble.

La création d'une structure concurrente, Tétrapole Savoie.

A tous points de vue, Chinon innove. La première centrale nucléaire y a été construite, il y a presque trente ans. A mesure que les tranches s'ajoutent, on y a inventé la procédure « grand chantier », voilà dix ans, dont les aides, accordées par EDF, ont formellement cessé d'exister au 31 décembre 1990.

Aujourd'hui, un nouveau cycle commence. Avec l'abandon de la filière graphite-gaz, la fermeture de la plus ancienne des unités entraîne la suppression de 200 emplois qu'il faut bien reconstruire. S'il n'est pas encore pour demain, l'après-nucléaire se profile déjà. Au confluent de la Loire et de la Vienne, l'arrondissement cherche donc maintenant à prolonger les effets de la manne financière qui s'est abattue aux abords de la centrale. Il faut utiliser les moyens



Je pense que c'est une habitude durable. Après, ce sera aux Savoyards de jouer leur carte avec ces atouts nouveaux.

C'est pour développer l'esprit de coopération intercommunale qu'a été créée en mai 1990 l'association Albertville Expansion. Elle regroupe sur le bassin d'emploi des collectivités locales, des industriels, des administrations et des syndicats. Presque toutes les communes y ont adhéré. « Il y a encore quelques combats de chefs, des rivalités entre communes basées sur d'anciennes rancœurs, mais les gens commencent à comprendre », témoigne Robert Mitge, de la CFDT et membre du bureau de l'association.

La création d'une structure concurrente, Tétrapole Savoie.

autour de quatre communes « riches » du bassin, y a été assez mal vu... Du coup, tant qu'elle fera cavalier seul, elle ne pourra bénéficier du soutien financier du conseil général aux « pôles d'équilibre », destiné à encourager les efforts intercommunaux dans un même bassin d'emploi. Il s'agit d'une avance sans intérêt de 5 millions de francs par tranche de cinq hectares équipés. Parmi les trois pôles existants, Savoie technoparc, un parc technologique près de Chambéry avec six cents emplois, quarante entreprises, l'université de Savoie et depuis 1989 une école d'ingénieurs en génie de l'environnement et de la construction. De quoi donner aussi un coup d'accélérateur à la formation.

Françoise Aizicovici

Le dernier défi  
de La Hague

Le chantier touche à sa fin, les salariés se reclassent

« **U**N chantier, même s'il dure dix ans, est toujours éphémère. »

Dans la presqu'île du Nord-Cotentin, on avait presque fini par l'oublier, sous le double feu de la construction de la centrale électrique de Flamanville et de l'extension du centre de retraitement des déchets nucléaires de La Hague. Las, la centrale EDF tourne depuis 1986, et le grand chantier de l'usine de retraitement touche à sa fin.

Des 8 000 salariés employés au plus fort de l'activité, en décembre, n'en restait plus, en décembre, que 2 400, un an avant la fermeture prévue. Une déroute certes massive mais qui n'a pas débouché, se félicite Christian Cauvin, responsable du reclassement des licenciés à l'ANPE, sur « la fatalité du chômage » : seuls 700 demandeurs d'emploi étaient en effet inscrits, le mois dernier, au bureau local de l'ANPE. Et le taux de chômage (9,9 % de la population active) a même diminué sur le bassin d'emploi depuis un an. « Nous nous sommes tous servis les coude pour éviter un ras-de-marée de chômeurs sur la région », confirme André Locquet, directeur de la SGN, société d'ingénierie maître d'œuvre, filiale de la Compagnie générale des matières nucléaires (COGEMA).

**DÉSTABILISATION.** La conjoncture était favorable. La fin des ouvrages de terrassement et de génie civil a, en effet, correspondu avec le démarrage d'autres grands chantiers (Eurotunnel, métro de Lille, TGV Nord...). Il s'agit maintenant de retrouver un emploi. Il en a été de même dans le secteur de la chaudronnerie, où les ouvrages dans les raffineries du Havre et du midi de la France ont créé un appel sensible de

main-d'œuvre. L'obligation faite au chantier de La Hague d'embaucher un minimum de 50 % de salariés d'origine locale n'apparaît pas avoir été un frein à la mobilité de ces travailleurs. « Il s'agissait, dans un certain nombre de cas, de salariés traditionnels, mobiles mais qui s'étaient sédentarisés depuis le précédent chantier de Flamanville », précise Bruno Duboscq, responsable de l'union locale CFDT.

En revanche, le départ massif et brutal de ces travailleurs a déstabilisé le tissu économique local. « Entre 20 000 et 24 000 personnes ont quitté la région en l'espace de deux ans », fait observer Benoît Le Cacheux, président de la chambre de commerce et d'industrie, soit près du quart de la population de Cherbourg.

Les salariés de la filière technique n'ont pas eu trop de difficultés à se reclasser sur place. La COGEMA a doublé ses effectifs en embauchant 1 500 personnes. De son côté, la SGN a ouvert, ce mois-ci, une nouvelle succursale d'ingénierie à Cherbourg pour assurer la maîtrise d'œuvre de chantiers sur l'ouest de la France, à charge pour elle de diversifier sa clientèle. Parallèlement, la filiale de la COGEMA a fédéré un réseau d'entreprises locales, prestataires des services de l'après-chantier.

Des interrogations demeurent, selon Bruno Duboscq, quant au reclassement des « populations à risques », notamment des personnels de gardiennage, d'entretien et de secrétariat qui représentent plus du tiers des demandeurs d'emploi. Il s'agit maintenant de mettre les bouchées doubles pour éviter que ces « oubliés », peu formés et peu mobiles, ne tombent, eux, dans le cul-de-sac du chômage. Un dernier défi à relever.

Valérie Devillechabrolle

## Chinon dans le rôle du

La première centrale nucléaire a tout expérimenté. Aujourd'hui, elle se lance

disponibles pour préparer l'avenir. Depuis 1990, un plan de développement économique local se met en place, qui prévoit de créer encore 1 000 emplois, pendant les cinq ans à venir.

Avec son antériorité, le bassin d'emplois n'en finit pas d'expérimenter la situation du précurseur. Dirigé à l'origine par Michel Guillot, le « plan grand chantier » a permis la création de 1 300 emplois par les entreprises, dont 724 ont été soutenus par EDF qui, avec les communes, aura consacré 20 millions de francs depuis 1983 à une opération comportant la formation de 1 500 personnes. A l'époque, il s'agissait dans un premier temps d'accompagner les différentes phases de la construction en trouvant sur place une partie de la main-d'œuvre qualifiée

nécessaire, et en constituant un réseau local d'entreprises sous-traitantes techniquement compétentes. Puis, dans la perspective de la fin des travaux, il avait été décidé qu'une politique de reconversion permettrait de compenser le brutal déficit en emplois par des réalisations nouvelles, et qu'EDF participerait de cet effort de solidarité.

A l'heure du bilan, la réussite a été totale et le tissu économique local largement dynamisé. Les entreprises du bâtiment en ont profité, des sociétés de maintenance se sont développées et un artisanat spécialisé s'est renforcé. En outre, des méthodes et des structures adaptées ont été expérimentées, qui ont permis d'accélérer le processus, grâce à un savoir-faire nouveau.

C'est cet ensemble de condi-

tions qui a progressivement amené les différents partenaires à poursuivre dans cette voie, même après la fin du « grand chantier », en se fixant trois axes d'interventions : faciliter la création de 100 entreprises nouvelles d'ici à 1994, avec de 100 à 400 emplois, attirer 5 implantations venues de l'étranger, avec de 200 à 300 emplois, et soutenir, y compris financièrement, la croissance de 80 entreprises existantes, avec de 300 à 600 emplois. En amont, un dispositif de formation intitulé FORHOM vise à améliorer la qualification professionnelle de 2 800 personnes et donc à adapter les capacités humaines aux besoins.

Un plan de développement local fut élaboré et affiné par Patrick Faugouin, coordinateur « grand chantier », qui fut arrêté

en avril 1990. Appuyé sur l'Agence de développement et d'urbanisme du Chinonnais (ADUC), celui-ci prévoit une dépense de 6,8 millions de francs la première année, pour un coût global de 15,8 millions de francs, pris en charge par les communes qui bénéficient de l'accroissement de la recette de taxe professionnelle, consécutive à la présence d'EDF, à qui s'ajouterait une participation, encore à négocier, de l'entreprise nationale, intéressée par l'équilibre socio-économique de la zone.

Jamais, jusqu'à présent, des outils de cette nature n'ont été élaborés pour une communauté de 50 000 habitants, disséminée dans des communes rurales et de toutes petites villes. En parallèle des organismes régionaux et départementaux interviendront, notam-

MODE D'EMPLOI  
Le savoir-faire

« C »

« 2 »

« 1 »

« 3 »

« 4 »

« 5 »

« 6 »

« 7 »

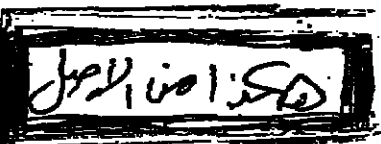
« 8 »

« 9 »

« 10 »

« 11 »

« 12 »



INITIATIVES  
EMPLOI

... Le Monde • Mercredi 30 janvier 1991 VII

## MODE D'EMPLOI

### Le savoir-faire des spécialistes

EDF et la DATAR se sont découvert une âme de formateurs, de développeurs locaux, de coordinateurs. L'expérience acquise pourrait servir à d'autres secteurs

«C'EST EDF qui nous a appelés à la rescousse», Claude Rousseau, chargé de missions à la DATAR, se souvient de la fin des années 70. Le nucléaire français battait alors son plein, lancé par le président Valéry Giscard d'Estaing après le premier choc pétrolier. «Il s'agissait alors, pour le maître d'ouvrage, d'accueillir et d'héberger des milliers de personnes sur les sites en construction.»

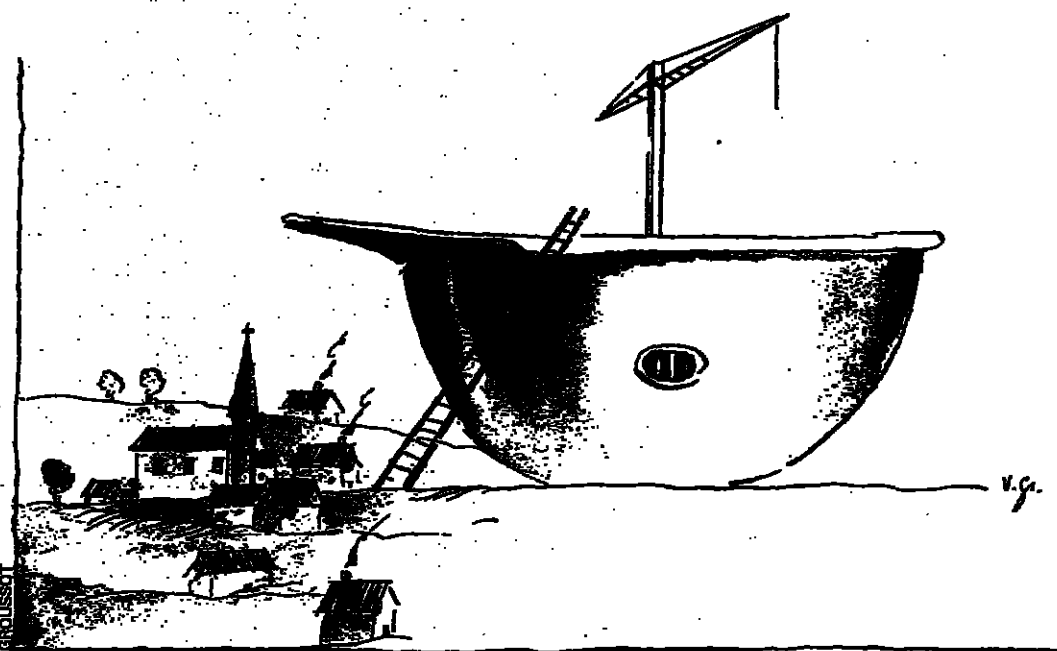
Le problème évoluait très vite. «En 1980, rappelle Claude Rousseau, un conseil interministériel d'aménagement du territoire (CIAT) instaura ce qui allait devenir une véritable procédure : l'après-chantier. On se préoccupa de la «sortie» des grands chantiers. La centrale de Chinon fut sans doute l'exemple le plus réussi de la procédure mise en place entre EDF et l'administration : 97 % des personnes ayant contribué à sa construction trouvèrent un autre emploi à l'achèvement des travaux.

La recette fut positive (voir l'article d'Alain Lebaube). EDF et les spécialistes de la DATAR, foudroyés par l'importance de l'enjeu et qui, aujourd'hui, se projettent dans l'avenir en fonction du savoir-faire acquis, se sont découverts tout à la fois une âme de formateurs, de développeurs locaux, de coordinateurs. «Pilotes éducatifs», mis judicieusement en place au moment critique où le chantier amorçait son déclin, appels aux chambres consulaires et au tissu local des PME, aux entreprises du BTP, collaboration avec les préfets ont permis d'anticiper et d'organiser les après-chantiers.

Pour l'heure, les spécialistes d'EDF ont encore du grain à moudre sur les sites de cinq centrales nucléaires en «phase terminale», comme c'est le cas à Chooz, dans les Ardennes.

**PLUS DE DIX MILLE EMPLOIS.** Le bilan n'est donc pas encore clos pour Gérard Degiovani, délégué aux implantations industrielles d'EDF, et l'équipe qu'il dirige. «Au total, notre action a porté sur quinze sites, y compris les anciennes centrales thermiques déclassées, explique ce responsable. En six ans, notre action a touché environ dix mille emplois aux quels s'ajoutent trois mille sept cents emplois des centrales thermiques.»

Un résultat dont EDF ne se montre pas peu fier tant il est vrai que sa vocation est aussi d'apporter un «nouveau souffle économique» aux régions concernées. «Nous avons acquis un savoir-faire et sommes devenus



des acteurs du développement local», souligne-t-on avec satisfaction à EDF, où l'on envisage très sérieusement d'appliquer les connaissances acquises à d'autres secteurs. Il s'agit, mais EDF estime qu'il est encore trop tôt pour dévoiler les dispositifs afin de ne pas créer d'espérance «mirifique», de définir une stratégie de développement sur quatre territoires pilotes en déclin, en coordination avec les collectivités locales. Cette approche «pragmatique», avec vision à long terme, a été initiée il y a trois mois. Une manière aussi de reconvenir les spécialistes.

Mais, selon les termes de Claude Rousseau, l'expérience des grands chantiers a apporté aux spécialistes de la conversion des «surprises». La procédure a été, à l'évidence, «restrictive», pour certains grands chantiers. Ont été écartés — pour des raisons ou sous des prétextes différents — Eurodisneyland, les infrastructures de Savoie préparant aux Jeux olympiques, les autoroutes et la construction des lignes de TGV. Mais la «surprise» la plus marquante, selon Claude Rousseau, tient au fait que les personnels des grands chantiers émettent, pour une large part, une fois ceux-ci terminés : «Une mentalité de pionnier a été acquise.»

Les spécialistes de la DATAR estiment cependant que l'expérience acquise précédemment, par les grands chantiers comme par les pôles de conversion, peut être utilisée pour des actions de prospective. «Beaucoup d'éléments sont communs avec la nouvelle

politique des villes lancée par le gouvernement afin de réduire les poches de pauvreté et créer des emplois. Nous pensons devoir aussi nous engager dans cette voie», note Paulette Pommier, chargée de mission à la DATAR.

Pour ce qui concerne Eurodisneyland, «écarté» de la procédure grands chantiers et où l'hébergement pose déjà problème, seule la délégation à la formation

professionnelle intervient avec 2 millions de francs décaisés en 1990. «Et encore travaillons-nous en périphérie du site et selon une procédure non orthodoxe», comme l'indique Catherine Flageul, spécialisée dans les questions de conversion. Pas question pour les pouvoirs publics de se mêler des affaires privées du royaume enchanté.

Jean Monanteau

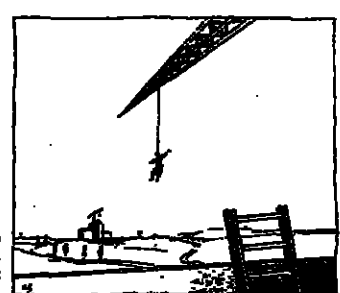
### Des dispositions sociales adaptées

Les syndicats se prévalent de moins en moins du label «grand chantier» pour faire respecter les droits des salariés

SANS véritablement déroger au droit du travail, les grands chantiers ont toujours fait l'objet d'une attention particulière tant de la part des pouvoirs publics que des partenaires sociaux. Ainsi, en 1980, un comité interministériel d'aménagement du territoire conjoint aux préfets de créer un groupe permanent pour le développement local de l'emploi et de la formation d'un grand chantier s'ouvre dans leur département. Principale mission de ce groupe : définir une politique de recrutement et de formation de la main-d'œuvre locale telle que celle-ci soit qualifiée pour les travaux du chantier et puisse par la suite se reconvenir le plus facilement possible dans la région.

A la suite de ce comité interministériel, il fut également décidé que les travailleurs inscrits comme demandeurs d'emploi qui se sont reclassés sur un chantier à la suite d'une fin de contrat à durée déterminée auprès d'une autre société de chantiers pouvaient être assimilés à des travailleurs licenciés pour un motif d'ordre économique et bénéficier, à ce titre, de l'allocation de transfert de domicile.

**L'ACCORD EDF.** Mais à la fin des années 70, les grands chantiers sont surtout ceux du nucléaire et c'est EDF qui inspira, en 1978, un accord entre les partenaires sociaux qui reste aujourd'hui encore tout à fait novateur. Cet accord signé par EDF, la Fédération nationale des travaux publics (FNTP) et les fédérations correspondantes de la CFDT, de la CGT et de Force ouvrière, stipule que «les chantiers nucléaires doivent faire l'objet d'une attention toute particulière en matière de logements, équipements, collectivités, restauration, transport et autres activités d'animation». Ainsi, les signataires s'engagent «à assurer aux salariés de ces chantiers des conditions d'existence aussi proches que possible de



Les grands chantiers : des dispositions particulières nécessaires à la protection des travailleurs et à leur formation.

celles du reste de la population.

A l'époque où les chantiers SONACOTRA connaissaient leur heure de gloire, les partenaires sociaux ne manquaient pas d'ambition : «Lorsque le site s'y prête, certains équipements d'hébergement et d'animation pourront être conçus (...) pour devenir, le chantier terminé, des infrastructures de loisirs ou de vacances», énonçaient-ils en préambule avant de préciser avec un luxe de détails les caractéristiques des logements concernés.

Si, théoriquement, ces textes sont toujours en vigueur, cet accord conclu entre les partenaires sociaux est obsolète depuis la fin du programme nucléaire. Quant au label «grand chantier», les syndicats se plaignent de ne pas être consultés lors de son attribution et semblent de moins en moins s'en prévaloir pour faire respecter les droits des salariés, comme le prouvent régulièrement les polémiques autour d'Eurodisneyland.

Fredéric Lemaître

### Les succès de la formation

Les difficultés persistent cependant pour les personnes de faible niveau

En décidant en mars 1980 que chaque «grand chantier» devrait contribuer au développement socio-économique de sa zone d'implantation, notamment en faisant appel à la main d'œuvre locale, le comité interministériel d'aménagement du territoire y introduisait du même coup, massivement, les problèmes de formation. Et l'on constate aujourd'hui que les effets positifs de cette démarche font qu'elle s'étend peu à peu à la plupart des opérations qui, sans avoir le label «grand chantier», ont une ampleur équivalente : les Jeux olympiques d'Albertville, la construction du réseau TGV, celle des nouvelles autoroutes...

La formation initiale est peu concernée : au niveau universitaire et dans l'enseignement secondaire technique et professionnel, un grand chantier ne donne quasiment jamais lieu à l'ouverture d'enseignements nouveaux. Quant à l'augmentation des effectifs scolarisés, elle reste la plus souvent limitée.

Mais c'est évidemment dans le domaine de la formation continue que l'essentiel se passe. La «procédure grand chantier» fixe les buts à atteindre : permettre à la population locale d'acquiescer les compétences nécessaires pour travailler sur le chantier, puis pour retrouver un emploi après son achèvement. Le «groupe permanent» — qui rassemble les principales instances publiques et privées intéressées au développement local ainsi que l'entreprise responsable du chantier et la personne choisie comme «pilote éducatif» — définit les objectifs de formation et prend les décisions qui en découlent. Le pilote éducatif, quant à lui, prépare les réalisations concrètes puis en assure la mise en œuvre et le suivi en utilisant le plus possible les organismes de formation disponibles sur place.

L'Etat complète les ressources classiques de la formation continue par une «enveloppe grands chantiers». Selon une étude de l'Agence nationale pour le développement de l'éducation permanente (ADEP), près de 200 millions de francs ont

été dépensés en formation (hors rémunération des stagiaires) pour les seules centrales nucléaires, entre 1981 et 1989 ; et plus de 40 % de cette somme venaient de l'enveloppe grands chantiers. Cette dernière facilite la tâche des pilotes éducatifs, qui déploient en général des efforts considérables. Mais elle a peut-être contribué à la fréquente passivité des collectivités locales et au faible engagement des entreprises dans les formations préparant l'après-chantier.

Quoi qu'il en soit, le dispositif a permis l'embauche sur les chantiers de l'immense majorité de ceux qui avaient suivi la formation d'accès aux opérations initiales de génie civil ; un certain nombre ont pu ensuite accéder à des CAP ou même à des BP. Le succès a été moindre lorsqu'il s'est agi de passer aux opérations plus complexes de la deuxième phase des chantiers. Mais, dans l'ensemble, les acquis conjugués de l'expérience professionnelle et d'une formation théorique bien individualisée ont rendu plus facile qu'on ne s'y attendait la réinsertion professionnelle en fin de chantier. L'attitude de l'ADEP relative aux centrales nucléaires montre que plus de 70 % de ceux qui ont alors recouru à une formation de reconversion trouvent un travail.

Ce dispositif réussit encore rarement à tirer de l'omière les personnes de très faible niveau ; mais, comme le souligne notamment le fonds d'assurance-formation du BTP, le GFC/BTP, il a fait progresser les démarches d'orientation, l'individualisation des parcours et la qualité de la formation donnée. Il a aussi développé l'innovation : la préparation des Jeux olympiques a ainsi suscité de nombreuses initiatives pédagogiques, notamment l'élaboration d'une nouvelle méthode d'enseignement des langues qui pourrait être bientôt proposée à tous les publics.

Marie-Claude Betheder

### Chantiers européens

Les responsables de la DATAR s'interrogent sur l'opportunité d'une réglementation au niveau de la CEE

S'IL Y A une harmonisation des législations européennes existe en matière de bruit, de conception des lieux de travail, de protection contre les produits toxiques, il n'y a ni directive, ni a fortiori règlement, en matière de protection sociale et de reconversion de fin de grand chantier.

Une directive est bien en préparation concernant les conditions de travail applicables aux travailleurs détachés à titre temporaire. Les règles du pays où ce travail s'exerce devront être appliquées. Allusion sans doute à l'entreprise portugaise La Roche Portugaise qui sous-traitait partiellement un chantier pour Bourges avec des ouvriers portugais à un tarif et à des conditions nettement moins favorables qu'en France. La philosophie communautaire en ce domaine est d'éviter une logique de concurrence.

**PROCÉDURE.** En réalité, il ne peut y avoir projet d'harmonisation de droits sociaux que s'il y a des textes législatifs ou réglementaires à harmoniser. Or sur la fin des grands chantiers il n'existe rien de tel. La procédure dite de grand chantier, qui ne s'est appliquée qu'à la construction de centrales nucléaires EDF et à la COGEMA, est une simple disposition administrative et une spécialité bien

française. L'Espagne connaît également une disposition sur la fin des grands chantiers : il faut une autorisation administrative pour mettre fin à un contrat de travail non temporaire.

Les responsables de la DATAR se demandent s'il est nécessaire de réglementer plus avant au niveau européen. Tout d'abord, les chantiers internationaux se comptent sur les doigts d'une main : tunnel du Mont-Blanc entre la France et l'Italie, tunnels du Puy de Morens et du Somport entre la France et l'Espagne, tunnel sous la Manche, tunnel de Fréjus, aéroport Bâle-Mulhouse. Le droit de chaque pays s'applique alors de chaque côté de la frontière et dans le cas d'Eurotunnel, de chaque côté de la ligne médiane du tunnel.

Ensuite, on se serait inquiété à tort pour les suites de chantier. Une population nouvelle s'y est créée, mobile, souple, adaptable, que le chômage ne menace pas : dès qu'un chantier se termine, un autre prend le relais. L'arrêt des centrales nucléaires n'a pas sonné le glas du BTP. Elles ont été relayées par les chantiers des Jeux olympiques, ceux d'Eurotunnel ou d'Eurodisneyland.

Liliane Delwasse

### précurseur

dans le développement local

ment un fonds de développement local, capable d'accorder des mises de fonds remboursables par exemple, et une structure délivrant des prêts d'honneur à 0 % d'intérêt sur trois ans pour les créateurs d'entreprise, le tout étant géré par les élus du syndicat Val-de-Vienne avec l'aide d'un comité de pilotage. Un laboratoire de l'innovation y participera, deux pépinières d'entreprises seront créées, pour commencer, et deux observatoires, l'un des entreprises, l'autre des emplois et des qualifications, seront chargés de fournir les données à partir desquelles les impulsions pourront être plus efficaces.

Mais, si le schéma est tracé, et la volonté affirmée, le mouvement n'est pas encore véritablement lancé. Le projet bute encore sur des problèmes

techniques, dont le moindre n'est pas la clé de répartition géographique de la taxe professionnelle versée par EDF ni la situation particulière, et financièrement catastrophique, de la ville de Chinon, justement, qui avait voulu faire cavalier seul.

Aujourd'hui maire de cette sous-préfecture, M. Yves Dauge, conseiller général et régional, délégué général à la ville et maintenant conseiller spécial du nouveau ministre d'Etat chargé des villes, M. Michel Delebarre, est bien embarrasé. Ayant été un des initiateurs du plan de développement local, quand il n'était encore qu'un élu de canton, il doit quémander l'aide de ses collègues ou trouver une autre issue, encore à inventer, pour pouvoir mettre ses idées en application dans «sa» propre ville. Et ce n'est pas si simple.

Alain Lebaube

dans le rôle



## GRANDS CHANTIERS

Amorce de reclassement  
pour le tunnel Transmanche

Après trois années de travail acharné, les ouvriers locaux partent à la recherche d'un nouvel emploi. A Calais ou ailleurs

Pour quelques mois encore, 5 200 personnes participent à la construction du tunnel côté français : 4 000 pour Transmanche Construction (GIE comprenant Bouygues, Dumez, SAE, SGE et Spie-Batignolles), et environ 1 200 chez les sous-traitants. Mais dès le mois de mai prochain, avec l'achèvement du T6 - tunnel 6, tronçon du T1 - de nombreux ouvriers verront se terminer un travail de plus de trois ans, dont ils ne sont pas peu fiers et qui a coûté la vie à deux d'entre eux.

Le tunnel franco-britannique aura été pour la région l'occasion de vivre une formidable aventure humaine. De mémoire de constructeur, on n'avait jamais atteint un tel taux d'embauche régionale : 86 % de la main-d'œuvre totale et même 95 % chez les ouvriers du GIE. Ils viennent, pour la plupart, d'un rayon de 40 kilomètres autour du chantier, constate Yves Malepart, délégué départemental de l'ANPE. Ils arrivent de Saint-Omer, de Boulogne, de Dunkerque, et près de la moitié (46 %) sont issus du bassin d'emploi de Calais.

L'aventure a commencé fin 1987, par une immense opération de formation, condition indispensable à l'embauche de travailleurs locaux. « Dans le cadre d'un plan spécifique, que financent l'Etat et la région, plus de 800 personnes ont reçu en moyenne trois cents heures de formation. Avec succès : 98 % d'entre elles ont été recrutées ensuite », se félicite Katia Vidal, responsable de la formation du GIE. On a pris en priorité des chômeurs de longue durée et des jeunes. Sur le chantier, 1 300 personnes ont moins de vingt-six ans et la moyenne d'âge n'est que de trente-deux ans.

Pour d'autres, ce fut la découverte d'un nouveau métier. « Nous avons engagé des boulangers, des garçons de café, des bouchers, et on a réussi à leur faire travailler sur le béton armé », déclare fièrement Jean Cravero, un « ancien » de Bouygues, conducteur de travaux à l'usine de préfabrication. Là, à proximité du chantier, 700 ouvriers et agents de maîtrise fabriquent et acheminent les voûtes, parties d'anneaux de béton appliquées sur les parois des tunnels. Jean Cravero a participé personnellement à leur formation début 1988. Il fait maintenant partie des quinze orienteurs de la CELLOR, la cellule d'orientation mise en place en juin 1990 par le GIE pour gérer socialement l'après-chantier.

Une fois le chantier terminé, il n'y aura ni plan social ni indemnités légales de licenciement. « Car nous n'avons pas à nous comporter comme un pôle de conversion, explique Claude de La Roche Saint-André, directeur des ressources humaines. Mais nous avons réussi le challenge social d'embaucher à 95 % des gens de la région grâce à nos partenaires publics. Nous avons donc un contrat moral. Il nous paraît normal d'embaucher maintenant le personnel à la recherche d'un emploi. »

Un protocole a été conclu avec l'Etat et le conseil régional notamment pour mettre en place

un dispositif de réinsertion et de formation. D'ores et déjà, une cinquantaine d'ouvriers préparent un CAP de coffreur par unités capitalisables en dehors des heures de travail. Un comité restreint pour l'emploi des salariés du Grand Chantier a été créé par l'administration pour recenser et collecter les offres d'emplois. De leur côté, les quinze orienteurs de la CELLOR, choisis parmi les anciens agents de maîtrise ou cadres du chantier, enregistrent les souhaits du personnel, le conseillent et lui transmettent des propositions de postes. Un fichier informatique recense le profil de chacun.

Car la tâche est immense. Le département, sous-développé, souffre de la crise du textile. Le taux de chômage du Pas-de-Calais n'a baissé que de deux points et demi depuis le commencement du chantier (14,92 % en mars 1987, 12,4 % en juillet 1990). Le bassin de Calais compte 14 % de chômeurs avec une ancienneté moyenne de 483 jours ! Que se passera-t-il avec les effets cumulés des fins de chantiers du tunnel, de l'autoroute de la Côte d'Opale et du nouveau port de Calais ? « La période la plus difficile à gérer s'étendra entre juin 1991 et décembre 1992 », prévient Yves Malepart, de l'ANPE. « La reprise s'amorcera en juin 1993, avec la création de 6 000 emplois induits par la zone d'activités autour du tunnel », ajoute Jean Laurent, de la DATAR, coordonnateur de la mission Transmanche.

Pour établir une passerelle entre ces emplois futurs et la fin des contrats de travail, les pouvoirs publics ont décidé de former la moitié de la main-d'œuvre actuelle. Des opérations de 350 heures pour les ouvriers qualifiés, de 600 heures pour les OS. Et ils espèrent que l'autre moitié du personnel trouvera du travail entre-temps. On estime ici que 600 personnes pourraient être reprises par la société d'exploitation Eurotunnel, parmi les 1 100 embauchés prévenus côté français. « Les locotracteurs peuvent être reconvertis à la conduite des navettes d'Eurotunnel », affirme Katia Vidal. Et puis, près de Dunkerque, la future usine Aluminium Pechiney chercherait, de son côté, 400 opérateurs.

Katia Vidal se veut confiante. « Nous recevons tous les jours des offres d'emplois de la CELLOR. Nous avons des débouchés pour tous ceux qui travaillent à la préfabrication, mais nous sommes confrontés à un problème de mobilité des Calaisiens. » Trois ans de travail sur un grand chantier ont toutefois contribué à changer les mentalités. Certains ouvriers ont profité de leurs relations de travail avec leurs chefs pour se faire engager sur d'autres sites comme coffreurs, électriciens ou mécaniciens par les sociétés du GIE. « Cette population a prouvé, sur un chantier difficile, qu'elle pouvait être constante dans l'effort et qu'elle avait des trilles », constate l'orienteur Daniel Lebon.

Laurent Marcolles

## L'envolée de l'affacturage

Ce secteur offre aujourd'hui des carrières intéressantes aux cadres ambitieux.

A condition de savoir s'adapter au terrain.

LES marchands itinérants du Moyen Âge l'avaient inventé. Puis, nous l'avions un peu oublié. Il revient après avoir pris son essor aux Etats-Unis. Telle est, très brièvement résumée, l'histoire de l'affacturage. On compte aujourd'hui en France une petite vingtaine de sociétés de factoring dont la plus ancienne, la Société française de factoring (SFF), a été créée en 1964. Généralement filiales de banques, ces sociétés ont pour vocation de donner aux entreprises les moyens de se développer en assurant le financement de leurs créances, en les garantissant contre les impayés et en prenant en charge le recouvrement de leurs factures.

Secteur de forte croissance, le factoring a réalisé en 1989 un chiffre d'affaires de 60 milliards de francs et pour 1990 il devrait atteindre les 72 milliards, indique Antoine Stoullig, directeur de marketing de la SFF, qui chiffre à 24 % la croissance annuelle du secteur depuis 1987. Compte tenu de cette évolution, le factoring est donc susceptible d'offrir aux jeunes cadres ambitieux de véritables carrières. D'une façon générale les sociétés proposent deux types de postes aux cadres : des postes de commerciaux et des postes de gestionnaires.

**MOBILITÉ FONCTIONNELLE.** Si, il y a quelques années, il n'y avait qu'une solution, la mobilité verticale avec le changement d'entreprise en cas de blocage de carrière, les sociétés de factoring tendent de plus en plus à fidéliser leurs cadres en leur offrant une carrière attrayante, ne serait-ce qu'à travers d'une « mobilité fonctionnelle ». « C'est vrai que la plupart des jeunes qui sont entrés en même temps que moi à la SFF sont partis parce qu'ils étaient bloqués », déclare Christian Raymond, trente-trois ans, qui, entré comme auditeur il y a six ans, est aujourd'hui assistant du directeur du service international. Mais, assure-t-il, les temps ont changé. « On a la possibilité de passer du service financier au service commercial, du service France au service export. C'est nouveau et cela va dans le bon sens. Bien sûr, cela nécessite un gros investissement personnel

mais cela permet de sortir de la routine. » En matière de recrutement, la plupart des sociétés demandent un niveau d'études assez élevé : bac + 4 ou 5 (séances éco, école supérieure de commerce...). Si certaines sociétés offrent des postes « junior » aux jeunes diplômés, comme la SLIFAC, filiale du Crédit lyonnais, qui emploie 15 % de personnels détachés de la banque, la plupart exigent une expérience professionnelle de deux ou trois ans dans des banques, des établissements financiers, des cabinets d'experts-comptables ou des sociétés de renseignements commerciaux.

**BONNE TECHNICITÉ.** « L'expérience professionnelle, c'est capital », indique Henri Palethorpe, directeur commercial du groupe Facto France Heller, car on ne vend pas directement à des chefs d'entreprise des services financiers. C'est plus compliqué que de vendre un meuble ou responsable du service achats. Il faut donc déjà avoir une bonne technicité en matière financière.

S'ils sont tous d'accord pour demander une expérience professionnelle, les factoring ont parfois des avis divergents sur le type d'expérience souhaitée. Certains manifestent de la défiance face à des candidatures provenant de la « banque » sur des postes commerciaux. « Ils n'ont pas les bons réflexes, dit l'un d'eux. Dans l'affacturage nous n'avons pas d'approche simpliste, nous sommes de la situation. Nous signons parfois avec des gens sur des critères qui feraient fuir les banquiers. Nous faisons un pari sur l'avenir en fonction du produit de la clientèle. »

La technique, un banquier peut l'apprendre assez vite. Le plus dur, c'est encore l'absence d'expérience du terrain. « Il faut être indépendant, se débrouiller seul et aller vite. » Ces réserves, Henri Palethorpe ne les partage guère. « Chez nous, précise-t-il, 50 % des commerciaux viennent de la banque. » S'il reconnaît que l'appréhension des risques est différente, l'estime cependant que tout banquier est capable d'en faire l'analyse. Quant à l'adaptation au terrain, elle dépend avant tout, souligne-t-il, de la personnalité du candidat.

Catherine Leroy

## STAGES

« Le Monde Initiatives » publie chaque semaine des offres de stages en entreprises pour les étudiants. Les personnes intéressées doivent contacter directement le CDTE, association responsable de ce service, lancé en collaboration avec la MNEF, en téléphonant au 47-35-43-43 ou en s'inscrivant sur Minitel 36-15 JOB-STAGE. Les frais annuels d'inscription sont de 149 F.

Les entreprises désireuses de passer des offres sont priées de contacter directement cette association au (0) 47-35-43-43.

## Gestion

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 7 mois temps partiel. Ind. : 4 000 F. Profil : bac + 3. Mission : analyse financière de petites entreprises et particulièrement rédaction de commentaires personnalisés de dossiers de gestion. 11682.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2. Mission : gestion des factures et relances clients. 11685.

Lieu : Courbevoie. Date : immédiat. Durée : 12 mois avec embauche. Ind. : à définir. Profil : bac + 2. Mission : gestion au sein du service de contrôle. 11680.

## Comptabilité

Lieu : Malakoff. Date : immédiat. Durée : 3 mois et 1/2. Ind. : 1 500 F. Profil : bac + 2. Mission : saisie informatique, relance, préparation du bilan. 12631.

Lieu : Versailles. Date : immédiat. Durée : 12 mois, embauche possible. Ind. : à définir. Profil : bac G2 ou excel. Mission : tableau de bord, facturation, contrôle de budget, gestion informatique, fichiers, personnel, charges sociales, secrétariat. 12626.

## Marketing

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2. Mission : contacts avec librairies, papeteries, gestion et formation continue. 14938.

Lieu : Boulogne. Date : février. Durée : 2 mois. Ind. : 3 000 F + chq restaurants. Profil : bac + 3. Mission : chargé d'études. 14936.

Lieu : Saint-Denis. Date : immé-

diat. Durée : 3 mois. Ind. : 1 000 F ou 2 000 F. Profil : bac + 2. Mark. communication. Mission : élaboration d'une revue de presse sur sponsoring et mécénat. 14922.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 4 personnel. Mission : réalisation d'études de marché. 14916.

## Commerce

Lieu : Trappes. Date : avril 91. Durée : 5 semaines. Ind. : à définir. Profil : bac + 1. Mission : formation commerciale. 15696.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2. Mission : information et promotion auprès de public jeune, organisme de formation. 15694.

## Vente

Lieu : Sèvres. Date : immédiat. Durée : 5 mois ou 1 an. Ind. : 3 000 F brut. Profil : bac + 2 BTS action co, connaissance de Macintosh. Mission : suivi et prospection commerciale de grands comptes clients. 16788.

Lieu : Marseille. Date : immédiat. Durée : à convenir. Ind. : 1 500 F net + déplacements. Profil : bac + 1 véhicule indispensable. Mission : exploration d'un marché à fort potentiel, évaluation de budget « produits et chantiers ». 16787.

Lieu : Aix. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 1 500 F. Profil : bac + 2 mini, jeune homme. Mission : entrer en relation avec les entreprises ou leur conseil, présenter programme immobilier à la location ou à la vente. 16785.

Lieu : Toulouse. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : intéressement sur CA. Profil : bac + 2 vente, mark. Mission : assurer la commercialisation d'un nouveau produit. 16744.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : indéterminée, avec embauche possible. Ind. : à définir + commission. Profil : bac commerce. Mission : attaché commercial pour commercialisation de produits bancaires. 16766.

Lieu : Gentilly et province. Date : immédiat. Durée : 4 mois ou +. Ind. : à définir + intéressement. Pro-

## Chauffeurs patrons

Ni tout à fait salariés ni tout à fait indépendants : GT Location expérimente un nouveau statut, celui d'affiliés

CHEZ GT Location, cette entreprise bordelaise qui loue camions et chauffeurs, généralement à l'année, a d'autres entreprises, le PDG, Eric Sarraz, a trouvé une parade pour le moins originale pour diminuer ses charges sociales et offrir de nouvelles perspectives de carrière à ses chauffeurs : « Installez-vous à votre compte et louez-moi un camion, leur propose-t-il en substance. Je me charge de négocier un contrat avec un client afin de vous assurer du travail. »

Les chauffeurs qui acceptent quittent donc GT Location, créent leur SARL et négocient le tarif et les modalités de location du camion avec GT Location. Ainsi, en cas de panne ou d'accident, la société s'engage à leur fournir immédiatement un véhicule de remplacement. De même, comme GT Location assure les démarches commerciales et signe les contrats avec les clients, c'est elle qui s'occupe de la facturation. En revanche, le conducteur affilié gère sa propre comptabilité et, s'il tombe malade, GT Location lui fournit un remplaçant qu'elle lui facture.

Mis en place de façon très discrète au printemps 1989, ce système concerne aujourd'hui quarante-cinq des cinquante chauffeurs de l'entreprise, et l'objectif d'Eric Sarraz est d'en faire cent. Pour cet homme qui dirige l'entreprise familiale avec son frère tout en présidant l'union patronale d'Aquitaine, les avantages de ce système sont évidents. « C'est d'abord une réponse au poids excessif des impôts et cotisations sociales. Pour qu'un salarié gagne 10 000 francs bruts, donc 8 200 francs nets, nous devons facturer 20 000 francs au client. Avec cette même facture et en prenant en compte tous ses frais, y compris les assurances sociales, un affilié peut gagner 13 700 francs nets. »

**SOUPLESSE.** Autre avantage : la souplesse. Si un client est intéressé par un camion pour une durée de six semaines, par exemple, GT Location doit prévoir deux chauffeurs salariés, puisque la durée maximale hebdomadaire du travail est de quarante-cinq heures. En revanche, un affilié peut travailler jusqu'à soixante heures. Eric Sarraz ne le nie pas : un affilié passe plus d'heures au volant de son camion qu'un salarié, ce qui ne fait qu'accroître la différence de rémunération.

Dernier argument qu'Eric Sarraz développe sans sourcilier devant le délégué syndical. Force est de constater que « le risque social pour fait de grève est moins grand. C'est un argument fort que nous vendons à nos clients, même si la dernière grève chez nous remonte à 1972. »

Les frères Sarraz ne seraient-ils que des patrons de choc contourner habilement le Code du travail pour mieux exploiter les salariés ? Pas si simple. Ces militants du CJD (Centre des jeunes dirigeants) sont loin d'abandonner le social. Ne voient-ils pas dans l'affiliation « le summum de la parti-

cipation » ? N'ont-ils pas développé, par ailleurs, un système de plan d'épargne qui a conduit leurs salariés à être les principaux prêteurs de l'entreprise ? Ne sont-ils pas les seuls, dans leur secteur d'activité, à avoir récemment créé une véritable école interne qui dispense deux ans de formation à des jeunes avant de leur confier un camion alors que, théoriquement, quelques mois suffisent ? Si le statut des affiliés peut sembler plus précaire que celui des salariés, il l'est beaucoup moins que celui, banal dans ce milieu, des tracteurs indépendants qui végètent à deux doigts du dépôt de bilan.

**PERSPECTIVE.** Eric Sarraz le proclame d'ailleurs haut et fort : en cas de difficultés, il privilégiera les affiliés par rapport à ses salariés. Quitte à licencier une partie de ces derniers, il confiera les nouveaux contrats en priorité aux affiliés. Alors que les quarante-cinq chauffeurs concernés avaient la possibilité de réintégrer GT Location la première année, avant ne l'a saisie. Bruno, affilié depuis quinze mois, le reconnaît : « Cela me plaît d'être patron. » A vingt-sept ans, après avoir été chauffeur pendant six ans, il avait déjà l'impression de n'avoir aucune perspective de carrière. Même s'il fait Bordeaux-Nantes aller-retour cinq fois par semaine au volant de son camion, un contrat que partageaient auparavant deux salariés, il n'a aucun regret. « Quand on sait qu'on va travailler douze heures mais que c'est pour soi, cela enlève une partie de la fatigue. Même si mon nouveau statut n'a pas changé grand-chose à mon travail quotidien, c'est plus intéressant, car j'ai désormais un contact avec le comptable et je m'occupe des chiffres avec lui. » Côté argent, Bruno ne se plaint pas. Ses revenus nets annuels sont passés de 110 000 francs à 310 000 francs.

Alain, autre affilié, le reconnaît sans ambages : « On n'a fait pour l'instant que deux petits travaux, mais on est très intéressé par ce statut. Ses revenus ont doublé, alors que ses calculs antérieurs l'avaient dissuadé de se mettre à son compte. Avantage de l'affiliation : il n'y a aucune mise de départ et aucun emprunt à effectuer. Les seuls problèmes que nous rencontrons sont ceux de la longue maladie ou de l'accident du travail susceptibles de mettre l'affilié en situation économique difficile. Malgré cela, le délégué FO, syndicat majoritaire, « ne pense que du bien de cette expérience enrichissante. »

Celle-ci pourrait-elle se généraliser ? Si Eric Sarraz se montre prudent et estime que « les deux systèmes cohabiteront, car tout le monde n'est pas fait pour être affilié », ce statut semble particulièrement bien convenir à des secteurs comme la distribution ou la toupie à béton « où il n'y aura bientôt plus de salariés ». D'ailleurs, avec ce nouveau statut et son école de formation, Eric Sarraz est convaincu : « Nous formons le chauffeur du troisième millénaire. »

Frédéric Lemaître

Mission : technicien de maintenance en micro-informatique ayant expérience IBM. 17856.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois avec embauche possible. Ind. : à définir. Profil : bac + 3 DEA ingénieur, maîtrise. Mission : participer à l'élaboration de projets techniques. 17868.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : à définir. Profil : bac 4 MAGE gestion + informatique, connaissance du DOS, tableau, words, réseau novel. Mission : mise en place du programme de gestion commerciale. 17859.

Lieu : Vélizy. Date : immédiat. Durée : 3 mois avec embauche possible. Ind. : 3 750 F brut. Profil : bac. Mission : saisie info, diffusion, suivi de règlements, chèques, contacts internes et externes. 17872.

## Secrétariat

Lieu : Versailles. Date : immédiat. Durée : 12 mois avec embauche possible. Ind. : à définir. Profil : bac + 3. Mission : encadrement secrétaire en comptabilité, traitement administratif, attachée de direction. 24767.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 3 000 F. Profil : bac + 2. Mission : standard téléphonique, suivi de dossiers commerciaux, frappe. 24754.

Et de nombreux autres stages sur le 3615 JOBSTAGE. Pour tous renseignements, contactez le CDYTE au 47-35-43-43.

2 CONSULTANTS FORMATS INFORMATIEN

ORGANISME

ELABORER ET DEFENDRE LES PROJETS DE MAITRISE DE L'ENVIRONNEMENT

CHIEF DU SERVICE PUBLIC

Dircom

vous une ré

Jeudi 15

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

des  
Cadres

... Le Monde • Mercredi 30 janvier 1991 IX

Chauffeurs pour

Nous sommes le leader européen dans le domaine de la formation professionnelle continue avec une croissance de 30 % annuelle.

Nous recherchons :

## 2 CONSULTANTS FORMATEURS

### INFORMATICIEN

Méthode de conception et de conduite de projets : Merise, SDMS, MCP, Method ONE...  
- Généraliste de l'informatique, vous avez une expérience du dialogue Informaticien - Utilisateur, de l'implantation de systèmes informatiques et si possible de la pédagogie.

(Réf. 8138)

### ORGANISATEUR

Outils et concepts de l'organisation du travail, de l'organisation administrative et de la conduite du changement.  
- Praticien, vous avez acquis une solide expérience au sein d'une grande entreprise. Vous avez le goût de la pédagogie.

(Réf. 8139)

Vous prendrez en charge :  
- la conception des actions répondant aux besoins spécifiques de nos clients,  
- l'animation de stages,  
- la définition et l'évolution de nos prestations de service.

Si vous souhaitez vous associer à notre réussite : merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé et prétentions sous la référence choisie à Mme M.F. ALETTI  
CEGOS Division Recrutement - Tour Vendôme - 204, rond Point du Pont de Sèvres  
92516 BOULOGNE BILLANCOURT Cédex.

cegos

Directeur de l'Enseignement Supérieur, Université de Paris 6

## ELABORER ET DEFENDRE NOS OFFRES DE "MAITRISE DE L'ENVIRONNEMENT"

### INGENIEUR THERMIQUE OU ELECTROMECHANIQUE

ESYS

ESYS, filiale du Groupe ELF AQUITAINE, est l'un des leaders dans le domaine de la gestion d'équipements thermiques. Dans le cadre du développement de notre activité liée à la maîtrise de l'environnement, nous concevons et exploitons des unités industrielles de traitement des déchets ménagers, en particulier par incinération. Nous souhaitons renforcer le département spécialisé dans ce domaine et créer le poste d'ingénieur chargé d'affaires.

Votre mission : assister de manière étroite le responsable commercial dans la préparation et l'exécution des offres. Votre rôle sera fondamental en matière d'argumentation des solutions proposées auprès des différents intervenants. Le montage des dossiers comprend des aspects techniques (études et chiffrage, réalisation de cahier des charges...) mais également contractuels et financiers.

Nous vous voyons ingénieur diplômé d'une grande école (AM, INSA, ECAM, ICAM, UTC...), possédant une première expérience dans un domaine thermique ou électromécanique. Vos compétences techniques sont complétées par des qualités relationnelles et d'organisation. Le poste, basé à Paris, suppose des déplacements en province.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. IT à l'attention de Séverine de CACQUERAY - ESYS - 73 Boulevard Haussmann 75008 PARIS.

Associations nos énergies

## CHEF DU SERVICE PUBLICITE



Votre mission sera de coordonner l'ensemble des activités liées à la politique de communication publicitaire de BMW France. Vous assurerez la gestion de l'ensemble du budget publicité (BMW est le 4<sup>e</sup> plus gros investisseur français).

Votre action vous amènera à proposer les programmes de communication à l'agence, à valider la cohérence des propositions et à contrôler l'exécution à tous les stades de réalisation. Par ailleurs, vous serez le maître d'œuvre et l'animateur des programmes régionaux (réseau de 170 concessionnaires).

Vous animerez une équipe de 2 collaborateurs directs en plus des nombreux interlocuteurs sur le terrain et chez les sous-traitants. Le poste a également une dimension internationale réelle par les contacts fréquents et les missions de coordination qui doivent être assurées avec le groupe BMW AG.

A 30 ans, de formation supérieure, vous avez acquis une expérience professionnelle dans le domaine commercial, de préférence dans le secteur automobile ou dans un secteur d'activité aux méthodes similaires de distribution par réseau de concessionnaires (équipementier professionnel haut de gamme par exemple). Un passage par une agence de publicité constituerait un atout.

Vous maîtrisez évidemment l'anglais et/ou l'allemand. Adressez votre lettre de candidature, photo et prétentions, sous réf. 81/06/M, à :

BMW France  
Département des Relations Humaines  
78886 SAINT QUENTIN EN YVELINES Cedex

## Notre "Dircom" est très sollicité ! Faites-vous une réputation à ses côtés.

La communication d'un très grand groupe industriel n'est pas un exercice facile. L'image du groupe, la communication financière, les relations presse, les relations publiques, les études, le suivi des agences, la coordination avec les filiales, il faut beaucoup de qualités pour tout assurer.

Plus de 50 milliards de francs de chiffre d'affaires, des filiales industrielles de grande réputation, un président médiatique, notre "DIRCOM" est très sollicité. Il lui faut bien sûr un numéro 2 très compétent pour tout partager.

A 30 ans, vous avez 4 à 5 ans d'expérience de la communication en entreprise. Vous parlez bien l'anglais, l'allemand si possible. IEP, CELSA, HEC ou universitaire, vous savez bien écrire, vous avez le goût du terrain et de l'action, vous êtes imaginatif. Vous êtes prêt à vous investir dans une tâche difficile mais qui vous permettra de construire votre réputation. Alors écrivez à Jean-Louis Marques, associé du cabinet Sirca, sous la référence 256 260 LM, 140 Boulevard Haussmann - 75008 Paris.

Sirca

Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne

Membre de Syntec

Le Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur emploie 600 personnes et gère un budget de 3,5 milliards de francs. Il a pour vocation le développement de l'économie de la région au sens large (industrie, éducation, aménagement du territoire, équipement, développement économique...). Sa communication se veut encore plus concrète et nécessite la création de deux postes de chargés de communication.

## CHARGEES DE COMMUNICATION SENIOR

Direction éducation et formation

Cette direction gère les compétences transférées en matière de lycées, formation professionnelle, apprentissage ainsi que les orientations en matière d'enseignement supérieur. Basée à Marseille et sous l'autorité de la direction, la candidate recherchée sera chargée de promouvoir les actions du Conseil Régional en matière d'éducation et de formation : établissement de dossiers de presse, définition de plaquettes informatives adaptées à différents publics, contacts avec la presse et des interlocuteurs variés et de haut niveau (rectorat, mairie...). Ce poste

intéresse une candidate de formation de type Sciences Po, CELSA, école de journalisme..., dotée d'un excellent niveau culturel, relationnel et rédactionnel. L'expérience du monde éducation-formation dans un poste de communication acquise dans une collectivité ou une administration serait idéale. Il est également de nature à intéresser des chargées de presse ou des journalistes spécialisées dans l'emploi et la formation. Statut contractuel. (Réf. A/XS207M)

## CHARGEES DE COMMUNICATION JUNIOR

Direction équipement et aménagement du territoire

Cette direction définit et met en œuvre l'ensemble des interventions régionales concernant les infrastructures de communication, le transport (routier, ferroviaire...), l'habitat et l'urbanisme, l'aménagement de certaines zones etc. Sous l'autorité du directeur, sa mission sera d'affiner le schéma de communication de sa direction, de rédiger des dossiers de presse et des dossiers de réflexion et de décision du Conseil Régional, de traiter leur diffusion. Elle concevra des plaquettes et développera des relations avec des journalistes spécialisés. Ce poste intéresse une

candidate âgée d'au moins 24 ans, de formation Sciences Po, MST communication, journaliste..., motivée par les problèmes de société et de l'économie régionale. Elle aura une première expérience de deux ans minimum dans la communication en tant qu'attachée de presse par exemple, ainsi qu'une connaissance du fonctionnement d'une collectivité ou d'une institution. D'excellentes qualités rédactionnelles et culturelles sont également nécessaires pour réussir à ce poste. Statut contractuel. (Réf. A/XS208M)

Ecrire à H. MICHERON en précisant la référence choisie - PA Consulting Group - 11, cours Gambetta - 13100 AIX-EN-PROVENCE - Tél. 42.12.12.71 (PA Minitel 36.15 code PA)

Conseil Régional  
Provence-Alpes  
Côte d'Azur

PA Consulting  
Group

Creating Business Advantage

## DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES CADRES

Conseil, stratégies et techniques

- Conseiller le management d'une Direction Commerciale de 2000 personnes dans toute la France et mettre en œuvre les principes, les méthodes et les outils de gestion et de développement de ses 600 cadres.
- Evaluer ses besoins et les mettre en relation avec les objectifs de la Direction des Ressources Humaines d'un des premiers groupes industriels français, à laquelle vous serez rattaché.
- Apporter votre assistance à ces cadres pour l'optimisation de leur carrière... Ce seront les principaux aspects de vos responsabilités de "Gestionnaire des Cadres" dans notre organisation commerciale.

Vous vous êtes préparé à ce poste en vous dotant de solides compétences en matière de développement du Personnel. Sur le terrain aussi bien qu'à des postes plus fonctionnels, vous avez ainsi abordé des domaines aussi divers que le recrutement et la gestion des carrières, la formation et la gestion prévisionnelle des cadres, les relations sociales ou les politiques de rémunération.

A 35-40 ans, vous savez où, comment et à quelles fins rechercher les informations les plus pertinentes. Vous savez analyser et traiter ces données. Vous savez vous investir dans le présent sans perdre de vue vos objectifs à moyen et à long termes.

Bref, la candidature (lettre, C.V., photo et rémunération souhaitée) que vous adresserez à notre Conseil mettra en valeur les qualités de professionnalisme, de diplomatie et de communication, de mobilité et de disponibilité requises pour ce poste basé à Paris et pour les évolutions de carrière auxquelles il prépare.



MILO, R.H.  
référence M/231 M  
3, avenue des Ternes  
75017 PARIS.

AD/COM

## CREEZ LA FONCTION PERSONNEL DANS UN ENVIRONNEMENT INDUSTRIEL

EQUIPEMENTS AUTOMOBILES  
200 Kms Nord Est Paris

Au sein d'un groupe industriel doté d'une audience internationale nous avons le privilège d'être une unité souple de taille humaine (300 personnes) en fort développement (30 % de progression annuelle). Dans le cadre d'une stratégie de décentralisation et pour mettre en œuvre la politique ressources humaines accompagnant notre progression, nous créons la fonction :

## RESPONSABLE DU PERSONNEL

Près de notre Directeur d'usine, votre mission est de favoriser le maintien du bon climat social tout en assurant la création, la promotion, la mise en œuvre de techniques modernes de gestion de Personnel. Vous agissez sur la totale étendue de la fonction : administration, législation, relations sociales, politique de rémunération, gestion prévisionnelle, recrutement, formation et sécurité.

A 30 ans environ, de formation supérieure Droit Social, Droit du Travail, Sciences Po ou équivalent, vous justifiez d'une première expérience de 2-5 ans comme Adjoint ou Responsable du Personnel sur un site industriel.

Au sein d'une jeune équipe de direction, pragmatisme, créativité et sens de la communication nous paraissent essentiels pour réussir cette mission.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV détaillé avec photo et salaire actuel sous la réf. 3825/MAM à notre Conseil : 17, rue Courmeaux - 51100 REIMS

MORENO CONSULTANTS  
REIMS - PARIS - LYON





## ATTACHE DE PRESSE (H/F) Assurances

Paris - Aujourd'hui dans le groupe de tête des grandes compagnies d'assurance-vie, notre ambition est de devenir le leader sur ce marché. Dans le cadre de la mise en place de la communication institutionnelle, notre service, récemment créé, souhaite se renforcer et recherche un attaché de presse confirmé. Auprès du responsable des relations publiques et presse, vous prenez en charge les relations avec la presse technique, la rédaction des communiqués et des dossiers, collaborez aux conférences de presse...

Agé d'au moins 27 ans, de formation supérieure, vous disposez d'une expérience de trois ans des relations presse dans un environnement financier. Vos qualités rédactionnelles, votre autonomie et votre sens de la communication seront vos meilleurs atouts pour évoluer dans une entreprise en pleine mutation. Ecrivez à P. EVEN en précisant la référence A/D2193M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.53. (PA Minitel 36.15 code PA)

**PA Consulting Group**  
Creating Business Advantage

## Responsable Ressources Humaines



La Branche Eclairage-Signalisation recherche pour son usine d'Evreux (27) (500 personnes) son Responsable Ressources Humaines. Il aura pour mission le développement des Ressources Humaines (formation-communication-recrutement) dans un site en évolution (mise en place de nouvelles organisations de production).

Praticien du droit social et de la micro-informatique, il assurera également la gestion administrative de la fonction (paie et reporting).

Agé d'une trentaine d'années, diplômé (DESS, Ecole de Commerce ou Sciences Po), le candidat aura une expérience probante de la fonction en milieu industriel.

Autonome et diplomate, il saura s'intégrer à une équipe et faire preuve de la créativité nécessaire à sa mission.

Merci d'adresser C.V. complet, lettre manuscrite sous réf. 237 A à notre Conseil NINTA - 30, rue du Faubourg Montmartre - 75009 PARIS.

Le Groupe Valeo, par ses réalisations, son potentiel technologique, son implantation internationale, est l'un des principaux partenaires des constructeurs automobiles et véhicules industriels dans le monde. Valeo compte près de 30 000 personnes réparties en dix branches d'activité. Le Groupe dispose de plus de cent usines ou centres de recherche et réalise un chiffre d'affaires de 30 milliards de francs, dont plus de la moitié hors de France.

**Valeo**  
L'EQUIPEMENT  
AUTOMOBILE

## Importante société filiale multinationale

recherche un



Diplômé d'une Grande Ecole ou d'Etudes Supérieures Universitaires, débutant ou possédant déjà une première expérience, ouvert et animé d'un esprit d'équipe développé, vous êtes motivé par une gestion des ressources humaines en phase avec les réalités économiques de l'entreprise.

Intégré à la Direction des Relations Humaines, vous aurez dans un premier temps pour mission :

- La gestion prévisionnelle de l'emploi.
- Les recrutements de certaines catégories de personnel.
- L'optimisation d'outils informatiques sophistiqués de gestion du personnel.
- L'analyse de données sociales.
- L'analyse des fonctions.
- Différentes missions ou études ponctuelles.

pour, à terme, exercer la responsabilité de Chef du Personnel.

Merci d'adresser votre candidature avec CV et photo en précisant bien sur votre enveloppe la référence 70658 M à : BLEU Publicité - 17 rue du Docteur Leloir 94307 VINCENNES CEDEX.



LA GRANDE HALLE-LA VILLETTE

recherche

### UN DIRECTEUR TECHNIQUE

Rattaché à la Direction Générale et en liaison avec l'administrateur de production, le futur collaborateur se verra confier la préparation, l'exploitation et la coordination de l'ensemble des manifestations.

Ses qualités relationnelles lui permettant de diriger efficacement une équipe de quinze personnes permanentes et une équipe d'intérimaires en période de pleine activité, il coordonnera les activités de l'atelier de la GRANDE HALLE, de la régie et des services généraux.

### UN RESPONSABLE DES SERVICES GÉNÉRAUX

- Sous l'autorité du Directeur Technique, il sera chargé :
- de la maintenance et de l'entretien du bâtiment, des équipements et du matériel,
  - du suivi des travaux d'investissement et de gros entretien,
  - des relations d'exploitation technique avec les organisateurs de manifestations,
  - de la sécurité du bâtiment et des activités.

Nous souhaitons rencontrer des professionnels, ayant acquis une expérience similaire.

Les lettres de candidature, C.V., photo et présentations devront être adressées à : La Grande Halle-La Villette, M<sup>me</sup> Virginie Gossard, directeur administratif et financier, 211, av. Jean-Jacques, 75019 Paris avant le 15 février 1991.

## Participez à notre développement...

Structure à taille humaine, nous sommes la filiale française d'une importante Banque Italienne. Nous recherchons des :

### SECONDS D'AGENCE Classe V/VI H/F

De formation supérieure, valorisée par une première expérience bancaire, vous souhaitez pouvoir faire rapidement vos preuves dans un poste opérationnel.

Nous sommes prêts à vous confier la gestion d'une clientèle diversifiée et de qualité, que vous aurez à développer.

Votre sens des responsabilités, votre appréciation des risques, ainsi que votre goût pour les contacts, vous permettront d'évoluer au sein de nos structures nationales ou internationales.

La maîtrise de l'italien serait appréciée. Merci d'adresser lettre, C.V., photo et présentations à AXIAL (réf. 6490), 27 rue Tolbout, 75009 Paris, qui transmettra.

## LE DÉPARTEMENT DE LA DROME

recherche

POUR SA DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET DE LA SANTÉ

### 1 directeur logistique

analyse financière, budget, informatique

### 1 directeur planification-prospective

tutelle des établissements sociaux et médico-sociaux

planification, organisation des investissements

Cadre A, interlocuteur privilégié du directeur, ayant déjà une expérience professionnelle dans ces domaines, maîtrisant bien les problèmes méthodologiques, ils sauront organiser des solutions techniques performantes pour l'administration territoriale.

Poste à pourvoir par mutation, détachement ou recrutement contractuel.

Les candidatures manuscrites, établies sur papier libre accompagnées d'un curriculum vitae + photo, sont à adresser à :

Monsieur le Président du Conseil général,  
Direction du personnel, Service de la gestion,  
26026 VALENCE CEDEX  
au plus tard le 4 février 1991.



La Centrale Internationale de Marchandises, centrale d'achats du Groupe PROMODIS (Hypermarchés Continent et Champriat) recherche son

## Responsable Service Import

En liaison avec les chefs de produits, vous déterminerez la valeur livrée calculée en dollars des produits achetés à l'exportation. En relation avec les transitaires, que vous choisirez par appel d'offre, vous gèrerez la livraison des marchandises, du pays d'origine à la France, dans les conditions et les délais négociés. Manager souple et rigoureux par ailleurs, vous créerez une petite équipe de 4 personnes.

De formation supérieure (à orientation gestion de préférence), vous disposez d'une première expérience à un poste similaire ou chez un transitaire. Vous maîtrisez parfaitement l'anglais.

A 30 ans environ, votre potentiel vous permettra d'évoluer au sein du Groupe.

Poste basé à Chambourcy (Banlieue ouest de Paris).

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et présentations) sous la référence IM1 à :

Patrick MOREAU - CONTINENT - BP 38 - 78240 CHAMBOURCY

groupe Promodis LA DISTRIBUTION PAR EXCELLENCE

## SV&GM

se donne de nouveaux moyens...

Pour ce faire : nouveaux bureaux, nouvelle adresse  
31, rue Daru, 75008 PARIS - Tél. 47 64 17 72

## VILLE DE MONTREUIL Seine-Saint-Denis - 100 000 habitants

recherche

### INFIRMIÈRE D.E.

pour soins à domicile et en centre de santé.

Adresser candidature, CV à : Monsieur le Député-Maire  
Mairie de Montreuil - 93105 Montreuil Cedex

## jeune rédacteur

Médis-System, agence de publicité spécialisée dans la communication pour les ressources humaines, recrute un rédacteur.

Une plume rapide et créative, la maîtrise de l'anglais (lu et écrit), une connaissance générale des milieux et de l'entreprise sont souhaitées.

Nous vous confierons des

BILINGUE  
FRANÇAIS  
ANGLAIS  
H/F

descriptions de poste en anglais ou en français pour en faire des annonces de recrutement attractives et créatives (en anglais ou en français).

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo, sous référence à Médis-System, 6 imp. de Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17.

UNE NOUVELLE ANNÉE.  
UNE NOUVELLE ÉQUIPE.  
UNE NOUVELLE RÉFÉRENCE...

## THOM & SONS CONSULTANTS CRÉENT UN POINT DE RENCONTRE INÉDIT.

Le cabinet Thom & Sons Consultants est le point de rencontre entre les professionnels des Ressources Humaines et les ingénieurs et cadres.

Son équipe de consultants regroupe des spécialistes du recrutement, de la formation et de la gestion d'événements.

41, rue Périer - 92120 Montrouge  
Tél : 40 84 87 97 - Fax : 40 84 90 04

**Thom & Sons**  
CONSULTANTS

## DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT

Une entreprise leader de son secteur recherche un Directeur Général Adjoint. Le candidat devra avoir une expérience de 10 ans minimum dans une entreprise de dimension internationale. Il devra être capable de gérer une équipe de 50 personnes et de développer de nouvelles activités. Il devra également avoir une bonne connaissance des marchés internationaux. Les lettres de candidature, C.V., photo et présentations devront être adressées à : M. le Directeur Général, 10 rue de la République, 92000 Nanterre.

## FORMATION PROFESSIONNELLE

DIRECTION D'UN CENTRE DE PROFIT  
CDM  
RECRUTEMENTS  
20.25.20  
1.94.16.46

RECRUTEMENTS  
20.25.20  
1.94.16.46

REPRISE D'ENTREPRISE  
ET TEMPS PARTAGÉ

TECHNIEN S. JEAN  
INFORMATIQUE DE C...

50.10.1991

REPRODUCTION INTERDITE

## Le Monde des Cadres

... Le Monde • Mercredi 30 janvier 1991 XI

### DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT

A PARIS - 250 KF +

Une association nationale dans le secteur de la formation, de l'animation et du tourisme (450 salariés, 200 000 KF de C.A.), recherche un **DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT**. Il sera responsable de l'ensemble du secteur Vacances Loisirs enfants et jeunes tant pour la formation que pour l'animation. Il interviendra également sur d'autres fonctions de la Direction Générale.

Il sera également chargé du Secrétariat Général permanent de l'association.

Le poste s'adresse à un candidat de formation supérieure, niveau bac + 5, possédant une solide compétence en matière financière et de gestion.

Expérience probante dans le développement et dans le management de projets. Forte motivation pour l'activité et son développement, efficacité personnelle, capacités humaines et relationnelles. Aptitude à mener rapidement la culture d'entreprise, à animer des équipes.

Poste basé à Paris. Déplacements fréquents.

Écrire sous n° 8212 - Le Monde Publicité  
5, rue de Montessuy - 75007 Paris

### FORMATION PROFESSIONNELLE

### DIRECTION D'UN CENTRE DE PROFIT

■ Séminaire de management général.

■ 24 jours en continu (du 4 juin au 5 juillet 1991) à LYON.

### CDM

Centre de Développement du Management  
23 avenue Guy de Collongue  
B.P. 174  
69132 ECULLY CEDEX



RENSEIGNEMENTS  
LYON 72.20.25.20  
PARIS 43.94.16.46

Important organisme public de l'habitat de la région Provence - Alpes - Côte d'Azur recherche son

### DIRECTEUR DU DÉVELOPPEMENT

#### PROFIL

- 40 ans environ.
- Une formation universitaire avec spécialisation en urbanisme et aménagement.
- Connaissance du fonctionnement des collectivités locales.
- Votre attitude à manager sera pour ce poste aussi importante que vos compétences techniques.

#### MISSIONS

- Maîtriser le montage d'opérations complexes du type développement social urbain ou mêlant opérateurs publics et privés.
- Assurer le contact avec les collectivités locales afin de développer l'organisme en collaboration avec celles-ci.
- Accroître le partenariat avec des opérateurs publics et privés au plan national et international.
- Renouveler et poursuivre un portefeuille d'opérations : neuf, local, accession à la propriété.

Ce poste est basé à MARSEILLE.

Les candidatures seront traitées rapidement et avec la plus grande discrétion.

Motivé pour ce challenge, adressez votre lettre de candidature, manuscrite, avec C.V., prétentions et photo sous n° 8214, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

### De la production aux relations humaines dans l'univers industriel

#### Responsable du projet industriel



1 700 personnes,  
3 usines, sur le  
marché  
des emballages  
industriels,  
de la verrerie de  
table (Verco,  
Crescendo...) et  
des bocaux à  
conserves  
(Le Parfait),  
réalise 1 Md  
de F de CA dont  
30% à l'export.

Le Directeur de l'usine de Givons souhaite s'adjoindre un chargé de mission dans le cadre du nouveau plan d'organisation de son unité.

Vous assisterez les opérationnels dans la mise en œuvre des actions visant à optimiser l'organisation. Vous participerez à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un important plan de formation, faciliterez le dialogue à tous les niveaux et encouragerez les démarches participatives afin de fédérer les énergies autour des objectifs de l'entreprise.

Cette mission vous permettra de valoriser votre solide expérience industrielle, d'enrichir vos compétences dans le domaine des relations humaines et sociales pour évoluer ensuite dans l'une des unités du Groupe.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite et CV) en précisant votre rémunération actuelle, sous réf. S19/M2, à BSN Service Recrutement des Cadres, 7 rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 08.

LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS



REJOIGNEZ UNE COLLECTIVITÉ QUI GAGNE  
PARTICIPEZ À LA MISE EN PLACE D'UNE GESTION INNOVANTE  
LE DÉPARTEMENT DE L'ESSONNE recrute

### SON CHARGÉ DE MISSION

« AUX RESSOURCES HUMAINES »

#### Gérer autrement...

Le chargé de mission aura la responsabilité de la définition et de la mise en œuvre d'une nouvelle politique des ressources humaines.

Il en maîtrisera tous les éléments : gestion prévisionnelle des effectifs, politique de recrutement, mise en place des plans de formation et de progrès, bilan social...

... grâce à votre expérience et vos qualités :

Vous être fonctionnaire titulaire (attaché ou grade équivalent).

Vous souhaitez innover ; vous faites preuve d'une capacité d'organisation et d'encadrement, d'une grande disponibilité ; vous aimez les relations humaines et le travail en équipe.

Votre candidature (lettre manuscrite, photo, C.V. et copie des trois dernières fiches de notation) sera adressée à :

Monsieur le président du Conseil général de l'Essonne  
Sous-direction du personnel et de l'action sociale

Hôtel du département  
Boulevard de France  
91012 EVRY CEDEX

Votre contact : Christian ROCHE, sous-directeur du personnel et de l'action sociale - Tél. 64-97-20-20, poste 1631



N°1 sur le marché de la TV, VIDEO, HiFi, ELECTROMÉNAGER, recherche des

### DIRECTEURS DE SAV (PARIS - REGION PARISIENNE)

Directement rattachés au Directeur Général, vous serez chargés : • de la gestion de votre unité, • de l'animation et du management d'une équipe de 25 à 60 personnes, • de l'amélioration de la productivité dans un souci permanent du respect du client et de la qualité.

A 33 ans ou moins, vous avez une expérience réussie d'animation d'une équipe et/ou de gestion d'unité. Vous êtes avant tout un manager ayant le sens du dialogue. Vous avez de bonnes notions de gestion et un sens aigu du service clientèle. Vous êtes géographiquement mobile.

Si vous souhaitez une pleine autonomie et une possibilité d'évolution certaine, merci d'adresser votre lettre de motivation, CV, photo et prétentions à CVN CONSEIL, 18 rue Jean Le Theule, 78180 ST QUENTIN EN YVELINES



CENAS

### NOTRE MISSION, NOTRE VOCATION : LOGER LES HOMMES LE MIEUX POSSIBLE

Associer vos compétences à nos objectifs : tel est le défi qui vous est proposé. Rejoignez notre organisme à vocation départementale de 10 640 logements, un chiffre d'affaires de 678 MF, 233 personnes.

### SECRETAIRE GENERAL

Votre aisance relationnelle s'appuie sur de réelles qualités humaines. Pour vous, le sens du service implique : efficacité, rigueur, organisation.

De formation juridique, vous avez acquis votre première expérience, dans un milieu associatif, une coopérative ou un établissement public.

Directement rattaché au Directeur Général, vous serez responsable de la vie sociale de l'entreprise et de la bonne marche du Conseil d'Administration (organisation des réunions, rédaction des rapports). Vous participerez à toutes les instances de décision (syndicat intercommunal, commission d'attribution...).

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) à notre Conseil CENAS, Philippe VINCHON, Tour Neptune - Cedex 20 - 92086 PARIS LA DÉFENSE 1.

### CORNING FRANCE



CORNING, premier fabricant mondial de verres spéciaux, recherche pour son usine de Châteauneuf (350 personnes) produisant le verre pyrex un

### Responsable formation-qualité

En relation avec le service formation-qualité de notre siège social français, vous :

- prendrez en charge l'élaboration et la mise en œuvre du plan de formation de notre établissement incluant l'évaluation des prestations, le suivi budgétaire, l'animation de certains groupes...
- participerez activement aux actions assurance qualité engagées sur le site.
- enfin, votre goût pour la technique assorti à une bonne maîtrise de l'anglais et à un réel sens de la communication vous permettra d'animer des visites d'usine et de représenter notre établissement dans un certain nombre de réunions internationales (Europe et USA).

De formation supérieure, débutant ou disposant d'une première expérience, vous avez 25/30 ans, l'esprit d'équipe, une large motivation et un goût prononcé pour l'aspect opérationnel des problèmes de terrain.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. 13051, à Corning France, DRH, 44 avenue de Valvins, 77211 Avon Cedex.

### IBIA

L'Institut de Bureautique et d'Informatique Appliquée vous propose deux formations rémunérées.

### TECHNIQUE DE RECRUTEMENT

Durée : 8 mois  
Participants : Jeunes diplômés ou demandeurs d'emploi Niveau Bac + 2  
Objectifs : Former des spécialistes polyvalents en micro-informatique

Réunions d'information : Mercredi 6 Février 1991 à 10 heures  
Mercredi 13 Février 1991 à 10 heures

### CONSEILS EN MICRO-INFORMATIQUE

Durée : 9 mois  
Participants : Formation supérieure ou expérience professionnelle  
Objectifs : Optimiser l'utilisation de la micro-informatique dans l'entreprise

Réunions d'information : Mardi 5 Février 1991 à 10 heures  
Jeudi 14 Février 1991 à 10 heures

Se présenter aux réunions (3e étage) ou écrire en joignant CV à : IBIA 63, Av. de Villiers 75017 PARIS 161 - 44.40.01.01 - poste 500  
Métro : WAGRAM



### Consultant Senior

RECRUTEMENT FINANCIER

Anderson Squires est un Cabinet Conseil spécialiste en recrutement financier présent en France depuis 1986, reconnu pour son professionnalisme, son efficacité et sa créativité.

Notre développement nous amène à offrir une opportunité à un professionnel du recrutement d'intégrer notre équipe à Paris.

Agé d'environ 30 ans, de formation supérieure, vous avez une double expérience de l'entreprise et du conseil en recrutement en cabinet, mais surtout vous avez la volonté de réussir dans un environnement dynamique.

Une bonne maîtrise de la langue anglaise est souhaitable.

Si vous vous retrouvez dans ce profil de poste, adressez votre curriculum vitae + lettre manuscrite au cabinet ANDERSON SQUIRES - Jacqueline BOYD - 28, rue Notre Dame des Victoires - 75002 PARIS.

Anderson, Squires

Spécialiste en Recrutement Financier  
PARIS - FRANKFURT - LONDON



**LE CONSEIL GENERAL DE L'ISERE**  
recrute par voie de détachement, mutation ou liste d'aptitude un fonctionnaire de catégorie A

**CHEF DU SERVICE DU PATRIMOINE DEPARTEMENTAL**  
A LA DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE

**PROFIL SOUHAITE :**

- Attaché territorial ou grade de l'état équivalent.
- Qualités d'animation, de coordination et de participation au travail en équipe.
- Connaissances en matière de réglementation des loyers.
- Connaissances au moins sommaires des règles de l'assurance.
- Connaissances de base de la comptabilité publique.

**MISSIONS :**

- Encadrement et animation du service.
- Participation active à la recherche de locaux pour les travailleurs sociaux du Département et négociations avec les partenaires immobiliers.
- Gestion des baux de loyers et suivi des crédits, paiement des impôts fonciers.
- Assurances des bâtiments et véhicules, négociations des contrats, suivi des sinistres, gestion des crédits.
- Donations au Département.

Ce poste est à pourvoir le plus rapidement possible. Adresser les candidatures et CV détaillé avant le 26 février 1991 à : Monsieur le Président du Conseil Général de l'Isère - Direction de l'Administration Générale Service du Recrutement et de la Formation - BP 1096 - 38022 GRENOBLE cedex.

MANAGEZ LE DEVELOPPEMENT DE NOS NOUVEAUX MAGAZINES...

CHEF DE PRODUIT

JUNIOR

Sélection de Readers Digest

UNE REUSSITE MONDIALE EXEMPLAIRE

... Un rôle éminemment stratégique au sein du n°1 mondial de presse et d'édition spécialisée en marketing direct.

Vous avez une formation ESC ou Universitaire Bac + 4, + 5 spécialisée en marketing et une première expérience de 1 à 3 ans acquise si possible en marketing direct ou en gestion des abonnements.

Vous optimisez la gestion de "Budgets Familiales" (promotion, suivi, prévisions...) et participez à la réflexion stratégique concernant son développement et le lancement de nouveaux produits.

Vous êtes prêt à mettre en pratique votre esprit d'équipe, votre sens de l'humour et votre anglais courant. C'est le moment de vous investir sur des produits évolutifs.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) à : Françoise JAVOY 1-7, avenue Louis Pasteur - 92220 BAGNEUX.

**GALERIES Lafayette**

RECHERCHENT

**Organisateurs**

**Mission :**  
Au sein de la Direction Organisation et Informatique, vous participerez à l'élaboration et à la mise en place de nouvelles méthodes et organisations dans tous les secteurs de l'entreprise.

**Profil :**  
Bac + 4/5 (Maîtrise de gestion, DESS en logistique, Ecole Sup. de Commerce, etc.).

Prière d'adresser CV, lettre manuscrite, photo, à : Thérèse Blanc, GALERIES LAFAYETTE, 40 boulevard Haussmann, 75009 Paris.

**SERAP**  
Société régionale d'ingénierie, filiale de grands groupes financiers recherche son

**CHEF de DEPARTEMENT**  
STRUCTURE et TRANSPORTS

Bras droit du directeur, vous êtes le patron d'une équipe de 12 personnes. Vous assurez la responsabilité et le développement du Département Infrastructure de la société.

En relation avec les principaux acteurs régionaux (DDE, Conseil Général, Société d'aménagement, etc.).

Vous aurez en charge le développement commercial, la gestion du centre de profit, l'augmentation du professionnalisme dans les domaines de la conception routière, ouvrages d'art, études et transport.

Vous avez 30/35 ans, vous êtes très compétent techniquement, doublé en cela par de réelles capacités de manager et de communication.

Votre évolution sera assurée dans le cadre du groupe d'appartenance.

Adresser CV et lettre manuscrite et prétentions au Service du Personnel - SERAP - 4 rue des Curassiers - 69428 LYON cedex 03.

**IPPA et AIREL consultants**, deux cabinets réunissent leurs potentialités et leurs compétences, tout en conservant leur image, leurs spécificités respectives et leurs structures propres.

Ce mariage va permettre un nouveau développement, non seulement dans la recherche de cadres et de commerciaux, mais encore dans les interventions dans les domaines de l'Audit Social, de la Formation et du Conseil en Management des Ressources Humaines, avec une double implantation France Nord et France Sud.

Les deux équipes réunissent donc maintenant :

Guy BRENGARD, Philippe DELABARRE, Jean-Noël LINDEMANN, Daniel MAUPIN et Rémy OPPERT.

IPPA - 57, rue d'Amsterdam - 75008 PARIS  
Tél 42 81 13 22 - Fax 42 82 92 49  
AIREL - Avenue du Contat - 84500 BOLLENE  
Tél 16-90 40 45 54 - Fax 16-90 40 45 00

**La ville d'Argenteuil (Val-d'Oise), 96 000 habitants** recherche

**1 CHEF DE PROJET INFORMATIQUE**

Il sera chargé de l'implantation (études, réalisation) de projets informatiques dans les services municipaux.

Ce poste conviendrait à un candidat diplômé de 3<sup>e</sup> cycle universitaire en informatique motivé par les relations avec les utilisateurs.

Environnement : BULL DPS 7000 (G.COS 7) avec atelier de génie logiciel, bases de données, télétraitement, micro-informatique.

Recrutement au grade d'ingénieur.

Pour ces postes, envoyer lettre, C.V. + photo à : M. le député, maire d'Argenteuil, BP 721, 95107 Argenteuil Cedex.

**Société d'Aménagement et d'Équipement du Pas-de-Calais**  
Filiale de la Caisse des Dépôts et Consignations

**ADJOINT ADMINISTRATIF ET FINANCIER**

Collaborateur direct du directeur en charge de l'administration générale de la société, des montages financiers et de l'animation de l'équipe fonctionnelle.

**Profil :** formation supérieure droit, économie, gestion, école de commerce et/ou comptable. Expérience professionnelle indispensable.

**ADJOINT CHARGÉ D'OPÉRATIONS**

Responsable d'opérations d'aménagement urbain et de constructions à vocation économique.

**Profil :** formation supérieure ingénieur ou universitaire. Expérience professionnelle de quelques années indispensable dans activités similaires.

Postes à pourvoir à ARRAS  
C.V. et prétentions sous n° 8215  
LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris

**GROUPE DE PRESSE SPÉCIALISÉE** recherche

**JOURNALISTE**

Bonne connaissance des Collectivités Locales et de la Fonction Territoriale.

Formation droit public appréciée.

Adresser lettre + CV + prétentions à : PUBLICATIONS DU MONITEUR - SYLVIANNE NICOLAS Directeur du Personnel, 17, rue d'Uzès - 75002 Paris

**Responsable du service publics et action culturelle**  
à la Direction des musées de France

Vous conduirez la politique de la Direction des musées de France dans le domaine de la connaissance des publics, élaborerez des projets de développement de la vie culturelle dans les musées et lancerez des initiatives de conquête de publics nouveaux.

Vous encouragerez les projets innovants dans les 1000 musées de France. Interlocuteur permanent des conservateurs et des services culturels, vous chercherez à développer la pratique des musées, à élargir et fidéliser leur public, à faciliter l'accès aux collections.

Ayant une équipe de 30 collaborateurs, vous coordonnerez enquêtes, production audiovisuelle, documentation et publications, formation des médiateurs culturels et pôle d'assistance aux musées.

De formation universitaire, grande école ou filière culturelle, vous avez exercé des responsabilités au sein d'un musée ou d'une institution culturelle. Organisateur et créatif, vous alliez le sens du contact à une très grande disponibilité.

Adresser curriculum vitae, photo et lettre de motivation à : Brigitte Téhoval, chef du bureau du personnel, Ministère de la Culture, Direction des musées de France, Palais du Louvre - 75001 Paris.

**BANQUE PARISIENNE** recherche

**Opérateur de marches**

Disposant d'une bonne autonomie au sein d'une petite équipe, vous serez chargé de la gestion de la trésorerie FRANCS et DEVISES.

Vous êtes :

- Diplômé du second ou du troisième cycle de l'enseignement supérieur (HEC, ESSEC, ESCP-DAUPHINE ou formation scientifique + spécialisation financière...)
- Vous connaissez bien les instruments financiers et la micro-informatique.
- Vous êtes disponible rapidement.

Envoyez lettre manuscrite + CV + photo + prétentions sous n° 8218  
LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris

**FORMATEUR**

AXA-MIDI, Groupe privé français d'assurances, réalise un Chiffre d'Affaires de 52 milliards de francs (Assurances et Finance) dont 1/3 à l'étranger.

Actuellement dans les 10 premiers groupes européens, AXA affirme sa volonté de devenir l'un des premiers groupes internationaux dans son domaine.

Nous recherchons un formateur pour dispenser des cours d'Anglais collectifs et individuels auprès de nos différents cadres.

Expérience de la formation et nationalité américaine souhaitées.

Lieu de travail : PARIS Villiers.

La rémunération sera fonction de l'expérience.

Adresser lettre, CV, photo à :

**AXA** - Service du Recrutement  
21, rue de Châteaudun  
75009 PARIS.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

**Importante Entreprise de Transports à VINCENNES** recherche un

**JEUNE PROFESSIONNEL DE LA COMMUNICATION**  
(interne et externe)

Ses fonctions consisteront à :

- participer à l'élaboration de la politique de communication globale,
- assurer la mise en œuvre et le suivi des actions.

A 25/30 ans de formation supérieure en communication, vous possédez une première expérience de la fonction.

Votre force de proposition, vos qualités relationnelles, vos capacités de création et de réalisation vous permettront de réussir pleinement dans ce poste.

Connaissance de la langue anglaise indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo et prétentions) sous n° 9262 à PUBLIFOP 29, rue Bleue 75009 PARIS qui transmettra.

**COORDINATEUR INFORMATIQUE**

**ARON**

**INGÉNIEURS ET CHEFS DE PROJET**

**COMPTES**

**INGÉNIEURS INFORMATIQUES**

**PARIS - BORDEAUX**

السلامة

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

... Le Monde • Mercredi 30 janvier 1991 • XIII

# de l'Informatique

LE CENTRE DE RECHERCHE D'UN LABORATOIRE AMERICAIN situé dans une Capitale Régionale recherche son

## COORDINATEUR INFORMATIQUE

De formation Multidisciplinaire (Biologie - Informatique), Ingénieur ou titulaire d'une maîtrise et d'un 3ème Cycle, vous possédez une expérience de 4 à 5 ans dans la Recherche ou le Développement Pharmaceutique. Pour cette fonction, vous êtes parfaitement bilingue (anglais/français), mobile (déplacements aux USA).

Vous serez chargé de la coordination de l'informatique au niveau local avec les services utilisateurs et les fournisseurs, et au niveau international avec les autres sites du groupe.

Vous implanterez de nouveaux projets et développerez de nouvelles applications.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + C.V. + prétentions) s/réf 24016 par fax N° (1)49.10.95.72 ou par courrier à EUROMESSAGES BP 80 - 92105 BOULOGNE BILLANCOURT Cedex qui fera suivre votre dossier et vous assurera d'une réponse.

PARIS - STRASBOURG - LYON - MARSEILLE - BREST EUROMESSAGES



## VOCATION ACTEUR DU PROGRÈS

## JEUNES INGÉNIEURS INFORMATIENS

Conseil en Organisation - Ingénierie en Informatique industrielle et de gestion - Services à valeur ajoutée 2 000 personnes - Piliers de CAP  
Paris - Nancy - Strasbourg - Lille - Lyon - Grenoble - Montpellier - Aix en Provence - Sophia-Antipolis - Toulouse - Bordeaux - Rennes - Nantes - Belgique - Luxembourg - Espagne.

Rejoindre SG2, c'est choisir de progresser dans l'une des premières SSII Françaises dans laquelle les métiers sont variés, les projets d'envergure, l'autonomie et les responsabilités importantes.

Rejoindre SG2, c'est choisir une société où la qualité de vie, l'épanouissement professionnel et la reconnaissance du talent font partie intégrante du projet d'entreprise.

Rejoindre SG2, c'est choisir de se réaliser et d'évoluer dans un groupe dont la philosophie est de former et de mettre en valeur les compétences individuelles.

Si, comme nous, votre vocation est d'anticiper le futur, rejoignez les acteurs du progrès.

Adressez votre dossier de candidature à SG2 Michèle BENAMOU - Direction des Ressources Humaines - 12/14, avenue Vion-Whitcomb - 75016 PARIS.



PARTENAIRES DU PROGRÈS

A. ROCHFELD et ses associés recherchent

## CONCEPTEURS ET CHEFS DE PROJET CONFIRMES

CREATIVITÉ ET GRANDE AUTONOMIE DANS LE TRAVAIL

Diplômés de Grande Ecole d'ingénieurs ou de Commerce MIAGE ou maîtrise d'informatique. Expérience professionnelle minimum de 3 à 5 ans en conception et/ou réalisation d'applications informatiques de gestion. Une pratique des méthodes SDMS, MERISE ou autres serait appréciée. Envoyer CV et prétentions avec lettre manuscrite et photo à CERMAP 32 rue Maurice Ripache 75014 PARIS

634 000 LECTEURS CADRES SUPÉRIEURS, le Monde est la première source d'information des cadres supérieurs. (IPSCS 90)

Société française en pleine expansion (CA en hausse de 20% par an), nous disposons d'une forte notoriété internationale dans la conception et la fabrication de matériel de radiotéléphonie, de télécommunications et de télématique.

## Ingénieurs informaticiens analystes PARIS - BORDEAUX

- Débutant ou avec une première expérience.
- Ingénieur diplômé d'une grande école, ou de formation universitaire (DEA, maîtrise informatique); vous possédez une bonne connaissance des micro-processeurs (notamment 68000 - 8051 - TMS 320) et du langage C (UNIX apprécié).

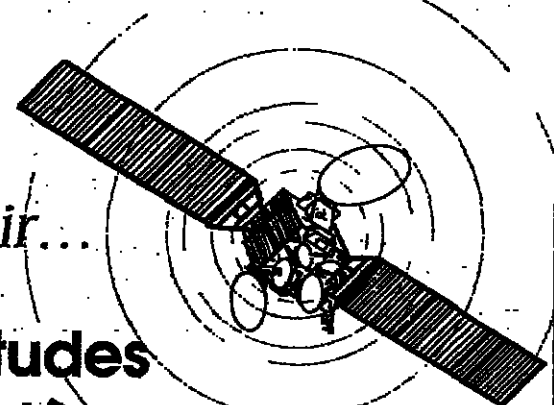
Vous serez chargé de concevoir des logiciels temps réel sur micro-ordinateur. En liaison avec les ingénieurs du laboratoire d'études vous participerez à l'intégration des logiciels dans les systèmes de télécommunication à base de micro-processeurs.

- Nous vous offrons la possibilité de travailler dans un contexte international, d'obtenir très rapidement des responsabilités de chef de projet, d'avoir une rémunération motivante et d'acquies une réelle expérience dans le domaine temps réel.

Venez rejoindre notre équipe jeune et impliquée dans un environnement performant. Les fonctions sont basées à PARIS ou dans notre future unité de BORDEAUX (après une période de formation à Paris).

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 3940/M à CURRICULUM, 6 passage Lathuille 75018 PARIS en indiquant votre préférence géographique.

Donnez de l'espace à votre avenir...



## Chargés d'études Ingénieur Système

Avec une formation de niveau BAC + 5 en Informatique (Ingénieur 3ème cycle universitaire) vous bénéficiez d'une première expérience professionnelle de la conception d'applications de gestion ou des systèmes d'exploitation et des réseaux.

Avec un réseau de 307 agences bancaires et des filiales spécialisées dans l'ingénierie financière, les assurances, le financement des entreprises, le voyage et le crédit à la consommation, le Crédit Mutuel de Bretagne est un groupe financier de tout premier plan.

Au sein de notre Direction de l'Organisation et de l'Informatique, de réelles possibilités d'évolution de carrières sont offertes à des candidats motivés par des projets ambitieux au sein d'un environnement technologique de pointe (gros systèmes IBM : 2 x 3090 - 2 x 3081 - 1 x ES 9000 - CICS - MVS/XA - DJ - DB2...)

Postes à pourvoir à Brest  
Merci de nous adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous réf. LM 1.90 à Crédit Mutuel de Bretagne, Service recrutement, 29808 Brest cedex 9.

Crédit Mutuel de Bretagne

une banque à qui parler





Journal 150

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

de l'

Informatique

... La Monde • Mercredi 30 janvier 1991 XV

Schlumberger

■ SCHLUMBERGER Laboratory for Computer Science, centre mondial de Conseil et de recherche avancée en informatique scientifique, apporte à toutes les équipes de développement des unités opérationnelles de SCHLUMBERGER son expertise dans les domaines de la métrique, des systèmes et de la production du Logiciel.

Basée à Montrouge, au sein d'un de nos Centres de Recherche, l'équipe européenne de SLCS souhaite accueillir un nouvel

### INGÉNIEUR CONSULTANT EN INFORMATIQUE SCIENTIFIQUE

Ingénieur Grande Ecole ou titulaire d'un troisième cycle en informatique, vous avez de bonnes connaissances en Physique et une expérience de 5 ans environ en développement d'applications scientifiques et temps réel. Les projets que vous avez conduits vous ont permis d'aborder des domaines, des outils et des environnements variés.

Vous serez en relation avec les centres les plus avancés en Europe dans le domaine du Logiciel (équipes de recherche privées ou publiques, sociétés de services...) ainsi qu'avec nos équipes aux USA. Vous interviendrez auprès de nos unités européennes pour leur apporter les informations, les méthodes, le Conseil et la coopération propres à assurer la qualité, l'optimisation et la portabilité des logiciels intégrés aux équipements de pointe conçus et fabriqués par Schlumberger.

Pour ce poste de haut niveau aussi bien que pour les évolutions de carrière auxquelles il prépare, de solides qualités de communication, de disponibilité et d'animation d'équipe sont requises.

L'anglais est naturellement indispensable. Une autre langue européenne serait un atout.

Merci d'adresser lettre, C.V. et photo, en précisant la référence LM/2901, au Service du Personnel

SLCS / SMR  
50, avenue Jean Jaurès - BP 620-05  
92542 Montrouge Cedex



En permanence, sur votre Minitel tous les postes  
**INGÉNIEURS ET CADRES**  
proposés par Schlumberger

## ...Océ Graphics. Un avenir tout tracé!

NOUS SOMMES  
OCÉ GRAPHICS,  
FILIALE DU GROUPE OCÉ,  
LE SPÉCIALISTE EUROPÉEN  
DE L'IMPRESSION ET DE  
LA REPRODUCTION.  
NOTRE MÉTIER : L'INFORMATIQUE GRAPHIQUE.  
NOTRE ORGANISATION :  
950 PERSONNES,  
15 FILIALES, 2 CENTRES DE  
DEVELOPPEMENT, L'UN  
EN REGION PARISIENNE,  
L'AUTRE DANS LA SILICON  
VALLEY, UNE UNITE DE  
PRODUCTION A  
GUERANDE-LA BAULE.

NOTRE STYLE :  
ACTE DIRECT.  
EN FRANCE, EN EUROPE  
ET AUX U.S.A.,  
VOUS TRACERZ UN  
AVENIR A LA MESURE DE  
VOS TALENTS.



### Chef de projet Systèmes d'information

Vous souhaitez acquérir une vision globale du fonctionnement d'une entreprise de haute technologie.

Nous vous offrons l'opportunité, au sein de notre Direction Informatique basée à Créteil, de dialoguer avec tous les départements impliqués dans le cycle de développement des produits (Marketing, R et D, Fabrication, Services et Support).

Votre mission : conduire des projets d'intégration de Systèmes d'Informations Techniques avec des Systèmes CAO et GFAO, en utilisant un SGBD relationnel, dans un environnement réseau.

Ingénieur Grande Ecole ou équivalent, la maîtrise de l'anglais est indispensable pour évoluer dans un environnement international.

Réf. CP/M

### Ingénieurs logiciels

Notre position de leader européen du marché des périphériques graphiques (Traceurs, Digitaliseurs...) s'est établie grâce aux performances et à la fiabilité de nos produits.

Interlocuteur privilégié des Départements Marketing et R et D, vous serez le garant de notre "excellence". Pour cela vous développerez des outils informatiques permettant de s'assurer de la qualité des émulateurs de langages graphiques, des connexions à des ordinateurs ou réseaux et des logiciels internes de nos produits.

Cette fonction nécessite autonomie, aptitudes relationnelles ainsi que la maîtrise de l'anglais. Elle vous ouvrira de larges possibilités d'évolution en France ou à l'Etranger.

Réf. IL/M

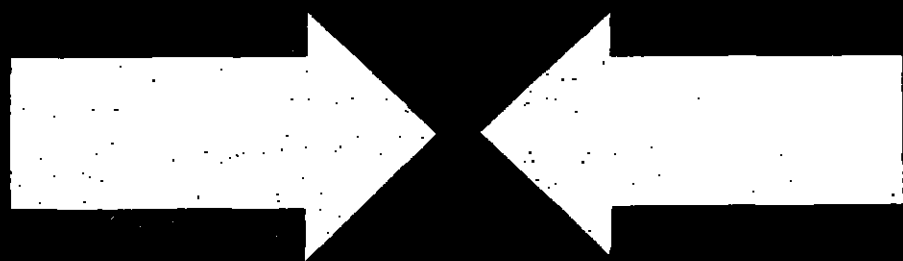
VOUS AVEZ ENVIE D'AGIR,  
VOUS ETES REELLEMENT ENTHOUSIASTE. NOUS SAURONS  
VOUS MOTIVER, METTRE EN VALEUR VOS COMPETENCES  
ET RECONNAITRE VOS RESULTATS.  
Ecrivez à FRANCIS CAIRE, OCÉ GRAPHICS,  
1, rue Jean Lemoine, 94003 CRETEIL CEDEX.



L'entreprise de tous les desseins

Océ Graphics

Imaginez un monde  
qui vous mette en relation directe  
avec votre futur employeur



Maintenant, 36 15 LM vous permet de répondre immédiatement à l'offre d'emploi de votre vie. 36 15 LM concernera également dans une « boîte aux lettres » confidentielle la réponse de votre futur employeur. 36 15 LM, c'est aussi un mot.

d'annonces parues dans Le Monde consultées en quelques minutes et la sélection de toutes les offres d'emploi correspondant à votre C.V. Avec 36 15 LM, vous êtes assuré d'être informé de tous les postes importants pour votre carrière.

**36 15**  
**LM**

Le service télématique expert de l'emploi des cadres

## Vos compétences pour nos grands projets high tech

THOMSON SINTRA ACTIVITES SOUS-MARINES. Nous concevons et développons des systèmes complexes de détection sous-marine. Notre activité, dans ce domaine de technologies avancées, s'inscrit dans un contexte international. Nous recherchons :

### INGENIEUR RESPONSABLE DEVELOPPEMENT LOGICIEL

Vous participez aux discussions techniques avec les clients et/ou les cotraitants, aussi bien avant la notification du contrat que pendant la période de développement. Vous encadrez une équipe et assurez la mise en place du développement du logiciel (organisation, logistique, planification, devis industriel). Ingénieur informaticien, vous connaissez le langage Ada et justifiez d'une expérience de plus de 7 ans en développement de logiciel. Vous maîtrisez l'Anglais.

Réf. IDL/LM

### INGENIEUR GESTION DE CONFIGURATION LOGICIEL

Vous assurez l'expertise dans l'organisation de la gestion de configuration : vous réalisez les études, recherchez, évaluez et assurez la diffusion et le support des techniques et outils de développement logiciel. Ingénieur informaticien, vous justifiez d'une expérience de 3 ans environ en génie logiciel dans un grand projet. Vous connaissez le langage Ada et si possible la méthodologie DOD 2167 A. Anglais souhaité.

Réf. IGC/LM

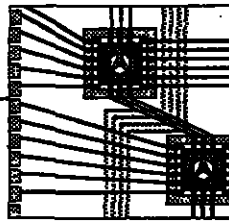
### INGENIEUR ETUDES ET PROJETS

Vous définissez des chaînes ou paramètres de traitement du signal, concevez et développez des programmes de simulation, fournissez les jeux d'essais nécessaires aux équipes chargées du développement. Ingénieur Grande Ecole (ESE, TELECOM...), vous avez une première expérience en traitement du signal et en programmation, ou avez effectué des stages pratiques dans ce domaine. Anglais souhaité.

Réf. IEP/LM

Ces postes sont basés à Sophia Antipolis (06)

Merci d'adresser sous la référence choisie, lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à  
SM CONSEIL - 38 rue de Lisbonne - 75008 PARIS



**THOMSON**

DES HOMMES SIGNENT LEUR TEMPS



# Le Monde de la Fonction Commerciale

## DIRECTEUR EXPORT

Troisième laboratoire vétérinaire sur le marché français (350 millions de francs de chiffre d'affaires), VETOQUINOL a acquis depuis peu, avec six filiales en Europe et au Canada, une véritable dimension internationale. 20 % du chiffre d'affaires est déjà réalisé à l'export et cette part devrait être significativement accrue à l'horizon 1995. Il recherche le responsable de son département export. Animateur d'une équipe de 5 personnes et rattaché au directeur commercial, ce collaborateur sera le principal artisan de cette évolution : élaboration de la stratégie, optimisation de l'activité et développement de nouveaux marchés, préparation et lancement des produits à l'international en liaison avec les affaires pharmaceu-

tiques et le marketing... Ce poste s'adresse à un professionnel de l'export, âgé d'au moins 30 ans, de formation commerciale supérieure ou "scientifique" (vétérinaire, pharmacien) complétée par un troisième cycle de gestion. Une première approche du management et la pratique de l'allemand et de l'anglais sont indispensables. La connaissance de l'industrie pharmaceutique serait un plus. Poste basé à Lure en Haute Saône, ville située aux portes de l'Alsace, des Vosges et de la Suisse. Écrire à E. LANGE-ROD en précisant la référence S/8630M - PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.39. (PA Minitel 36.15 code PA)



**PA Consulting Group**  
Creating Business Advantage

Nous sommes une entreprise traditionnelle moyenne spécialisée dans les installations de criblage et de préparation de produits en vrac. Nous recherchons dès à présent un

## CHEF DE VENTE

pour toute la France, domicilié dans la région Ile-de-France. Vous êtes diplômé d'une Ecole d'ingénieurs et possédez une grande expérience dans le domaine de la préparation de produits en vrac ainsi que de bonnes connaissances de la technologie des procédés industriels étant donné qu'il s'agit de biens d'investissement innovateurs et de haute qualité. En tant que conseiller, vous vous adresserez aux clients provenant des secteurs miniers non métalliques, chimie, industrie de l'acier et de la métallurgie ainsi que du recyclage. Vous disposerez d'une large autonomie pour négocier et conclure des ventes. Une bonne pratique de l'allemand ou de l'anglais serait souhaitable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à

**HEIN, LEHMANN**  
Trenn- und Fördertechnik GmbH  
Fichtenstrasse 75  
D-4600 Düsseldorf

Tél. : 1949/211/7350-234 (M. Böhm), Fax : 1949/211/7350-404

## Ingénieur de ventes "Connectique Automobile"



18 200 personnes dans le monde, 12 filiales françaises, 37 filiales étrangères, 10 divisions dont les activités s'exercent dans les secteurs industriels de l'aéronautique et de l'automobile. Des produits et services caractérisés par une technologie avancée.

**La Division connecteurs Europe/Afrique** conçoit et fabrique des connecteurs et des connecteurs pour les marchés de l'automobile, l'aéronautique, la défense, les télécommunications et l'informatique. Leader sur le marché automobile, elle renforce son potentiel pour poursuivre son développement.

Sous l'autorité du Responsable marketing et ventes de l'activité connectique automobile, vous assurez la relation et la coordination entre l'un de nos importants clients et la Division, en termes de proposition de prix, de délai et de promotion des produits. Vous participez à l'élaboration de la stratégie de la Direction commerciale et êtes responsable de sa mise en œuvre dans votre secteur d'activité.

Ingénieur de formation, vous justifiez d'une expérience commerciale réussie dans l'industrie automobile première monte. Rigueur, méthode et aptitude à travailler en équipe sont vos atouts de réussite.

Poste basé au siège à Montigny-Le Bretonneux (78).

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo, prétentions) à Labinal, Christian Lefrançois, Gestion des cadres, Direction des affaires sociales, BP 218, 78051 Saint-Quentin-en-Yvelines Cedex.

# Le Monde des Secteurs de Pointe

## Au cœur de 4700 entreprises

Véritable moteur de l'innovation technologique, nous souhaitons rencontrer des collaborateurs pour enrichir notre maîtrise de l'avenir.

## INGENIEUR CONSEIL EN INNOVATION TECHNOLOGIQUE

Lyon

Au sein de notre Direction de l'Industrie, vous conseillerez les entreprises innovantes dans toutes les phases du processus de lancement de nouveaux produits, de la conception au stade pré-industriel.

Vous sensibiliserez les PMI à l'Innovation Produit sur des thèmes tels que le design, l'analyse de la valeur, les nouveaux matériaux... Vous mettez au point une méthodologie pour susciter cette démarche Innovation Produit dans les entreprises.

Ingénieur Généraliste (UNSA, AM, UTC...), vous disposez d'une formation complémentaire en marketing et communication, complétée par une expérience de 3 à 5 ans de la conception et du lancement de nouveaux produits.

Si vous souhaitez rejoindre notre équipe d'Ingénieurs Conseil pour élargir nos actions au service des entreprises, adressez votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) s/réf. 27648 sur l'enveloppe, à HCA - 11, rue Pdt Carnot, 69002 LYON - qui transmettra.

**CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LYON**  
Travouls l'avenir

## URGENT

Pour une importante société Aéronautique, nous recherchons

**Thermiciens**

Gde Ecole groupe A, B, C ou universitaire DEA, DOCTORAT

**DUT Génie Thermique ou Mécanique**

Tous ces postes s'adressent à des débutants. Disponibles immédiatement. Anglais souhaité. Lieu de travail : banlieue Sud



Adressez C.V. et prêt à T2i, 242 bd Jean Jaurès, 92100 BOULOGNE ou téléphonez pour RV à François LAULAN au 47.61.00.85

## Responsable du laboratoire central

Avec un effectif de 1 600 personnes, 2 sites, 1,9 Md de CA, Bette produit et commercialisation des marques leaders sur le marché des biscuits secs et salés : Petites Cocas, Pépita, Cookies, Cakiers, Châtaignes...

De formation scientifique généraliste (biochimie, chimie analytique, microbiologie) vous avez acquis une expertise en recherche (fondamentale ou de nouveaux produits) dans un laboratoire alimentaire. Vous maîtrisez l'anglais. Rattaché au Directeur du centre technique de Châteauneuf-Thierry (Aisne), vous êtes le soutien scientifique constant des services qualité, R & D et des usines. Vous assurez les analyses et proposez vos diagnostics. Vous pilotez également les projets de science alimentaire (caractérisation des matières premières, conservation des produits, nutrition).

L'intérêt scientifique et la dimension management de cette mission (10 personnes à encadrer) vous préparent à évoluer dans le Groupe.

Merci d'adresser votre candidature en précisant votre rémunération actuelle sous la référence : SP 104 à DRH, Service Recrutement Cadres, 7 rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 08



LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

## SOCIÉTÉ DU MÉTRO DE MARSEILLE

Pour notre activité d'ingénierie des métros et notre diversification dans l'assistance aux maîtres d'ouvrage, les études de transports et les projets urbains, nous recherchons :

### Un ingénieur génie civil (1)

Auprès du Directeur d'agence SMM de Bordeaux, vous exercerez les responsabilités de maître d'œuvre des travaux de construction du métro VAL. Agé de trente à quarante ans environ, diplômé d'une école d'ingénieurs, vous avez déjà acquis une bonne expérience des travaux souterrains en milieu urbain et vous souhaitez l'élargir à un projet de grande envergure et aux techniques de tunneler les plus avancées.

### Un responsable de projets (2)

Auprès du Directeur technique à Marseille, vous serez chargé des études de transports amont. Agé de trente à quarante ans environ, diplômé d'une école d'ingénieurs, vous possédez une bonne expérience de la conduite des études générales de transport. Notre ambition est de faire de vous le pilote coordonnateur de nos projets.

### Un ingénieur études et travaux (3)

Auprès du Chef du service Travaux à Marseille, vous assurerez les interfaces études-travaux. Agé de trente ans environ, vous avez acquis une première expérience de génie civil après la sortie d'une école d'ingénieurs. Notre ambition est de vous confier la responsabilité de projets en phase travaux et de faire de vous un spécialiste des travaux souterrains urbains.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) à la Société du métro de Marseille,

44, avenue Alexandre-Dumas, 13272 Marseille Cedex 08

Tél. : 81-23-25-25 à l'attention de :

M. Michel CROC, Directeur général, pour le poste (3)  
M. Guy LAVERGNE, Directeur technique, pour le poste (2)  
M. J.-M. ROMERO, Directeur de l'agence de Bordeaux pour le poste (1).



Un Analyste-Programmeur

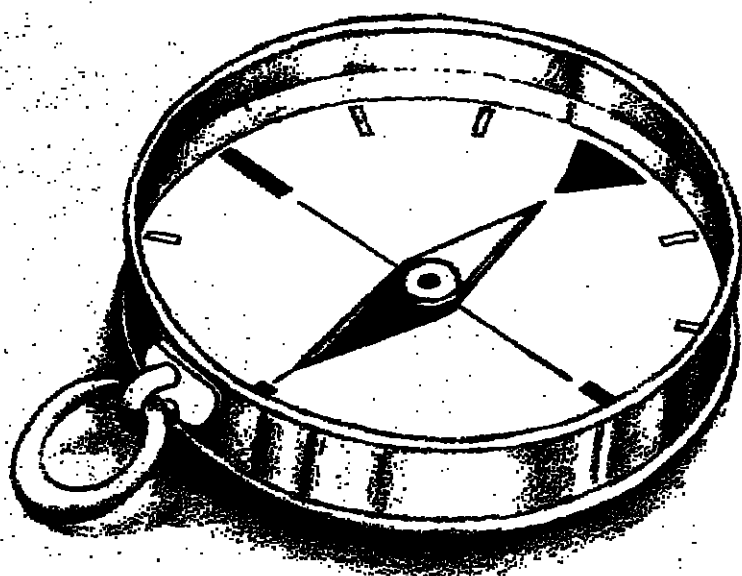
Un Technicien en

Jeudi 1.50

REPRODUCTION INTERDITE

... Le Monde • Mercredi 30 janvier 1991 XVII

## Le Monde des Secteurs de Pointe



### Scientifique, devenez informaticien de talent !

Vous venez d'obtenir ou allez obtenir un diplôme concluant 4 ou 5 années d'études à caractère scientifique. Aujourd'hui, vous souhaitez légitimement débiter votre carrière professionnelle avec les meilleurs atouts.

Alcatel, leader mondial des systèmes de télécommunications publiques, vous offre des atouts maîtres pour orienter votre avenir.

Tout d'abord, **une formation de 6 mois à l'informatique** pour enrichir vos compétences. Ensuite, un métier dans un domaine incontournable : le logiciel.

Enfin et surtout, 2 sociétés prêtes à vous accueillir pour **votre premier emploi** :

Alcatel CIT (Télécommunications, Télématique, Réseaux de données, Systèmes de transmission) et Alcatel TITN ANSWARE (Société d'ingénierie informatique pour les télécommunications, l'aérospatial, l'industrie et le tertiaire).

La dimension et les activités de notre groupe vous permettront d'exploiter pleinement votre potentiel.



Pour ces postes qui seront situés en région parisienne et à Nantes, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo) sous référence FIRST à :  
Alcatel CIT - Direction des Ressources Humaines - 10, rue Latécoère - BP 57 - 78141 VELIZY CEDEX.

**sebia**

PMI spécialisée dans le développement et la fabrication de systèmes d'analyses biologiques recherche pour son service Etudes

#### Un Analyste-Programmeur "Temps réel"

Sous la direction du Responsable Logiciel, il a pour mission :  
- de concevoir des logiciels orientés "Temps réel" et "Calcul scientifique".  
- de développer des programmes auxiliaires de test et/ou de simulation sur Compatible PC ou Macintosh.  
Les développements se feront en Assembleur, Pascal et Langage C sur stations HP 64000 et système HP 9000-LX. La connaissance de MS-DOS et de bonnes habitudes de programmation structurée seront appréciées.  
Formation : Technicien BTS ou DUT possédant entre 1 et 5 années d'expérience dans une activité similaire.

#### Un Technicien en Electronique

Sous la direction du Responsable du Service Etudes, il a pour mission de concevoir des cartes ou des fonctions électroniques dans un objectif de production en moyenne série.  
Formation : Technicien BTS ou DUT possédant entre 1 et 5 années d'expérience dans une activité similaire.  
Des connaissances en électronique analogique, électronique numérique et microprocesseur ainsi que des notions de programmation sont requises.

Prière d'adresser un Curriculum Vitae accompagné d'une lettre manuscrite avec prétentions à :  
SEBIA-EVRY Z.I. Les Malines - CE 2715 - 91027 EVRY-LISSES.

**RANK XEROX**

### CHEF DE PROJET MARKETING

Vous êtes diplômé d'une grande école de commerce ou d'ingénieurs et avez mené des chantiers d'organisation ou des projets informatiques (connaissance de la méthode Merise souhaitée) durant 3 à 4 années dans une Direction fonctionnelle ou une SSII.

Vous souhaitez maintenant évoluer vers un poste de conception et de management au sein de notre Direction marketing.

Nous vous proposons de définir les méthodes de travail et les outils de notre force commerciale, en intégrant les choix stratégiques de l'entreprise. Un horizon de 2 ans est fixé pour la mise en place du nouveau système d'information.

Votre réussite dans cette mission vous permettra d'évoluer rapidement dans nos Directions fonctionnelles ou opérationnelles.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. M.LM 41, à Véronique FERRY, RANK XEROX, Directions des Ressources Humaines, 93607 Aulnay-sous-Bois Cedex.



# Le Monde des Secteurs de Pointe

REPRODUCTION INTERDITE

## Les Technologies de Demain ... Aujourd'hui



Aujourd'hui pour Demain

Division Télécommunications

## INGENIEUR SUPPORT CAO

(Circuits imprimés)

Vous serez responsable de la mise en place d'un nouveau système sur station de travail de CAO de circuits imprimés. Au sein d'une équipe vous assurerez l'assise des bibliothèques et des méthodologies associées, ainsi que le développement d'utilitaires et de logiciels d'interface. Débutant ou possédant une première expérience, vous avez une bonne connaissance de l'environnement station de travail (UNIX, C ou PASCAL) ainsi que de l'anglais et vous êtes familiarisé avec les composants électroniques et les câblages imprimés. Poste basé à Paris. Ref. CAO 1

## INGENIEUR SUPPORT IAO

(Simulation logique et analogique)

Vous serez responsable de la promotion et de la mise en place auprès des concepteurs de cartes d'outils de simulation logique et analogique sur station de travail. Vous coordonnerez la gestion des bibliothèques associées et mettrez en place les méthodologies. Vous avez de bonnes connaissances en conception de cartes hardware et en anglais. Une expérience en simulation et en environnement station de travail seraient des atouts. Poste basé à Paris. Ref. IAO 2

Merci d'adresser votre candidature s.réf. vous concernant à Marie-Christine Lachautre, SAT, DTET, 41 rue Cantagrel, 75013 Paris Cedex 13.

## Valoriser la qualité dès la conception des projets d'étude

Filiale (750 personnes) d'un grand groupe industriel, nous intervenons dans un environnement de haute technologie pour lequel notre savoir-faire est reconnu en Europe. Pour faire face à notre développement, nous souhaitons intégrer un



Vous élaborez le plan qualité à partir des spécifications et des contraintes clients.

Vous définissez les outils et méthodes, suivez les études et réalisez les audits et enquêtes nécessaires. Vous établissez les dossiers de

contrôle et d'essai et valorisez les conditions de vérification des moyens de mesure.

Vous êtes Ingénieur Qualiticien depuis quelques années et vous souhaitez optimiser cette expérience dans un secteur porteur où

vous réussirez vous ouvrira rapidement des responsabilités plus larges de management.

Le lieu de travail est en proche banlieue parisienne.

L'anglais est souhaitable.

Merci d'adresser votre dossier (CV + photo + prétentions) à notre Conseil : YVES KULIG CONSULTANTS - 80, avenue d'Iéna - 75116 PARIS.



Sur le marché de l'assistance technique industrielle, notre savoir-faire et la compétence de nos 3 500 ingénieurs et techniciens nous font occuper une position de leader. Nous accompagnons les entreprises dans leur développement et notre projet renforce cette dynamique de progrès.

## ingénieur management des risques industriels

Animant une équipe de 20 ingénieurs et techniciens, vous prendrez en charge et développerez nos actions de conseil dans les domaines de la maîtrise des risques industriels, de l'environnement et de la sécurité. Responsable de votre service, vous en coordonnerez et superviserez les dimensions techniques et commerciales. Vos qualités d'animation vous permettront d'en valoriser le potentiel et d'en optimiser les compétences.

Ingénieur généraliste (AM ou équivalent), vous souhaitez donner une nouvelle dimension à vos compétences acquises dans la gestion des risques industriels.

Pour ce poste basé à Rouen, merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 32/AN/LM à notre conseil qui vous garantit toute confidentialité.

17, rue Angélique Vénien - 92200 NEUILLY



Resources humaines  
membres de sytco - croquo

Au sein d'un Groupe international de tout premier plan (10.000 personnes en France), nous sommes une petite entité, autonome, en fort développement.

## JEUNE INGENIEUR, VOUS AVEZ 3 ANS D'EXPERIENCE PRENEZ LA RESPONSABILITE DE NOTRE SERVICE INSTRUMENTATION

### Votre mission :

Véritable patron d'une activité que vous gerez en Centre de Profit, vous dirigez une équipe de 10 personnes et supervisez l'ensemble des activités : conception des nouveaux produits, industrialisation (petites séries), commercialisation.

Garant de l'évolution technique des produits, vous collaborez étroitement avec tous nos partenaires, français et européens.

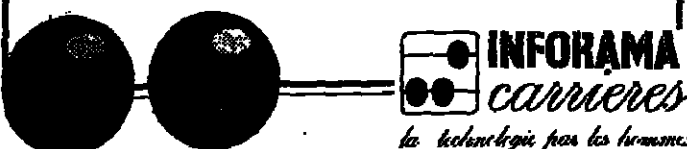
### Votre profil :

Ingénieur de grande école généraliste (ENSAM, INSA...), votre parcours professionnel dans le secteur de l'instrumentation, dans un service technique ou en bureau d'études, vous a permis d'acquérir une solide compétence en Electromécanique et en Informatique/Electronique.

Entrepreneur résolu, bon gestionnaire, vous êtes aujourd'hui capable d'animer et de motiver une équipe, en accompagnant la croissance de votre activité.

Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence 194 à notre conseil : Annick LUCCHINI - INFORAMA Carrières 50, rue Marcel Dassault - 92100 BOULOGNE



## Le Service Client : notre vocation en Europe et dans le Monde

Leader mondial de l'Imagerie Médicale, nous réalisons en étroite synergie avec nos unités européennes, américaines et asiatiques, une large gamme d'équipements de radiologie et de radiothérapie. Désireux d'améliorer en permanence la qualité du service que nous apportons à notre clientèle médicale, nous étions notre Direction Service Europe et recherchons des :

## Ingénieurs de Support Technique

Vous participerez au développement et à l'introduction des nouveaux produits à rayons X en Europe. Vous apporterez une assistance aux réseaux après-vente et suivrez l'évolution des produits et de la base installée.

## Ingénieurs Responsables de Programmes

Au sein d'une équipe projet vous aurez à préparer et coordonner les différentes tâches de service et de logistique nécessaires à l'introduction des nouveaux produits vasculaires. Vous analyserez également le parc installé.

### Profil :

Vous êtes ingénieurs électroniciens ou électrociens, ayant de 0 à 4 ans d'expérience. Vous avez de solides connaissances en anglais, vous souhaitez travailler en équipe et faites preuve d'une grande mobilité.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo, en précisant le poste choisi à GE CGR - 283 rue de la Minière, 78530 BUC.



## Société ingénieurs-conseils Spécialiste eau et environnement

recherche pour un poste basé à RENNES

### 1 INGENIEUR CONFIRME

Plus de 6 ans d'expérience dans le domaine du traitement des eaux usées et des eaux potables (établissement des projets, dossier de concours, etc.)

### 1 INGENIEUR DEBUTANT

dans les mêmes domaines

### 1 INGENIEUR CONFIRME

Plus de 2 ans d'expérience dans les domaines des études d'impact en environnement

### 1 INGENIEUR HYDRAULICIEN CONFIRME

Connaissances en modèles mathématiques indispensables

Envoyer C.V. + photo + lettre manuscrite + prétentions sous n° 8216

LE MONDE PUBLICITE 5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

SSI regroupant 100 Collaborateurs de haut niveau

Recherche pour son département

## INFORMATIQUE SCIENTIFIQUE ET INDUSTRIELLE

### 1 Responsable de Département 1 Ingénieur Technico-Commercial (Postes basés à PARIS)

Ingénieurs de formation, vous pouvez justifier d'une expérience dans la prestation de haut niveau (Modélisation, Etudes, Calculs, CAO...) auprès des grands comptes de l'Industrie (Mécanique, Automobile, Spatial...) et souhaitez vous intégrer dans une équipe soudée autour d'une ambition commune.

Nous vous proposons de développer vos ambitions personnelles et de partager notre motivation au sein du Groupe.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous réf. M/FV en précisant le poste choisi, à notre Conseil :

DSRC CARRIERES - 11 bis, avenue de la Cigale - 92600 ASNIERES

## TERRAIN

Ce qu'il y a de dans les activités du Groupe Fran c'est la maîtrise de haute tech notre centre de

... ... ...

## Immédiat pour de

## INGENIEURS DE Première Exp

... ... ...

## Ingénieurs élec

... ... ...

Jeudi 150

REPRODUCTION INTERDITE

... La Monde • Mercredi 30 janvier 1991 XIX

# Le Monde des Secteurs de Pointe

## TERRAIN

**Ce qu'il y a de bien dans les activités nucléaires du Groupe Framatome, c'est la maîtrise des activités de haute technologie dans notre centre de Lyon.**

EN RÉGION LYONNAISE, LE GROUPE FRAMATOME A IMPLANTÉ SON DEUXIÈME GRAND PÔLE D'ACTIVITÉ NUCLÉAIRE. TROIS DIVISIONS AUTONOMES REGROUPEANT LE SAVOIR-FAIRE DE 1 800 COLLABORATEURS INTERVIENNENT AVEC SUCCÈS SUR DES MARCHÉS PORTEURS EN FRANCE ET À L'ÉTRANGER ET CONTRIBUENT À L'AVANCE TECHNOLOGIQUE DU GROUPE.

- EN COMBUSTIBLE, LA DIVISION (300 PERSONNES) CONFORTE SA POSITION DE LEADER MONDIAL DANS LA CONCEPTION ET LA VENTE DU COMBUSTIBLE POUR LES RÉACTEURS À EAU SOUS PRESSION.
- EN SERVICES NUCLÉAIRES, UN PARC MONDIAL DE 440 TRANCHES EN FONCTIONNEMENT PERMET À LA DIVISION (1 000 PERSONNES) DE DÉPLOYER SON SAVOIR-FAIRE AU PLUS HAUT NIVEAU ET DE SE CLASSER AU PREMIER RANG EUROPÉEN.
- EN INGÉNIERIE NUCLÉAIRE, NOVATOME (300 PERSONNES) CONTRIBUE AU DÉVELOPPEMENT D'EUROPEAN FAST REACTOR (PROJET DE CONCEPTION DU RÉACTEUR À NEUTRONS RAPIDES DU 21<sup>e</sup> SIÈCLE) POUR LES PRODUCTEURS D'ÉLECTRICITÉ EUROPÉENS.

*Framatome, premier constructeur et exportateur mondial de centrales nucléaires avec 68 unités en service dans le monde, est aussi le deuxième groupe européen de connectique, la première entreprise française de mécanique et le premier pôle européen d'intelligence artificielle. Avec 14 300 personnes réparties sur les cinq continents, un CA de 20 milliards de francs dont 25 % à l'export, le Groupe Framatome saura vous donner tous les moyens pour réussir.*

## RESPONSABLES D'INTERVENTIONS

De formation généraliste, mécanique ou électricité, vous êtes ingénieur débutant ou bien vous souhaitez valoriser une première expérience "terrain" (chantiers, marine, production). Très mobile, vous conduirez des opérations de maintenance en centrales nucléaires et dirigerez des équipes de techniciens. (réf. AJP/R1/291)

## CHEFS DE CHANTIER

Ingénieur généraliste de 28 à 35 ans, vous souhaitez valoriser votre expérience du chantier (montage, essais, maintenance) dans une fonction très autonome fondée sur l'organisation et l'encadrement d'équipes opérationnelles. Coordinateur de travaux, vous serez aussi le garant de la réalisation des affaires dans le respect des engagements contractuels (coût, qualité, délais). (réf. AJP/CC/291)

Merci d'adresser votre candidature, sous la référence choisie, au Groupe Framatome, Service recrutement, 10 rue Juliette Récamier, 69006 Lyon.

**GROUPE FRAMATOME**  
Les technologies de l'essor.

Embarquement Immédiat pour des Projets Européens.

## INGENIEURS DEBUTANTS ou Première Expérience

Importante entreprise du secteur aéronautique et spatial, nous souhaitons renforcer notre Département Etudes Conception Simulation. Au cœur de notre activité, vous découvrirez l'ensemble de nos produits (engins tactiques) et une grande diversité de techniques : mécanique des fluides, aérodynamique, guidage-pilotage, simulation avec éléments réels, interprétation des essais en vol. De nombreux projets sont développés en coopération européenne. Après ce premier poste Recherche et Développement, vous évoluerez vers des responsabilités techniques plus larges ou vers des fonctions de management. Ces postes sont situés en banlieue Sud de Paris.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 23/3946 A à :

**EGOR TECHNOLOGIES**  
17, avenue Matignon - 75008 PARIS

**EGOR**

PARIS, N. N. PROVENCE BORDEAUX, LILLE, LYON, NANTES, STRASBOURG, TOULOUSE, BELGIQUE, DANEMARK, DEUTSCHLAND, ESPAGNE, ITALIE, NEDERLAND, PORTUGAL, SUÈDE, SUISSE, UNITED KINGDOM

## INGENIEURS GRANDES ECOLES MATERIAUX - METALLURGIE



UGINE ACG occupe la place de leader mondial incontesté sur son marché, celui des produits plats en aciers spéciaux inoxydables et réalise un CA de 9 Milliards de FF dont 65 % à l'export sans compter sa filiale aux Etats-Unis, J & L. Elle bénéficie d'outils de production et de recherche très performants - 6 sites industriels, 2 Centres de Recherche. Pour préparer l'avenir et répondre aux exigences techniques de sa clientèle, elle souhaite intégrer plusieurs jeunes ingénieurs attirés par la recherche. En fonction de leurs compétences et de leurs souhaits, ils pourront être orientés :

- en essais et contrôle de procédés de fabrication au sein du service Métallurgie d'une grosse unité de production du Centre de la France,
- en développement de nouveaux produits ou de procédés métallurgiques dans son Centre de Recherche du Nord de la France.

Ces postes conviendraient à des jeunes ingénieurs diplômés d'une Grande Ecole (Centrale, Mines, Arts et Métiers, ENSEEG...) spécialisés en Matériaux ou Métallurgie. Ils sont débutants ou bien ont acquis une première expérience en recherche appliquée. Anglais indispensable.

Les entretiens des candidats auront lieu à Paris ou à Lyon.

**Acier**  
**USINOR SAILOR**

Merci d'adresser lettre de candidature, CV et prétentions sous réf. M 11/477 BP à notre conseil : EGOR SA 6 rue de Belfort - 75008 PARIS

## Ingénieurs électroniciens

Société française en pleine expansion (CA en hausse de 20% par an), spécialisée dans la conception et la fabrication de matériel de radiotéléphonie, de télécommunications et de télématique, nous recherchons des

Débutant ou avec une première expérience. De formation grandes écoles (ESE, ENST, ESIEE, ISEN, ESME...), vous prendrez en charge les études et la conception d'équipements de télécommunication et de télématique mettant en œuvre des micro-processeurs (notamment 68000 - 8051 - TMS 320). Nous vous offrons la possibilité :

- de travailler dans un contexte international,
- d'obtenir très rapidement des responsabilités de chef de projet,
- d'avoir une rémunération motivante.

Venez rejoindre notre équipe jeune et dynamique au sein d'une société performante à taille humaine basée en proche banlieue Ouest.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 3942/M à CURRICULUM, 6 passage Lathuille 75018 PARIS en indiquant votre préférence géographique.



## INGENIEUR MATERIAUX PHYSIQUE-CHIMIE

Diplômé d'une Ecole d'Ingénieur ou universitaire (DEA ou thèse en physico-chimie macro-moléculaire), vous avez environ 3 ans d'expérience si possible dans les domaines de vernis ou peinture, ainsi qu'une bonne connaissance de la formulation des matériaux polymères.

Nous vous proposons, au sein d'une équipe fortement motivée, d'effectuer des études sur de nouveaux matériaux optiques, de leur conception à leur mise en œuvre, ceci en liaison avec les différents services de R. et D. et les laboratoires extérieurs.

Votre créativité, jointe à la rigueur scientifique ainsi que votre goût pour la communication, sont de bons atouts pour réussir dans ce poste basé à Créteil.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre, C.V., photo et prétentions) sous la référence IMPC/LM à :

**ESSOR INTERNATIONAL** - Service Recrutement Ingénieurs et Cadres  
7 rue Thénard - 93100 La Courneuve - 01 49 20 20 20



# Le Monde des Secteurs de Pointe

Groupe industriel de dimension internationale, SNPE (7 000 personnes, 3,7 milliards de CA) appuie son dynamisme sur un potentiel technique et humain de premier plan. Notre développement et la réalisation de grands projets nous conduisent aujourd'hui à recruter pour notre établissement de SAINT-MEDARD (33) un

## CHARGÉ D'ÉTUDES PROCÉDÉS

Rattaché à notre Direction technologie et recherche, vous définissez les processus industriels depuis le choix des technologies jusqu'à la réalisation de nos produits poudres et objets combustibles, dans le respect des exigences de sûreté et d'économie optimum. Chargé d'établir et de suivre les programmes techniques et les actions de procédé, votre mission vous conduit à agir régulièrement en relation avec nos équipes de recherche et nos établissements, dans un environnement scientifique et technique de haut rang.

De formation supérieure généraliste à dominante génie chimique complétée par une expérience professionnelle de 5 à 10 ans, vous offrez nécessairement professionnalisme et sens de la négociation pour réussir parfaitement dans cette mission.



Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, photo, CV et prétentions), sous la référence CER/290, à SNPE, DRH, 12 quai Henri IV, 75181 Paris Cedex 04.

PARIS OUEST (78) • LILLE • BORDEAUX

ISIS

Société d'ingénierie  
Nille du groupe  
SCETAUROUTE.

Leader européen de l'ingénierie autoroutière,  
dans le cadre de son important développement  
recherche pour ses agences :

## INGENIEURS D'ETUDES

Signalisation routière et autoroutière  
(Débutants ou 2 à 3 ans d'expérience).

INGENIEURS GENERALISTES  
ou formés aux Travaux Publics,

UNIVERSITAIRES SPECIALISES  
en Aménagement et Urbanisme.

Vous assurerez le pilotage d'études et projets auprès des gestionnaires de voirie (Sociétés d'autoroutes, DDE, Villes, Conseils Généraux...)

Vos qualités techniques, votre sens de la relation et de la négociation avec une clientèle de haut niveau vous permettront à terme de traiter tous les aspects de ces projets et d'évoluer dans un groupe en pleine expansion.

Merci d'adresser votre lettre, C.V. et prétentions sous réf. PE/MIB0191 à ISIS - Pascale FARDEAU - 2, rue Stephenson 78181 ST QUENTIN YVELINES CEDEX.



## INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL NUTRITION ANIMALE

Premier producteur français de produits  
complets, ROQUETTE (7 Milliards de francs de  
CA, dont 70 % hors de France) réalise plus de  
500 produits destinés aux industries de  
l'alimentation, du papier, des bio-industries et de  
la pharmacie, et occupe aujourd'hui une place  
significative dans l'industrie de l'alimentation  
animale.

Pour notre département nutrition animale, nous  
recherchons un Ingénieur Technico-  
Commercial.

Vous êtes chargé de suivre et développer  
l'ensemble de notre clientèle agricole de laquelle  
vous avez un rôle de conseil et d'assistance  
technique. Vous participez à la promotion de nos  
produits en liaison constante avec les services  
commerciaux.

Vous êtes aussi associé aux différentes études  
menées par nos laboratoires de recherche et  
d'applications (et) travailler en étroite  
collaboration avec les services techniques  
et commerciaux de nos filiales.

A 28-30 ans, ingénieur généraliste ou  
spécialisé, vous possédez une expérience  
dans un domaine similaire (vous êtes diplômé  
de vos études supérieures et vous avez  
développé votre goût du marketing).

Appelés à de fréquents déplacements en  
clientèle, principalement en Europe, vos grands  
qualités et la maîtrise de l'anglais sont  
indispensables.

Allez-vous saisir l'opportunité ?

Pour un premier contact, merci d'adresser votre  
candidature à ROQUETTE FRERES - Michel  
CHAUSSEMER - Direction des Ressources  
Humaines - 92138 LESTRE.



ROQUETTE

ADP

Aéroports de Paris

ADP - 5 600 personnes - 4,3 milliards de francs de CA en 1989 a pour principales missions de construire, exploiter et développer les aéroports. Reconnue mondialement dans le domaine de l'ingénierie aéroportuaire en France et à l'étranger, ADP intervient également dans la conception et supervision de grands projets (Grande Arche de la Défense, Tunnel sous la Manche, ...) recherche pour ORLY

## INGENIEUR SUPELEC, INSA, ESME, ... RESPONSABLE DE LA DIVISION Electricité/Mécanique

Intégré au bureau d'études de notre Direction Architecture et Ingénierie, vous prendrez la responsabilité de la Division Electricité/Mécanique.

Vous assurerez la gestion d'un effectif de 35 à 40 ingénieurs et techniciens spécialistes de ces deux domaines. Vous aurez la responsabilité de nos grands projets en France et à l'étranger. Vous participerez aux commissions techniques des organismes internationaux (OACI, ICAO, ...).

Diplômé d'une école d'ingénieurs, vous possédez une expérience confirmée d'encadrement et d'animation d'équipes pluridisciplinaires.

Bien sûr, vous parlez anglais.

Merci d'adresser votre candidature, lettre manuscrite + CV + prétentions, sous la réf. FC/91/02, à Mme F. CHOQUET - Aéroports de Paris - Service Gestion Prévisionnelle et Emploi - Orly sud 103 94396 ORLY AEROGARE CEDEX.

TALENT  
CAR  
F U  
AVENIR  
DEMAIN  
BOG

"Moi je dis  
simplement  
Mobil"



## Ingénieur maintenance informatique et automatismes

Débutant ou première expérience, vous êtes diplômé d'une école spécialisée en électricité et électronique, ou d'une grande école complétée par une spécialisation ultérieure.

Au sein de l'unité de fabrication des huiles de notre raffinerie :

- vous aurez la responsabilité technique du matériel, des logiciels et des liaisons informatiques,

- vous proposerez des aménagements et des modifications techniques rendus nécessaires par des besoins nouveaux,

- vous superviserez les travaux exécutés par l'atelier et les sous-traitants.

Ce poste vous permettra d'acquérir une compétence diversifiée et de haut niveau, que vous pourrez valoriser par une carrière évolutive au sein de notre société, en France comme à l'étranger.

La mobilité géographique et la pratique de l'anglais sont naturellement un plus.

Poste basé à Notre-Dame-de-Gravenchon (proximité Rouen).

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. IM/IM à Mobil Oil Française, M. DURUPT, Service Recrutement, Tour Septentrion - 92081 PARIS LA DEFENSE Cedex 9.

**Mobil**

## Ingénieurs Logiciel Rejoignez la coopération internationale MATRA ERICSSON

MET, MATRA ERICSSON TELECOMMUNICATIONS a pour vocation de concevoir, construire et installer des centraux téléphoniques pour la téléphonie publique en France et à l'étranger.

Ingénieur option télécommunication ou de formation BAC + 5 scientifique et informatique, vous êtes débutant ou doté d'une première expérience.

Ingénieur Logiciel, votre mission est à la fois technologique et variée : adaptation de notre système de commutation au réseau national, développement

des nouvelles fonctionnalités (Centrex, RNIS, Radio-Mobile...), adaptation aux différents réseaux étrangers. Dans ce cadre, vous évoluez dans un contexte international et pouvez être amené à vous déplacer à l'étranger. De votre performance dépendra votre évolution vers d'autres fonctions dans notre entreprise ou les groupes. Vous serez formé à nos méthodes, à nos produits et à l'anglais.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence ILM à Marine Vidéo

MET - 19 avenue Carnot  
91348 Massy Cedex

IL Y AURA TOUJOURS DES HOMMES DE TALENT



## Ingénieurs Electromécaniciens

Le Centre National de la Recherche Médicale, nous réalisons en étroite synergie avec nos unités européennes, américaines et japonaises, une large gamme d'équipements de radiologie et de radiothérapie. Nos équipes de recherche et de développement nous recherchent des

Ingénieurs Electromécaniciens

Vous êtes diplômé d'une école d'ingénieurs pluridisciplinaire, vous participerez à un projet d'importance stratégique pour notre entreprise, une salle radiologique d'un concept entièrement nouveau.

Vous serez particulièrement chargé du développement de l'armoire de commande et de la

Vous suivrez votre produit depuis la définition du cahier des charges, le développement et l'industrialisation du produit, jusqu'à son évaluation clinique.

Des déplacements en Europe et aux USA sont à prévoir.

Votre profil :

Vous êtes diplômé d'une école d'ingénieurs types AM, INSA et avez des connaissances en électromécanique et électrotechnique.

Vous avez une première expérience industrielle et vous parlez couramment l'anglais, nous vous offrons la possibilité de vous investir dans un poste passionnant et évolutif.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence IE/M au Service Recrutement, GE CGR, 283 rue de la Mairie, 78530 BUC.



General Electric

Jeudi 15

REPRODUCTION INTERDITE

... Le Monde • Mercredi 30 janvier 1991 XXI

## Le Monde des Secteurs de Pointe

### Communiquer, naviguer, identifier, la preuve par trois de notre compétence système

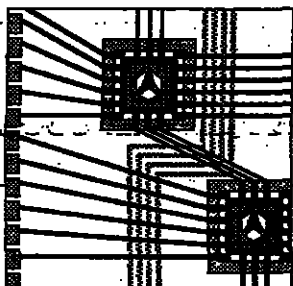
Née en juillet 1990 de la fusion des unités de radiocommunication du Groupe Thomson, la Division CNI (Communication, Navigation, Identification) rassemble les compétences les plus pointues. Résultat, cette union place le Groupe en tête du palmarès européen dans ce domaine d'activité.

Et ses ambitions ne s'arrêtent pas là. En effet, cette unification marquée par la participation aux plus grands programmes internationaux, qu'ils soient civils (couverture VHF-UHF de 9 pays dont le Brésil, la Chine, l'Egypte) ou militaires (AWACS, MSE, SATURN, NIS ...) et par la performance des solutions proposées lui confèrent aujourd'hui une dimension mondiale.

Au sein de la Division CNI, le domaine Communications Aéronautiques a pour vocation la fourniture d'équipements et systèmes complets pour les avions (segment bord) et pour les réseaux de communications Air/Sol de la Défense Aérienne (segment sol). Elle réalise des programmes de haute technologie dans un contexte très international dont :

- MIDS : système de diffusion des informations tactiques,
- SATURN : nouveau système de communication UHF protégé,
- Systèmes de communication de l'AWACS et de l'avion de combat Rafale.

Pour répondre à la croissance de son activité, la Direction des Communications Aéronautiques recherche plusieurs responsables programmes et concepteurs systèmes de haut niveau dont :



#### ADJOINT TECHNIQUE PROGRAMME MIDS

Pour ce grand programme en coopération internationale, vous serez chargé de l'ensemble des aspects techniques et coordonnerez les travaux des services, avec l'appui des chefs de projets spécialisés par filière. Vous serez responsable des spécifications et de l'intégration des différents sous-ensembles et vous travaillerez en coordination avec vos homologues des autres compagnies. Ingénieur grande école, vous justifiez d'une expérience de 6 à 8 ans dans le domaine des équipements électroniques et radiocommunications, de préférence dans un contexte de projet international. Vous maîtrisez parfaitement l'anglais, des déplacements aux USA/Europe sont à prévoir.

#### ADJOINT AU RESPONSABLE DU PROGRAMME SATURN

Vous assisterez le responsable pour tout ce qui concerne les aspects techniques du programme, montage et suivi des coopérations internationales, aspects financiers et délais, relations avec le client, et vous animerez l'ensemble des équipes (toutes Directions confondues) affectées à ce programme.

Ingénieur grande école, vous justifiez d'une expérience de 7 à 10 ans dans le domaine Recherche et Développement en électronique professionnelle. De bonnes connaissances de nouvelles technologies et une certaine pratique du management international sont indispensables.

#### RESPONSABLE SYSTEMES AMONTS

Votre mission sera de mettre en place et d'animer une équipe d'experts système, chargée de définir les architectures des systèmes de communication des nouveaux avions et les principes d'organisation et de gestion de ces nouveaux systèmes. Cette réflexion s'exercera dans un contexte international.

Ingénieur grande école, vous justifiez d'une expérience de 6 à 10 ans dans le domaine architecture de système de communication et transmissions de données. Une bonne capacité à conceptualiser et la maîtrise de l'anglais sont indispensables.

#### RESPONSABLE DE LA MAITRISE D'OEUVRE D'UN GRAND PROGRAMME SYSTEME

Vous serez responsable du programme depuis la partie Etudes et Développement jusqu'à la phase Production. Vous serez l'interlocuteur privilégié du client et vous assurerez le management de l'ensemble des équipes pluridisciplinaires affectées à ce programme.

Ingénieur grande école, vous exercez depuis 6 à 10 ans dans le domaine système et management de programmes. Vous maîtrisez l'anglais et possédez des qualités de négociateur.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant le poste choisi au Service Gestion des Cadres - THOMSON CNI - BP 402 - 92103 BOULOGNE

**THOMSON**

D E S H O M M E S S I G N E N T L E U R T E M P S

#### Schlumberger Technologies

■ SCHLUMBERGER TECHNOLOGIES conçoit, fabrique et commercialise partout dans le monde des cartes à mémoire et des systèmes de paiement électronique, des systèmes de CAO et FAO, des équipements de test automatique, des instruments électroniques de mesure...

La Division CFAO, aux premiers rangs mondiaux dans le domaine des logiciels de Conception et de Fabrication Assistées par Ordinateur, recherche un jeune

#### INGÉNIEUR D'APPLICATIONS SUPPORT TECHNIQUE ET CONSEIL

Après une formation initiale en région parisienne, vous rejoindrez notre Agence de LYON ou de Montrouge.

Vous y prendrez en charge les aspects techniques de nos offres commerciales. Vos responsabilités s'étendront au Conseil, à la formation et à l'assistance de nos clients sur l'ensemble du marché français.

Diplômé d'une grande Ecole d'Ingénieur à dominante mécanique (A&M, ICAM, ECAM, INSA...), vous possédez éventuellement une première expérience industrielle et vous souhaitez mettre à profit vos qualités de contact, votre créativité et votre goût pour le Conseil.

Formateur et évolutif dans un domaine en pleine expansion, ce poste vous préparera à d'importantes responsabilités techniques ou commerciales en France, en Europe ou aux USA. L'anglais est, à ce titre, indispensable.

Merci d'adresser lettre, C.V. et photo, en précisant la référence LM/2901, au Service du Personnel

SCHLUMBERGER TECHNOLOGIES  
Division CFAO - B.P. 620-11  
92542 Montrouge Cedex

3614

En permanence, sur votre Mobil  
tous les postes  
INGÉNIEURS ET CADRES  
proposés par Schlumberger



LA RECHERCHE AU-DELA DE LA RECHERCHE

**cea**

La Direction des Applications Militaires (D.A.M.) du Commissariat à l'Energie Atomique est le premier centre de recherche européen dans le domaine de la Défense. Son atout majeur : la puissance créative, les compétences de pointe très diversifiées de ses 6 700 collaborateurs (dont 2 000 cadres ingénieurs et chercheurs).

An cours des prochaines années, les Nouveaux Matériaux occuperont une place essentielle dans ses programmes de R & D.

C'est pourquoi elle souhaite intégrer dans ses équipes des spécialistes du

#### COMPORTEMENT MECANIQUE DES MATERIAUX

considéré soit du point de vue fondamental (aspects théoriques et expérimentaux) soit dans une optique d'application. Ce seront des :

#### INGENIEURS DE TRES HAUT NIVEAU X, ECP, MINES, E.N.S. de Mécanique, Docteurs ès sciences,...

débuts ou possédant quelques années d'expérience, et si possible déjà formés à la rhéologie. La D.A.M. leur offrira des moyens de travail exceptionnels et le Groupe C.E.A. de larges perspectives de carrière, de la recherche à l'industrie.

Postes à pourvoir en Aquitaine, Touraine et Région Parisienne.

Les dossiers de candidature sous référence 3927 M à préciser sur l'enveloppe seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

2, rue Dufrénoy - 75116 Paris



## Donnez la pleine mesure de votre talent



sfim

Gyroscopie, pilotage automatique, équipements de défense et de mesure sur terre, sur mer et dans l'espace... Depuis plus de 40 ans, la SFIM consacre 25 % de son chiffre d'affaires à la recherche et aux développements. Dans le cadre de notre évolution, la Direction "Recherches et Développements" recrute :

## INGENIEURS LOGICIELS

Vous prenez en charge le développement de logiciels "temps réel" depuis la conception jusqu'à l'intégration. Vous avez des compétences dans le domaine logiciel "temps réel". Vous connaissez le langage C, Pascal, Fortran, le matériel Motorola 68000, le moniteur temps réel VRTX, les machines VAX, SUN, PC. Votre formation d'ingénieur ISEP, ISEN, ENSEA, ENSI nous intéresse. (réf. IL)

## INGENIEURS ELECTRONICIENS

Vos connaissances en conception de matériels numériques (68000) et analogiques, vous permettent, dans un premier temps, de participer à la conception de cartes électroniques. Vous prendrez ensuite la responsabilité d'une équipe d'ingénieurs et de techniciens pour mener à bien un ou plusieurs projets. (réf. IE)

## INGENIEURS AUTOMATICIENS

Vous prenez en charge tous les aspects simulation, automatisation, optimisation, spécification. Vous connaissez l'aéronautique, l'électronique, l'informatique (Pascal, Fortran), la mécanique du vol ou l'optique. Vous êtes ingénieur ENSICA, ENAC, ESTACA, ENSMA. (réf. IA)

Au sein de petites équipes pluridisciplinaires, vous vous impliquerez dans des projets de haute technologie. Débutants ou forts d'une première expérience réussie, rejoignez-nous. Les postes sont basés à Massy (91).

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV + photo et références en précisant la référence choisie, à Françoise HENNEQUIN - SFIM - Direction des Affaires Sociales - 91344 Massy Cedex.

NE COMMUNIQUEZ PAS

PARIS - LILLE



Le CENTRE TECHNIQUE de la CONSERVATION des PRODUITS AGRICOLES, Siège à Paris, crée la fonction de

## Directeur Recherche et Développement Agro-Alimentaire

Vous êtes ingénieur agro-alimentaire ou chimiste bactériologique - DEA ou Doctorat. De 32 à 38 ans environ, vous justifiez d'une expérience industrielle significative en Recherche et Développement agro-alimentaire.

Rattaché au Directeur Général, vous encadrerez une équipe de 30 collaborateurs sur 3 sites avec un objectif premier : développer la recherche appliquée.

Vos missions principales seront de :

- concevoir les programmes de recherche appliquée, animer et coordonner leurs réalisations,
- gérer et coordonner l'activité des laboratoires et des ateliers pilotes,
- diffuser les réalisations techniques du CTCPA en France et à l'étranger (colloques, réunions, etc.).

Vos qualités d'animation, de communication, de formateur et votre expérience scientifique R et D en milieu industriel seront des atouts déterminants. Anglais souhaité.

Merci d'adresser CV + prétentions + enveloppe à l'adresse sous réf. CPA/LM.

Michel JOURNALISTE CONSEILS international search group  
182, rue de Valenciennes - 75015 PARIS



ALLEMAGNE - GRANDE-BRETAGNE - ITALIE

## Ingénieur production Pardies (Pau) - Génie Chimique -

Filiale d'un grand groupe européen à implantation internationale, nous recherchons pour l'un de nos sites en région Paloise un INGENIEUR DE PRODUCTION. Vous serez l'adjoint du responsable d'exploitation et vous augmenterez la productivité de nos ateliers par la diminution des coûts et l'accroissement de la fiabilité.

Vous dirigerez le personnel des ateliers d'ammoniac, d'acide nitrique et des produits chimiques. Votre efficacité et vos facultés relationnelles vous

permettront d'évoluer dans un premier temps vers la fonction de chef de service.

Le poste peut intéresser un Ingénieur Chimiste option Génie Chimique résolument tourné vers la production de spécialités et la gestion des hommes.

Connaissance de l'anglais technique indispensable. Expérience de quelques années souhaitée.

Merci d'adresser votre CV + photo + lettre manuscrite, à HYDRO AZOTE - Service Recrutement - 46, rue Jacques Dulud 92200 NEUILLY.

HYDRO AZOTE

MEDIA 9

## Responsable des essais et études technologiques

## AMORA

C'est 1,8 milliards de francs de CA en 1988, 750 personnes, 8 unités de production et une forte progression, une gamme étendue de montardes, saucis, légumes condimentaires, poivres, épices et herbes, un développement soutenu de produits nouveaux.

Rattaché au Directeur de la recherche et développement, vous avez pour mission de transposer au stade industriel les modèles réalisés en recherche produits. Vous étudiez la faisabilité, chiffrez les coûts de la phase pilote, réalisez les essais en atelier pilote et définissez le processus de fabrication. Vous participez ensuite à l'étude des coûts industriels et accompagnez la mise en place : installation des matériels, premiers essais, formation du personnel.

A la tête de l'atelier pilote et en relation permanente avec la fabrication, vous êtes un homme de dialogue, efficace, convaincu de la nécessité de travailler en équipe. Pour ce poste basé à Dijon, vous êtes ingénieur agro de formation (ENSAIA...), si possible spécialisé en génie alimentaire, et avez acquis impérativement une très expérience en processus, production ou contrôle qualité. Votre réussite dans cette mission vous ouvrira, par la suite, des perspectives élargies dans le groupe.

Merci d'adresser votre candidature (CV, lettre manuscrite en précisant votre rémunération actuelle sous la référence SUDIM à ISN, Service Recrutement - 7 rue de Téhéran, 75281 Paris Cedex 08.



CENTRE TECHNIQUE DES INDUSTRIES MECANIKES

VEILLE TECHNOLOGIQUE - RECHERCHE DEVELOPPEMENT - TRANSFERT VERS L'INDUSTRIE

recherche

VOUS AVEZ : ♦ De bonnes connaissances en mécanique et comportement des matériaux, un bon niveau informatique et la maîtrise de l'anglais.

VOTRE MISSION : ♦ Participer aux programmes de recherche et de développement, au niveau national et européen, dans le domaine de l'assemblage par collage ♦ Promouvoir cette technique de pointe ♦ Transférer nos connaissances aux industriels pour leur permettre d'être plus compétitifs.

Poste basé à Saint-Etienne.

ETUDES - RECHERCHES

Merci d'adresser CV, photo et prétentions à : CETIM, PERSONNEL ET RELATIONS SOCIALES, 10, rue Barrouin, 42029 ST ETIENNE Cedex 1.

TRANSFERT

CONFESSE

## CHEF DE PROJET

Société de Télécommunications en forte expansion recherche CHEF DE PROJET multiplexeurs numériques

Pour le développement d'équipements destinés au réseau de transmission de FRANCE TELECOM.

Ingénieur à fort potentiel, 5 ans minimum d'expérience en Labo. Solide expérience des techniques de transmissions numériques. Capacité à diriger des équipes techniques (matériel et logiciel) dans le respect des délais et des budgets. Evolution à terme vers un poste de Direction technique. Rémunération : 350 à 400 Kf.

Adresser Curriculum-Vitae détaillé sous la référence 70.221, à PUBLICITE ROGER BLEY - 101, rue Réaumur - 75002 Paris, qui transmettra.



SECTEUR AERONAUTIQUE ET SPATIAL

Le Groupe Européen des Sciences et Techniques Avancées recherche, pour accompagner le fort développement de son secteur aéronautique, des

INGENIEURS GRANDES ECOLES (SUP-AERO, CENTRALE, ENSICA, ENSMA, ARTS et METIERS, ENSEM, ENSM)

ingénieurs d'étude

participation à la réalisation de projets spatiaux de demain.

ingénieurs de production

participation à l'exploitation de programmes spatiaux opérationnels.

chef de projet

Jeunes diplômés acceptés - Lieu de travail région 79. Envoyer CV, prétentions et photo à : Groupe ESTA - Service Recrutement - Av. du Château - BP 40 - 78480 Verneuil/Seine.

P. BLEY

## Ingénieur chimiste, nos nouveaux marchés passent par vous.

Société à taille humaine - CA 60 MF, 100 personnes -, nous extrayons, produisons et commercialisons des matières premières minérales pour l'industrie céramique en France et en Europe. Notre stratégie de diversification passe par de nouveaux marchés, comme ceux du papier, de la peinture et du caoutchouc.

Rattaché à notre Directeur Commercial, vous bénéficierez de son appui pour explorer ces secteurs. Un contrôle qualité extrêmement strict et reconnu sur le plan européen, ainsi que la coopération étroite du service Recherche et Développement assureront votre succès.

Vous êtes ingénieur en chimie minérale ou céramiste. Une expérience de 3 à 5 ans, soit technico-commerciale, soit produit, développement..., a confirmé votre dynamisme et votre autonomie. Pour ce poste basé à Paris, l'anglais est indispensable, l'allemand ou l'espagnol serait un plus. Adressez votre dossier à notre conseil Anne Cousin, Sirca, 140 Bd Haussmann, 75008 Paris, en précisant la référence 232 432 LM.

Sirca

Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne

Membre de Syntec

Informatique - Assurance Qualité

## INGENIEUR OU PHARMACIEN

Cette entreprise à taille humaine, filiale d'un groupe français performant, est spécialisée dans une technologie de pointe appliquée à la stérilisation de produits médicaux ou pharmaceutiques, et à la pasteurisation de produits agro-alimentaires.

Rattaché au Directeur Général, il aura plusieurs missions. En tant que Chef de projet informatique, il sera responsable de la conception puis de la mise en œuvre du nouveau schéma directeur informatique en liaison avec une SSII extérieure. En parallèle, il veillera à l'application des procédures d'Assurance Qualité dans les unités de traitement et à leur évolution. Nous souhaitons rencontrer soit un ingénieur de formation agro-alimentaire, biologiste ou vétérinaire, soit un pharmacien, âgé d'au moins 30 ans. Son expérience de 5 à 7 ans en milieu industriel lui a permis d'acquies des compétences en organisation informatique et la sensibilité aux procédures d'Assurance Qualité.

Poste basé dans la banlieue de Lyon.

Réelles perspectives d'évolution à terme vers une fonction de management industriel.

Merci d'adresser lettre de candidature. CV complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 11482 K à :

EGOR BIOMEDICAL  
8, rue de Berni - 75008 PARIS

EGOR

PARIS AX-EN PROVENCE BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEERLAND PORTUGAL SVERIGEN UNITED KINGDOM

## ProSim S.A., société nouvelle dans le domaine de la Simulation des Procédés Chimiques, recherche UN INGENIEUR RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT (ENSIGC, ENSIC, Centrale, UTC...)

Basé à Toulouse, sa mission consistera essentiellement à la réalisation d'études, au développement et à la maintenance de logiciels. Ingénieur avec quelques années d'expérience ou débutant, le candidat devra posséder, en plus de ses compétences en Génie Chimique, une certaine aisance en informatique.

Toute candidature, CV et lettre manuscrite, sera adressée à : M. VACHER - ProSim S.A., Chemin de la Loge, 31078 Toulouse Cedex.

Jeune In

Bureau d'Etudes

Jeune Ingénieur

REPRODUCTION INTERDITE

# Le Monde des Secteurs de Pointe

... Le Monde • Mercredi 30 janvier 1991 • XXIII

FUTUROSCOPE DE POITIERS  
HOTEL INDUSTRIEL BERLIER  
CITE DES SCIENCES ET DE L'INDUSTRIE  
NOUVEAU MINISTERE DES FINANCES DE PARIS-BERCY  
BIBLIOTHEQUE DE FRANCE

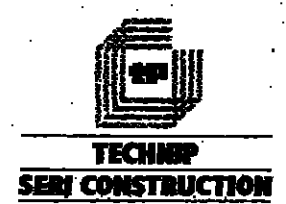


Filiale de TECHNIP,  
TECHNIP SERI CONSTRUCTION  
développe l'ensemble des  
projets d'ingénierie liés  
aux bâtiments et  
aménagement tertiaires.

Piloter les  
grands projets  
d'aménagements  
tertiaires  
de demain

Nous recherchons aujourd'hui  
les pilotes de nos futurs projets :  
• Ingénieurs structures,  
• Chefs de projet généralistes  
du bâtiment,  
• Ingénieurs thermiciens,  
• Ingénieurs électriciens.  
Ayant acquis une expérience  
significative dans les domaines  
de l'ingénierie ou du BTP, vous  
souhaitez valoriser celle-ci dans  
une structure de taille humaine,  
en forte expansion, au sein d'un  
Groupe de tout premier plan (CA :  
6,5 milliards de francs en 1989).  
Maîtrise de l'anglais souhaitée.

Merci d'adresser votre candidature  
(lettre, CV, photo), sous référence  
12988, à Stéphane Demarquette,  
Technip, Division du Personnel,  
92090 Paris-La Défense Cedex 23.



ISIS  
Société d'ingénierie  
groupe SCETAURROUTE

Filiale du leader européen de l'ingénierie des grandes infrastructures de transport, ISIS se  
place au premier rang de la recherche et de l'innovation dans les études et les techniques  
de pointe liées à l'ingénierie du trafic (études de trafic, gestion des déplacements,  
systèmes d'exploitation). Notre expansion nous conduit à rechercher pour notre  
département TRAFIC-SYSTEMES-STATIONNEMENT pour PARIS-OUEST gros

## DIRECTEURS D'ETUDES

spécialisés en :  
**ETUDES DE TRAFIC**, pour diriger d'importantes études urbaines et interurbaines,  
mettre au point de nouvelles méthodologies et développer des modèles spécifiques en  
liaison avec les instituts de recherche, assurer des missions d'expertise.  
**PLANS DE DEPLACEMENT URBAIN**, pour mener des projets d'études de  
déplacement tous modes, définir des plans de circulation, développer des outils  
informatiques spécifiques, en France comme à l'étranger.  
**SYSTEMES D'INFORMATIONS DE L'USAGER**, pour la conception et la mise  
en œuvre des nouvelles technologies appliquées à la circulation et aux transports, tout en  
contribuant au développement des projets européens comme DRIVE, EUREKA...  
Une expérience adaptée, exercée au contact d'interlocuteurs de haut niveau (Elus,  
Administration, Dirigeants d'Entreprises...) et associée à une formation Grande Ecole ou  
Universitaire spécifique est nécessaire.  
Une bonne connaissance de l'informatique et de l'Anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature à/réf. DFD/DSO191  
en précisant la rémunération souhaitée à ISIS - D. POIRIER-DUCROUX -  
2, rue Stephenson - 78181 ST QUENTIN YVELINES CEDEX.



Débutant ou 1<sup>ère</sup> expérience,  
nous vous offrons le choix...

## Jeune Ingénieur Bureau d'Etudes ou Qualité

Centrale, Mines, AM...

Proche Lyon

Contribuer activement au sein du Bureau d'Etudes de la Division Groupes de Réintégration aux projets d'amélioration (performances, conditions de mise en œuvre, esthétique, etc.) d'une gamme de produits industriels, ou bien, au sein du Service Qualité de l'Unité Usinage haute précision, améliorer la conformité des produits par rapport aux attentes Clients, adapter les installations, former le Personnel et participer (avant de l'achat) au Groupe de travail Qualité associant Etudes, Méthodes et Achats. Pour l'une ou l'autre de ces missions, vous devez avoir un fort potentiel, être ingénieur généraliste (option mécanique ou thermique), débutant ou bénéficiant d'une première expérience et vous exprimer consciemment en anglais. La réussite dans cette première fonction permettra d'évoluer vers des responsabilités plus importantes au sein de notre Entreprise (1800 pers., 1,5 Md de CA, 3 établissements), leader européen dans son domaine d'activité, très fortement exportatrice (80 % du CA, 80 pays). Nous concevons, produisons et commercialisons des biens d'équipement électro-mécanique grandes séries.

ORION vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) s/réf. 101 803 M.



35, rue du Rocher 75008 PARIS

## CEGELEC PARTOUT OU LE PRESENT A DE L'AVENIR.

L'ingénierie électrique CEGELEC, c'est l'entreprise électrique,  
le contrôle industriel, les services d'assistance technique.  
Trois métiers de pointe, exercés par 27 000 personnes  
qui dans plus de 80 pays ouvrent l'avenir au présent.

## INGENIEURS GENIE LOGICIEL

• Pour notre Département  
Recherche et Développement.  
**Consultants Génie  
Logiciel**

Vous assistez les chefs de  
projets et les utilisateurs dans  
la mise en œuvre des techniques  
de génie logiciel et vous  
contribuez aux évolutions des  
techniques et aux choix des  
outils. Vous participez  
également à l'établissement et  
au suivi des plans qualitatifs.

A votre expérience en logiciel  
temps réel et/ou génie logiciel  
vous alliez la pratique de  
l'anglais et peut-être une  
première expérience en tant  
que formateur. Homme de  
contact, vous possédez le sens  
de l'organisation et l'esprit  
d'initiative. (réf. CGL)

• Pour notre Direction Produits  
et Technique  
**Ingénieur  
Qualité Logiciel**

Passionné de qualité logiciel,  
vous mettez en œuvre les  
méthodes et les techniques  
de construction et de gestion  
de la qualité sur les projets  
de développement.

En plus de qualités relationnelles  
et techniques, vous justifiez  
d'une bonne connaissance  
de l'anglais et d'une expérience  
pratique d'un minimum de 3 ans  
sur les projets.

Vous maîtrisez les concepts du  
génie logiciel et notamment les  
techniques d'Assurance Qualité :  
Recommandations Qualité  
AFNOR, IEE, CEI880, Tableaux  
de bord qualité... (réf. CAQL)

Pour ces postes, merci  
d'adresser votre candidature  
(lettre manuscrite, CV, photo  
et prétentions) en précisant  
la référence choisie à J.D. AUBOY  
5, avenue Newton - 92142 CLAMART  
CEDEX.



CEGELEC, UN GRAND DE L'INGENIERIE ELECTRIQUE DANS LE MONDE

## UN CHEF DE PROJET EN INGENIERIE DE FORMATION

RESPONSABLE DE LA STRATEGIE 92

FORMATION :

- Ecole Supérieure de Commerce ou d'ingénieurs, ou 3<sup>ème</sup> cycle universitaire.
- Aptitude à la négociation
- Pratique courante de l'anglais

MISSIONS :

- Chargé du développement et de la commercialisation d'Eurostratégies et de projets de formation à dimension européenne destinés aux entreprises. (Réf. 9101 LM)

## UN RESPONSABLE DU SERVICE INGENIERIE DE FORMATION

FUTUR CHEF DE DEPARTEMENT

FORMATION :

- Ecole Supérieure de Commerce ou d'ingénieurs ou 3<sup>ème</sup> cycle universitaire
- Expérience de l'ingénierie de formation en entreprise et/ou en cabinet conseil
- Connaissance de la législation de la formation professionnelle
- Aptitude à la négociation et pratique dans ce domaine
- Pratique de l'anglais.

MISSIONS :

- Responsable du développement des lignes de produits (maîtrise d'œuvre, réinsertion, stratégie 92)
- Animation d'une équipe de conseillers en formation. (Réf. 9102 LM)

## UN TECHNICIEN BUREAUTIQUE

FORMATION :

- Connaissance de l'AS/400
- Langage de contrôle
- Utilitaires AS/400
- Langage GAP/3
- Notions de comptabilité
- Connaissance de la micro informatique

MISSIONS :

- Surveillance de l'exploitation AS/400
- Automatisation des procédures de sauvegarde et de restauration de l'AS/400
- Assistance micro-informatique 1<sup>er</sup> niveau (Réf. 9103 LM)

Merci d'adresser votre dossier (CV, photo et  
prétentions) en précisant la référence du poste choisi,  
à C.C.I.P. - DRH - B, rue Chateaubriand  
75008 PARIS.



## Chimie Analytique dans l'Industrie Pharmaceutique

SYNTHELABO RECHERCHE (L.E.R.S.) l'un des tout premiers groupes pharmaceutiques européens,  
notamment par la qualité et le niveau de son investissement en Recherche, recrute pour son  
Département de Recherche Chimique :

## Cadre Chimiste - Analyste (h/f)

pour son groupe de Développement Analytique et Contrôle Pharmaceutique

Le candidat aura de préférence une expérience de 2 à 5 ans dans le domaine de l'analyse pharmaceutique  
ou équivalent. Maîtrisant en particulier la théorie et la pratique des techniques chromatographiques, le  
candidat animera une équipe d'analystes et sera chargé de l'exécution et du suivi des projets.  
Niveau de formation : Doctorat ou Ecole d'Ingénieur.  
Poste basé à Meudon (92).

Merci d'envoyer dossier de candidature (lettre, CV, photo et prét.) sous réf. 7137MO à LBW, 30 bis rue  
Spontini, 75116 PARIS, qui transmettra.

SYNTHELABO RECHERCHE  
(L.E.R.S.)





سكرا من العمل

1000 recrutés en deux ans :  
au CEA nous préparons l'avenir.



au cœur de l'indépendance,  
préparer l'avenir.

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES, SCIENTIFIQUES BAC + 5/7

CEA

au cœur de la défense,  
préparer l'avenir.

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES, SCIENTIFIQUES BAC + 5/7

CEA

au cœur de la connaissance,  
préparer l'avenir.

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES, SCIENTIFIQUES BAC + 5/7

CEA

au cœur de la santé,  
préparer l'avenir.

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES, SCIENTIFIQUES BAC + 5/7

CEA

au cœur de l'industrie,  
préparer l'avenir.

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES, SCIENTIFIQUES BAC + 5/7

CEA

#### INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES, SCIENTIFIQUES BAC + 5/7

La vocation première du CEA : maîtriser l'atome. L'expertise qu'exige un tel domaine lui a permis d'acquérir un savoir-faire technologique inégalé dans tous les métiers de pointe : robotique, matériaux, électronique, biologie...

Servir l'indépendance, la connaissance, la santé, le progrès... ; telles sont les missions du CEA ; tels sont les combats dans lesquels 20 000 chercheurs, ingénieurs et spécialistes engagent chaque jour leur compétence, leur enthousiasme et leur sens des responsabilités.

Dans tous les domaines de la science et de la technologie, le CEA est à la pointe de la recherche.

Pour un premier contact, adressez votre dossier de candidature à  
Paul Queyssalier - CEA - 31/33, rue de la Fédération  
75015 PARIS.

**cea** LA RECHERCHE AU-DELA DE LA RECHERCHE

## combats

### Des soldats des unités

Les unités de combat du CEA sont composées de soldats, d'ingénieurs, de chercheurs, de spécialistes. Elles sont réparties dans les différents domaines de la recherche. Elles sont engagées dans les combats de la recherche.

Le film des combats du CEA est disponible. Il est distribué par le CEA. Il est disponible dans les bibliothèques, les centres de documentation, les centres de recherche.

Le film des combats du CEA est disponible. Il est distribué par le CEA. Il est disponible dans les bibliothèques, les centres de documentation, les centres de recherche.